

Cahier spécial Vivre à Strasbourg

Strasbourg, marquée par l'histoire et ses cinq changements de nationalité en un siècle, sait encore surprendre, se montrer audacieuse et généreuse.

Le téléphone en fusion

Deux anciens monopoles des télécommunications, italien et allemand, tentent un rapprochement qui créerait le premier groupe mondial. Mais les obstacles sont nombreux. p. 23

Turquie : percée de l'extrême droite

Après les élections législatives et locales qui se sont tenues dimanche 18 avril en Turquie, la gauche et l'extrême droite nationaliste sont appelées à former un gouvernement. p. 38 et notre éditorial p. 21



Danse : renouveau à Moscou

Le Bolchoï tente d'échapper au conservatisme, avec moins d'audace cependant que le Théâtre Stanislavski ou le Festival Tchekhov. Mais les vrais novateurs sont en dehors du système. p. 34

L'attentat de Brixton

L'explosion, samedi, sur le marché d'un quartier afro-américain d'un engin rudimentaire bourré de clous a été revendiquée, lundi, par un groupuscule néonazi. p. 5

Aide aux victimes

Le Conseil de sécurité intérieur a défini, lundi, un plan d'action sur trois ans d'aide aux victimes. p. 12

Midi-Pyrénées : le décalage

Le contraste entre l'agglomération toulousaine, en progression constante, et le reste de la région Midi-Pyrénées, qui stagne ou régresse, crée de nombreux effets pervers. La suite de notre série sur les régions en chantier. p. 14

Allemagne, 3 DM ; Autriche, 9 F ; Belgique, 20 F ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 16 DKK ; Espagne, 225 PTA ; France, 7 F ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 F ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 Escudo ; Royaume-Uni, 1 £ ; Suède, 100 Krona ; Suisse, 2,30 F ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147 - 421 - 7,50 F



Un mois de guerre, pour quels résultats ?

- L'OTAN entre dans sa cinquième semaine de bombardements de la Yougoslavie
- M. Milosevic a réussi à déporter le tiers des Albanais du Kosovo
- Son armée garde sa liberté de manœuvre dans la province
- Les pays frontaliers sont déstabilisés par l'afflux de réfugiés

L'OPÉRATION « Force alliée » entrera, mercredi 21 avril, dans sa cinquième semaine. Les Occidentaux continuent à dire que les frappes aériennes de l'OTAN sur la République fédérale de Yougoslavie (RFY) doivent être poursuivies avec détermination. Ils jugent qu'elles finiront par affaiblir le régime du président Slobodan Milosevic au point qu'il accédera aux conditions que lui imposent les Occidentaux sur le Kosovo ou qu'il ne sera plus en mesure de s'y opposer. Selon le bilan des quatre premières semaines, établi par *Le Monde* (lire page 16), cette stratégie n'a permis d'atteindre aucun des objectifs que les alliés s'étaient fixés au début de l'opération, le 24 mars. Il s'agissait de faire accepter à Slobodan Milosevic le plan occidental sur le Kosovo, de l'empêcher de martyriser la population kosovare, enfin de donner un coup de semonce au régime de Belgrade.

Sur le plan politique, M. Milosevic paraît moins que jamais sur le point de « craquer » sous le choc des bombardements. Il bénéficie même d'un regain de soutien, sinon



- La déstabilisation des pays voisins p. 2 et 3
- La France renforce ses moyens de renseignement p. 3
- Inquiétude face au brusque arrêt de l'exode p. 4
- Le bilan de quatre semaines de guerre p. 16
- Comité Kosovo, les militants de la première heure p. 17
- L'Europe désemparée, par Susan Somag p. 22

De la bonne utilisation du Kosovo sur le front espagnol

MADRID

de notre correspondante
En politique, il n'y a rien à jeter, surtout pas une guerre et les petits profits qu'elle peut rapporter. Ce n'est pas José María Aznar, président du gouvernement espagnol, qui dira le contraire. Ces derniers jours, il n'a eu de cesse d'utiliser ce qu'il appelle les « enseignements du Kosovo » pour poser quelques banderilles contre les nationalistes basques, mais aussi catalans et galiciens, qui gangrèneraient ses yeux la belle unité de l'Espagne.

L'occasion, il est vrai, était à saisir : mollement talonné par son opposition socialiste - reléguée à plus de sept points derrière lui, selon le dernier sondage d'opinion -, M. Aznar a aussi les mains libres sur l'engagement de son pays dans les actions de l'OTAN. En effet, 55 % des Espagnols approuvent l'intervention actuelle et seraient même d'accord à 56 % pour un engagement terrestre, « si cela était vraiment nécessaire ». Et 64 % désignent Slobodan Milosevic et son nationalisme intolérant comme « l'unique responsable » de la guerre.

Alors, autant profiter de cette bonne disposition d'esprit, à quelques semaines des élections européennes, régionales et surtout municipales, du 13 juin, qui seront décisives au Pays basque, pour en découdre avec ces nationalistes locaux. D'autant que si la trêve se maintient, la paix au Pays basque ne semble pas se profiler pour demain.

Une majorité d'Espagnols (52 %) estiment aussi que le gouvernement ne les tient pas au courant de ce que fait vraiment l'OTAN. Qu'à cela ne tienne, M. Aznar va donc leur parler du Kosovo tous les jours, non pas pour donner des informations, mais pour tirer des conclusions. Et la dernière, avancée dimanche 18 avril lors d'une réunion préélectorale à Tolède, est la plus évidente : « Toute politique d'exclusion ethnique, culturelle et linguistique n'est qu'une dynamique conduisant à de graves conséquences », dit M. Aznar, le regard tourné vers Bilbao. Puis, évitant soigneusement de nommer qui que ce soit, il ajoute : « Surtout ne mettez pas en péril, avec des propositions sans lendemain, ce grand patrimoine commun qu'est l'Espagne constitu-

tionnelle. Respectez notre histoire, ne la réinventez pas. L'exclusion totalitaire des nationalités engendre le génocide et le nettoyage ethnique ! »

Une brèche électorale était ouverte. Les socialistes s'y sont engouffrés, quitte à forcer un peu l'argument. C'est ainsi que le secrétaire général du Parti socialiste, Joaquín Almunia, fustige allègrement « les tendances à l'exclusion qui peuvent exister aussi à l'intérieur de nos frontières ». Un de ses lieutenants de Castille-La Manche, José Bono, agit le danger « d'une sécession sur le territoire espagnol ». Les nationalistes se sont-ils laissés intimider pour autant ? Pas vraiment. « Agiter le fantôme de Milosevic relève d'un nationalisme espagnol falsifié », réplique-t-on du côté catalan. Quant à Herri Batasuna, le bras politique de l'Organisation séparatiste basque ETA, elle ironise à son tour, comparant l'OTAN à l'ETA, qui « elle aussi, vole ou secourt d'un petit peuple (basque) pour l'aider à retrouver la plénitude de son identité ».

Marie-Claude Decamps

Lire page 29

Emplois interdits aux étrangers

SECON une étude du CERC (Connaissance de l'emploi, des revenus et des coûts), près du tiers des emplois - publics et privés - sont, en France, interdits aux étrangers non européens. Ces « discriminations légales » concernent la fonction publique - magistrats, policiers, infirmiers ou enseignants -, mais aussi les entreprises publiques ou nationalisées, comme EDF ou la RATP, ainsi que certains pans du secteur privé, médecins, architectes ou experts-comptables. Pour Danièle Lochak, professeur de droit à Paris-X et présidente du Groupe d'information et de soutien aux immigrés (Gisti), ces exclusions représentent un véritable « protectionnisme au bénéfice des nationaux ».

Lire page 11

François Bayrou, l'Europe et le destin

L'ENJEU de la formation d'une liste unique de la droite - réserve faite de la dissidence Pasqua-de Villiers - est tout sauf « politique ». La question n'est présentée sous ce jour que par ceux qui ont intérêt à escamoter le problème. « Nous

sommes tous d'accord, unissons-nous, François Bayrou ne fait des difficultés que par intérêt personnel » : tel est le discours asséné d'une même voix par les artisans et les bénéficiaires du retrait de Philippe Séguin, au RPR, et par leurs alliés de DL, in-

quiets de voir leurs électeurs, privés de repères, se tourner vers l'UDF « maintenue ».

Pas vraiment enthousiaste, au départ, à l'idée de rééditer la tentative d'autonomisation des « européens », soldée médiocrement par

la liste Simone Veil en 1989, François Bayrou se trouve aujourd'hui investi d'une mission ou d'une charge qui pourraient être - allez - historiques. La guerre du Kosovo, en effet, a tout changé. Le débat européen n'est plus ce qu'il promettait d'être il y a deux mois : une affaire de politique intérieure, marquée d'un reste de querelles abstraites sur l'Europe politique et, au mieux, pimentée, pour les « mordus » de la chose, par une lutte de pouvoir entre le Parlement et le Conseil autour de la maîtrise de la Commission de Bruxelles. Il est devenu le lieu ou le moment d'une mutation, d'un nouveau pas dans l'acclimatation, en France, des données et des projets politiques et stratégiques, dont dépend l'avenir de l'Europe et de ses habitants.

Rien, dans les motifs que M. Séguin a exposés de sa double démission, ne se réfère à l'engagement de l'OTAN contre la Serbie. C'est même le paradoxe de son départ que d'apparaître, pour cette raison, hors sujet. Il serait donc absurde de faire dire au député des Vosges ce qu'il ne dit pas, mais il est impossible de ne pas établir de relation entre sa décision et le contexte dans lequel elle est intervenue.

Patrick Jarreau

Lire la suite page 21
et nos informations pages 8 et 9

De père en fils



ARNAUD LAGARDÈRE

A TRENTE-HUIT ANS, Arnaud Lagardère vient de prendre la tête d'Europe 1 Communication, le pôle audiovisuel du groupe dirigé par son père, Jean-Luc Lagardère. Il établit sa stratégie sur les synergies entre la radio, les télévisions thématiques et les différentes activités multimédias de Grolier Interactive Europe, qu'il préside encore.

Lire page 25

International	2	Communication	25
France	8	Emplois/annonces	25
Société	11	Tableaux de bord	26
Régions	14	Aujourd'hui	29
Cartes	15	Météorologie, jeux	32
Horizons	16	Culture	34
Entreprises	23	Guide culturel	36
Abonnements	24	Radio-Télévision	37

هكذا من الأصل

BALKANS L'armée yougoslave a lancé un mandat d'arrêter contre le vice-premier ministre du Monténégro, accusé de s'opposer à la mobilisation contre l'OTAN. La police de

Podgorica refuse de l'exécuter. **● L'ALBANIE ET LA MACÉDOINE**, où 375 000 et 140 000 Kosovars ont déjà trouvé refuge, appellent les Occidentaux à instaurer un plan de

sauvetage pour leurs économies. L'Albanie est le pays le plus pauvre d'Europe, et la Macédoine craint une crise politique due à la présence d'une forte minorité albanophone.

● LES PREMIERS HÉLICOPTÈRES d'attaque Apache de l'armée américaine devraient arriver mardi 20 avril en Albanie. **● LA RUSSIE**, à travers les déclarations d'Igor Ivanov, son mi-

nistre des affaires étrangères, et Viktor Tchernomyrdine, le « représentant spécial » du président Eltsine, prend peu à peu ses distances avec Belgrade.

Monténégro, Albanie, Macédoine : les effets dévastateurs de la guerre

L'armée yougoslave a lancé un mandat d'arrêter contre le vice-premier ministre monténégrin, Novak Kilibarda. Tirana et Skopje appellent les Occidentaux à instaurer un « plan Marshall » d'aide d'urgence pour sauver leurs économies, menacées d'effondrement.

ALORS qu'elle entre, mercredi 21 avril, dans sa cinquième semaine, la campagne aérienne de l'OTAN en Yougoslavie n'a toujours pas réussi à enrayer l'évacuation forcée des Kosovars par l'appareil répressif serbe. Un risque de déstabilisation politique et économique menace les pays d'accueil des réfugiés.

● L'Armée yougoslave tente de déstabiliser le pouvoir civil au Monténégro, où elle a lancé un mandat d'arrêter contre le vice-premier ministre, Novak Kilibarda, pour avoir invité les Monténégrins à refuser la mobilisation et à refuser que le territoire soit utilisé par l'armée yougoslave. La police, fidèle au président réformateur Milo Djukanovic, refuse d'exécuter ce mandat d'arrêter et la tension monte entre Belgrade et Podgorica. En Macédoine, dont les capacités d'accueil de Kosovars ont atteint le point de saturation, le spectre de l'effondrement économique guette.

● Lorsque les Serbes renouvellent les pressions, c'est pour déstabiliser les pays voisins. Et lorsque Belgrade veut faire pression sur la

communauté internationale, il ferme ses frontières afin d'accroître l'inquiétude sur la situation des Albanais du Kosovo », a déclaré le ministre albanais des affaires étrangères, Pascal Milo. Il faisait allusion à la brusque fermeture lundi, par les autorités yougoslaves, de leurs frontières avec l'Albanie et la Macédoine. La frontière entre la Serbie et le Monténégro reste ouverte.

● Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) nourrit de grandes inquiétudes sur une colonne de réfugiés de 17 kilomètres de long - c'est-à-dire quelque 30 000 personnes - qui « s'est évanouie » lundi alors qu'elle s'apprêtait à franchir le poste-frontière de Mordina, principal point de passage à la frontière albanaise. Aucun réfugié n'a franchi lundi la frontière entre le Kosovo et la Macédoine.

● La situation des Kosovars déplacés de leurs foyers mais restés dans la province est des plus alarmantes. Leur nombre et les conditions dans lesquelles ils vivent sont inconnus. L'OTAN a lancé un nouveau cri d'alarme, affirmant que

près de 850 000 personnes sont dans cette situation. La fourchette des estimations du département d'Etat américain est très large : 100 000 personnes auraient disparu dans les rafles opérées par les forces serbes, si on prend en compte les seuls témoignages des réfugiés, et un demi-million, d'après des informations venues de sources à l'intérieur du Kosovo, selon un rapport publié lundi par le

département d'Etat américain. Martin Griffith, adjoint aux affaires humanitaires de l'ONU, a évalué à quelque 700 000 le nombre des déplacés au Kosovo.

● Des combats continuent d'opposer les forces yougoslaves aux séparatistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) dans le nord et le sud-ouest de la province, a affirmé le porte-parole de l'Alliance atlantique, Jaime Shea.

Livraisons de pétrole : Paris souhaite une action de l'UE

La France souhaite restreindre l'approvisionnement en pétrole de la République fédérale de Yougoslavie (RFY), au travers d'une décision de l'Union européenne, qui associerait les pays limitrophes de la RFY. « La France suggère l'adoption, dans les plus brefs délais, d'une position commune sur les restrictions aux livraisons d'hydrocarbures à destination de la RFY, à laquelle les pays associés - particulièrement les pays riverains de la RFY - seraient invités à se joindre », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Anne Gazeau-Secret. Une suggestion très en-deçà des propositions de blocus pétrolier pour couper la Yougoslavie de ses sources d'approvisionnement - via les côtes monténégrines, et par les oléoducs depuis des pays voisins. Une position commune de l'UE « permettrait d'envisager les mesures d'application dans le domaine communautaire. La plupart de nos partenaires ont réagi positivement », a déclaré M^{me} Gazeau-Secret.

L'UCK a affirmé avoir capturé trois soldats de l'armée yougoslave, dont un volontaire russe.

● Plusieurs centaines de parachutistes américains de la 82^e division aéroportée ont été déployés en Albanie. Ils font partie d'une force de 2 600 hommes chargée d'accompagner et de protéger les 24 hélicoptères d'attaque Apache attendus mardi et qui, d'après le porte-parole de l'OTAN, entreront en action au début de la semaine prochaine. Le président Bill Clinton a officiellement demandé au Congrès un peu plus de 6 milliards de dollars pour soutenir l'effort de guerre et les opérations humanitaires en cours.

● Le gouvernement tchèque a autorisé tous les avions de l'OTAN à utiliser les aéroports du pays, y compris civils, de même que le transit de forces terrestres de l'Alliance par le territoire tchèque. Les autorisations de transit concernent les forces armées de l'OTAN, mais aussi les unités militaires appartenant à des pays du Partenariat pour la paix, éventuellement appelées à se déplacer vers la

Yougoslavie. Le feu vert du gouvernement doit encore être avalisé par les deux chambres du Parlement, au sein desquelles seuls les communistes sont hostiles à l'opération « Force allée ».

● Les présidents Bill Clinton et Boris Eltsine ont eu, lundi, leur première conversation téléphonique depuis le déclenchement de l'opération « Force allée », le 24 mars. « Nous sommes toujours en désaccord sur la campagne de l'OTAN et l'envoi d'une force internationale de sécurité sous l'égide de l'OTAN pour la mise en œuvre d'un règlement de paix », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Joe Lockhart. Il n'en a pas moins qualifié la conversation de « très constructive ». Les deux présidents ont décidé de « continuer à discuter sur les mécanismes de mise en œuvre d'un accord de paix ». Moscou est désormais disposé à discuter avec l'OTAN et les Etats-Unis pour trouver une solution. Par ailleurs, à l'invitation de Moscou, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, doit effectuer une visite en Russie le 29 avril.

Les frappes de l'OTAN exacerbent les tensions politiques au Monténégro

KOLASIN (Monténégro)
de notre envoyé spécial

A 19 heures, chaque soir, le café fait le plein. Une photo encadrée de Slobodan Milosevic est accrochée au mur. Les hommes de la bourgeoisie affluent pour regarder la télévision de Belgrade. A Kolasin, on est pauvre. Presque personne n'a d'antenne satellite. Pour s'informer, on va au bistrot, l'un des rares endroits équipés de parabole, et donc d'un accès illimité aux programmes diffusés par la Serbie. La parole de Belgrade est écoutée ici. La plupart des hommes, réservistes ou volontaires, ont endossé le treillis militaire.

Kolasin est, au Monténégro, l'un des fiefs de « Momo », diminutif de Momir Bulatovic, premier ministre de la Yougoslavie et grand fidèle de Slobodan Milosevic. On vit ici à l'heure de l'« état de guerre », dans un climat de solidarité totale avec le régime serbe et les troupes fédérales. Soixante-dix kilomètres plus au sud, à Podgorica, le chef-lieu de la République, dominent les partisans de « Milo », le président « réformateur » du Monténégro, Milo Djukanovic. A Podgorica, l'ennemi

désigné par les autorités est Milosevic et son « autoritarisme », bien plus que l'OTAN, dont on dénonce toutefois les attaques aériennes.

Entre les défenseurs de « Momo » et ceux de « Milo », la querelle qui dure depuis au moins deux ans s'est exacerbée avec la campagne de frappes de l'OTAN. La déchéance est profonde dans cette société où les allégeances claniques comptent. La circulation accrue d'armes, de soldats pro-« Momo » et de policiers pro-« Milo », dans ce pays de six cent cinquante mille habitants, n'augure rien de bon.

L'une des responsables de la municipalité de Kolasin, Nica Nedjic, explique comment les attaques de l'OTAN ont radicalisé la population locale contre « Milo ». « Il nous avait promis que des bombes ne tomberaient pas sur le Monténégro. Il avait sans doute passé un accord louche avec l'Ouest. Comment peut-il nous regarder en face ? Nous avons tous peur », dit-elle. Elle ajoute que Slobodan Milosevic, lui, plaît beaucoup, car « c'est un dur ».

Peu de temps après le début des frappes

aériennes, des rumeurs intenses ont circulé sur le risque d'un « coup d'Etat » de l'armée fédérale au Monténégro. Ce scénario a été récemment jugé « peu probable » par le président Djukanovic, apparemment confiant dans la capacité dissuasive de sa police. Le dernier épisode de la guerre des nerfs opposant le président aux troupes yougoslaves stationnées dans sa République est le mandat d'arrêt lancé par les militaires, le 18 avril, contre le vice-premier ministre monténégrin, Novak Kilibarda. Ce dernier est accusé d'avoir, en critiquant l'armée, « affaibli la capacité de défense » du pays. La deuxième armée, stationnée au Monténégro, a annoncé l'instauration de « tribunaux militaires » et accroit sa pression sur les autorités locales, en faisant notamment parvenir à des ministres des ordres de mobilisation - aussitôt ignorés.

A Kolasin, où pourtant l'hostilité à l'égard de Djukanovic ne fait pas défaut, les habitants ne semblent pas croire à un coup d'Etat. « Milo a été élu démocratiquement, il devra être réversé par une décision démocratique : le Parlement pourrait le des-

tituer », suggère une habitante. L'avis semble répandu que « l'armée fédérale ne fera pas couler le sang d'un peuple frère » : entre Monténégrins et Serbes, estime-t-on dans cette région, il n'y a pas vraiment de différence. Mais un jeune homme de Kolasin, en âge d'être mobilisé, décrit aussi le

« l'armée fédérale ne fera pas couler le sang d'un peuple frère »

cercle vicieux qui s'est enclenché. La crainte d'un coup d'Etat a poussé la police monténégrine, notamment ses « forces spéciales », à recruter à tour de bras, en offrant des paies attractives. Dans ces régions pauvres du Nord, farouchement pro-serbes, cela attise la colère de certains. Dans plusieurs villes, près de la Serbie, la mobilisation des réservistes serait intense. La cohabitation entre les réfugiés albanais venus du Kosovo et les populations slaves

orthodoxes locales - où les hommes sont de plus en plus armés, et dans certains cas, selon des témoins, imbibés d'alcool - y est, de plus en plus difficile. Par une triste ironie de la géographie, les Albanais rescapés du Kosovo arrivent, quand ils franchissent la « frontière » vers le Monténégro, dans des zones radicalement pro-serbes.

A Rozaje, petite ville transformée en campement pour réfugiés, sorte d'enclave albanaise dans une zone pro-serbe, les autorités locales sont inquiètes : des réservistes intimident les réfugiés. La mairie a demandé aux cafés de cesser de servir de l'alcool tard le soir. Un membre d'une organisation humanitaire confie que le déplacement des réfugiés vers des zones plus « sûres » doit être désormais envisagé. Autre signe inquiétant de déstabilisation possible : un officiel indiquait, lundi soir à Rozaje, que des « paramilitaires serbes se sont infiltrés au Monténégro en provenance du Kosovo » et auraient pourchassés les habitants de trois villages frontaliers à dominante musulmane.

Natale Nougayrède

Asphyxiés, les Macédoniens attendent un plan Marshall

SKOPJE

de nos envoyés spéciaux
L'autoroute E-75 est déserte. Au poste de péage, le caissier s'ennuie. Le ruban d'asphalte qui se déroule de Tabanovce, sur la frontière avec la République fédérale de Yougoslavie (RFY), à Bogorodica, vers la Grèce, était, jusqu'au début des frappes aériennes de l'OTAN, l'artère nourricière de la Macédoine. La quasi-totalité des échanges commerciaux se faisait par cet axe stratégique nord-sud au cœur de l'Europe. Mais, depuis le début des hostilités, plus rien, ou presque, ne passe.

AU PIRE MOMENT

Si l'incompréhension manifestée par la majorité slave de Macédoine à l'égard des bombardements de la Serbie a des ressorts plus intimes que la récession qui s'installe peu à peu, l'asphyxie de l'économie et ses conséquences sociales risquent

pourtant de fragiliser dangereusement ce petit pays de 2 millions d'habitants.

Coincée entre une Albanie exsangue et une Bulgarie guère plus vaillante, la Macédoine a déjà souffert de l'embargo qui a frappé la Serbie et du blocus décrété par la Grèce à l'encontre d'un Etat qui avait eu l'outrecuidance, pour Athènes, de vouloir s'appeler ainsi. Les frappes de l'OTAN interviennent aujourd'hui au pire moment pour la nouvelle coalition gouvernementale, arrivée au pouvoir en novembre 1998. Celle-ci avait fait de la réforme économique son principal chantier : la guerre a tout interrompu.

La coupure du trafic routier prive désormais le pays de la voie d'accès la plus rapide vers ses principaux partenaires, la RFY, l'Allemagne, voire la Slovaquie. Le gel de l'activité économique en Serbie empêche également de nombreuses entre-

prises macédoniennes de recevoir ou d'exporter les matières premières ou les pièces détachées qui constituent la base d'un partenariat étroit, hérité de l'ancienne Yougoslavie. Enfin, l'incertitude du sort des armes dissuade les rares investisseurs prêts à se risquer au cœur des Balkans.

L'activité industrielle, déjà en baisse de 20 % en janvier, pourrait s'effondrer de 60 % pour le seul mois d'avril. La flambée des études sur les produits de base a entraîné une reprise de l'inflation et obligé le gouvernement à plafonner les prix. Enfin, la croissance prévue de 5 % cédera place à la récession.

Combien de chômeurs supplémentaires se gèlent le bras ? L'économie va-t-elle s'effondrer ? Selon les chiffres de l'Office de l'emploi, le taux de chômage s'élevait en 1998 à 35 % de la population active, avec une pointe à 70 % pour les jeunes de 15 à 24 ans.

Les Etats-Unis, l'Allemagne, l'Autriche, l'Union européenne bien sûr, la liste de ceux qui se sont engagés à soutenir le pays est déjà longue. Ils leur reste à tenir rapidement leurs promesses, à moins d'ajouter encore au ressentiment. Il a été question de moratoire sur la dette, d'aides budgétaires ou de soutien de la balance des paiements, mais les Macédoniens n'ont plus désormais qu'une idée en tête : un nouveau plan Marshall.

Henri de Bresson
et Gilles Paris

La fragile Albanie au bord du gouffre financier

L'ALBANIE appelle au secours. Les quelque 375 000 réfugiés kosovars accueillis depuis un mois sur son sol risquent de déstabiliser économiquement une situation déjà très fragile. Le président de la Banque européenne de reconstruction et de développement (BERD), Horst Köhler, a beau affirmer que l'institution, pratiquement seul investisseur présent dans le pays avec des projets d'un montant de 70 millions d'euros, se tient prête à poursuivre ses opérations dès que possible, c'est d'une aide d'urgence que le pays a besoin. Afin de créer un « nouvel ordre » dans la région, qui éradique « les ressentiments nationalistes », le président albanais Rexhep Mejdani, dès le 11 avril, avait réclamé, dans un entretien au Spiegel, « une sorte de plan Marshall » pour les Balkans [secrétaire d'Etat du président Truman, le général George Marshall avait lancé le 5 juin 1947 un « plan de sauvetage » sur quatre ans, destiné à aider à la reconstruction de l'Europe dévastée par la guerre].

Lundi 19 avril, ce fut au tour du ministre albanais des affaires étrangères, Paskal Milo, de plaider pour une adhésion rapide de l'Albanie à l'Union européenne. Une demande sera faite au Luxembourg lors d'une rencontre, le 27 avril, entre l'Union européenne et les dirigeants albanais. Dans un premier temps, le resserrement des liens avec l'Europe pourrait passer par un accord d'association, à l'instar des dix pays d'Europe centrale

et de l'Est qui négocient leur adhésion à l'UE. Pour M. Milo, l'intégration de l'Albanie et de la Macédoine dans la famille européenne est le plus sûr moyen de stabiliser la région. Pour autant, l'UE devrait passer outre les critères habituels retenus et admettre que l'Albanie n'est pas capable de répondre aux standards européens sur le plan économique.

TRAUMATISME

Le pays des Aigles, l'un des plus pauvres d'Europe, avec un revenu annuel par tête estimé en 1996 à 790 dollars, est loin de pouvoir prétendre à de telles demandes malgré les efforts intenses fournis depuis quelques années pour rompre avec trente ans d'isolement. En dépit d'un réel volontarisme, le rythme des réformes a été plus lent que dans les autres pays d'Europe centrale et orientale. Les raisons : effets de la rupture complète avec le système autocratique antérieur, impréparation du pays et de ses élites aux règles de l'économie de marché, désorganisation économique favorisant la domination des mafias. L'effondrement des pyramides financières, au début de 1997, a précipité le pays dans la guerre civile et l'a plongé dans une sévère récession : une chute de 7 % en 1997 contre une expansion de 9 % en 1996.

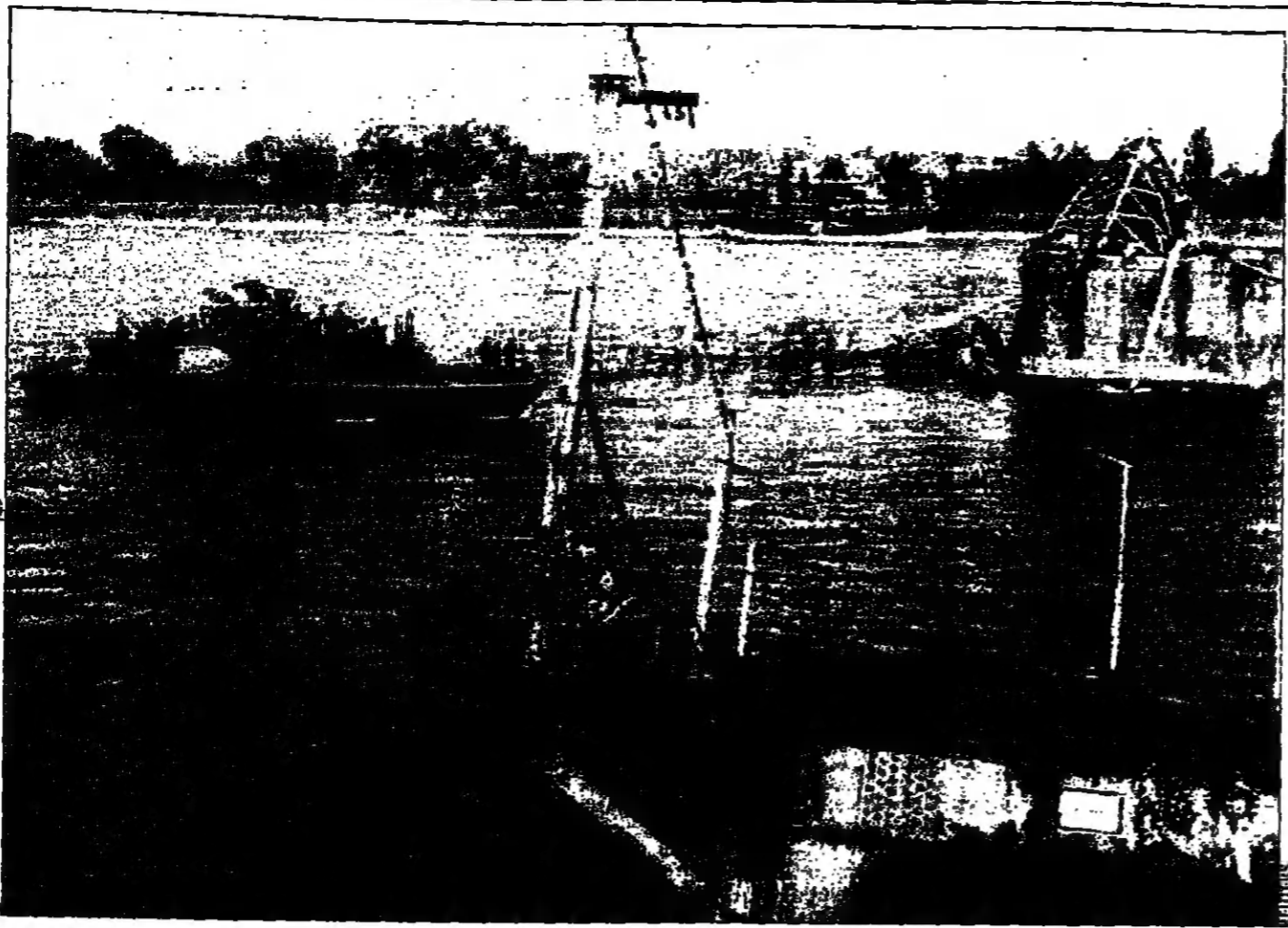
Pour aider le pays à surmonter ce « traumatisme financier », la communauté internationale s'était déjà mobilisée. En mai 1998, le pays a obtenu du Fonds monétaire

international un soutien financier à long terme moyennant des réformes, notamment dans le secteur financier. En juin de la même année, le Club de Paris a effacé 50 % de la dette extérieure du pays. En dépit de nouveaux troubles provoqués à l'automne par des affrontements entre opposants et partisans de l'ancien président Berisha, et la démission d'un premier ministre en poste depuis un an, l'Albanie est parvenue à une croissance de 8 % en 1998 et a réussi à ramener le taux d'inflation de 42 % en 1997 à 8,7 % en 1998. Le nouveau gouvernement, dans un mémorandum adressé mi-décembre au FMI, s'est dit fermement décidé à poursuivre les réformes.

Pour la ministre de la coopération économique et du commerce, Esmelinda Meksi, l'effort de la communauté internationale est encore insuffisant. Elle a évalué à 820 millions de dollars (220 millions d'assistance budgétaire et 600 millions de dollars d'aide humanitaire) les crédits qui permettraient de ne pas perdre le bénéfice des timides progrès de 1998.

Pour l'instant, les fonds promis se limitent à une aide budgétaire de 30 millions de dollars de la Banque mondiale... La Commission européenne a annoncé qu'elle affecterait 100 millions d'euros à l'ensemble des pays accueillant des réfugiés (Albanie, Monténégro et Macédoine), sans en préciser la répartition.

Babette Stern



■ NOVI SAD Sur le Danube, une vedette de l'armée yougoslave patrouille autour des ruines d'un pont détruit par l'OTAN.

Le trafic sur le Danube bute sur le verrou de Belgrade

20 à 25 % de l'activité sont affectés

LA DESTRUCTION de plusieurs ponts en Yougoslavie et la poursuite des opérations militaires perturbent la navigation fluviale sur le Danube, le fleuve le plus long d'Europe après la Volga. Plus qu'un fleuve, même, c'est d'un véritable couloir géostratégique qu'il s'agit, surtout depuis qu'avec le creusement du canal à grand gabarit entre le Main et le Danube, qui a été ouvert en 1992 en Bavière entre Nuremberg et Ratisbonne, des navires de commerce et de tourisme peuvent aller de Rotterdam, sur la mer du Nord, à Constanza sur la Mer Noire, via le Rhin et ses affluents.

La partie yougoslave du fleuve constitue désormais un verrou qui bloque une bonne partie des échanges (en forte expansion depuis cinq ans) entre l'Europe de l'Ouest et les pays d'Europe centrale, mais surtout les trafics de transit intéressant la partie centrale du bassin du Danube et les pays voisins de la Yougoslavie, dont l'approvisionnement ou les exportations de matières premières ont recours peu ou prou à la voie d'eau.

canal qui relie les deux bassins, par exemple, s'effectuent sans problème.

Il n'existe d'ailleurs pas de ligne régulière de convois poussés ou d'automoteurs de grande capacité, par exemple entre Francfort ou la Ruhr et le Bas Danube, ni à fortiori entre Rotterdam ou les ports du Benelux et la mer Noire (comme il en existe entre Bâle et la mer du Nord, ou entre Paris-Genevilliers et Le Havre pour les conteneurs). La seule ligne régulière profondément affectée est celle qui relie Passau (à la frontière germano-autrichienne) à Ruse (Bulgarie), qui bute sur le verrou de Belgrade.

Ce verrou a encore d'autres conséquences. Plusieurs armateurs, qui exploitent leurs flottes essentiellement sur le Rhin et la Moselle, font en général construire les coques de leurs navires ou leurs barges dans des chantiers d'Europe orientale, où les coûts sont faibles. Ils les font venir par le Danube en Allemagne ou aux Pays-Bas, pour les équiper en appareils de propulsion et de navigation.

Actuellement, beaucoup de coques sont donc bloqués en aval de Belgrade. D'autre part, le Danube est, notamment dans son cours amont entre Budapest et Passau, un site touristique prisé. D'importantes flottes de navires à passagers se sont développées depuis dix ans, en particulier des flottes publiques, roumaines, bulgares ou serbes, ou slovaques. Ces bateaux ne peuvent rejoindre la capitale hongroise à la mi-avril pour commencer la saison qui s'étale jusqu'à l'automne. Plusieurs tours opérateurs vont être sans doute obligés, en Autriche, Allemagne ou Hongrie, d'annuler leurs programmes si la guerre se poursuit longtemps.

Les armateurs ne contestent pas que les opérations de l'OTAN en Serbie perturbent sensiblement leur activité, mais ils estiment à 20 à 25 % au maximum la part du trafic total du Danube directement affecté. Sur le Bas-Danube roumain, où peuvent, sur 900 km sans écluse entre les Portes de Fer et la mer, naviguer des convois de 12 000 tonnes, aucun problème spécifique n'est signalé. Cela n'empêche pas certains d'entre eux d'avoir demandé à leurs syndicats professionnels quelles démarches ils devaient faire pour essayer de toucher des dommages de guerre.

François Grosrichard

La France renforce ses moyens de renseignement dans la zone à la demande des Etats-Unis

LA FRANCE renforce ses « yeux » au Kosovo, c'est-à-dire ses moyens de renseignement, qu'elle utilisera en propre, à partir de la Macédoine, mais qu'elle pourra mettre à la disposition de l'OTAN dès cette semaine. Annonce, lundi 19 avril, par le général Jean-Pierre Kérché, chef d'état-major des armées, cette décision intervient à un moment où, précisément, les échanges entre alliés, dans un secteur aussi sensible, le fait de donner satisfaction à tous les pays de l'OTAN, ne se pratiquent pas, semble-t-il, dans une transparence exemplaire.

« A l'OTAN, dit, amer, un diplomate français en poste à Bruxelles, la communauté du renseignement se limite à deux pays » entre alliés. Sous-entendu : le renseignement obtenu par les satellites, les avions et par les drones (engins automatiques de reconnaissance) sur ce qui se passe en Serbie et au Kosovo s'échange entre les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, qui entretiennent des rapports privilégiés de longue date, à l'exclusion des autres pays alliés.

Ce n'est pas nouveau : dans le Golfe, en 1990-1991, c'était déjà le cas. Les liens en la matière, entre Washington et Londres, remontent à loin, à l'accord secret de coopération, appelé *Ukusa*, formalisé en 1947 et qui institue une communauté du renseignement entre les deux pays, élargi ensuite au Canada, à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. Pourtant, c'est à la demande des Etats-Unis que la France renforce ses « yeux » dans les Balkans, avec l'installation, déjà effective, des drones Crécère en Macédoine et, à la fin de cette semaine, de drones CL-289 et de deux hélicoptères-radar Horizon dans le même pays.

Le système Crécère est un avion léger téléguidé depuis le sol qui pénètre, à 180 km/h, au-dessus du territoire à observer, à environ 50 kilomètres de profondeur. C'est un système de surveillance photographique. Le drone CL-289 est plus ambitieux : plus rapide (740 km/h) et, donc, moins vulnérable que le précédent, ce missile d'observation, qui peut survoler un espace adverse jusqu'à 150 kilomètres de profondeur et à 600 mètres d'altitude, reconnaît et localise une cible, transmettant des images infrarouges en direct à une station de réception au sol, qui exploite le renseignement. Il est récupérable et, toutes les quatre heures, il peut réitérer sa mission. Enfin, l'hélicoptère Horizon, dérivé du Cougar, est équipé d'un radar d'une portée de 150 kilomètres, qui détecte des véhicules terrestres à l'arrêt ou en mouvement - dont il pourra identifier avec précision les caractéristiques - et des hélicoptères à basse altitude. Il transmet ses données par liaison hertzienne à une station d'exploitation au sol.

Tous ces moyens réunis dressent une cartographie exacte du dispositif adverse dans sa profondeur. Concrètement, dans les Balkans, ils devraient permettre d'avoir et de tenir à jour une connaissance plus détaillée des mouvements de populations au Kosovo, et de repérer les positions serbes, qui semblent s'être très notablement renforcées aux frontières avec la Macédoine et l'Albanie.

Belgrade y a dressé un « barrage » de missiles sol-air, d'artillerie et de mines en position défensive, susceptible de devenir rapidement une menace contre les réfugiés dans les camps, mais aussi contre des forces d'intervention, des avions et des hélicoptères al-

liés. Les Crécère, les CL-289 et les hélicoptères Horizon pourraient aussi ramener le renseignement nécessaire aux hélicoptères d'attaque Apache et aux lance-roquettes multiples que les Américains s'apprêtent à déployer. Ils seront utiles dans l'éventualité, discutée en ce moment même entre alliés, de parachutages de vivres, d'eau, de médicaments et de première urgence aux populations qui entrent ou se cachent au Kosovo.

Par rapport au satellite-espion français Helios 1, qui ne procure

On ne peut discerner, pour l'heure, « un quelconque fléchissement de la loyauté des forces yougoslaves »

pas une information instantanée, ni permanente, et comparés aux avions de reconnaissance stratégique Mirage VIP ou de guerre électronique Gabriel, dont la tâche est différente, les nouveaux systèmes mis en place, ajoutés aux avions Mirage F1 CR et Etegard IV E, sont destinés à rassembler du renseignement tactique de terrain. Les Américains, qui viennent de perdre des drones au-dessus du Kosovo, souhaitent apparemment pouvoir mettre au pot commun, avec leurs alliés, des renseignements d'ordre tactique que ne sont pas en mesure de leur procurer les quarante-trois satellites voués principalement à l'observation et à l'écoute, mis en orbite au

dessus de la région avant le début de l'opération « Force alliée ».

Pour autant, la faiblesse du dispositif de l'OTAN reste ce que les spécialistes appellent le « renseignement de source humaine », c'est-à-dire une appréciation précise, anticipée et crédible de ce qui se passe dans les instances gouvernementales et militaires en Yougoslavie. Les alliés sont en mal d'informations : le ministre français de la défense, Alain Richard, l'a admis, la semaine dernière, devant des sénateurs membres de la commission des affaires étrangères et de la défense. « On dispose, leur a-t-il confié, de très peu d'informations » sur l'évolution interne du pouvoir yougoslave, en particulier sur sa capacité à surmonter les effets politiques et économiques des raids menés par l'OTAN.

Seule, semble-t-il, la Grande-Bretagne est en situation d'avoir gardé quelques contacts discrets et jugés intéressants d'ordre militaire avec des responsables, en Albanie. C'est même une tradition, quasi historique, de l'intelligence Service, qui avait su, dès le temps du maréchal Tito et à travers son entourage, nouer des relations confiantes dans la région avec la résistance yougoslave.

Des informations qui parviennent, il apparaît, si l'on en juge par la déposition de M. Richard, qu'on ne peut discerner, pour l'heure, « un quelconque fléchissement de la loyauté des forces yougoslaves » envers Slobodan Milosevic. Au début du conflit, cependant, le ministère de la défense avait, sans préciser la source de ses informations, fait état d'un commencement de « désertions » dans les rangs des armées serbes.

Jacques Isnard

Les premiers Apache et une division aéroportée débarquent en Albanie

BASÉS EN ITALIE, où ils sont venus depuis les Etats-Unis via l'Allemagne, les premiers hélicoptères d'attaque américains Apache AH-64 devaient arriver, dans la journée du mardi 20 avril, en Albanie, où il leur faudra une semaine avant d'y être déclarés opérationnels. En prélude à leur arrivée, plusieurs centaines de parachutistes de la 82^e division aéroportée américaine ont été déployés pour protéger cette flotte de vingt-quatre appareils. C'est la première fois depuis le début de l'opération « Force alliée », où sont largement engagées l'armée de l'air et la marine américaine, qu'autant de détachements de l'armée de terre américaine, avec des matériels modernes, interviennent dans la zone.

Conçu par McDonnell Douglas, l'Apache, doté d'un canon de 30 mm et armé au tir de roquettes

de 70 mm et de missiles anti-chars Hellfire ou Tow, est entré en service au milieu des années 80. L'armée de terre américaine en possède quelque 830 exemplaires. L'Apache a une autonomie de vol de 500 km et peut se fondre dans le relief ou se masquer derrière des arbres avant d'attaquer sa cible, fixe ou mobile. Sa vitesse, environ 280 km/h, en fait un objectif de choix pour des forces embusquées. Quand l'équipage ne navigue pas à vue, avec les risques inhérents à cette mission, ce sont un avion d'observation, tel que le OA-10, ou un autre hélicoptère de reconnaissance, ou encore un engin automatique de surveillance (drone) qui lui indiquent sa cible. Il peut aussi, pour son guidage, utiliser des commandos sur place.

Pour obtenir des renseignements précis et « frais » sur l'évolution des cibles sur le terrain, les

alliés devraient faire appel aux séparatistes de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Il semble, en effet, que des éléments de l'UCK ont reçu, à cette fin, des téléphones portables dont les communications transitent par satellites. L'OTAN le nie en bloc. Mais ces informations ne lui arrivent que de façon indirecte par le biais de pays membres de l'Alliance, qui maintiennent le contact avec l'UCK grâce à certains de leurs personnels en poste en Albanie.

LANCER-ROQUETTES MULTIPLES Les Américains ont également déployé en Albanie des lance-roquettes multiples (l'équivalent, en plus sophistiqué, des orgues de Staline de la Seconde Guerre mondiale). Ils ont déjà pris la route de la frontière avec le Kosovo. Leur tâche est d'assurer des tirs dits de « saturation » pour neutraliser des

concentrations de blindés et d'artillerie avant l'entrée en action des hélicoptères. Ces véhicules pourront tirer, par dessus la frontière, des rafales de roquettes à une distance de 150 km dans la profondeur du Kosovo. Une roquette dissémine de 650 à 950 munitions (de la taille d'une balle de tennis) antipersonnel et antimatériel.

Washington et ses alliés ont présenté la mise en place d'un tel arsenal moins comme un prélude à une intervention terrestre d'envergure - qu'ils continuent d'écarter - que comme un complément aux avions et aux hélicoptères, très soumis au mauvais temps, l'artillerie sol-sol, comme les lance-roquettes multiples, peut s'affranchir de conditions météorologiques défavorables.

J. I.

LA-MONT PRESENTE

ENEMA DE CAJONES
PIERRE BERNARDI NICOLAS ABRAHAM BRUNO SOLO RAPHAEL KREPSCH

MILLE BORNES

Un film de ALAIN BERTOL

LE 21 AVRIL

هكذا من الأصل

L'OTAN complète son explication sur les bombardements de réfugiés

BRUXELLES
de notre correspondant
« Vous voulez avoir tous les détails sur l'incident du 14 avril. Eh bien, les voilà ! L'OTAN tient ses promesses », s'est exclamé Jamie Shea, le porte-parole de l'Alliance, en présentant le général Dan Leaf, commandant de la base aérienne d'Aviano déployé à Bruxelles pour exposer les résultats de l'enquête sur l'« accident tragique ». Selon les autorités serbes, une attaque aérienne de l'OTAN contre une colonne de réfugiés kosovars aurait fait 75 morts et 28 blessés ce jour-là dans la région de Djakovica, au sud-ouest de la province.

Le général Leaf a admis qu'il était « possible que des véhicules civils aient été atteints » lors de l'attaque de deux convois, l'un au nord-ouest, l'autre au sud-est de Djakovica. Ces deux opérations ont impliqué treize avions, dont deux Jaguar français, au total. Dans le premier cas, il s'agit de bombes lâchées sur des véhicules garés dans la cour d'un bâtiment situé dans une zone où plusieurs maisons étaient en flammes. Le pilote a estimé qu'il s'agissait de véhicules transportant des soldats serbes.

Ce premier pilote, avant de retourner à sa base, a signalé à d'autres appareils survolant la zone qu'une « colonne militaire » était en mouvement à quelques kilomètres de là. Selon le général Leaf, le positionnement des véhicules et leur aspect étaient caractéristiques d'un convoi militaire. La bande vidéo projetée à Bruxelles indiquait nettement, cependant, qu'au moins l'un de ces véhicules était un tracteur avec remorque, mode courant de déplacement des réfugiés. Pour faire comprendre la possibilité de cette erreur, le général Leaf a présenté une reproduction grandeur nature (d'environ 15 cm sur 15 cm) de l'écran de contrôle installé dans le cockpit du F-16, qui ne permet pas une appréciation aussi fine qu'une projection sur grand écran.

Ce même général, en revanche, s'est refusé à indiquer à quelle altitude volaient les avions de l'OTAN, « car cela pourrait donner des indications à la défense antiaérienne serbe ». Toutes les indications données par ailleurs à l'OTAN laissent néanmoins penser que, de rares exceptions près, les appareils de l'Alliance ne se risquent pas en dessous d'une altitude de 15 000 pieds (environ 5 000 mètres), ce qui handicape l'identification des cibles en mouvement. Après avoir largué six bombes guidées par laser sur les convois suspects, les avions engagés dans l'opération ont quitté la zone après qu'un appareil de type OA-10, pourvu de jumelles stabilisées, ait signalé que des civils pouvaient se trouver dans les colonnes visées.

Venus bien tard (cinq jours après les faits) et précédées de déclarations hasardeuses et contradictoires du général italien Giuseppe Marani, porte-parole militaire de l'Alliance, ces explications laissent tout de même quelques éléments dans l'ombre. Celui du nombre des victimes, par exemple : l'OTAN affirme ne pas avoir les moyens de confirmer ou d'infirmer les indications données par les médias serbes. Les images des victimes diffusées quelques heures après l'attaque par la télévision de Belgrade ne sont pas contestées, mais on soupçonne, à Bruxelles, les autorités serbes d'avoir écarté les véhicules militaires avant le « voyage organisé » sur les lieux à l'intention des correspondants étrangers présents en Yougoslavie. L'OTAN n'exclut pas non plus que des civils kosovars aient pu être l'objet de représailles de militaires serbes après les attaques. Jamie Shea a en effet dénoncé comme une « manipulation et une fiction digne d'un film à petit budget » un prétendu enregistrement d'une conversation radio entre deux pilotes de l'OTAN, diffusée par les médias serbes, indiquant que ces pilotes auraient délibérément attaqué des civils, et se terminant par l'annonce que l'un d'entre eux, touché, allait faire fonctionner son siège éjectable.

Luc Rosenzweig

Le brusque arrêt de l'exode des Kosovars inquiète les organisations humanitaires

Une immense colonne de réfugiés « s'est évanouie », selon le HCR

Les organisations humanitaires se sont inquiétées, lundi 19 avril, du brusque arrêt de l'exode des Albanais du Kosovo en direction de la Macé-

doine et de l'Albanie. Selon le HCR, une immense colonne de réfugiés s'est « évanouie » alors qu'elle s'appêtait à passer en Albanie. Le

Le FLOT des Albanais du Kosovo cherchant refuge en Albanie ou en Macédoine s'est tari, lundi 19 avril, après la rupture des relations entre Belgrade et Tirana et la fermeture des frontières, suscitant de nouvelles inquiétudes sur le sort de milliers de personnes déplacées. Après des semaines d'exode massif, moins de 150 personnes sont parvenues à gagner l'Albanie et la Macédoine, lundi après-midi. « Il est pourtant évident qu'un grand nombre de personnes aime-rait venir ici », a affirmé Paula Ghedini, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) en Macédoine. Au cours du mois écoulé, plus d'un demi-million d'Albanais ont été chassés du Kosovo par les Serbes qui, à plusieurs reprises durant cette période, ont fermé temporairement les frontières.

Depuis Blace, le principal point de passage entre le Kosovo et la Macédoine, on pouvait apercevoir deux tracteurs tirant des remorques chargées de réfugiés grimper une colline de l'autre côté de la frontière suggérant qu'ils avaient été refoulés. Lundi, les villages « albanais » près de la frontière de Kamenica et Padesh, déjà quasiment désertés en raison de bombardements précédents, ont à nouveau été touchés par des obus serbes qui n'ont pas fait de victimes, selon des observateurs occidentaux.

850 000 PERSONNES

Jacques Franquin, porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR) à Kullës (Albanie) n'a pu confirmer si les Serbes interdisaient dorénavant aux Kosovars de gagner l'Albanie. Un réfugié arrivé lundi a déclaré qu'il n'avait vu per-

sonne sur la route depuis Prizren - la ville la plus proche située à une vingtaine de kilomètres de la frontière. Le HCR a fait état d'informations sur une colonne de véhicules appartenant à des civils, longue de 20 à 25 kilomètres, qui faisait mouvement lundi près de Pristina, chef-lieu du Kosovo, en direction du sud de la province. Quarante mille personnes ont fui le Kosovo en vingt-quatre heures, selon l'Alliance atlantique.

Une immense colonne de réfugiés « s'est évanouie », alors qu'elle s'appêtait à franchir le poste-frontière de Morina, principal point de passage dans le nord-est de l'Albanie, a indiqué lundi le HCR, qui avait signalé dimanche une file de véhicules de 17 kilomètres de long, soit plus de 30 000 personnes, se dirigeant vers cette frontière.

Ce brusque coup de frein n'est

pas sans inquiéter. L'OTAN a ainsi lancé lundi un nouveau cri d'alarme sur la situation à l'intérieur du Kosovo, affirmant qu'environ 850 000 personnes y sont actuellement en danger ou considérées comme déplacées. A New York, l'Organisation des Nations unies s'est dite de « plus en plus inquiète » sur le sort des centaines de milliers d'Albanais déplacés au Kosovo.

Dans un rapport publié lundi, le département d'Etat s'est dit « très inquiet » pour le sort de Kosovars en âge de combattre qui auraient été rafiés par les forces serbes. Les faits sont cependant difficiles à établir, alors que toutes les organisations humanitaires ainsi que les journalistes étrangers ont été contraints par les Serbes de quitter la province après les premières trappes aériennes de l'OTAN, le 24 mars. - (AFP, AP)

En Macédoine, les réfugiés hors les camps sont livrés à eux-mêmes

MACÉDOINE

de nos envoyés spéciaux

La route de montagne serpente parmi les paquets de neige jusqu'à la frontière. Au bas, dans la plaine, c'est le Kosovo. Une voiture du Pro-

REPORTAGE

Les organisations humanitaires parent au plus pressé

gramme alimentaire mondial (PAM) vient de buter sur un poste de contrôle macédonien. Elle n'ira pas plus loin. Les ordres aujourd'hui, lundi 19 avril, font que l'on ne passe pas. Plus de deux mille réfugiés sont regroupés dans le village de Morina, masqué par un mouvement de terrain. Ces Kosovars ne sont cependant pas les plus mal lotis. Ils ont quelques jours de vivres stockés dans le cockpit du F-16, qui ne permet pas une appréciation aussi fine qu'une projection sur grand écran.

Autour de Skopje et de Tetovo, l'une des grandes villes à population albanaise de Macédoine, des milliers de familles de réfugiés sont dispersées dans les villages. Près de 80 000 personnes selon les autorités du pays, au moins 60 000 selon le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), si l'on se réfère à des estimations communiquées la semaine dernière et donc probablement dépassées. C'est-à-dire plus que dans les camps qui ont polarisé l'attention des organisations humanitaires depuis le début de l'exode kosovar.

L'exil des Kosovars dans les villages à popula-

tion albanaise de la Macédoine a commencé bien avant les bombardements de la Serbie par l'OTAN. L'accueil des réfugiés n'est d'ailleurs pas un nouveau pour le pays, qui avait accueilli déjà 90 000 personnes fuyant la guerre en Croatie puis en Bosnie. Mais les déplacés d'aujourd'hui se fondent dans la masse, dans les villes et les villages « albanais », alimentant les fantasmes des Macédoniens majoritairement slaves. Non sans raison : un tiers de cette population de déplacés serait composée de clandestins.

GESTION EXEMPLAIRE DES LOGEMENTS

Cette semaine, une aide alimentaire devrait enfin être progressivement distribuée sous l'autorité du HCR qui s'y était engagé. Il serait grand temps. A Studenica, à une dizaine de kilomètres de Skopje, la famille d'Ismet Ibrahimli se contrefait depuis longtemps de pâtes et d'olives. « Ce sont les voisins qui nous donnent un peu à manger », précise le chef de famille. Dix personnes s'entassent dans deux pièces, sur des tapis posés à même la dalle de béton. La salle de bains est des plus sommaires : un robinet sous un appentis battu par les vents avec un fourneau pour chauffer l'eau.

Comme dans le camp de Blace, au tout début de l'exode, c'est l'organisation humanitaire locale El Hilal qui pare au plus pressé. Particulièrement bien implantée, elle a pu répondre à l'urgence dans la mesure de ses modestes moyens. « Au début, c'est nous qui avons donné à El Hilal pour qu'elle puisse secourir nos frères », assure un épiciériste, dans un petit village proche de Kumanovo.

La gestion des logements vacants est à ce titre exemplaire, puisque le système qui veut que les clés d'une maison vide soient mises à la disposi-

tion de l'organisation a permis d'augmenter les capacités d'accueil des familles et de certains bâtiments publics comme les écoles. « Les personnes logées dans les maisons vides sont cependant un peu prises au piège car elles sont isolées alors que celles qui sont hébergées par des familles disposent au moins d'un relais », constate l'association Action contre le faim qui tente d'estimer les besoins de ces exilés. Ismet Ibrahimli en sait quelque chose, lui qui a appris le décès de sa mère une semaine après sa mort, à Tetovo, au terme d'un voyage particulièrement éprouvant.

Belsor Hodha, qui parcourt la région de Skopje pour cette organisation humanitaire, assure avoir découvert des situations bien pires que celles qui prévalent dans le camp où attendent son frère et ses parents. Le logement, l'accès aux services de santé, l'accueil dans les établissements scolaires : chaque geste quotidien pose des problèmes souvent presque insurmontables. « Ici, à Studenica, c'est encore possible parce que les réfugiés ne constituent qu'un surplus de population de 20 %, mais à Saraj par exemple, près de Tetovo, on atteint facilement les 40 % », indique ce jeune étudiant, lui-même réfugié de Pristina.

Ce jour-là, la plupart des personnes rencontrées exprimaient le désir de quitter la Macédoine, afin d'attendre dans de meilleures conditions le retour de la paix sur leur terre. Négligées par les circuits d'information mis en place dans les camps, elles étaient pourtant bien en peine de savoir à qui s'adresser pour partir en France ou en Belgique.

Henri de Bresson et Gilles Paris

Moscou prend ses distances avec Slobodan Milosevic

MOSCOU

de notre correspondant

Par petites touches, les autorités russes ont poursuivi, lundi 19 avril, le recentrage de leur position sur la guerre du Kosovo. Les postures guerrières et la dénonciation farouche de l'OTAN ne sont plus de mise. Selon Igor Ivanov, ministre des affaires étrangères russe, Moscou veut désormais « coopérer étroitement avec tous ceux qui sont intéressés à trouver une solution politique » au conflit. Cela concerne « la Yougoslavie mais aussi l'OTAN et les Etats-Unis », a ajouté l'ancien premier ministre Viktor Tchernomyrdine, « représentant spécial » pour les Balkans depuis le 14 avril.

Pour la première fois depuis le début des opérations de l'OTAN, Bill Clinton et Boris Eltsine ont eu, lundi 19 avril, une conversation téléphonique de cinquante minutes, qualifiée de « constructive » par Washington. Le président russe avait, peu avant, fait savoir qu'il expliquerait à son homologue américain que « [M.] Milosevic ne se rendrait pas ». « Les Etats-Unis et l'OTAN veulent faire de la Yougoslavie un protectorat, nous ne le permettrons pas », a ajouté M. Eltsine. Je vais dire à Clinton qu'ils doivent arrêter les bombardements et alors (Slobodan) Milosevic viendra s'asseoir à la table des négociations ».

INTERPRÉTATIONS DIVERSES

Le compte-rendu de cette conversation fait à Washington différer quelque peu. Selon Joe Lockard, porte-parole de la Maison Blanche, Boris Eltsine n'aurait pas expliqué que Slobodan Milosevic ne capitulerait pas. Loin de formuler des menaces, le président russe aurait informé son homologue de la décision, annoncée le matin même à Moscou, de ne pas envoyer de nouveaux navires militaires russes dans l'Adriatique, contrairement à ce qui avait été prévu dix jours auparavant.

Des désaccords « fondamentaux », selon les Américains, demeurent : sur l'arrêt préalable des bombardements, demandé par Moscou ; sur la mission et la composition d'une force multinationale qui pourrait être déployée au Kosovo. La Russie estime que cette force ne doit pas être sous commandement de l'OTAN et que l'accord des autorités de Belgrade est nécessaire. Les autorités russes redoutent surtout que des forces terrestres commencent à être déployées avant que les Nations unies se saisissent de cette question et aboutissent à une résolution.

Par petites touches également, la Russie commence à prendre ses distances avec le régime de Slobodan Milosevic. Décorant lundi matin au Kremlin quelques journalistes, Boris Eltsine a expliqué qu'il était bien

« inutile de gonfler » la question de l'union entre la Yougoslavie, la Biélorussie et la Russie, union demandée par Belgrade et soutenue par la majorité nationale-communiste de la Douma. « Nous allons y penser, a-t-il ajouté, il nous est impossible de rejeter cette question car cela voudrait dire que nous abandonnons Milosevic. Or nous voulons le servir plus fort contre nous ». Embrasser pour mieux étouffer ? C'est l'analyse que fait, mardi, la presse russe de cette déclaration.

François Bonnet

VI A LA TÉLÉVISION SERBE

Contre-enquête sur l'existence d'un charnier au Kosovo

APRÈS les accusations de l'OTAN, samedi 17 avril, sur l'existence d'un charnier au village d'Iz-bica, à 30 kilomètres d'Istok dans la partie occidentale du Kosovo, attestée par des photos-satellite, une équipe de la télévision serbe s'est rendue sur ce site. Dès le début du reportage le journaliste répond par avance à toute critique concernant le retard avec lequel est diffusé ce démenti par l'image. « Il nous a fallu deux jours pour savoir où se trouve ce village de soixante-dix habitants » dont « mêmes les habitants des villages voisins ne connaissent pas l'existence ».

Puis suivent les images d'un village intact et d'un champ labouré récemment. Aux questions posées en serbe, le propriétaire du champ répond en albanais. La traduction nous apprend qu'il s'agit de son champ et qu'il l'a labouré il y a un mois. Puis, à la question « Y a-t-il un charnier ici », le vieil homme répond : « Celui qui a dit cela est un menteur, il n'y a pas eu de massacres ici ». Ce qui est confirmé, en serbe, par un deuxième Albanais, dont on se contente de mentionner le nom. Ce dernier affirme qu'il n'y a rien sous ce champ, avant de lancer une

virulente critique contre les « criminels » de l'OTAN. Le commentaire, revenant sur la « difficulté que l'équipe de reporters a eu à trouver ce village », explique que le choix de ce site a été guidé par des « informations fournies par l'UCK », afin de permettre « un autre mensonge de l'OTAN ». Compte tenu du faible nombre d'habitants et de l'isolement de ce village, on escomptait que personne ne puisse infirmer les photos prises par satellite ou vérifier sur place, explique toujours le commentaire. Mais la vérité vient de « la comparaison » entre les images tournées dans ce village et les photos avancées par l'OTAN qui montrent que ces dernières sont « celles d'un lieu qui n'existe pas », « produit d'un travail de création assistée par ordinateur ».

Finalement, le commentateur se demande comment « les gens de l'OTAN seraient capables de voir ce qu'il y a sous terre, alors qu'ils ont prouvé, lors du bombardement de la colonne de réfugiés, qu'ils ne sont pas capables de faire la distinction entre un char et un tracteur ».

Hector Forest

DÉPÊCHES

CHARNIERS NON CONFIRMÉS PAR L'OSCE

■ Après la diffusion par l'OTAN de photos aériennes présentées comme pouvant être celles de 43 fosses communes au Kosovo, le porte-parole à Skopje des observateurs de l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe), Jorgen Grunnet, a déclaré, lundi 19 avril : « Nous avons pu confirmer de nombreux meurtres », ainsi que des cas de viols, mais les informations sur des exécutions collectives et des charniers n'ont pas été confirmées comme « faits établis ». - (AFP)

TRACTS DE L'OTAN

■ Les avions de l'OTAN ont largué ces derniers jours dans la région de Belgrade des tracts appelant la population à se démarquer des « crimes » de leur président. « Ces dernières semaines, l'armée et la police serbes, sous les ordres directs de Slobodan Milosevic, ont vidé des villages et des villes au Kosovo et incendié ou détruit des milliers de maisons », lit-on sur ce tract dont l'AFP a récupéré un exemplaire. « Des chefs de famille ont été arrachés à leurs femmes et à leurs enfants et fusillés. On craint que des milliers d'innocents n'aient été tués. Des centaines de milliers fuient pour ne pas être victimes des pogroms de Milosevic », poursuit le texte rédigé dans un serbe approximatif, en annonçant que les attaques de l'Alliance vont être renforcées.

OPPOSITION ET INTELLECTUELS SERBES

■ La majorité des intellectuels yougoslaves est plus que jamais opposée au président Slobodan Milosevic, a affirmé le romancier serbe, Alexandre Tisma, dans un entretien publié lundi 19 avril par le Berliner Morgenpost. Mais le romancier ne croit pas possible un rôle de médiation pour les écrivains dans ce conflit : « Si les écrivains s'engagent collectivement dans un tel rôle, on ne fera plus la différence entre les propagandistes et les anti-propagandistes ». - (AFP)

JOURNALISTE DISPARU

■ Le gouvernement allemand s'inquiète de la disparition en Yougoslavie d'un journaliste de la chaîne de télévision allemande SAT1, qui n'a pas donné de ses nouvelles depuis trois jours. Pit Schnitzler avait déclaré vendredi 16 avril depuis Belgrade qu'il avait reçu des menaces de paramilitaires serbes. - (Reuters)

LE FOCH MIS AU REPOS

■ Le général Jean-Pierre Kelche, chef d'état-major des armées françaises, a déclaré lundi 19 avril que le porte-avions Foch serait mis au repos pendant quelque temps. « L'envisage de le laisser souffrir. Il sera très temporairement mis au repos dans l'Adriatique mais reviendra vite sur le terrain », a-t-il dit. - (Reuters)

CHUTE D'« ENGIN »

■ Un « engin » est tombé la semaine dernière d'un des avions de l'OTAN menant une opération au-dessus de la Macédoine sans faire de dégâts ni de blessés, a annoncé lundi le porte-parole de l'OTAN à Skopje. « Ce sont de petites pièces de métal tombées du ciel. L'engin n'a pas explosé », a-t-il dit, en précisant que trois « engins » de la sorte sont déjà tombés en Macédoine. - (AFP)

AVIONS YOUGOSLAVES

■ Des bombardiers yougoslaves tentant de franchir l'Adriatique ont failli engager un combat aérien avec des Tornados italiens il y a dix jours, rapportait lundi 19 avril l'agence italienne Ansa. Citant des sources bien informées, elle précisait que de telles tentatives ont eu lieu à quatre reprises depuis le début des raids de l'Alliance. - (Reuters)

LES GRÜENEN RÉTICENTS

■ La direction du parti Verts allemand a adopté lundi 19 avril à Berlin une résolution s'opposant à tout envoi de troupes terrestres de l'OTAN au Kosovo et demandant à l'Alliance de prendre l'initiative d'un cessez-le-feu. A la suite de cette résolution, le Chancelier Schröder a déclaré dans la soirée qu'il ne voyait pas la « plus petite raison » de s'inquiéter du soutien des Verts à son gouvernement, ajoutant que celui-ci n'envisageait pas l'option d'un cessez-le-feu unilatéral. - (AFP, AP)

L'organisation ne revendique l'atte

L'organisation ne revendique l'atte

Une organisation néonazie britannique revendique l'attentat de Brixton

L'explosion d'un engin rudimentaire bourré de clous sur le marché d'un quartier afro-antillais a fait une quarantaine de blessés. La police prend « très au sérieux » la piste de l'extrême droite

LONDRES

de notre correspondant
L'attentat à la bombe qui a fait une quarantaine de blessés, dont trois grièvement, samedi sur un marché de Brixton, a été revendiqué téléphoniquement, lundi 19 avril, par un correspondant anonyme se réclamant d'un groupe néonazi. La police prend la revendication « très au sérieux » mais n'écartera pas l'éventualité qu'il « pourrait s'agir d'un sinistre consulaire ». Sans précédent dans cette localité du sud de Londres qui fut le théâtre de graves émeutes raciales dans les années 80, l'attentat, perpétré sur le marché d'un quartier afro-antillais à l'aide d'un engin explosif rudimentaire bourré de plusieurs kilos de gros clous, était destiné à faire le maximum de victimes. « C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de morts », confiait un policier. Deux blessés risquaient de perdre définitivement la vue.

Dès dimanche, après que la police eut écarté l'éventualité d'une responsabilité nord-irlandaise, beaucoup, à Brixton, se disaient convaincus qu'il s'agissait d'un attentat raciste. « Qu'il s'agisse de l'œuvre d'un malade isolé ou d'une organisation, déclare Alex Owolade, du Mouvement pour la justice, une organisation antiraciste, il est clair que l'attentat n'a pas été choisi au hasard. » Éthiquement divers, au point qu'une centaine de langues différentes y seraient parlées, Brixton fut longtemps le symbole du délabrement urbain, de la violence et de la pauvreté. Quelqu'un a-t-il cherché à rallumer les tensions raciales qui s'étaient beaucoup réduites ces dernières années tandis que la ville tentait péniblement d'améliorer son environnement ?

« Ici, Combat 18, nous revendiquons la bombe d'attentat. » Pas un mot de plus n'a été prononcé par



L'homme qui a téléphoné, lundi matin très tôt, à la police. L'appel a été effectué à partir d'une cabine téléphonique située Well Hall Road, à quelques mètres de l'endroit, désormais marqué d'une plaque commémorative, où Stephen Lawrence, un jeune Jamaïcain du cru, a été assassiné en 1993 par une bande de jeunes Blancs racistes.

UN CHANGEMENT TACTIQUE

Relancée ces derniers mois par les parents de la victime qui n'ont jamais accepté que les assassins n'aient pas été condamnés, l'affaire Lawrence a donné lieu à un grand débat national, doublé d'un rapport officiel retentissant mettant en cause « le racisme institutionnalisé » qui prévalait dans la police et dans la société britannique en général (Le Monde du 26 février). Ce grand débat a-t-il élargi certains horizons de la suprématie blanche ?

« C'est un acte de terrorisme racial d'une ampleur que nous n'avions jamais vue dans ce pays », pense Lee Jasper, secrétaire de l'Alliance nationale noire. « Les organisations racistes comme Combat 18 devraient être immédiatement interdites et leurs membres appréhendés », a-t-il ajouté. Plus libérales qu'ailleurs en matière de droit d'expression, les lois britanniques, en instance de durcissement, ne le permettent pas encore, sauf dans les cas de passage à l'acte. Steve Silver, rédacteur en chef de Searchlight, un magazine antiraciste qui surveille de près tous les groupuscules racistes, estime que si Combat 18 est responsable de l'attentat de Brixton, « c'est pour eux un changement tactique ». Nul doute, selon lui, que « le bruit fait autour de l'affaire Lawrence » ait pu exaspérer les plus dérangés d'entre ses disciples.

Patrice Claude

Combat 18, succursale du Ku Klux Klan en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant
Leur nom dit tout : Combat 18, le chiffre 1 pour A comme Adolf, première lettre de l'alphabet et le chiffre 8 pour H comme Hitler. Néo-nazis avérés, les adeptes de « C 18 » usent d'un logo similaire à la svastika aryenne, saluent à l'hitlérienne et prônent la « révolution blanche, seule solution à l'invasion métèque ». Fondé en 1992 par des ultras du service de sécurité du parti d'extrême droite anglais, le British National Party (BNP) – aucun élu, ni aux Communes ni dans les municipalités, mais de grandes ambitions pour les élections européennes à la proportionnelle du 13 juin –, le groupuscule compterait entre cent et cent cinquante membres actifs, répartis en cellules cloisonnées. Étroitement liée au Ku Klux Klan américain, qui a financièrement aidé à sa création avant de fonder sa propre branche britannique – les Chevaliers du Ku Klux Klan –, C 18 a fait l'objet, en mars, d'une série de perquisitions par la section antiterroriste de Scotland Yard au cours desquelles des armes, des munitions et du matériel informatique ont été saisis. Plus grave, une enquête menée en collaboration avec le M 15, service de sécurité intérieure britannique, a permis de mettre au jour une tentative du groupuscule et de ses sympathisants d'infiltrer l'armée. Un soldat d'active et un parachutiste ont ainsi été expulsés du rang début mars et l'enquête se poursuit.

Considéré comme le plus dangereux des group-

scules néo-nazis du royaume, Combat 18 s'était, notamment, fait remarquer en 1995 par l'organisation d'une sévère émeute nationaliste lors d'un premier match amical de football à Dublin entre une équipe anglaise et une irlandaise. Le match avait dû être annulé. Supporter enthousiaste de la cause protestante unioniste en Ulster, le groupuscule a parfois aidé certaines organisations paramilitaires de cette communauté à se procurer des armes.

COLIS PRÉGÉS

Racistes et violents, les skinheads, anciens militaires et jeunes desperados qui composent C 18 avaient également entrepris, en septembre 1997, d'envoyer des colis piégés à certains sportifs britanniques de couleur ou mariés avec des gens de couleur. La police était intervenue juste à temps.

Paul Sargeant, le fondateur du groupuscule a été condamné à perpétuité, en janvier 1998, pour le meurtre à coup de couteau d'un de ses rivaux dans l'organisation. Mais Allan Beshella, ancien leader du Ku Klux Klan américain, installé depuis une dizaine d'années au pays de Galles, est libre de ses mouvements. En février, il prétendait avoir réussi à recruter deux mille huit cents nouveaux « chevaliers » au pays de Galles, en Ecosse, dans les Midlands et dans les quartiers est de Londres.

P. C.

L'Union européenne échoue à prendre la tête du PNUD

NEW YORK (Nations Unies)

de notre correspondant
La nomination, lundi 19 avril, par le secrétaire général de l'ONU, du Britannique Mark Malloch Brown à la tête du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), au détriment du candidat de l'Union européenne, a surpris les représentants de l'UE qui avaient choisi, à l'unanimité, le Danois Poul Nielson. Ministre danois de la coopération, M. Nielson était l'unique candidat de l'Union européenne, et rassemblait jusqu'au soutien de la Grande-Bretagne, du Japon et de plusieurs pays africains. Exploitant « surprise et déception » envers la décision de Kofi Annan, le ministre danois des affaires étrangères, Niels Helveg estime que l'ONU « a raté l'occasion d'avoir un dirigeant compétent et expérimenté ». L'annonce officielle de la nomination

devrait intervenir dans la semaine et devra alors être soumise à l'approbation de l'Assemblée générale.

Réunis peu après l'annonce du secrétaire général, les représentants de l'Union européenne à l'ONU ont exprimé à l'unanimité leur « consternation » devant une décision qui aurait été prise « sans consultation » avec les quinze. Ils ont décidé d'effectuer une nouvelle démarche auprès du secrétaire général pour marquer leur « déception collective, y compris celle du représentant britannique ».

Tout en reconnaissant que la décision finale appartient à Kofi Annan, ils notent que l'UE contribue pour plus de 80 % du budget du PNUD. Créé en 1965, le PNUD, avec un budget de plus de 2 milliards de dollars (1,88 milliard d'euros) par an, est la plus importante source de financement multilatéral

pour le développement. En 1999, la France a triplé sa contribution au PNUD, de 30 millions à 100 millions de francs (de 4,55 millions à 15,17 millions d'euros) ; les États-Unis avaient réduit la leur de moitié en 1995.

M. Malloch Brown succédera à la tête du PNUD à l'Américain James Gustave Speth à la fin juin. Les États-Unis, qui avaient toujours dirigé le PNUD jusqu'ici, avaient renoncé à présenter leur propre candidat et soutenaient M. Malloch Brown. Ancien journaliste à l'hebdomadaire britannique The Economist, M. Malloch Brown a rejoint le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, puis, après un passage par le secteur privé, est devenu, en 1994, vice-président de la Banque mondiale à Washington.

Afsané Bassir Pour

Gerhard Schröder assure que « le rôle de l'Allemagne dans le monde a changé »

Le chancelier inaugure le nouveau Reichstag, symbole d'union européenne

L'inauguration, lundi 19 avril à Berlin, du nouveau Reichstag a donné lieu à une solennelle promesse d'ouverture, de transparence et de démocratie de la part du

chancelier Gerhard Schröder. Le déménagement à Berlin marque la naissance d'une Allemagne aux responsabilités « plus fortes » envers les autres peuples, a-t-il dit.

BERLIN

de notre envoyé spécial
« Nous ne voulons pas une nouvelle ère, pas d'autre République », lors de la session inaugurale du Reichstag, lundi 19 avril, qui marquait le début du déménagement de la capitale fédérale de Bonn à Berlin, le président du Bundestag, Wolfgang Thierse a clairement rejeté le concept de « République berlinoise ». Le chancelier Gerhard Schröder, qui incarne cette nouvelle République, a lui aussi voulu aussi rassurer. « Le déménagement à Berlin ne marque pas de rupture dans l'histoire allemande de l'après-guerre. Nous n'allons pas à Berlin parce que nous aurions échoué à Bonn », a-t-il précisé devant les 669 députés allemands.

M. Schröder a, au contraire, salué le « symbole d'ouverture et de transparence de la démocratie » allemande incarné par la coupole de verre qui surmonte le bâtiment du Reichstag et illumine la chambre des débats. Mais il a dû concéder que le déménagement à Berlin était aussi « le retour, dans l'histoire allemande, d'un lieu symbole de deux dictatures qui ont apporté de grandes souffrances aux populations d'Allemagne et d'Europe ».

Dix ans après la chute du mur de Berlin et cinquante ans après la naissance de la RFA, le déménagement marque bel et bien la naissance d'une nouvelle Allemagne, même si le passé est présent à chaque instant de la vie politique : une Allemagne décomplexée, avec l'arrivée au pouvoir d'une génération qui n'a pas connu la guerre, après seize années de règne de Helmut Kohl ; une Allemagne, qui quitte la tor-

neur rhénane et dont les centres de décision se trouvent désormais à 70 kilomètres de la Pologne ; une Allemagne dont les soldats sont au combat pour la première fois depuis 1945, qui plus est dans les Balkans et qui commence à vouloir prendre ses responsabilités en politique étrangère. Le chancelier l'a lui-même expliqué : « Les événements des dernières semaines et des derniers mois ont montré de manière dramatique que le rôle de l'Allemagne dans le monde a changé ; que, vis-à-vis du destin d'autres peuples, nous avons des responsabilités différentes et plus fortes que dans les années de la séparation et juste après. »

« ELARGIR L'UNION VERS L'EST »

Les Allemands reconnaissent ces changements, sont fiers de cette responsabilité retrouvée, mais ne veulent pas le proclamer trop fort, par manque de confiance en eux et de peur d'effrayer leurs voisins. Pour avoir le droit d'affirmer leur fierté, pour devenir champion en Europe, ils s'affirment champions de la démocratie et des droits de l'homme, avec des devoirs vis-à-vis de leurs voisins, comme l'a montré le très fort engagement du gouvernement social-démocrate Verts de M. Schröder contre le président serbe Slobodan Milosevic. L'Allemagne assume désormais une « responsabilité qui résulte de sa puissance économique » et « se reconnaît aujourd'hui dans une Europe des droits de l'homme qui n'exclut personne sur notre continent », a précisé le chancelier.

M. Schröder a assuré que le retour à Berlin n'était pas un retour en arrière, que l'Allemagne ne sul-

vrait pas une « voie à part » : « Nous allons de l'avant au centre de l'Europe. C'est pourquoi l'Allemagne s'engage pour l'approfondissement et l'élargissement du processus d'intégration européenne », a-t-il affirmé, en insistant sur la nécessité d'élargir l'Union européenne aux pays de l'Est.

Conscient des conséquences de la nouvelle géographie allemande, M. Schröder a souligné que le transfert du gouvernement et du Parlement à Berlin, « plus près de notre voisin polonais », montre « clairement à quel point la capitale allemande pouvait devenir importante comme trait d'union entre l'Est et l'Ouest, comme charnière de l'unité européenne ». Cette vision continentale de l'Allemagne a profondément agacé le Rhénan et chrétien-démocrate Wolfgang Rüttgers. « Je veux que ce soient les Polonais qui viennent vers l'ouest de l'Europe et pas les Allemands qui se déplacent vers le centre de l'Europe », a-t-il lancé en marge de la cérémonie.

Le bâtiment du Reichstag résume bien cette difficulté à changer d'ère, à assumer son rôle et sa géographie en dépit du passé : l'extérieur du bâtiment symbolise la puissance allemande, l'intérieur est aménagé pour rappeler le Parlement rassurant de Bonn. Pour Gerhard Schröder, l'essentiel reste sans doute de pouvoir être fier de son pays : il a ainsi achevé son discours par un vers de Brecht qu'il cite souvent, évoquant son pays qu'il veut pouvoir aimer, « comme les autres peuples le leur ».

Arnaud Leparmentier

Vous pouvez tout nous demander.

En matière de gestion de parc automobile, vous pouvez nous demander la lune. Simplement. C'est imaginer pour évoluer avec ses clients. C'est ce que fait le CapSoleil Arval, en créant des solutions personnalisées à ses près collaborateurs. Partout en France, son réseau d'agences et sa conception du service, sont faits de la rigueur et de la faculté à servir ses collaborateurs. Les marques de sa diversité, l'expérience de son expertise. C'est ce qui permet sans doute à nos clients de tout nous demander... même la lune.

Contactez l'agence Arval au 01 41 34 96 00 ou Internet : arval@arval.fr ou <http://www.arval.fr>

ARVAL. Votre partenaire pour l'avenir.

هكذا من الأصل

L'Ouganda s'est engagé à retirer ses troupes de la République démocratique du Congo

Laurent-Désiré Kabila confirme la signature d'un accord avec Yoweri Museveni

Laurent-Désiré Kabila a confirmé, lundi 19 avril, que l'Ouganda s'était engagé à retirer ses troupes de la République démocratique du

Congo, conformément à l'accord signé dimanche en Libye. Le président congolais devait expliquer la teneur de cet accord aux Congolais en s'expri-

mant à la télévision mardi soir. Par ailleurs, les deux branches de la rébellion congolaise auraient accepté de participer à des pourparlers en Italie.

A SON RETOUR de Libye, Laurent-Désiré Kabila, président auto-proclamé de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre), a assuré, lundi 19 avril à Kinshasa, que son homologue ougandais, Yoweri Museveni, avait pris l'engagement de retirer ses troupes, dans l'accord signé dimanche à Tripoli. Au cours d'une conférence de presse, M. Kabila a promis que le texte de l'accord serait remis aux journalistes congolais.

Interrogé sur l'attitude du Rwanda, M. Kabila a répondu prudemment que M. Museveni « ne pouvait pas s'engager pour les autres », reconnaissant toutefois que « le problème crucial c'est leur départ du territoire national ». Il a estimé que les Rwandais pouvaient « quitter le pays en faisant la paix, ou en y étant contraints. Je pense que la première solution est la meilleure », a-t-il précisé.

Pour vérifier le retrait des troupes ougandaises, « les Libyens et les Erythréens ont affirmé qu'ils étaient prêts à envoyer des observateurs militaires d'ici quinze jours », dans les zones où les troupes de M. Museveni sont déployées, a annoncé M. Kabila. Le président congolais a également dit qu'« une série de réunions au sommet seraient organisées dans les prochains jours pour parvenir à un accord de paix définitif ».

Il a souligné que « la discussion avec M. Museveni [avait] été très sérieuse ». Les deux hommes se connaissent de longue date. Yoweri Museveni a activement aidé M. Kabila à renverser feu le maréchal Mobutu Sese Seko en 1997,

avant que leurs relations ne se détériorent et que l'Ouganda ne fasse le choix (avec le Rwanda et le Burundi et le soutien des Etats-Unis) d'aider matériellement et militairement une rébellion interne contre le régime de Kinshasa.

LE DÉBAT NATIONAL

Le Rwanda et les rebelles congolais soutenus par Kigali ont, de leur côté, minimisé, lundi, la portée de l'accord signé en Libye, soulignant que rien ne pourrait se faire sans eux. « Nous avons toujours dit que nous voulions discuter directement avec M. Kabila, a déclaré Ernest Wamba dia Wamba, chef du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), principal mouvement insurrectionnel de l'ex-Zaïre. Les principaux belligé-

rants doivent convenir d'un cessez-le-feu, et un accord qui n'inclut pas tout le monde sera difficile à mettre en œuvre ».

En revanche, le RCD de M. Wamba dia Wamba a donné un accord de principe pour prendre part, le 30 avril à Rome, sous l'égide de la communauté religieuse Saint-Egidio, à des pourparlers avec des représentants du gouvernement congolais et d'autres composantes de la rébellion, à condition toutefois que « l'opposition interne congolaise soit représentée et que le cessez-le-feu et la paix soient inscrits à l'ordre du jour ».

Jean-Pierre Bemba, chef du Mouvement de libération du Congo (MLC), l'autre branche de la rébellion congolaise, a égale-

ment accepté de se rendre à Rome, à condition que Kinshasa fasse un geste et accepte de libérer tous les prisonniers politiques. Le RCD et le MLC ont transmis leurs exigences à la mi-avril à la communauté religieuse italienne qui organise la rencontre.

Le ministre de l'Information de Kinshasa, Didier Mumbengi, avait annoncé le 17 avril que le « débat national » allait débiter le 30 avril à Rome, considérant que « MM. Wamba dia Wamba et Bemba ont donné leur accord ».

Un mois plus tôt, Laurent-Désiré Kabila avait proposé à l'opposition - incluant la rébellion qui contrôle l'Est du pays - de participer à « un grand débat national sur la légitimité du pouvoir ». (AFP, AP Reuters.)

Des extrémistes musulmans détiendraient des armes chimiques et bactériologiques, selon un dirigeant islamiste

LE CAIRE

Le mouvement extrémiste musulman conduit par le milliardaire saoudien Oussama Ben Laden détiendrait des armes chimiques et bactériologiques qu'il projette d'utiliser contre des cibles américaines et israéliennes : bluff ou menace ? C'est en tout cas ce qu'a déclaré au quotidien saoudien *El Hayat*, Ahmad Salama Mabrouk, un haut responsable de l'organisation islamiste armée égyptienne du Djihad.

Mabrouk, qui a brandi cette menace avant d'être condamné aux

travaux forcés à perpétuité par un tribunal militaire, au Caire, dimanche 17 avril, est en tout cas bien placé pour savoir si de telles armes existent. Extradé d'Azerbaïdjan en septembre 1998, il était le chef de la branche militaire du Djihad et premier adjoint d'Ayman El Zawahiri, le chef de cette organisation, réfugié, lui, en Afghanistan. Depuis février 1998, Zawahiri a fusionné son mouvement avec celui d'El Qaïda (« la base ») de Ben Laden - dont la capture a été mise à prix par le FBI pour un montant de cinq millions de dollars. Il est en effet soupçonné d'avoir commandité les attentats contre les ambassades des Etats-Unis à Nairobi et à Dar es-Salaam, qui avaient fait 224 morts, le 7 août 1998. Zawahiri serait le frère d'El Zawahiri.

« RETOURNEMENT »

Dans ses déclarations au quotidien *El Hayat*, faites avant le verdict, Mabrouk affirme que le Front islamique mondial pour la lutte contre les juifs et les Croisés, résultante de la fusion du Djihad et d'El Qaïda, a déjà planifié une centaine d'opérations dans diverses parties du monde. Selon lui, la CIA a eu connaissance de ces « cibles », grâce à la confiscation d'une disquette d'ordinateur, lors de son arrestation.

Les responsables égyptiens se sont abstenus de commenter les déclarations de Mabrouk. Mais l'Egypte, qui, depuis la guerre d'Afghanistan, soupçonnait les Etats-Unis de soutenir indirecte-

ment les extrémistes musulmans pour qu'ils servent d'épée de Damoclès envers les régimes arabes, se félicite du renversement de situation consécutif aux attentats de Nairobi et de Dar es-Salaam. Ce retournement, dit-on au Caire, a permis aux services égyptiens d'enregistrer d'éclatants succès. Le procès, qui s'est conclu le 17 avril au Caire, en est un.

Avec 107 accusés - dont 61 jugés par contumace -, il s'agissait du plus grand procès intenté à des extrémistes musulmans depuis l'assassinat du président Anwar El Sadate, en octobre 1981, par le Djihad. Ce procès, dit des « *Albanais* » (Groupe des trois principaux accusés ont été arrêtés et extradés par l'Iran), a été rendu possible grâce à une coopération discrète avec les services de sécurité américains.

Neuf accusés ont été condamnés à mort par contumace par la haute cour militaire. Sur les onze peines de travaux forcés à perpétuité qui ont été prononcées, huit l'ont été par contumace. Les 67 autres condamnations - à des peines de cinq à quinze ans de prison - sont clémentes à l'heure des tribunaux militaires égyptiens.

Qualifiant ces peines d'« *iniques* », une émanation du Djihad, le Djihad-Talab el Fatah (« avant-garde de la conquête »), a menacé, dans un communiqué, de « continuer sur la voie du djihad [guerre sainte] jusqu'à la victoire ou le martyre ».

Alexandre Bucciardi

Un ancien premier ministre algérien conteste la légitimité de M. Bouteflika

MOULOUD HAMROUCHE, ancien premier ministre algérien et l'un des six candidats à s'être retirés des élections présidentielles du 15 avril, estime que le vainqueur du scrutin, Abdelaziz Bouteflika, « n'a pas de légitimité, ni d'instrument pour engager le pays dans la voie du changement ». Dans un entretien publié, mardi 20 avril, par le quotidien *Aujourd'hui/Le Parisien*, il affirme avoir eu l'assurance du président Lamine Zerrouk et du chef d'état-major de l'armée algérienne, l'homme fort du pays, Mohammed Lamari, que les élections seraient libres et transparentes. Mais « un sondage secret daté du 11 avril a prouvé que les résultats risquaient de ne pas être ce qu'ils devaient être, précise-t-il. C'est à ce moment-là que la fraude, massive, a été mise en place ».

Arrivé en cinquième position, selon les résultats officiels, alors qu'il avait, comme cinq autres candidats, retiré sa candidature, Mouloud Hamrouche, cinquant-six ans, affirme représenter une population beaucoup plus large. « En me mettant au bas de la liste, on veut faire croire que le courant que je représente n'existe pas », dit-il. Mouloud Hamrouche, long-

temps membre du Front de libération nationale (FLN, ancien parti unique), se présentait en indépendant à l'élection présidentielle.

M. Hamrouche, premier ministre de 1989 à 1991, considéré en son temps comme un « réformateur », annonce la création prochaine d'« un parti politique », car « le pays a besoin d'un mouvement fort et démocratique ». M. Hamrouche considère qu'« il faut absolument répondre à une jeunesse en total désarroi, impatiente et avide de démocratie et qui réclame un réel contrôle des pouvoirs ».

ACCREDITATIONS : « C'EST FINI »

De son côté, le quotidien *Libération* rapporte, mardi matin, que plusieurs journalistes ne sont plus autorisés à travailler en Algérie. « Vous aviez une accréditation pour couvrir le scrutin. Il est fini : il n'y a donc aucune raison que celle-ci soit renouvelée », a expliqué le ministre de l'Information à l'envoyé spécial de *Libération*.

Les journalistes du *Financial Times* et du *Monde* n'avaient pas été autorisés à se rendre en Algérie pour suivre le déroulement du scrutin.

Djakarta a bouclé son projet d'autonomie pour Timor-Oriental

DJAKARTA. Le gouvernement indonésien a mis la dernière main, lundi 19 avril, à ses propositions d'autonomie pour l'ancienne colonie portugaise du Timor-Oriental. Le projet sera présenté à l'ONU jeudi 22 avril. D'autre part, selon l'envoyé spécial de l'AFP à Dili, capitale du Timor-Oriental, la campagne contre les indépendantistes menée par des milices pro-indonésiennes ces dernières semaines aurait été planifiée avec l'aide des « *Kopassus* », forces spéciales qui avaient joué un rôle dans les émeutes de mai 1988 à Djakarta.

Il s'agit d'assurer la victoire des « autonomistes » pro-indonésiens lors d'une consultation sur le sort du territoire qui doit organiser l'ONU. Enfin, à Djakarta, plusieurs personnes ont été blessées lundi par une forte explosion à la grande mosquée Al Istiqlal. Dans la soirée, un église d'Ujung Padang (Célèbes) a été incendiée par une foule d'un millier de gens ; la police a tiré pour disperser les manifestants, blessant au moins deux personnes. (AFP)

La junte nigérienne annonce des élections générales en novembre

NIAMEY. Le commandant Daouda Malam Wanké - chef de la junte militaire au pouvoir au Niger, depuis le coup d'Etat qui a coûté la vie au président Ibrahim Baré Maïnassara - a annoncé lundi 19 avril qu'un référendum constitutionnel serait organisé en juin, suivi en novembre d'élections législatives et présidentielle. L'investiture du président de la République, qui sera élu au suffrage universel, est fixée au 31 décembre. « Le Conseil de réconciliation nationale s'engage solennellement à respecter ce calendrier », a affirmé, dans un message radiotélévisé, le commandant Wanké, conviant « toutes les composantes de la nation à relever ces défis ». Dans son message, le chef de la junte militaire a présenté ses condoléances à la nation et à la famille du général Baré Maïnassara, soutenant que sa mort est « un accident malheureux ». (Reuters)

Reprise des négociations de paix en Colombie dans un climat de forte tension

BOGOTÁ. Après trois mois d'interruption, les négociations de paix entre le gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) devaient reprendre, mardi 20 avril, à San Vicente del Caguán. Depuis plusieurs mois, cette grosse bourgade amazonienne est devenue la « capitale » de la zone de 42.000 km² délimitée par l'armée et laissée, par le gouvernement, sous le contrôle de la guérilla. La reprise du dialogue a lieu alors que le président de la République, Andrés Pastrana et sa politique de paix accusent dans les sondages une forte baisse de popularité.

Inauguré en grande pompe, le 7 janvier, le dialogue entre le gouvernement et les FARC a été suspendu dès le 20 janvier à l'initiative de la guérilla. Celle-ci exige du gouvernement des actions efficaces contre les groupes paramilitaires qui ont annoncé une action massive contre la guérilla dans la région amazonienne en cas de prorogation de la zone délimitée. (Corresp.)

Rencontre à Munich entre un proche de M. Eltsine et un représentant de la mafia russe

MUNICH. La chaîne de télévision publique allemande ARD, dans un magazine consacré aux affaires du milliardaire russe Boris Berezovski et à la mafia russe, a fait état lundi 19 avril de la venue à Munich (sud de l'Allemagne), le 8 mars, du gendre de Boris Eltsine, Valeri Okoulov, patron de l'aérofiot. M. Okoulov a rencontré à l'aéroport de la capitale bavaroise un homme de main de la mafia russe, considéré par la police allemande comme chargé de faire payer en Allemagne des débiteurs récalcitrants ou réfractaires au racket. Par ailleurs, Boris Berezovski, mis en cause pour des affaires de blanchiment d'argent et d'activités commerciales illégales en liaison notamment avec l'aérofiot, l'une des sociétés qu'il contrôle, a été hospitalisé dès son retour en Russie et n'a pu se rendre comme prévu, lundi, au Parquet général. (AFP)

EUROPE

RUSSIE : Boris Eltsine a annoncé, lundi 19 avril, qu'il était prêt à rencontrer le président tchétchène Aslan Maskhadov. « [M.] Maskhadov parle depuis longtemps d'une rencontre avec moi. J'étais sceptique au début, mais maintenant je suis d'accord (...) Le plus important est que nous donnions (aux Tchéchènes) le temps de comprendre qu'une république enclavée dans la Russie ne peut pas exister sans la Russie. C'est impossible (...) le temps a prouvé que l'Occident ne voulait pas (aider) la Tchétchénie, il ont assez de leurs propres soucis », a dit le président russe devant des journalistes. (AFP)

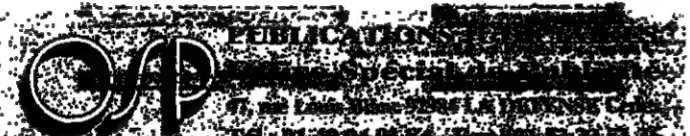
UNION EUROPÉENNE : une grande majorité des 2400 fonctionnaires du Secrétariat général du Conseil des ministres de l'Union européenne étaient en grève mardi 20 avril. Ils protestent contre l'intention des Quinze d'intégrer à leur institution, en bloc, sans concours et au mépris des procédures prévues par les statuts, la soixantaine de fonctionnaires du « Secrétariat Schengen » dont plus de la moitié est de nationalité belge. (Corresp.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : le vice-président Al Gore perd du terrain dans la course à la prochaine élection présidentielle. En cas de duel entre M. Gore et le républicain du Texas George Bush Jr, ce dernier l'emporterait haut la main, avec 54 % des intentions de vote, contre 41 % pour M. Gore, selon un sondage de l'institut de recherche Pew rendu public ce week-end. Seulement 47 % des Américains déclarent désormais avoir une opinion favorable de M. Gore et 44 % ont de lui une opinion défavorable. (AFP)

AFRIQUE

Soudan : Khartoum a officiellement confirmé, lundi 19 avril, avoir demandé au gouvernement kenyan le report pour deux ou trois semaines des négociations avec la guérilla sudiste, initialement prévues mardi à Nairobi. (AFP)



« Condamnation de la Société DYSON pour actes de dénigrement et concurrence déloyale à l'encontre de la Société ELECTROLUX LDA et de la Société ELECTROLUX FILTER AB »

PAR CES MOTIFS :

Prononce la jonction des instances d'appel enregistrées sous les numéros 1998/23809 et 1998/24478 du répertoire général des affaires de la Cour pour l'année 1998.

Déclare recevables les appels formés par la Société DYSON et le Groupement Interprofessionnel des Fabricants d'Appareils Ménagers. Confirme le jugement déféré en ce qu'il a dit l'action du Groupement Interprofessionnel des Fabricants d'Appareils Ménagers irrecevable. L'infirme pour le surplus, et statuant à nouveau, dit que le film publicitaire de la Société DYSON diffusé à la télévision nationale au cours de l'hiver 1997 et visionné par la Cour lors des débats, est exempt de dénigrement.

Dit que la Société DYSON a commis des actes de concurrence déloyale en engageant sa responsabilité dans les messages publicitaires, slogans et représentations graphiques dénigrantes et mensongères qu'elle a fait paraître dans les magazines de presse grand public à l'hiver 1997 désignés au 3ème paragraphe de la page 14 du présent arrêt, et qui figurent dans les brochures publicitaires qu'elle a fait distribuer sur les lieux de vente et d'exposition de ses appareils ainsi que sur les emballages de ses produits.

Condamne la Société DYSON à payer à titre de dommages-intérêts, à chacune des Sociétés ELECTROLUX LDA et ELECTROLUX FILTER AB la somme de 100.000 F. Ordonne la cessation immédiate sous astreinte de 50.000 F par infraction constatée de la diffusion des messages publicitaires, slogans, représentations graphiques et indications figurant sur les emballages, qui sont décrits au présent arrêt :

Page 14 paragraphes avant-dernier et dernier ;
Page 15 paragraphes 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Page 16 paragraphe 3.
Page 18 paragraphe 2.

et des messages, slogans et représentations graphiques présentant les aspirateurs à sacs et les sacs à poussière des Sociétés ELECTROLUX LDA et ELECTROLUX FILTER AB comme inefficaces, contrairement à l'hygiène, nocifs à la santé, chers et fragiles.

Fait interdiction, sous astreinte de 50.000 F par infraction constatée, passé le délai d'un mois à compter du présent arrêt de procéder à toute nouvelle diffusion des messages publicitaires, slogans, représentations graphiques et indications figurant sur les emballages, qui sont décrits au présent arrêt :

Page 14 paragraphes avant-dernier et dernier ;
Page 15 paragraphes 1, 5, 6, 7, 8, 9, 10.
Page 16 paragraphe 3.
Page 18 paragraphe 2.

et des messages, slogans et représentations graphiques présentant les aspirateurs à sacs et les sacs à poussière des Sociétés ELECTROLUX LDA et ELECTROLUX FILTER AB comme inefficaces, contrairement à l'hygiène, nocifs à la santé, chers et fragiles.

Ordonne la publication du dispositif du présent arrêt sous le titre « Condamnation de la Société DYSON pour actes de dénigrement et concurrence déloyale à l'encontre de la Société ELECTROLUX LDA et de la Société ELECTROLUX FILTER AB », dans cinq journaux ou revues au choix des sociétés intimées, aux frais de la Société DYSON sans que le coût global de ces insertions excède la somme de 125.000 F hors taxes.

Condamne la Société DYSON au paiement, à chacune des sociétés ELECTROLUX LDA et ELECTROLUX FILTER AB, de la somme globale de 50.000 F au titre des frais irréprouvés exposés tant en première instance qu'en cause d'appel.

Condamne la Société DYSON au paiement des dépens de première instance et d'appel avec admission pour ces derniers de l'avoué concerné au bénéfice des dispositions de l'article 699 du Nouveau Code de Procédure Civile.

Bac +2
Osez le cinéma !
et les métiers de l'image !
Assistent de réalisation, assistant de production, montage on-line et virtuel, effets spéciaux numériques
Diplôme national homologué par l'Etat
2 années d'études + stage professionnel
Documentation au 01 43 42 43 22

le cinéma !

LE MONDE / MERCREDI 21 AVRIL 1999 / 7

A black and white photograph of a bottle of 1885 Scotch Whisky. The bottle is dark and rectangular with a textured surface. A light-colored ribbon is tied around the neck and extends upwards, holding a rolled-up document or label that features the year '1885' and the text 'SCOTCH WHISKY'.

هكذا من الأصل

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 21 AVRIL 1999

EUROPÉENNES Le conseil politique du RPR devait se réunir, mardi 20 avril, en fin de matinée, pour examiner la situation créée par la démission de son président, Philippe Séguin. Le président par intérim, Nicolas Sarkozy, a multiplié, lundi, les contacts avec les personnalités du mouvement gaulliste comme avec l'Elysée, pour tenter de constituer une liste unique avec les centristes. ● A CHAMBERY, lors d'une réunion publique de campagne lundi soir, M. Sarkozy a estimé qu'il n'y a « rien d'insurmontable » dans les conditions posées par le président de l'UDF, François Bayrou, à un éventuel ralliement. ● DÉMOCRATIE LIBÉRALE, victime, malgré elle, de la tournante du RPR, s'interroge sur la place que doit prendre son président Alain Madelin dans le cas d'une liste séparée de l'UDF. ● AU RPR, le séisme provoqué par le départ de M. Séguin ravive toutes les rivalités.

M. Sarkozy prêche l'union mais se prépare à la division de la droite

Le président par intérim du mouvement gaulliste se dit prêt à négocier un programme européen avec les centristes de l'UDF. Mais l'on n'écartera plus l'éventualité, au RPR et à l'Elysée, que François Bayrou continue à faire cavalier seul

NICOLAS SARKOZY s'est donné la semaine pour tenter de renouer les fils de l'union. Samedi 24 avril, la réunion des parlementaires et des cadres du mouvement doit lui donner l'occasion d'afficher l'unité du RPR. C'est sa première priorité. Ici, il espère qu'un vrai dialogue aura pu être établi avec François Bayrou, mais, sur ce terrain-là, il est moins optimiste.

Lundi 19 avril, à Chambéry, à l'occasion d'un déplacement prévu de longue date, le président par intérim du RPR a affirmé à plusieurs occasions qu'il n'avait rien trouvé d'« insurmontable » dans les trois propositions exprimées, la veille, sur TF1, par le président de l'UDF, l'Europe de la défense. « C'est Jacques Chirac qui est en train de la construire en ce moment. » Une Constitution pour l'Europe ? Philippe Séguin l'avait proposée au mois d'octobre, lors de la convention pour l'Europe du mouvement gaulliste. Quant à l'élection d'un président de l'Union européenne, M. Sarkozy a rappelé que le RPR est favorable à l'élection d'une telle personnalité, pour un mandat de deux ans, par l'ensemble des chefs d'Etat ou de gouverne-

ment. « L'élection d'un président européen au suffrage universel n'existe même pas dans la charte du Parti populaire européen », a-t-il précisé. La vérité, comme M. Sarkozy l'a rappelé devant le comité départemental du RPR de la Savoie, c'est que « François Bayrou n'a nulle intention de faire l'union ».

EN MIETTES

Lors de son court séjour à Chambéry, M. Sarkozy a aussi reçu confirmation que Michel Barnier, président de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, n'était finalement « pas demandeur ». L'ancien ministre considère que, désormais, à gauche comme à droite, les élections du 13 juin sont devenues « l'affaire des chefs de parti ».

Déjà placé en situation de devoir être lui-même candidat, comme Jacques Chirac le lui conseille, le président du RPR emploie donc ses journées à vérifier que le bateau ne prend pas l'eau de toutes parts. Lundi, après un entretien téléphonique avec son prédécesseur, il a pu constater que les séguinistes n'étaient pas sur le départ et a confirmé François Fillon dans ses fonctions de porte-parole du

RPR. En liaison constante avec l'Elysée – peu avant 23 heures, lundi, un chauffeur l'attendait encore au Bourget avec un pil personnel envoyé par la présidence de la République – et notamment avec le secrétaire général, Dominique de Villepin, dont il salue « la disponibilité et l'efficacité », M. Sarkozy devait aussi avoir plusieurs réunions, mardi, avec Alain Juppé. La première réunion du conseil politique restreint, dont s'est entouré le député des Hauts-de-Seine et qui comprend dans ses rangs l'ancien premier ministre, devait dé-

La liste RPR-DL déstabilisée

Même si les sondages d'intention de vote pour le scrutin du 13 juin restent fragiles, compte tenu du très fort niveau d'incertitude des personnes interrogées, la première enquête réalisée depuis la démission de Philippe Séguin (CSA, réalisée les 16 et 17 avril auprès d'un échantillon de 1 005 personnes pour la lettre *Politique Opinion*) est ravageuse. Alors que, fin mars, une liste RPR-DL conduite par Philippe Séguin et Alain Madelin recueillait 23 % d'intentions de vote, la même liste conduite par Nicolas Sarkozy est aujourd'hui créditée de 17 %. Parmi les sympathisants du RPR, M. Sarkozy ne recueillait que 57 % d'intentions de vote, alors que M. Séguin en récoltait 79 %. A l'inverse, la liste conduite par Charles Pasqua et Philippe de Villiers (qui recueillait chacun 5 % des intentions de vote avant la fusion de leurs listes) est désormais créditée de 12,5 % (et 20 % dans l'électorat RPR). Quant à François Bayrou, il progresse, depuis la fin mars, de 1,5 point, à 9 %.

cider de la convocation prochaine du bureau politique. M. Sarkozy devait aussi rencontrer Valéry Giscard d'Estaing en fin de journée, tandis qu'à 20 heures, sur TF1, Edouard Balladur devait de nouveau lancer un appel à l'union.

De son côté, M. Bayrou a confirmé, mardi, sur France Inter, que sa position n'a pas varié en dépit des appels à l'union lancés par le RPR et Démocratie libérale. Il a souligné les divergences qu'il a sur l'Europe avec le RPR, « dont la vision se fonde sur l'Etat-nation ». Il a exprimé la

craindre qu'une liste unique n'apparaisse « comme peu cohérente » et qu'elle « perde des voix aux deux bouts ». Enfin, anticipant sur l'après-13 juin, M. Bayrou a indiqué qu'il « souhaite reconstruire l'opposition » qu'il juge « en miettes ».

Le président de l'UDF a ensuite réuni, pour la première fois depuis le retrait de M. Séguin, l'ensemble des dirigeants de son parti pour entendre leurs points de vue. L'éventualité, qui se précise, du maintien de la liste UDF a reçu par avance un soutien marqué de Raymond Barre. L'ancien premier ministre a estimé, lundi, dans un entretien à l'AFP, que le départ de M. Séguin ne « saurait être considéré comme une raison déterminante du retour à une liste unique de l'opposition ». « L'opposition peut être plurielle sans compromettre sa fidélité au président de la République, et c'est cela qui est essentiel sous la V^e République », a fait valoir M. Barre.

Le porte-parole de l'UDF, Gilles de Robien, est également apparu prêt à l'hypothèse d'une liste UDF en faisant valoir, lundi, sur LCI, que l'« on ne peut pas aller à un scrutin en tenue de camouflage » et que l'« on doit dire

très clairement aux électeurs ce qu'on veut, le projet qu'on défend ».

D'autres responsables de l'UDF, en revanche, semblent pencher pour le dialogue avec le RPR et DL. C'est le cas de Pierre Méhaignerie, qui, en déplacement à l'étranger, ne participait pas à la réunion de mardi. Dans un communiqué, le député d'Ille-et-Vilaine a estimé que, si elle ne doit pas se faire « à n'importe quel prix », « une liste d'union est possible » dans la mesure où « les positions de Philippe Séguin (...) étaient le principal obstacle à la présentation d'une liste commune UDF-DL-RPR aux élections européennes. Sa démission nous oblige à reconsidérer la situation », écrit M. Méhaignerie.

De même, Renand Dommedieu de Vabres, député d'Indre-et-Loire, qui, pas plus que François Léotard, dont il est proche, n'était présent, dimanche, sur le plateau de M. Bayrou, a souhaité, lundi, sur France 2, que les responsables du RPR, de DL et de l'UDF « se rencontrent » et « discutent du fond », ce que ne propose pas M. Bayrou.

Cécile Chambraud et Jean-Louis Saux

Nos électeurs en ont assez que nous vendions notre âme

LES PREMIERS JOURS, ils n'ont entendu que la même phrase, déjà serinée depuis des années par leurs électeurs : « Bon, alors maintenant, vous allez faire l'union ! » Hochements de tête, deux ou trois mots peu aimables sur le « caractère impossible » de Philippe Séguin, et les élus centristes repartaient avec la certitude de devoir bientôt faire campagne avec leurs « amis » libéraux et gaullistes.

Puis, l'oreille s'est faite plus sélective. François Bayrou ayant paru tenir bon, dimanche 18 avril, sur sa liste séparée, députés, sénateurs et élus locaux se sont surpris à vouloir tenir tête devant le RPR et les troupes d'Alain Madelin. Au lendemain de la démission de Philippe Séguin, toute la droite imaginait déjà le chœur des centristes demandant à M. Bayrou de renoncer à ses ambitions sur l'autel d'une alliance de l'opposition. Aujourd'hui, le vent a tourné. Et la cohorte des élus UDF se découvre plus de cran et de biceps qu'elle ne le laissait supposer.

« Les gens sont pour l'union comme on aime la crème au chocolat : c'est une attirance automatique et c'est tellement agréable, explique désormais Pierre-Christophe Baguet, député centriste des Hauts-de-Seine. Mais si on leur explique clairement nos divergences de fond sur l'Europe, ils admettent alors fort bien que Bayrou continue de mener sa propre liste, pro-euro-

péenne et fédéraliste. » Bien sûr, il a fallu d'abord faire face au désarroi des électeurs de droite devant les hautes et les mauvaises coupes de leur partis. « La plupart de ceux qui font remarquer, ces derniers jours, n'ont qu'une interrogation douloureuse : pourquoi la droite en est-elle encore là, à deux mois des élections ? », soupire Christian Kert, député centriste des Bouches-du-Rhône. On s'est interrogé sur la psychologie de Philippe Séguin mais surtout sur la volonté de Jacques Chirac de « dessouder » son propre camp. « Evidemment, les gens s'inquiètent de ces nouvelles déchirures », constate Jean-Pierre Abelin (Vienne).

L'EAU TIÈDE DE L'UNION

Mais deux ou trois arguments de M. Bayrou ont paru toucher juste. En entendant le président de l'UDF afficher son dégoût devant ces photos de circonstance où les rivaux les plus évidents sourient et se serrent la main, bien des militants et des électeurs ont dû avouer que ce genre de mascarade leur donne parfois la nausée. « C'est vrai que le premier réflexe de nos sympathisants est de prêter l'union, affirme ainsi René Couvaneau, député UDF des terres centristes d'Ille-et-Vilaine. Mais dans le même temps, ils ne supportent plus ces listes de circonstance et ces alliances truquées. » Les mili-

tants sont unionistes, nuance de son côté M. Kert. Ils considèrent bien souvent que nous ne sommes plus assez nombreux dans les partis pour continuer à faire campagne séparément. Mais les électeurs, eux, ont envie que l'on affiche nos convictions. S'échoue-t-il est pas différent pour Edouard Landrain (Loire-Atlantique) : « Evidemment, chacun a envie de recoller les morceaux, mais parallèlement, les électeurs en ont assez que nous vendions notre âme. Au fond, ils aspirent à des options vraies. »

Du coup, après une réunion de militants, deux inaugurations et trois visites de marche, les élus centristes ont tiré la conclusion que, comme le souligne M. Baguet, « Bayrou ferait une grave erreur en allant boire l'eau tiède de l'union ». Connaissant que « Chirac ne laissera jamais Balladur représenter le RPR » et qu'il « n'y a aucune raison pour que Bayrou soit derrière un Michel Barnier », ils évoquent désormais comme un rêve possible une liste RPR-UDF-DL dont la tête serait... M. Bayrou lui-même. Et espèrent, à tout le moins, en cas de liste séparée, un beau score sur leurs thèmes fédéralistes. Bref, les centristes ont l'impression de pouvoir exister. Il y a longtemps que cela ne leur était pas arrivé.

Raphaële Bacquet

Nicolas, Alain, Edouard, Jean-Louis, Charles ou Bernard : la galaxie

LA DÉMISSION de Philippe Séguin a bouleversé le paysage gaulliste. Sur l'échiquier RPR, en quelques jours, chacun s'est replacé. Une nouvelle partie commence.

● Nicolas Sarkozy, l'indispensable. Jeudi 15 avril, l'ami de Philippe Séguin, Jean de Boishue, lui disait encore combien il était « indispensable à Philippe ». Après avoir été indispensable à Edouard Balladur dans la campagne présidentielle, le voici donc de nouveau indispensable pour préserver l'unité du RPR, au moins jusqu'aux européennes du 13 juin. Amorcé par un autre indispensable, Dominique de Villepin, secrétaire général de la présidence de la République, le rapprochement avec le chef de l'Etat était en cours depuis des mois. Plus récemment, M^{me} Chirac, qui lui gardait rancune de sa trahison lors du scrutin présidentiel, l'a félicité de son face-à-face télévisé avec Daniel Cohn-Bendit. Le remplacement au pied levé de Philippe Séguin à la tête du RPR n'est pas pour lui déplaire. La perspective de devoir le remplacer aussi à la tête de la liste RPR-DL l'enchantait moins. Mais c'est décidé, « il ne peut pas y avoir la moindre différence entre le président de la République et le RPR ».

● Alain Juppé, le retour, comme une évidence. Il n'a jamais accepté de voir M. Séguin lui succéder à la tête du RPR. Il n'a pas admis, non plus, son banissement par l'opinion publique. Il ne supporte pas, enfin, de porter le chapeau des « affaires » du RPR. Bref, l'ancien premier ministre est un bloc de revanche. On ne passe pas impunément du statut de « meilleur d'entre nous » à celui de « plus impopulaire des premiers ministres » avec Edith Cresson. La consolation de M. Juppé, c'est M. Chirac. Le chef de l'Etat est resté le premier de ses supporters. Les deux hommes se rencontrent presque chaque semaine à l'Elysée, s'affichent ensemble à Tokyo et à Porto à l'occasion des déplacements du président. A la veille des journées parlementaires du RPR à Menton, en octobre 1998, le maire de Bordeaux rouge se félicita : « Je vais me le payer », confia-t-il, à propos de M. Séguin. Deux jours durant, il distille des confidences acerbes sur son rival. Elles sont publiées. Sous la pression de l'Elysée, M. Juppé est contraint de s'excuser. C'était juste un peu trop tôt. Aujourd'hui, il s'avoue.

● Edouard Balladur, si on le lui demande. Lors des élections ré-

gionales à Paris, en 1998, l'ancien premier ministre n'était pas candidat. On était simplement venu le chercher. De même, M. Balladur n'est pas candidat à l'Hôtel de Ville de Paris ni à la conduite d'une éventuelle liste d'union de la droite aux européennes. Comme son maître en politique, Georges Pompidou, il demeure « en réserve de la République ». De retour de Shanghai et en partance pour Rome, M. Balladur s'est contenté, au lendemain du retrait de M. Séguin, de s'assurer qu'il n'y aurait pas de veto de l'Elysée, pour le cas où on viendrait, cette fois encore, le chercher. Il l'espère.

● Jean-Louis Debré, le premier des chiraquiens. S'il lui faut reprendre, demain, les rênes d'un RPR « rechrâqué », Jean-Louis Debré n'a qu'une chose à faire : traverser les quelques centaines de mètres qui séparent son bureau de président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, du siège du parti, rue de Lille, et reprendre – tel que – le travail auquel il s'était attelé depuis plusieurs mois. Sous sa bonnette, et à la demande du chef de l'Etat, le groupe était en effet devenu un « shadow » parti. « Démarque-toi de la rue de Lille », lui conseillait M. Chirac au début de la campagne européenne. Ce que le RPR ne faisait pas, ou mal, à savoir soutenir l'image et la politique du chef de l'Etat, le groupe s'y employait. Jean-Louis Debré, demain à la tête du RPR, c'est une assurance-vie pour le chef de l'Etat. Et, pour l'ancien ministre de l'Intérieur, l'ambition rassasiée d'être le premier des chiraquiens.

● Bernard Pons, l'ami trop zélé. Il est des amis envahissants qui se croient autorisés à vous « parler vrai » sous prétexte qu'ils vous ont vu, un jour, en petite tenue. C'est cela, M. Pons pour M. Chirac : le compagnon des bons et, surtout, des mauvais jours à la tête du RPR, le complice de la conquête et de la gestion de la Ville de Paris qui, au nom de ce passé commun, s'est mis en tête de faire le bonheur du chef de l'Etat malgré lui. Au lendemain de la dissolution, il réanime l'association des Amis de Jacques Chirac. Elle devient, ces derniers mois, le refuge de tous ceux qui fuient le RPR de M. Séguin. Du coup, le chef de l'Etat regarde avec bienveillance cette initiative et M. Pons fait du zèle. Aujourd'hui, il est le tombeau de M. Séguin. A l'Elysée, on ne lui en demandait pas tant.

VENTES PAR ADJUDICATION
Office Spécial de l'Immobilier
40, rue de la République 93000 Paris 13
Tél : 01 48 38 11 34 - Fax : 01 48 38 11 35

75 Vente sur Baïsse de Mise à Prix au Palais de Justice de PARIS
Jeudi 6 Mai 1999 à 14h 30 - En 3 lots
IMMEUBLE à PARIS 2ème
13, rue Léopold-Bellan
composant
2 Corps de Bâtimens - Cour couverte
sur un terrain de 453 m² environ
MISE A PRIX : 7.000.000 F - Occupé
S'adr. à la SCP Bernard de SARIAC, Alain JAUNEAU, Avocats à
PARIS 8^{me}, 42, avenue George V - Tél : 01.47.20.43.76
(uniquement de 10h à 12h) - Minitel 3616 AVOCAT VENTES
Me Marie José JOSSE, Mandataire Liquidateur à PARIS 1^{er},
4, rue du Marché Saint-Honoré
Sur les lieux pour visiter le Lundi 3 Mai 1999 de 9h 30 à 12h 30

75 Vente Pub. Just. de PARIS, Jeudi 6 Mai 1999 à 14h 30 - En 3 lots à
PARIS 16^{me}, 5, rue du Conseiller Collignon
et 15, boulevard Emile Augier
1^{er} lot : APPARTEMENT (3 PP) au 4^{me} étage
entré, 3 salles de bains dont une avec balnéothérapie, sauna, office, lingerie,
salle à manger pour le personnel, accès direct avec ascenseur de service
2 CHAMBRES au 6^{me} étage - Cave au sous-sol
2^{ème} lot : CHAMBRE au 6^{me} étage
3^{ème} lot : 2 CHAMBRES au 7^{me} étage - Cave au sous-sol
Mises à Prix : 1^{er} lot : 5.000.000 F - 2^{ème} lot : 50.000 F - 3^{ème} lot : 200.000 F
S'adr. à Me INBONA, Avocat à PARIS 7^{me}, 4, avenue Sully Prudhomme
Tél : 01.46.55.74.06 (de 14h à 16h) - Internet : www.inbona.com
Visite en s'adressant à l'avocat pourrivateur

LA VILLE DE PARIS vend LIBRES
en la Chambre des Notaires de PARIS, 12, avenue Victoria
Le MARDI 11 MAI 1999 à 14 heures 30
16, RUE SAINTE-ANASTASE à PARIS (3ème)
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (31,4 m² env.),
1 DEBARRAS et 1 CAVES
6, RUE FRANÇOIS MIRON à PARIS (4ème)
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (68,6 m² env.)
1 DUPLEX de 6 PIÈCES (124,7 m² env.)
22-24, RUE JACOB à PARIS (6ème)
1 STUDIO (31,6 m² env.)
31, RUE BONAPARTE à PARIS (6ème)
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (83,9 m² env.)
Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BELLARGENT,
Notaire associé à PARIS (75001) 14, rue des Pyramides
Tél : 01.44.77.37.35 - 01.44.77.37.71
23, RUE JACOB à PARIS (6ème)
2 PIÈCES (7 et 14,9 m²) - avec faculté de réunion des lots
et 2 CAVES (6 et 6,2 m²)
2, RUE DES BEAUX-ARTS à PARIS (6ème)
1 APPARTEMENT de 5 PIÈCES (139,7 m²) avec CAVES (12 m²),
2 PIÈCES (1 et 1,8 m²), 1 APPARTEMENT de 5 PIÈCES (153,3 m²),
1 DUPLEX de 6 PIÈCES (124,7 m²) avec CAVES (15,5 m²)
2 DEBARRAS (2 et 3,35 m²) - avec faculté de réunion des 2 débarras
3, QUAI MALAQUAIS à PARIS (6ème)
1 APPARTEMENT de 3 PIÈCES (99,3 m²)
29, RUE BONAPARTE à PARIS (6ème)
1 APPARTEMENT de 6 PIÈCES (162,5 m²), 2 CHAMBRES (6 m²)
avec CAVES (19,3 m²), 1 LOCAL D'HABITATION de 9 PIÈCES
(38,7 m²), 3 PIÈCES (deux de 5,2 m² et une de 6,4 m²)
avec faculté de réunion des 3 pièces
Pour visites et renseignements s'adresser à : Maître BOURGES,
Notaire associé à PARIS (75008) 77, bld Malesherbes - Tél : 01.44.50.14.14



Le retrait de M. Séguin place M. Madelin en porte-à-faux

LES DIRIGEANTS de Démocratie libérale (DL) se sont réunis, lundi 19 avril, pour tenter d'imaginer comment limiter les dommages qu'entraînerait la démission de Philippe Séguin. Pour le moment, ils n'ont pas trouvé mieux que la méthode Coué. La formation d'Alain Madelin s'efforce de se convaincre que la discussion est encore possible avec François Bayrou. A l'issue de la réunion du bureau exécutif, dont personne n'était très volontaire pour rendre compte à la presse, Claude Gossuain, porte-parole de DL, a affirmé qu'« en l'état actuel des choses, toutes les conditions sont réunies pour qu'il y ait une liste d'union » fondée sur la position européenne du président de la République telle qu'il l'avait formulée dans son message au Parlement le 2 mars (*Le Monde* du 3 mars).

M. Gossuain a expliqué que les trois conditions posées à une liste d'union par M. Bayrou — une défense européenne, une Constitution européenne et un président élu de l'Union — « vont de soi ». « Sur ces trois formulations (...), rien ne paraît insurmontable », a déclaré M. Gossuain. Emporté par son ardeur conciliatrice, le député de Paris n'a pas craint d'assurer que l'idée d'une Constitution européenne, longtemps combattue par M. Madelin, « a toujours été » approuvée par DL. Même l'idée d'un « président de la République européenne élu au suffrage universel » n'est pas, bien qu'« ultra », « une revendication de rupture », a assuré M. Gossuain. En revanche, le porte-parole a sommé M. Bayrou de dire, dans les meilleurs délais, s'il est « d'accord avec la politique européenne du président de la République » et de dire à quel point il soutient l'effort de la France au Kosovo, auquel cas une liste d'union serait possible.

En réalité, les dirigeants de DL sont presque convaincus, selon la formule de l'un d'eux, de « jouer à trompe-couillon » avec François Bayrou qui aurait d'ores et déjà décidé de faire cavalier seul. Si division il doit finalement y avoir,

M. Madelin verrait ainsi l'échec de son pari. Dès le mois de juin 1998, le président de DL avait appelé la droite à l'union pour les européennes. Son message était alors adressé plus particulièrement au RPR : M. Madelin le soupçonnait d'être tenté de faire sa propre liste pour éviter la sécession de Charles Pasqua. Pour amadouer les gaullistes, M. Madelin leur avait alors assuré qu'« aucune exclusive » n'était lancée à l'encontre de M. Séguin pour conduire une liste commune. En vain. A l'automne, son discours n'avait pas changé, mais il s'adressait, cette fois, à l'UDF, rebaptisée par le « passé » européen de M. Séguin.

TÊTE-À-TÊTE INÉGAL

Le cavalier seul de l'UDF — s'il se confirme — a l'inconvénient de laisser DL dans un tête-à-tête inégal avec le RPR. A l'origine, M. Madelin pensait pouvoir jouer des divisions de son partenaire privilégié pour ne pas être avalé par lui. Or, aujourd'hui, ce sont ces mêmes divisions qui fragilisent le bloc que forment ensemble DL et le RPR et qui menacent d'emporter DL dans leurs remous. C'est pourquoi une partie des dirigeants de la famille libérale, comme Philippe Vasseur ou Laurent Domini, conseillent aujourd'hui à M. Madelin de se retirer de la compétition si l'UDF maintient sa propre liste. « On est des bons soldats loyaux, mais on en a ras le bol : un coup c'est Pasqua, un coup c'est Pons... », s'agace l'un des tenants de cette ligne. Un autre dit craindre que, dans l'hypothèse d'une liste conduite par Nicolas Sarkozy, la perspective de l'élection, à l'automne, du président du RPR, place le secrétaire général à la merci de nouveaux réajustements de compte internes à la famille gaulliste.

D'autres, en revanche, considèrent que M. Madelin ne peut esquisser le combat. Ils estiment que c'est à ce prix seul que DL pourra tirer son épingle de la recombinaison de l'opposition qu'ils attendent après le 13 juin.

Cécile Chambrault

RPR après le séisme Séguin

● Charles Pasqua, la marque déposée du gaullisme. Après quelques semaines d'hésitation, l'ancien cofondateur du RPR a décidé de rompre, le 1^{er} janvier, en prenant prétexte de la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité d'Amsterdam. « J'aime bien Jacques Chirac, mais je préfère quand même la France », écrit-il au début de son livre intitulé — par référence au slogan de la campagne présidentielle de M. Chirac — « Tous pour la France (Alain Michel) ». Après l'échec de son appel à l'ensemble des « souverainistes », M. Pasqua a conclu une alliance avec Philippe de Villiers. Depuis le retrait de M. Séguin, il considère qu'il n'y a plus de gaullistes au RPR et espère bien récupérer cette frange du mouvement devenu orphelin.

● Jean Tiberi, nombril du monde. Et moi, et moi et moi ? est venu s'enquêter Jean Tiberi à l'Elysée, samedi 17 avril. Le rendez-vous était fixé depuis longtemps, il tombe bien : le parti gaulliste implose, la droite RPR-DL n'a plus de tête de liste mais M. Tiberi est soutillé. Le départ de M. Séguin de la présidence du RPR fait disparaître un candidat sérieux à la mairie de Paris.

● Philippe Séguin, c'est par où

l'Avant ? En juillet 1997, quelques jours avant d'être élu président du RPR, M. Séguin évaluait la lourde tâche qu'il attendait. « Une image déplorable, les affaires, un truc qui n'a rien produit, sur le plan intellectuel, depuis vingt ans », disait-il de son parti, avant d'ajouter : « Pour un éventuel projet présidentiel, il aurait été plus commode de se retirer sur l'Avant... » (*Le Monde* daté 6-7 juillet 1997). Cet « éventuel projet présidentiel », M. Séguin y avait renoncé en déclarant, dans un entretien accordé au *Figaro* du 17 septembre 1998 : « S'il y est une génération où l'on doit faire fi de ses ambitions personnelles, c'est bien celle qui anime aujourd'hui l'opposition. Il n'échappe à personne que le président de la République sera candidat au renouvellement de son mandat, et qu'il sera donc, par définition, le seul candidat de l'opposition d'aujourd'hui. » On ne saurait se montrer moins enthousiaste. Devant le conseil national du RPR, il avait observé : « Le mouvement ayant été créé par qui l'on sait, on imagine mal son président se dresser, ou à fortiori, se présenter contre le président de la République sortant. » Et maintenant ?

Pascal Robert-Diard et Jean-Louis Saux

Le gouvernement sanctionne l'hospitalisation privée pour le dérapage de ses dépenses en 1998

Les patrons de clinique protestent contre cette « punition » injustifiée

Martine Aubry a décidé que les dépenses des cliniques ne devaient pas dépasser de plus de 2,29 % en 1999 par rapport à l'objectif initial fixé

début 1998. Or, celui-ci a été dépassé de 779 millions de francs et la compensation exigée par le gouvernement entraînera une baisse de leurs

tarifs de 1,95 % à compter du 1^{er} mai. Cette décision va freiner les négociations sur les 35 heures dans un secteur employant 120 000 salariés.

APRÈS les radiologues, c'est au tour des cliniques privées de « goûter » à la rigueur budgétaire. Le gouvernement n'étant pas parvenu à un accord avec la Fédération intersyndicale des établissements d'hospitalisation privée (FIEHP) et l'Union hospitalière privée (UHP), les deux syndicats patronaux du secteur, il va imposer par arrêté aux 1 500 établissements de soins à but lucratif une hausse de 2,29 % de l'enveloppe de dépenses pour 1999 (39,8 milliards de francs, soit près de 6,07 milliards d'euros) ; mais compte tenu du dépassement de l'enveloppe 1998, qui a atteint 779 millions de francs, les tarifs des cliniques subiront en fait, une baisse de 1,95 % par rapport à l'an dernier, à compter du 1^{er} mai.

Dans une lettre ouverte à Martine Aubry, ministre de la solidarité, le président de la FIEHP, Louis Serfaty, et le délégué général de l'UHP, Alain Coulomb, dénoncent une « punition » qui « met véritablement en péril » tout un secteur de la santé. S'ils ne contestent pas

ce dépassement des objectifs 1998, ils soulignent que plusieurs raisons le justifient : transfert d'une partie de l'activité chirurgicale du public vers le privé ; accroissement du nombre de malades souffrant de cancers, de troubles cardiaques ou d'insuffisance rénale chronique soignés dans le privé ; augmentation du nombre de lits pour des suites opératoires et de la réadaptation, les hôpitaux réduisant au maximum les durées de séjour pour des raisons budgétaires et adressant les convalescents aux centres privés.

Cette sanction financière risque, selon eux, de décourager encore plus des investisseurs rebutés par la faible rentabilité du secteur. Elle est « d'autant plus injuste que les tarifs appliqués à notre secteur sont inférieurs d'environ 40 % à 50 % à ceux de l'hospitalisation publique », affirment-ils, ce que contestent les responsables de l'hospitalisation publique. Depuis 1992, l'Etat, la « Sécu » et l'hospitalisation privée sont parvenus à signer chaque année un accord sur un objectif na-

tional d'évolution des dépenses. Avec les biologistes, les patrons de clinique ont même été un des premiers acteurs du monde de la santé à accepter une régulation de leur activité.

INVESTISSEMENTS CÔUTEUX

Loin d'entraîner la mort de ce secteur, celle-ci lui a permis de se moderniser. En huit ans, le secteur dit « à but lucratif » s'est en partie restructuré (disparition d'établissements non rentables, fusions, conversion de lits de médecine en chirurgie), tandis que dans certaines villes, il devenait dominant dans des « niches » lucratives comme la chirurgie (près de 60 % des interventions réalisées en France), l'hémodialyse ou la chirurgie ambulatoire (75 % des places et 85 % des opérés). Entre 1992 et 1995, les cliniques ont largement respecté l'objectif de dépenses négocié avec l'Etat.

La situation s'est dégradée à partir de 1996, les cliniques ayant, depuis, du mal à tenir dans leur enveloppe budgétaire. Il est vrai que,

comme le public, le privé a dû investir : travaux de mise en conformité aux règles de sécurité incendie, respect des normes de sécurité sanitaire (transfusion, anesthésie, traitement des déchets...) imposées par les pouvoirs publics. « Ces investissements ont alourdi nos charges de 3 % à 4 % par an, estime le président de la FIEHP. Or, il faut savoir que la marge moyenne de nos cliniques n'est que de 2 % à 3 %, même si les plus performantes tirent mieux leur épingle du jeu.

La reprise des dépenses d'assurance-maladie, depuis quelques mois, notamment dans l'hospitalisation privée (*Le Monde* du 17 avril), interdit au gouvernement tout laxisme, ce qui explique sa fermeté. « Cette décision de M^{me} Aubry ne sera pas sans conséquence sur la situation sociale de notre secteur », prévient M. Serfaty, alors que les patrons de clinique sont engagés depuis plusieurs mois dans de difficiles négociations avec les syndicats sur le passage aux 35 heures.

Jean-Michel Bezat

Le trouble de la gauche « plurielle » ne se dissipe pas sur le Kosovo

PLUS LE DOUTE grandit sur l'efficacité des frappes aériennes de l'OTAN, plus le conflit du Kosovo devient une épreuve de style dans les rangs de la gauche « plurielle ». Tour à tour, chacun des partenaires de cette majorité s'ingénie à cultiver sa différence, tout en affichant une pleine solidarité gouvernementale. Ainsi, lors de son quatrième déplacement régional pour les européennes, lundi 19 avril à Charleville-Mézières (Ardennes), Robert Hue n'a pas manqué de renouveler ses critiques sur la gestion du conflit : « Nous sommes dans l'impasse », a déclaré le secrétaire national du PCF, tout en écartant l'hypothèse avancée « par des gens de droite » d'un départ des ministres communistes. De même, Didier Motchane, vice-président du Mouvement des citoyens, a déclaré, dans un entretien accordé au *Parisien* (daté du 20 avril), que « l'OTAN a raté son coup » et que la cohésion gouvernementale pourrait exploser « si on allait vers un engagement armé à terre qui serait ordonné par Clinton... ». Il estime cependant que Lionel Jospin est prisonnier de la stratégie de Jacques Chirac.

Interrogé lors d'une conférence de presse qu'il donnait à l'hôtel Matignon, après la réunion du conseil de sécurité intérieure, lundi 19 avril, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Intérieur, n'a pas voulu rompre le silence qu'il s'impose publiquement sur l'action de l'OTAN en Yougoslavie (*Le Monde* daté 18-19 avril). « Un ministre peut et même doit s'exprimer en conseil des ministres (...) ou dans les tête-à-tête qu'il peut avoir avec tel ou tel responsable. Je ne manque pas de m'exprimer, mes collègues le savent très bien », a-t-il expliqué.

Justifiant ainsi ses interventions « à l'intérieur du gouvernement », M. Chevènement a assuré qu'à « l'extérieur, il est nécessaire qu'il y ait une certaine unité ». Et de conclure son propos sur le mode tricolore : « Le ministre de l'Intérieur a le droit d'avoir une vie intérieure, même s'il l'a particulièrement riche, et surtout s'il l'a particulièrement riche. »

VPS DÉBATS CHEZ LES VERTS

La guerre au Kosovo et ses conséquences — l'explosion de centaines de milliers de Kosovars — ont également été au cœur des débats du conseil national interrégional (CNIR) des Verts, le « Parlement » du mouvement écologiste, qui s'est tenu, samedi 17 et dimanche 18 avril, Dominique Voynet s'est livrée à un difficile exercice de synthèse entre les différentes sensibilités qui se sont exprimées au sein de sa formation. « Nous n'avons pas su enrayer l'enlèvement (du conflit). Evitons son extension », a-t-elle déclaré. Jugant l'intervention militaire en Serbie « inévitable » et même « légitime face à un régime dictatorial et raciste », elle a toutefois reconnu que « le bilan d'étape n'est pas glorieux » et que les Verts n'ont « aucun chèque en blanc à signer à qui que ce soit en la matière ».

Sur le fond, la ministre de l'environnement a admis que « cette crise bouscule nos repères traditionnels », mais que « notre pacifisme n'est pas en question ». Les débats vifs qui ont agité les Verts deux jours durant, ont opposé Daniel Cohn-Bendit et les amis du député Noël Mamère — favorables les uns et les autres à une intervention terrestre en Serbie — à la frange pacifiste du mouvement. « Je préfère m'habiller d'un battle dress plutôt que de revêtir le costume de Ponce Pilate », a estimé le député de Girond.

Daniel Cohn-Bendit a préféré insister sur les conséquences du conflit, jugeant que, « si le retour

des Kosovars », après trois semaines de bombardements qui ont entraîné « une accélération de la purification ethnique ».

Les débats se poursuivent aussi au sein de la gauche radicale. Si la condamnation des bombardements de l'OTAN (et de Slobodan Milosevic, assortie d'un appel à l'autodétermination du Kosovo) a été confirmée à l'unanimité moins une voix par le récent comité central de la Ligue communiste révolutionnaire, certains de ses membres ont toutefois décidé, en signe de solidarité avec le peuple kosovar, de participer aux réunions du Comité Kosovo.

Alain Beuve-Méry

Quatre cantonales partielles

AISNE

Canton de Craonne (premier tour)

J., 3 957 ; V., 2 419 ; A., 38,87 % ; E., 2 308. Philippe Malpezz, UDF, m. des Aizelles, 1 328 (57,54 %)... RÉÉLU. François Cureau, PCF, m. de Paissy, 440 (19,06 %) ; Gilbert Lantsoght, PS, adj. m. de Bourg-et-Comin, 414 (17,94 %) ; Gilbert Sebbe, FN, 126 (5,46 %).

Philippe Malpezz (UDF) a été largement réélu dans le canton de Craonne. Le Conseil d'Etat avait annulé son élection de mars 1998, estimant qu'il était indigne du fait de sa qualité d'assistant parlementaire de Paul Girod, alors président du conseil général. 15 mars 1998 : J., 3 968 ; V., 2 803 ; A., 27,33 % ; E., 2 662 ; François Cureau, PCF, m., 959 (24,63 %) ; Philippe Malpezz, UDF-DL, m., 796 (29,90 %) ; Bernard Tonnel, div. d., 411 (15,44 %) ; Jean Madragues, FN, 264 (9,92 %) ; Martine Boutant, div. d., 232 (8,72 %).

EURE-ET-LOIR

Canton de Cloyes-sur-le-Loir (premier tour)

J., 7 275 ; V., 4 014 ; A., 44,82 % ; E., 3 911. Ball. : Claude Téroüard, div. d., m. de Châtillon-en-Dunois, 1 810 (46,28 %) ; Jean-Yves Deballon, div. d., m. de Douy, 635 (16,24 %). Elim. : Serge Langlais, div. g., 532 (13,60 %) ; Madeleine Mathurin, div. d., m. d'Authieu, 425 (10,87 %) ; Evelyne Alby, FN-UP, 241 (6,16 %) ; Jean-Pierre Le Touzo, PCF, 164 (4,19 %) ; Jean-Marie Eoche-Duval, div. c. m. de Châtillon-en-Dunois, 104 (2,66 %).

Dans ce canton très ancré à droite, Claude Téroüard, divers droite soutenu par l'UDF, est en ballottage très favorable au terme du premier tour de cette partielle provoquée par le décès d'Hubert Quentin (RPR). Proche de Charles Pasqua, M. Téroüard intègre un véritable camp à Jean-Yves Deballon, officiellement soutenu par la majorité départementale du sénateur RPR Martial Taugoudeau. Quant au FN, il perd dix points par rapport à 1994. 20 mars 1994 : J., 7 227 ; V., 4 466 ; A., 36,27 % ; E., 4 304 ; Hubert Quentin, RPR, 2 866 (66,31 %) ; Jean-Pierre Le Touzo, PCF, 750 (17,41 %) ; Jeanine Zanardi, FN, 693 (16,08 %).

HAUT-RHIN

Canton de Sainte-Marie-aux-Mines (premier tour)

J., 7 184 ; V., 3 885 ; A., 45,92 % ; E., 3 704. Ball. : Christian Chaton, FN-MN, 928 (25,05 %) ; Jacques Loëss, PRG, c. m. de Liepvre, 760 (20,52 %). Elim. : Paul Drouillon, div. g., 632 (17,06 %) ; Claude Abel, div. d., adj. m. de Sainte-Marie-aux-Mines, 508 (13,71 %) ; Roland Quincieu, div. d., 419 (11,31 %) ; Anne-Louise Plantanida, Verts, 293 (7,91 %) ; Alain Couderc, FN-UP, 83 (2,24 %) ; Gérard Zill, div. d., 81 (2,19 %).

[Dans ce premier tour électoral opposant un candidat mégriste à un léniniste depuis la scission du Front national, c'est le candidat soutenu par Bruno Mégret qui l'emporte largement dans cette partielle, provoquée par le décès de Raymond Hestin (div. d.). Christian Chaton (FN-MN), bien implanté localement, est en effet arrivé nettement en tête du premier tour et a écarté le candidat léniniste Alain Couderc. M. Mégret a appelé les électeurs de droite à soutenir son candidat au deuxième tour, contre le candidat radical de gauche, Jacques Loëss, soutenu par la majorité départementale, qui regroupe une partie de la droite et les socialistes.

15 mars 1998 : J., 7 135 ; V., 4 276 ; A., 40,10 % ; E., 4 047 ; Raymond Hestin, div. d., m., 1 204 (29,87 %) ; Christian Chaton, FN, 1 009 (24,95 %) ; Jacques Loëss, PRG, c. m., 921 (22,76 %) ; Patrick Tonon, div. d., 908 (22,44 %).

HAUTE-SAÛNE

Canton de Noroy-le-Bourg (premier tour)

J., 3 184 ; V., 2 597 ; A., 18,44 % ; E., 2 477. Gérard Bontour, div. g., m. de Colombe-lès-Vesoul, 1 344 (54,26 %)... RÉÉLU.

Jacques Theulin, UDF, m. de Villiers-le-Sec, 1 133 (45,74 %). [Immédiat par le Conseil d'Etat après son élection de mars 1998, Gérard Bontour (div. g.) a amélioré son score et est nettement réélu, face à un nouveau candidat UDF. L'ancienne majorité de droite du département échoue donc dans sa volonté de détrôner la gauche plurielle, qui préside depuis un an le conseil général au bénéfice de l'âge, compte tenu de l'égalité de sièges (16-16) entre gauche et droite.

15 mars 1998 : J., 3 147 ; V., 2 416 ; A., 23,25 % ; E., 2 237 ; Gérard Bontour, div. g., m., 1 051 (46,98 %) ; Étienne Philippe, UDF-DL, c. g., m., 920 (41,13 %) ; Marie-France Ligney, FN, 178 (7,96 %) ; Pierre Moussaux, PCF, 88 (3,95 %).

DÉPÊCHES

■ LA ROCHELLE : Maxime Bono (PS) a été élu, lundi 19 avril, maire de La Rochelle (Charente-Maritime), après le décès de Michel Crépeau (PRG). Agé de cinquante-deux ans, M. Bono était le suppléant de M. Crépeau à l'Assemblée nationale et premier adjoint depuis 1989 : il est, par ailleurs, conseiller général de Charente-Maritime depuis 1992.

■ PATRONAT : le Medef (ex-CNPF) et la Confédération générale des PME font la paix avec les chambres de commerce. Les deux organisations patronales ont signé, lundi 19 avril, une charte commune de « coopération et d'action » avec l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie (ACFCI), qui définit les compétences respectives de chacun.

هكذا من الأصل



Lettre ouverte à Madame la ministre de l'Emploi et de la Solidarité

Madame la ministre,

Le projet de loi de couverture maladie universelle que vous défendrez demain au Parlement présente des avancées majeures s'agissant de la couverture sociale de base de tous les citoyens.

Vous avez refusé de confier cette couverture sociale de base aux assureurs privés, en dénonçant les risques considérables de sélection, d'exclusion et d'inégalité dans l'accès aux soins que ferait courir ce choix.

Et pourtant, vous acceptez que ces mêmes assureurs privés soient introduits, par voie d'amendement parlementaire, dans le conseil d'administration du Fonds de solidarité de la couverture maladie universelle, et qu'ils gèrent demain aux côtés de l'Etat la couverture complémentaire de six millions de personnes en situation de pauvreté.

Les assureurs ont pour leur part exprimé clairement leur volonté de définir, d'évaluer et de réviser périodiquement les prestations délivrées aux plus pauvres.

Vous souhaitiez fermer la porte aux assureurs privés, vous l'ouvrez en grand.

Sous la pression de leurs exigences, et en échange de leur participation financière, vous laissez se mettre en place un droit à plusieurs vitesses. Vous prenez le risque que se créent des inégalités majeures dans l'accès aux soins des bénéficiaires de la couverture maladie universelle. Certains profiteront d'une certaine durée de prise en charge. Pour d'autres, elle sera plus courte. Certains pourront faire le choix de s'adresser aux caisses primaires d'assurance maladie. D'autres non. Pour certains bénéficiaires, la couverture maladie universelle sera gratuite. Pour d'autres, elle sera payante...

Quant à ceux qui rencontreront des difficultés dans l'exercice de leur droit en cas de litige avec un assureur, ils ne disposeront d'aucun recours adéquat. Vers qui se tourneront-ils et comment se feront-ils soigner ?

Le droit recule, mais les parts de marché progressent.

La privatisation de l'accès aux soins a commencé. Le projet de loi de couverture maladie universelle est la première étape de cette privatisation.

On commence par les plus pauvres.

Madame la ministre, nous attendons de la loi qu'elle affirme l'égalité en droit de tous les bénéficiaires de la couverture maladie universelle. Cette égalité ne peut être garantie par des groupements d'intérêt privé, qui seraient présents dans le conseil d'administration du Fonds de solidarité, et qui fabriqueraient de nouveaux exclus, à la marge du système de soins.

Nous attendons de la loi portant création d'une couverture maladie universelle qu'elle affirme votre volonté de mettre un terme à l'exclusion des soins.

reste précaire. ■ POUR DANIELE LOCHAK, professeur ■ droit et présidente du Gisti, ■ un mécanisme de préférence nationale régit l'accès à certains emplois ■.

Selon une étude du CERC, près du tiers des emplois sont interdits aux étrangers non européens. Dans la fonction publique, les entreprises du secteur public et nationalisé (EDF, RATP) et certains pans du secteur privé (médecins, architectes, etc.), les exclusions légales freinent l'intégration

Au total, il n'y a que 100 emplois salariés Interdits dans les entreprises étrangères (soit 0,2 millions), dans la fonction publique *stricto sensu* (0,2 millions), dans les entreprises du secteur public nationalisées (entre 100 000 et 200 000), dans certains secteurs du secteur privé (médecins, architectes, géomètres-experts, experts-comptables, etc.) et dans les organismes de Sécurité sociale (200 000 à 400 000), c'est l'estimation des emplois fermés aux étrangers. Les ressortissants d'un pays de l'Espace économique européen abouit à une fourchette de 6,5 à 7,2 millions d'emplois, conclut le CERC, soit 29 % du total du "stock".

■ = Immigration, emploi et chômage. Un état des lieux empirique et théorique ». Les Dossiers du CERC-association, numéro 3, 1998 (124 pages). Édition de la publication, Catherine Borrel. Circulation de l'emploi, des revenus et des coûts, 10, rue Jacques-Mawes, 75015 Paris. tél. : 01-45-31-85-70.

Laurence Folléa

« Il n'y a **pas** d'évolution de carrière, regrette **le** jeune médecin. Il faut vingt-huit ans pour passer du niveau 1 **au** niveau 9... Le 13 mars, Djamel Tiah a été élu vice-président du SNPAC, qui revendique plus de 2 000 adhérents. Il réclame « la plénitude d'exercice de la médecine », « un poste pour chaque PAC », « une revalorisation salariale ». Ce lundi 19 avril, il est en « grève des soins non urgents » pour plaider la cause.

« J'ai envie qu'un jour, on me dise : vous êtes médecin, dans telle spécialité, et qu'on ne me parle plus du PAC, se prend-t-il à rêver derrière ses lunettes cerclées. Si dans deux ans ■■■■ chef de service change et que le prochain ■■■■ veut pas de moi, je ■■■■ retrouve à la rue. Tout est possible, pour tout le monde. »

Laurence Folléa

La solidarité entre confrères ? L'époque, « chacun défendait son statut c'était de bonne guerre ». Le 11 février 1991 la loi crée le PAC, un statut sur mesure pour les **■■■■■** dans **■■■■■** : ils peuvent l'obtenir en se soumettant à un examen écrit en présentant un dossier sur leurs « titres travaux ». « Au départ, ça **■■■■■** des **■■■■■** mais très mitigé », se souvient le docteur Tiah. « J'avais **■■■■■** des collègues virés sa préavis, parfois du jour au lendemain.

Après « études » français depuis maternelle », Djamel arrive en France, en 1988, son diplôme la faculté médecine d'Alger pour une spécialité radiologie à l'hôpital Bichat, Paris. Le jeune stagiaire non est veilleur de nuit dans un hôtel prend pour compléter gardes d'infirmier en psychiatrie. L'étudiant décroche une maîtrise

- Voyez-vous une parenté entre les lois des années 30 qui ont exclu les étrangers de certaines professions, dans le contexte qui annonce Vichy, et les discriminations actuelles d'aujourd'hui ?

- Pour remonter Vichy, il faut

- Cette question de l'immigration des étrangers de différents emplois ne masque-t-elle pas le discrimination raciale dont souffrent les Français d'origine étrangère ?

- Ce n'est effectivement pas le problème central de l'intégration, même si les enfants d'immigrés peuvent être concernés, dans la mesure où ils ne deviennent français qu'à dix-huit ans et ne peuvent auparavant viser des emplois publics. En fait, l'enjeu comparable à celui du droit

- Où situez-vous la frontière
entre les emplois réservés à tous ?
- Si l'on raisonne dans le cadre
de la loi qui est politiquement raisonnable
et juridiquement fondée,
le critère pour préciser si un emploi
peut être réservé ou non est

Français consisterait à caler ■ sort des étrangers ■ celui des étrangers communautaires. Le principe serait la suppression des discriminations, la seule exclusion concernerait les emplois participant à l'exercice de l'autorité publique. Cette règle est admise pour les Européens communautaires, ce qui montre qu'aucun obstacle de principe ne s'y oppose. Ce critère simple permettrait de ■■■■■ en ■■■■■ pleinement ■■■■ principe d'égalité, ■■■■ toucher ■■■■ fondements ■■■■ la souveraineté de l'Etat. ■■■■

**Propos recueillis par
Philippe [REDACTED]**

■ Le Gisti publie, dans sa revue *Plein droit*, un numéro spécial sur les interdictions légales en matière d'emploi. « ... Inégaux en dignité et en droits », numéro 41-42, avril 1999. Gisti, tél. : 01-43-14-84-84.



REORIENTEZ-VOUS VERS UNE
GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE
L'AFDC
 (ANNÉE DE FORMATION INégale à l'AFDC)
 VOUS PERMETTE D'INTÉGRER
 LE DIPLÔME SUPÉRIEUR DE GESTION
 COMPTABLE FINANCIÈRE
Collège Henri Pasteur - 45, rue Spontini - 75116 Paris
Tél. 01 56 26 11 12

Le gouvernement annonce un plan d'action sur trois ans en faveur des victimes

L'accueil et l'information seront améliorés dans les commissariats, les tribunaux et les hôpitaux

Le Conseil de sécurité intérieure a annoncé, lundi 19 avril, la mise en place d'un plan d'action sur trois ans en faveur des victimes d'infractions

pénales. La présence de travailleurs sociaux dans les commissariats sera expérimentée dans huit grandes agglomérations et des correspon-

dants départementaux d'aide aux victimes seront implantés dans certains services publics (police, justice et hôpitaux).

APRÈS s'être attaché à définir une politique publique de lutte contre l'insécurité, le Conseil de sécurité intérieure (CSI), réuni lundi 19 avril, s'est concentré sur l'autre versant de la délinquance : l'aide aux victimes d'infractions pénales. S'inspirant des 114 propositions formulées par la députée (L) européenne, Marie-Noëlle Lienemann, qui a remis un rapport au gouvernement sur le dispositif national d'aide aux victimes le 15 mars, le CSI a défini un « plan d'action sur trois ans » destiné à améliorer l'accueil, l'information et l'accompagnement des victimes et de leurs familles au sein des services de l'Etat.

Initiées en 1977 avec la loi sur l'indemnisation des victimes d'infractions pénales, les politiques publiques d'aide aux victimes ont été renforcées par la loi du 30 septembre 1994 relative à la création de l'Institut national d'aide aux victimes et de médiation (Inavem). Ce réseau, qui accompagne la victime tout au long de la procédure judiciaire et dans ses démarches pour obtenir une indemnisation, 123 000 personnes ont ainsi été prises en charge en 1997, pour 70 200 victimes d'infractions pénales, pour un montant total de 15 millions de francs.

Ainsi, si ce réseau ne couvre pas la totalité du territoire national, instaurant une inégalité de fait, la prise en charge des victimes d'infractions. « En dépit d'une opinion publique spontanément solidaire et d'un mouvement associatif actif, le mouvement demeure insuffisant, inégalitaire

présent sur le territoire national et doit être pris en compte par les pouvoirs publics et les collectivités locales », a déclaré le rapport de Marie-Noëlle Lienemann. (...) L'Etat doit définir une véritable politique cohérente d'aide aux victimes, quelque soit son lieu d'habitation, son origine, ses préjudices, bénéficie de droits et de devoirs qui lui est due.

devra procéder chaque année à une évaluation des dispositifs mis en œuvre et sera chargé de faire des propositions afin d'unifier l'action sur le territoire. Il sera relayé par des comités de victimes, des comités départementaux de prévention de la délinquance. Plusieurs mesures, regroupées dans un plan d'action sur trois ans,

ront notamment d'informer systématiquement les victimes de l'existence d'associations d'aide. Un numéro téléphonique national gratuit, géré par l'Inavem, sera mis en place.

Enfin, le CSI a annoncé que le ministère de la justice conduira une expertise sur les conditions de l'indemnisation des victimes. Il devra ainsi se pencher sur le fonctionnement des commissions d'indemnisation des victimes d'infraction (CIVI) chargées, dans chaque tribunal de grande instance, d'octroyer des indemnités aux victimes ayant subi des dommages corporels. Le financement du Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et autres infractions (FGTI), qui effectue les paiements octroyés par les CIVI, fera également l'objet d'un groupe de travail, associant les ministères de la justice, des finances et les compagnies d'assurances. La question est délicate, les CIVI étant appelés à élargir le plus leur champ de compétence : ainsi, le 25 mars, une CIVI a accordé une indemnité de 980 000 francs à une victime de l'attentat.

Pour Marie-Noëlle Lienemann, ce plan d'ensemble, qui est l'objet d'une évaluation lors d'un prochain CSI, constitue « un premier pas tout à fait encourageant ». « Ce programme ne paraît de nature à encourager une logique, mais il comporte des garanties, notamment un maître de prise en charge psychologique des victimes, nous a déclaré la ministre d'Athys-Mons (Essonne). Reste à veiller à son application effective sur le terrain, afin que se crée une dynamique entre les associations et les services publics ».

Cécile Prioux

Les contrats locaux de sécurité seront liés à la politique de la ville

Les contrats locaux de sécurité (CLS) seront une composante essentielle des futurs contrats de ville qui couvriront la période 2000-2006, a indiqué Claude Bartolone, ministre délégué à la ville, lundi 19 avril, à l'issue du Conseil de sécurité intérieure réuni à l'hôtel Matignon. M. Bartolone s'est engagé à simplifier les procédures faisant le lien entre les dispositifs de sécurité et la politique de la ville. Ainsi, les CLS pourront bénéficier, en association avec un contrat de ville, des financements spécifiques prévus pour la politique de la ville. Une prochaine circulaire adressée aux préfets, procureurs de la République et recteurs d'académie, devra en préciser les modalités. Par ailleurs, Jean-Pierre Chevènement a précisé que la réforme de l'utilisation des forces mobiles (Le Monde du 20 avril) entrera en vigueur dès le deuxième semestre de cette année. En 1999, 900 CRS et 750 gendarmes mobiles seront affectés aux nouvelles missions de fidélisation dans les vingt-six départements les plus sensibles en matière d'insécurité.

Le ministère de la justice veut également pallier ces disparités en diffusant une circulaire, le 13 juillet 1998, qui demandait aux parquets de généraliser les différentes initiatives d'aide aux victimes. Le CSI a voulu aller plus loin en créant, lundi 19 avril, un Comité national de l'aide aux victimes, dont la présidence a été confiée au garde des sceaux. Composé de représentants des ministères concernés, d'élus, de professionnels de l'aide aux victimes et de l'Inavem, il

ont été créés par le CSI. La présence de travailleurs sociaux dans les commissariats, déjà expérimentée dans quatre sites, sera étendue à Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Bordeaux, Metz, Nancy et Dijon avec l'été prochain. La généralisation de l'aide aux victimes sera donc désignée dans chaque département dans les services accueillant des victimes comme la police, la gendarmerie, les hôpitaux ou les juridictions. Les services publics se-

Une remise en liberté dans l'affaire des « fiancés de Fontainebleau »

L'UNE des trois personnes mises en examen dans le dossier du meurtre des « fiancés de Fontainebleau » a été remise en liberté, lundi 19 avril, par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Placé en détention provisoire le 13 février, il avait été mis en examen pour « homicide volontaire » le 2 avril avec son fils Cédric et l'un de ses amis. Mineur au moment des faits, Cédric, qui avait mis en cause son père et cet ami, est désormais le seul à être incarcéré, notamment en raison des contradictions relevées dans ses interrogatoires. Agés de vingt-cinq ans, Gilles Naudet et Anne-Sophie Vandamme, les « fiancés de Fontainebleau », avaient disparu le 31 octobre 1988, jour de l'ouverture de la chasse au gros gibier en forêt de Fontainebleau. Leurs corps avaient été retrouvés le 10 janvier 1989.

Eva Joly cherche à apaiser son conflit avec les avocats

DANS UNE LETTRE adressée le 13 avril à la bâtonnière de Paris, la juge d'instruction de l'affaire Elf, Eva Joly, tente de justifier les accusations publiques lancées à l'encontre des avocats (Le Monde du 19 avril). « Dans mon esprit, il n'y a aucune suspicion contre cette profession », écrit la magistrate, exprimant « le triste sentiment que l'on a voulu se livrer à [son] dévotement à une opération de déstabilisation ». L'ordre des avocats, le tribunal de grande instance et la cour d'appel de Paris ont annoncé la réunion d'un groupe de travail de magistrats et d'avocats afin de « mettre en place une concertation sur les conditions des perquisitions dans les cabinets d'avocats ». De son côté, Roland Dumas a indiqué, lundi 19 avril, par la voix de l'un de ses défenseurs, M. François Tosi, que la demande de récusation qu'il avait formée à l'encontre des juges Joly et Vichnevsky, et qui avait été rejetée le 13 avril, « constituait en aucun cas une attaque personnelle, mais l'expression d'un droit ». Le président - en congé - du Conseil constitutionnel pourrait envisager d'entreprendre une action en « désaisissement ».

DÉPÊCHES

■ **RECENSEMENT** : la direction de l'INSEE a proposé, lundi 19 avril, d'attribuer un « complément de rémunération » aux délégués du recensement, qui entament le même jour leur deuxième semaine de grève contre une « surcharge de travail ». Le recensement, qui devait se terminer le 3 avril, se prolonge dans les grandes agglomérations. Les délégués ont été recrutés en contrats à temps partiel, mais ont dû effectuer « autour de 60 heures par semaine », selon les syndicats.

■ **JUSTICE** : l'adolescent qui avait tiré un coup de feu mortel sur un camarade de son équipe de football, vendredi 16 avril à Paris, a été mis en examen, lundi 19 avril, pour homicide involontaire (Le Monde du 20 avril). Agé de seize ans, il a été laissé en liberté et placé sous contrôle judiciaire.

■ **MONTAGNE** : deux skieurs ont été tués dans une avalanche en Andorre, lundi 19 avril, alors qu'ils venaient effectuer des prises de vues pour un film vidéo près du pic du Pla de l'Estany. Il s'agit d'Albert Viladomat, fils du créateur de la station de sports d'hiver de Grail, et de Patrick Rosenberg, un Allemand installé dans la principauté. Deux membres de leur équipe de tournage ont été blessés, dont l'un grièvement.

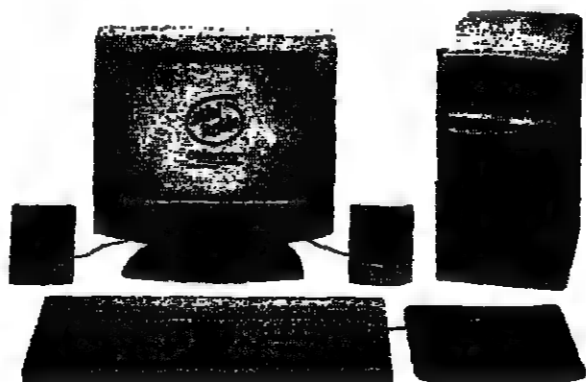
CAMIF
CATALOGUES

LES PROFS
EQUIPENT
LES PROFS

Dans le cadre de la politique de développement des nouvelles technologies du Ministère de l'Éducation Nationale, de la Recherche et de la Technologie.

PACK PC
+
INTERNET
ENSEIGNANTS

990 F*



* Pour tout abonnement promotionnel à INTERNET de 24 mois auprès d'INFONIE Promotion au prix de 199 F TTC par mois. Prime de 3000 F offerte sous réserve d'acceptation du dossier d'abonnement par INFONIE Promotion. Prix de l'ordinateur sans abonnement : 3990 F.

● **PC MULTIMÉDIA**
• Processeur Intel Celeron à 333 MHz
• Disque dur : 3,2 Go Ultra DMA
• Fax/Modem 56000
• Ecran couleur 15"
• Livré avec Windows 98 et Lotus SmartSuite

● **INTERNET ENSEIGNANTS PAR INFONIE**
• Connexion illimitée
• 20 adresses e-mail
• 50 Mo pour créer votre site Web

INFONIE

1890 F

1^{er} versement
+ 230,49 F pendant 24 mois*
ou 6890 F au comptant
*soit 22,16 F de coût de crédit par mois.
Fourni avec un abonnement de 24 mois en connexion illimitée auprès de Wanadoo

● **COMPAQ PRESARIO SPÉCIAL ENSEIGNANT COMPAQ**

OU
● **MULTIMÉDIA HEWLETT PACKARD BRIO**
HEWLETT PACKARD

CRÉDIT SPÉCIAL MICRO :
• à partir de 230 F par mois,
• à partir de 5000 F de crédit,
• acompte 10% minimum à la commande,
• de 6 à 48 mois,
• 1^{er} prélèvement le 2^e mois suivant la commande
• taux : 9,90% assurance comprise.
Offre de crédit valable jusqu'au 15/06/99 sous réserve d'acceptation par l'organisme prêteur CIC.

Offre valable jusqu'au 15 mai 1999, non cumulable avec toute autre offre de réduction en cours. Offre exclusivement réservée aux enseignants.

Pour toute information un numéro spécial : 05 49 34 50 80 du lundi au vendredi de 9 h à 18 h

ou sur Internet : WWW.AJOUT.FR

Le choix du vrai GROUPE CAMIF

(Publicité)

LVMH
MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON

Lettre aux actionnaires de Gucci

Mesdames et Messieurs

Nous souhaiterions présenter notre analyse de la situation présente des implications qu'elle peut avoir pour l'ensemble des actionnaires de Gucci.

Réussir une OPA sur Gucci est, en l'état, impossible pour LVMH.

Dans la situation actuelle, LVMH ne peut lancer une OPA dans la condition, car une telle OPA n'aurait aucune chance sérieuse de succès.

Cette analyse a été clairement confirmée par nos Banquiers conseils, qui ont expressément souligné que jamais une OPA n'a pu réussir en présence d'un actionnaire hostile détenant plus de 10 % du capital.

Au demeurant, il apparaît clairement que plus de 42 % du capital dilué ont déjà été constitués en bloc hostile à une offre de LVMH. PPR détient, en effet, 42 % du capital dilué ; son Président a déclaré qu'il n'apporterait pas ses titres à une offre de LVMH et que PPR ne lancerait lui-même aucune offre sur Gucci. Tom Ford détient, quant à lui, 2 % du capital et ne peut vendre ses actions sans l'accord de PPR. Enfin, le fonds Templeton, qui a plus de 1 % des actions Gucci, a annoncé qu'il n'apporterait pas ses titres à une offre de LVMH à 85 \$ par action.

Il résulte de ces constatations qu'un des actionnaires dits indépendants, détenant 6 % du capital Gucci, soit 18 % du total des actions indépendantes, peut à lui seul faire échouer une OPA.

Une OPA sur Gucci est donc inconcevable à l'heure où la mesure n'est prise pour lui de toutes les chances raisonnables de succès.

Nous avons présenté diverses propositions de LVMH à rendre possible une OPA de LVMH. Nous avons notamment proposé à Gucci que la réalisation de notre offre à 85 \$ dépende de la position de la majorité des actionnaires indépendants de Gucci et que ceux-ci soient donc habilités, malgré le fait qu'ils soient détenus par PPR, à définir l'avenir de Gucci.

Notre proposition a fait que reprendre le principe récemment invoqué par Gucci lui-même, qui défendait, le 18 février, la création du Plan de stock-options en faveur d'une Fondation (ESOP) dans les termes suivants : "l'ESOP garantira le fait que la majorité des actionnaires indépendants continuera à détenir le pouvoir de décider de l'avenir de la société".

Aujourd'hui, du fait de la transaction conclue entre PPR, les dirigeants de Gucci paraissent avoir oublié le principe démocratique élémentaire qu'ils invoquaient récemment. Ayant constitué en faveur de PPR un bloc de 42 % ayant simultanément dilué les actionnaires indépendants de 42 % à 34 %, Gucci a désormais décidé de ne plus du tout prendre en considération la volonté de la majorité de ses actionnaires indépendants.

Selon Gucci, l'offre de LVMH doit pouvoir aboutir que elle réunisse une super-majorité des actions indépendantes.

Il n'est fait aucun doute que Gucci sait qu'une telle super-majorité peut être atteinte, étant donné l'opposition de Templeton à l'accord entre Tom Ford et PPR. En fait, Gucci cherche à pousser LVMH à faire une offre qui échoue, et ensuite PPR puisse soutenir que les actionnaires de Gucci, en ne répondant pas favorablement à l'offre, ont validé l'augmentation de capital réservée à PPR sa stratégie industrielle.

LVMH a fait d'autres propositions à Gucci pour lever les obstacles qui s'opposent à qu'une offre ait des chances raisonnables de succès. Toutefois,

l'ensemble de nos propositions a été repoussé sans que Gucci présente de son côté la moindre contre-proposition constructive.

Gucci a transféré le contrôle à PPR à 75 \$ par action sans offrir aux actionnaires l'opportunité d'une offre à 100 % ou du paiement d'une prime de contrôle.

Gucci a également renié un principe qu'il avait lui-même invoqué devant la Cour d'Amsterdam en février dernier : que le contrôle de la société puisse pas être transféré à une OPA à 100 %. Gucci n'a pas hésité à transgresser ce principe naguère pour lui fondamental, en transférant à PPR le contrôle au prix de 75 \$ par action.

Le "Strategic Investment Agreement" passé entre Gucci et PPR prévoit :

- Une participation initiale de 40 % le droit pour PPR de monter à 42 % du capital dilué de Gucci ;
- Une option de 10,1 % supplémentaires, au profit de PPR, exercable dans certaines circonstances ;
- La possibilité pour PPR, au terme de cinq années, de monter au-delà de 42 % sans avoir à lancer une OPA ;
- 4 sièges pour PPR, sur un total de 9, au Conseil de surveillance, plus un droit de veto sur le choix du Président ;
- L'engagement de PPR à voter pour 5 membres du Conseil de Surveillance, de sorte que les actionnaires indépendants soient de facto privés de toute possibilité de faire élire des candidats indépendants ;
- 3 sièges, sur un total de 5, au Comité stratégique financier du Conseil de Surveillance ;
- Et le droit de veto sur toute décision significative, notamment l'émission d'actions, les fusions et acquisitions et le choix du Président-Directeur Général.

Gucci a déclaré que toute initiative qu'il prendrait pour soutenir l'expression de la volonté de la majorité des actionnaires indépendants, notamment par l'attribution à LVMH d'une option susceptible de diluer le bloc de PPR, serait "contraire" au "Strategic Investment Agreement" conclu avec PPR.

Alors que le Board de Gucci a considéré en février qu'il était libre d'émettre les actions de l'ESOP, alors qu'il s'est également considéré libre en mars de procéder à une émission réservée à PPR, il admet aujourd'hui qu'il a perdu le droit de fait des accords PPR. Comment mieux reconnaître que le Board de Gucci a abandonné le contrôle de la société ?

Dès lors, on comprend aisément la déclaration de PPR indiquant qu'il n'avait aucune intention de faire une OPA. Pourquoi ferait-il une OPA puisqu'il détient déjà le contrôle de Gucci et qu'il est de facto à l'abri d'une offre de LVMH ou d'un tiers ? Quand son "standstill" sera levé, PPR pourra acquérir quelques actions supplémentaires sur le marché et dépasser le seuil de 50 % sans avoir à payer de prime, sans lancer d'offre et sans offrir aux actionnaires minoritaires.

L'accord d'investissement stratégique conclu entre PPR et le management de Gucci est contraire aux intérêts des actionnaires de Gucci.

L'alliance Gucci-PPR n'apporte en fait aucun avantage à Gucci. PPR n'a pas d'expérience dans la distribution des produits de luxe et peu d'expérience à l'étranger. PPR est un distributeur de mass-market et il lui-même admis que sa coopération n'apporterait à Gucci aucune synergie.

De son côté, LVMH est le premier groupe mondial de marques de luxe, qui comprend également DFS, Sephora, spécialistes internationaux de la distribution de produits de luxe. Une coopération entre Gucci et LVMH offrirait à Gucci d'importantes synergies, elles-mêmes porteuses d'augmentation de profits et de croissance.

PPR n'a apporté que du cash à Gucci. L'augmentation de capital réservée à PPR n'est pas cohérente avec la décision prise l'an dernier par Gucci de racheter ses propres actions. En outre, si Gucci avait eu besoin de cash pour des raisons stratégiques, pourquoi ne pas l'avoir demandé à ses actionnaires, plutôt que de les diluer au profit d'un tiers ?

Au lieu de cela, le Conseil de Surveillance de Gucci a décidé en une seule réunion de deux heures, le 19 mars dernier, de changer radicalement la stratégie de Gucci pour en faire un groupe de luxe multi-marques émettant une augmentation de capital de 40 % au profit de PPR, transférant ainsi le contrôle effectif de Gucci à cette société. Cette décision a été prise alors que PPR menaçait de rompre les négociations si l'accord n'était pas conclu au plus tard le jour suivant. Le Conseil de Surveillance n'a demandé aucun délai supplémentaire pour réfléchir à d'autres solutions, telles que par exemple la poursuite de la discussion au cours de LVMH, qui aurait pu permettre de parvenir à une solution plus intéressante pour l'ensemble des actionnaires. Au lieu de cela, Gucci a cédé 40 % de son capital à PPR, ainsi que le contrôle de son avenir et même demander une OPA à une prime de contrôle.

LVMH s'est engagé à faire une OPA à 100 % si la possibilité lui en est donnée.

Nous réitérons notre offre de lancer une OPA à 100 % sur Gucci à 91 \$ par action, dès l'annulation par la Cour d'Amsterdam de la transaction PPR, ou à 85 \$ par action si la possibilité nous est réellement donnée par Gucci ou la Cour d'Amsterdam de lancer une OPA sur toutes les actions de Gucci, y compris les actions détenues par PPR, dans des conditions équitables.

Aujourd'hui, Gucci s'oppose à l'application des principes qu'il invoquait précédemment. Il vous appartient de juger qui offre réellement aux actionnaires la meilleure opportunité : ceux qui ont transféré le contrôle de Gucci à PPR sans même consulter les actionnaires et sans réclamer le paiement d'une prime de contrôle ? ou LVMH, qui souhaite pouvoir lancer une OPA ayant des chances raisonnables de succès et qui propose de se soumettre à la décision de la majorité des actionnaires indépendants ?

Nous sommes les seuls à offrir à ceux-ci la possibilité de sortir d'une prime. Si la faculté nous est pas donnée de lancer une OPA, soit par Gucci, soit par la Cour d'Amsterdam, nous serons tous actionnaires minoritaires d'une société contrôlée par PPR, sans perspectives d'avenir et sans possibilité raisonnable de sortir.

Nous pensons que dans la situation présente vous partagez une sérieuse préoccupation : nos conseils estiment que dans l'hypothèse où aucune offre ne pourrait être lancée, il existe un véritable risque d'une baisse substantielle du cours de Gucci.

Nous avons besoin de votre soutien pour rendre possible notre offre.

Le Conseil d'Administration
LVMH MOËT HENNESSY LOUIS VUITTON

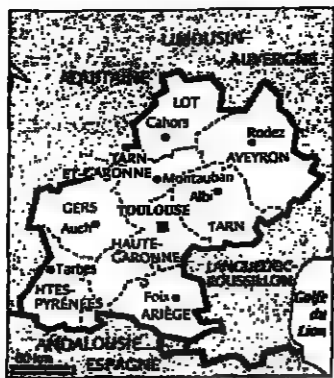
هذا من الأصل

LES RÉGIONS EN CHANTIERS

MIDI-PYRÉNÉES

Quand la métropole vampirise l'espace rural

Le décalage flagrant entre le dynamisme de l'agglomération toulousaine et la perte de substance du reste de la région est lourd d'effets pervers, terme, pour la Ville rose. L'Etat et les élus s'accordent pour juger que la cohésion territoriale est désormais un enjeu majeur



TOULOUSE
Tout correspondant régional sur fond gris. Le croissant c'est l'agglomération toulousaine ; elle envahit la région Haute-Garonne, pousse jusqu'à Montauban, le nord de l'Ariège et le sud-ouest du Tarn ; le fond gris, c'est le reste de la région Midi-Pyrénées. Le 10 % du territoire régional progresse sans arrêt : la population (860 000 habitants, plus forte croissance urbaine française des dix dernières années), les activités (près de la moitié des emplois), en production de richesses (la progression du PIB est supérieure à celle du national), en développement (l'extension du péri-urbain toulousain a englobé 255 communes, sur 588 du département).

A l'inverse, la zone grise (90 % de l'espace régional, 1,6 million d'habitants) stagne ou recule : vieillissement, désindustrialisation, déprise agricole, déclin des villes. Mieux que tous les discours, un chiffre résume le drame de l'image : Toulouse a abrité 130 000 jeunes de moins de vingt ans ; à eux seuls, les autres départements n'en comptent que 120 000.

MÉTROPOLISATION
Midi-Pyrénées - plus vaste région de France, l'équivalent d'une fois et demi la Belgique - est la seule région métropolitaine à connaître une baisse de population aussi importante entre sa capitale et ses chefs-lieux de départements (un seul, Montauban, a gagné péniblement les 100 000 habitants). Aucune autre ne pratique un tel grand écart entre une agglomération dynamique et un environnement rural à bout de souffle. Midi-Pyrénées illustre jusqu'à la caricature une « fracture territoriale » qui s'applique large-

ment à l'ensemble de l'Hexagone. Le territoire français, lui aussi, se développe à deux vitesses. En Midi-Pyrénées, le phénomène de « métropolisation » semble tout vampiriser. Si, d'ici à 2010, aucune politique volontariste n'y remédie, l'urbain de Toulouse regroupera 57 % de la population et 70 % des emplois, affirmant ainsi son rôle régional. Toulouse est alors une oasis - en péril - au milieu du désert car, au tant que pôle unique d'activité, elle cumule tous les problèmes, les siens propres et ceux de son environnement : chômage « importé », paupérisation, délinquance, ghettoïsation, pollution... Déjà, malgré un chiffre record de création d'emplois, la région a vu son chômage (13,8 %) passer au-dessus de celui de la région (11,6 %) et de l'Hexagone (11,4 %).

Comment échapper à une logique de « métropolisation » unique, où la métropole régionale n'irrigue pas, mais assèche son environnement ? C'est, en Midi-Pyrénées, l'objectif du contrat Etat-région. Les deux documents préparatoires de l'un par l'Etat, l'autre par le conseil régional, insistent sur la même idée : « cohésion territoriale » pour la préfecture régionale, « rééquilibrage du territoire » pour les élus.

Traditionnellement, la politique d'aménagement du territoire a traduit par une volonté de compensation des handicaps. Ce fut le cas en Midi-Pyrénées, mais au profit exclusif de Toulouse, avec l'installation, décisive, de la métropole du Centre national d'études spatiales, du consortium Airbus, d'industries d'ingénierie ou de Méteo France.

Pour que cette manne profite à tout le monde, les élus régionaux ont mis en place une politique de « cohésion territoriale » qui s'applique large-

La population agricole ne cesse de diminuer dans toutes les régions

RÉGIONS	DIMINUTION DU NOMBRE D'EXPLOITATIONS - 1988-95	EMPLOI AGRICOLES	REVENU - 1998
	MOYENNE : 4,5 % en %	en milliers	Indice 100 = France
ALSACE	5,1	46	118
AQUITAINE	3,5	138	116
AUVERGNE	3,7	69	88
BOURGOGNE	4,4	54	105
BRETAGNE	3,3	108	108
CENTRE	4,6	84	121
CHAMPAGNE-ARDENNE	3,3	70	109
CORSE	7,7	5	87
FRANCHE-COMTÉ	4,9	38	88
ILE-DE-FRANCE	4,7	66	172
LANGUEDOC-ROUSSILLON	5,8	65	88
LOIRE	4,7	38	49
LORRAINE	5,2	57	114
MIDI-PYRÉNÉES	3,6	106	79
NORD-PAS-DE-CALAIS	6,0	90	101
BASSE-NORMANDIE	3,7	78	102
HAUTE-NORMANDIE	3,9	47	94
PAYS DE LA LOIRE	4,6	157	102
PICARDIE	3,4	86	102
POITOU-CHARENTES	5,3	54	86
PROV.-ALPES-C. D'AZUR	5,1	77	98
RHÔNE-ALPES	4,8	136	90

La diminution de la population agricole est un phénomène général. Elle se poursuit au rythme d'environ 3 % par an et provoque parfois la désertification de certains terroirs. Les régions où l'emploi agricole est le plus important (Corse, ne sont pas celles où les revenus sont les plus élevés.

mieux relié, par la route et le rail, aux autres villes de la région - Castres, Auch, Rodez, Foix, Pamiers. Avec des communications facilitées, celles-ci pourraient bénéficier du dynamisme et du rayonnement de la capitale.

L'ensemble des élus et des responsables demandent donc d'une même voix, non sans une certaine bouillie de bitume, une « exception midi-pyrénéenne » dans le contrat de plan pour les infrastructures de communication, c'est-à-dire un « coup de pouce » spécifique de l'Etat. Selon

Martin Malvy, le président (PS) de la région, c'est « la seule mesure nécessaire pour éviter le déclin durable ». Mais à en assurer le coût : une dizaine de milliards de francs, dont l'enveloppe globale du précédent contrat de plan était de 7 milliards de francs (1,067 milliard d'euros).

FIÈVRES DE PROXIMITÉ
C'est le contenu du développement, trois plates se disputent les « initiatives » engagées entre élus régionaux, départementaux et professionnels : la valorisation des produits agricoles, l'innovation technologique et l'attraction touristique. Toutes trois, conformément à un accord signé du projet de loi de Dominique Voynet sur l'aménagement du territoire, se distinguent par un « ciblage qualitatif », qui doit aboutir au double objectif de créations d'emplois et de développement durable.

L'agroalimentaire constitue encore le principal gisement d'emploi régional (135 000 emplois, 30 000 pour l'agroalimentaire). Quarante pour cent des produits agricoles sont « hors PAC », issus d'une agriculture traditionnelle et de l'élevage. Ce sont pré-

cisément ces produits - fruits, légumes, salaisons, confits, vins, fromages, agneaux, veaux - à forte valeur ajoutée (labels, AOC, produits fermiers) qui sont le plus en plus demandés, y compris par la grande distribution.

« Coller » à la ressource locale, « accrocher » ces denrées au territoire, c'est ce que les élus régionaux ont en tête dans des filières de proximité (production, abattage, transformation, valorisation, commercialisation), « tisser » en quelque sorte une série d'agropôles locales, à l'exemple de la vallée des Aldudes, du plateau de Saub, des causses du Quercy ou des monts d'Aubrac, apparaît le plus souvent d'urgence la tendance à l'écologie et à la déprise.

Pour s'installer, les entreprises de haute technologie n'ont plus besoin de grandes zones d'activités premières ou d'infrastructures gigantesques. Avec les nouvelles techniques de l'information et de la communication, il est même plus intéressant qu'elles soient à proximité d'un centre urbain. Vecteurs essentiels dans l'économie moderne, elles peuvent constituer la chance des territoires ruraux. Leur personnel, cadres et techniciens surtout, sont les plus en plus

soucieux de qualité de vie et d'environnement préservé. Cette préoccupation plaide en faveur de leur dispersion dans l'espace rural, à condition cependant que celui-ci continue à offrir un bon niveau de services collectifs. Des initiatives exemplaires ont déjà lieu, comme à Lamoignon à Pamiers, où ces PME à s'implanter dans les bourgs et les villages devient prioritaire. La région Midi-Pyrénées a d'ailleurs déjà mis en place des fonds spécifiques.

Le tourisme est évidemment un autre atout de Midi-Pyrénées. Encore faut-il que le « produit » soit en phase avec les attentes locales, pour transformer l'espace rural en terrain de jeu des urbains, ni plus ni moins d'un tourisme destructeur. L'infrastructure touristique doit être compatible avec ce qui constitue l'attrait principal de la région : un patrimoine naturel et culturel encore largement préservé.

« ÉCONOMIE D'ACCUEIL »
D'autant que le tourisme s'accompagne désormais d'une « gentry » rurale, des jeunes et des familles actives, qui choisissent la « vraie » campagne plutôt que le pavillon péri-urbain. Mais à un pouvoir d'achat élevé, ils s'attendent à grands investissements de services, aux publics qu'à la personne. Pour l'artisanat, le commerce, les services publics et les agriculteurs « pharaoniques », ce phénomène peut constituer un authentique fléau. À condition que la mise en place, suggère Jean-Luc Galard, président de la chambre d'agriculture de Haute-Garonne, « une véritable économie d'accueil » en rupture avec le syndrome du pavillon de l'économie rurale.

Ces nouvelles options pour une renaissance de l'espace rural ne sont pas propres à cette seule région. Elles sont susceptibles d'illustrer une stratégie nationale. Outre l'intérêt direct qu'il offre aux populations, le développement rural présente en effet un double jeu : éviter que la mort des campagnes n'aggrave le désordre des villes, préserver et renouveler la diversité économique, sociale, culturelle et environnementale d'un territoire guetté par l'uniformisation.

Jean-Paul

PROCHAINS ARTICLES :
Nord - Pas-de-Calais
et la politique de la

Les premiers pas de l'extrême gauche, ou LO au pays des élus « bourgeois »

IL Y A UN AN, le 15 mars 1998, pour la première fois dans l'histoire, l'extrême gauche française, d'un bloc de 13 % aux élections régionales, décrochait vingt sièges de conseillers régionaux. Lutte ouvrière (LO), grande gagnante du scrutin, compte vingt sièges à elle seule et est présente dans neuf régions, ce qui est la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en détient deux, en Midi-Pyrénées. C'est le signe de la victoire retrouvée de la gauche radicale, qui ne participe pas à la coalition « plurielle » au pouvoir depuis juin 1997. C'est aussi la marque d'une « intégration » de la vie politique, avant les municipales de 2001, pour quelle stratégie ?

Élections des présidents et des conseillers régionaux, que dix-huit régions sur vingt et une disposent de la majorité relative, les budgets 1999, autant d'occasions pour les formations qui se sont fait élire sur le rejet du jeu politique traditionnel et, pour LO, sur la dénonciation de l'identité de la droite et de la gauche. Si les amis d'Arlette Laguiller ont rejoint la gauche dans les conseils d'administration des lycées et des hôpitaux, afin de faire barrage à l'extrême droite, LO, dans l'ensemble, appliquée aux régions sa ligne « traditionnelle » : le rejet des dos d'une droite et d'une gauche, dans ses budgets, « refuse de

rompre avec le capitalisme ». Les élus de la gauche « plurielle » ont déchanté dès les premiers jours de mars. Ils ont compris que les conseillers régionaux de Lutte ouvrière étaient là pour la ligne dogmatique de classe. Ces derniers, en effet, n'ont pas la parole des élus de droite, ne leur servent pas la main. Dans le Nord - Pas-de-Calais, ils restent à la minute de silence demandée pour honorer la mémoire du conseiller régional Maurice Schumann, ancien ministre du général de Gaulle. Alex Türk (divers droite) se souvient aussi de ce nouvel élu LO, compagnon de lycée, qui lui cracha sur la main lorsqu'il voulut lui serrer la main. Les socialistes, surtout lorsqu'ils sont élus dans leur terre d'élection, comme à Lille, ont droit au même traitement. Dans le Nord, les élus LO, emmenés par Nicole Baudrin, ont ainsi refusé de serrer la main de l'ancien ministre Jean Le Garrec. Les communistes, et surtout les Verts, sont mieux traités.

POSTURE INCANTATOIRE
Siégeant parmi les non-inscrits, à l'extrême gauche, l'émancipation, les élus LO jouent le jeu mais ne se mêlent pas. Du moins dans les quatre régions où ils n'ont pas la majorité : les sept conseillers régionaux du Nord, les trois de Picardie et d'Ile-de-France et le tandem de Haute-Normandie se serrent les coudes. Histoire de

rompre l'isolement, ils éditent aussi depuis peu un bulletin, *La Lettre des élus*, et se l'envoient mutuellement. Pas question en revanche de se mêler aux collègues, même à la cantine, où ils préfèrent déjeuner à la table du personnel de l'hôtel de région.

Enfin, ils ne disposent que de peu de moyens et d'un court temps de parole dans les réunions du conseil régional. Ils ont des moments d'indignation et de sérieux. L'extrême gauche se dissipe rarement dans les couloirs ou à la buvette. Les élus LO sont ainsi fait une spécialité de l'examen des comptes des entreprises. « Ils refusent de se laisser influencer par la presse privée », déclare Dominique Plancke, conseiller régional du Nord. En revanche, ils ont des fans du 3617 Euridice (serveur Minitel) pour les informations sur les entreprises. Quand on leur demande d'apporter à l'Assemblée régionale, ils ont toujours à dossier sous la main « le richement » à prêter. À Paris, M^{me} Laguiller a choisi de siéger à la commission des finances de la région.

Fidèles à leur logique protestataire, les élus LO ne votent pas les budgets des régions. « Une posture souvent incantatoire », estime Christian Picquet, responsable des relations avec les autres forces politiques à la LCR. Les deux élus de la Ligue sont, en effet, plus conciliants. En Midi-Pyrénées, Ellane

Abenati et Lucien Servais se sont abstenus « positivement » après l'adoption d'un amendement accordant aux chômeurs et aux handicapés la gratuité des transports. « Nous sommes ceux qui n'ai pas LO », plaisante souvent Martin Malvy, le président de la région. L'extrême gauche s'était abstenue, son budget, adopté avec une voix d'écart, avait été rejeté.

LE SIGNE D'UNE INFLEXION ?
Est-ce parce qu'il est élu par Francine Bayat, membre de la gauche des Verts ? À Paris, les élus LO ont accepté de voter le budget social de la région, en avril 1998. « Quelque part, une ligne est marquée », commente la vice-présidente du conseil régional, qui s'attendait à une abstention. Si LO « combat le front républicain » face au Front national, confirme Roland Szpirko, conseiller régional LO de Picardie, elle accepte aussi de s'allier, au cas par cas, avec la gauche. Au lendemain du 15 mars, la porte-parole de LO, Arlette Laguiller, indiquait : « Nous ne ferons rien qui puisse favoriser le Front national ». Dans les conseils de lycée, les élus LO ont fait barrage à l'extrême droite et comptent désormais des représentants sur des listes de gauche. Signe d'une inflexion, dans la vieille stratégie des trotskistes purs et durs ?

Alain Beauvieux-Méry
et de la gauche

Les compétences des régions

LES PANNEAUX marqués du slogan « Ici, votre région investit », et dédiés pour l'éducation, la formation professionnelle, le développement économique, l'aménagement du territoire, ont fleuri un peu partout en France, soulignant l'étendue et la diversité des actions conduites par les régions. Celles-ci remplissent, notamment depuis le 1^{er} juillet 1983, une mission d'impulsion et de coordination, le plus souvent en lien avec l'Etat et les autres collectivités locales.

Éducation. Les régions exercent des responsabilités importantes dans le domaine de l'enseignement supérieur. Elles ont la charge de la construction, l'entretien et du fonctionnement des lycées généraux, professionnels et agricoles, en assurant des dépenses pédagogiques et de personnel assumées par l'Etat. Dans le cadre de financements croisés avec l'Etat, les départements ou les communes, les régions participent, de façon facultative, au financement des collèges et des universités. Elles interviennent aussi dans le domaine de la recherche en définissant les priorités régionales.

Formation professionnelle. Les régions assurent la mise en œuvre des actions d'apprentissage et de formation professionnelle continue. Elles doivent planifier les réponses aux besoins de formation et préciser, par convention signée avec l'Etat, les moyens et finance-

ments. Un rôle régional de l'apprentissage et de la formation professionnelle continue, pour l'essentiel par l'Etat, finance ces actions.

Développement économique. Depuis leur création, en 1972, initialement sous la forme d'établissements publics, les régions remplissent une fonction de réflexion et de planification pour favoriser le développement économique. Les régions (devenues des collectivités territoriales à part entière avec la décentralisation) négocient des contrats de plan avec l'Etat pour prévoir leurs investissements conjoints. Ces conventions précisent les moyens consacrés et définissent les responsabilités de chacune des collectivités. Les plans signés pour la période 1993-1998 ont été prolongés jusqu'à la fin 1999. Les régions peuvent en fin accorder des aides directes ou indirectes aux entreprises, à condition de respecter le principe d'égalité et de liberté du commerce.

Cadre de vie. Les régions agissent également dans le domaine des transports routiers non urbains et des transports ferroviaires, par l'intermédiaire des conventions signées avec la SNCF, voire, comme dans les régions volontaires, par transfert total et expérimental des responsabilités. En matière d'habitat, les régions complètent éventuellement les actions menées par l'Etat en subventionnant les réhabilitations et la réalisation de logements sociaux.

Willi Stoph

Thierry Crois

Sam Shaw

DISPARITIONS

Willi Stoph

Homme-clé du régime communiste est-allemand

WILLI STOPH, ancien chef du gouvernement de RDA, est mort mardi 19 avril à Berlin à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Le parti communiste réformé (PDS) qui a annoncé son décès, lundi 19 avril, bien que Willi Stoph n'ait jamais repris le poste de membre du parti depuis qu'il en avait été exclu à l'automne 1989, au moment de la chute du mur de Berlin.

Peu d'hommes incarnaient mieux que Willi Stoph l'ancien régime en place à Berlin-Est. Il avait occupé les plus hautes fonctions de l'Etat est-allemand depuis 1949, d'abord comme ministre de l'Intérieur (1952), ministre de la Défense (1954 à 1960), premier ministre (1964 à 1973), chef de l'Etat (1973 à 1976) et le nouveau premier ministre (1977 à 1989). Né à Berlin le 8 juillet 1914, maçon de profession, Willi Stoph était au parti en 1931. Il a été la guerre simple soldat avant de se retrouver propulsé par les Soviétiques au sein du nouveau régime. Cet homme grand et mince, au visage émacié et au sourire rare, exprimait bien la rigidité du régime. L'épisode le plus connu de sa carrière remonte à 1970 : cette année-là, il recevait le chancelier allemand Willy Brandt à Erfurt, au sud de la RDA. La foule est-allemande scandait : « Willy ! Willy ! », mais c'était Brandt et non Stoph qu'elle applaudissait.

Laurin Delattre

Vitalis Cros

Préfet de police à Alger en 1961

SURVENUE le 6 avril à La Courbevoie (Aude), la mort de Vitalis Cros, préfet de police d'Alger à la fin de la période française, a eu plus d'écho dans la presse algérienne qu'en France.

Vitalis Cros n'avait pas seulement été le chef de police de la ville d'Alger, mais aussi le chef de la lutte contre l'organisation armée des OAS regroupant les jusqu'au-boulistes de l'Algérie française. Il fut aussi, après l'indépendance, l'homme qui, en tant que ministre-conseiller chargé de la coopération à l'ambassade de France à Alger, mit sur les rails les nouvelles relations franco-algériennes. Un grand commis, sans état d'âme politique, mais d'une fermeté culturelle, ce magistrat d'origine languedocienne, cet héritier de l'école des Croix (Cros) qui ont porté depuis 1712 des prénots rares (son père s'appelait Vercingétorix), était né le 13 octobre 1913 à Villeneuve-Minervois (Aude).

Jean-Pierre Péroncel-Hugot

Sam Shaw

Photographe et producteur de John Cassavetes

SAM SHAW, photographe américain et producteur de films, est mort le 5 avril à Westwood (New Jersey). Il était âgé de quatre-vingt-sept ans.

Il y a des photographes célèbres pour l'œuvre qu'ils ont construite, et d'autres qui sont célèbres pour l'inconscient collectif au point de devenir des modèles d'une génération. Sam Shaw appartient à la seconde catégorie, pour deux images célèbres du cinéma : la première est un portrait de Marlon Brando, en 1951, au moment du tournage d'un tramway versé dans d'Elia Kazan, l'autre, « habité » par la célèbre théâtrale de l'Academy Studio, apparaît avec son fameux T-shirt trempé de sueur.

La photo de 1955, à l'occasion de Sept ans de réflexion de Billy Wilder. Appelé par la production pour imaginer un poster du film, Sam Shaw, ami de Marilyn Monroe depuis plusieurs années, reconstruit la fameuse scène où l'actrice sort d'un lit à Lexington Avenue, à New York, pour faire voler sa jupe blanche au-dessus d'une bouche à moitié métro. La photo fut reproduite à millions d'exemplaires : cartes postales, posters, produits dérivés. Il y a peu, Sam Shaw réclama 100 millions de dollars à son fils et ancien agent, Larry Shaw, l'accusant d'avoir commercialisé sans autorisation l'image de Marilyn Monroe et d'en avoir détourné les bénéfices.

Michel Guerrin

AU CARNET DU MONDE

Naissances

Brigitte et Pierre HARRIS partagent avec Benjamin la joie d'annoncer la naissance de Guillaume, le 17 avril 1999.

31, boulevard Félix-Paure, 92320 Châtillon.

Anne LAUDE et Alain COURET laissent à Louise le plaisir d'annoncer la naissance de Justine, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

Alain-en-Provence, le 17 avril 1999.

Etienne FERRAUD-SOURIRAN et Etienne FERRAUD laissent la joie d'annoncer la naissance de Victor, le 15 avril 1999.

16, rue Jean-Parrand, 75006 Paris.

M^{me} Pierre Faidou, son épouse, Le docteur et M^{me} André Dejeu, ses beaux-frères et sœurs, leurs enfants et petits-enfants, Le professeur et M^{me} Henri Ayoub, ses beaux-parents, M^{me} et M^{me} Pascal Bayle et leurs enfants, M^{me} Laurence Bayle et son fils, M^{me} Adeline Bayle et ses enfants, Les familles Luc-Marie Bayle et M^{me} Michel Comart, ont la douleur de faire part du décès de M. Pierre FAIDOU, survenu le 18 avril 1999, dans sa soixante-septième année.

Un service religieux sera célébré en l'église Saint-Irénée, 11, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13^e, le jeudi 22 avril, à 10 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Boussac (Vienne), le même jour, à 17 heures.

8, rue Aubriot, 75004 Paris. Les Mornes, Québec, 86150 L'Isle-Jourdain, 41, rue Magenta, 86000 Poitiers.

Ses parents, Sa tante, ses neveux et nièces, Ses amis, ont la douleur de faire part du décès de Michel FAUCHER, critique d'art, ancien directeur de la rédaction de La Vie descriptif, survenu le 18 avril 1999, dans sa cinquante-troisième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 21 avril, à 11 h 15, en l'église Saint-Jacques, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5^e.

Fleurs jaunes ou blanches uniquement. 6, place Bellevue, 69430 St-Jean, 75006 Paris.

Roquebrune-Cap-Martin (Alpes-Maritimes).

M^{me} Madeleine Bargeton et ses enfants, M. Jacques Bargeton et M^{me} née Geneviève Duché et leurs enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

« La Boucraie », Chemin des Crêtes-de-Saint-Pancras, 06190 Roquebrune-Cap-Martin.

Janine et Claude Breton, Françoise et André Gillard, ses enfants, M^{me} Geneviève Duché et ses enfants, M^{me} Michelle Massat et son époux, M^{me} Fabienne d'Orville, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de M. Marcel FLOKY, officier de la Légion d'honneur, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Claude, Danille et Anne, ses enfants, Frédéric Veinberg et René Elal, sa belle-fille et son gendre, Sophie et Charles Voldman, Julien Pogorel-Voldman, Jenny, Katia et Ariane Elal, ses petits-enfants, ont la grande tristesse d'annoncer la mort de Sain Charles VOLDMAN, survenu le 18 avril 1999.

L'enterrement aura lieu le vendredi 23 avril, à 17 heures, au cimetière du Montparnasse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Geneviève Weissman, son épouse, Alain et Nicole Weissman, Elisabeth Weissman et Philippe Nahon, ses enfants et beaux-enfants, Fabrice, Lucie et Nelly, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de docteur Jean WEISSMAN, survenu le 18 avril 1999, dans sa quatre-vingt-troisième année.

Le registre des condoléances sera ouvert à son domicile le dimanche 25 avril, entre 14 heures et 17 heures.

11, rue de Stalingrad, 78000 Houilles.

Remerciements

M^{me} Albert Ayache, sa maman, Et toute la famille, profondément touchées par les marques d'affection et d'amitié qu'elles ont reçues lors du décès de Claude AYACHE, remercient, du fond du cœur, tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires de décès

Il paraît en clair, il paraît en clair. Nous l'aimons.

Jean ESTÈBE.

Contre le silence et la tristesse, l'événement la parole, l'écrit qui s'écrit, et s'écrit chaque jour.

Oscar PAZ (31 mars 1914 - 19 avril 1998).

Le 20 avril 1999.

M^{me} Gérard PETIT, née Blanche DOUBLET, nous quitte en plein ciel.

Qu'en union de pensée avec son époux et sa fille, son souvenir sera présent dans le cœur de ceux qui ne l'ont pas oublié.

Il y a huit ans, le 20 avril 1991.

Philippe PERRON.

Philippe PERRON, décédé le 24 décembre 1990.

Que ceux qui les ont connus et aimés s'unissent d'intention à Monique, Patricia, Pascal et Paola.

En souvenir de François TRONIE, 21 avril 1987.

Joseph TRONIE, 20 août 1998.

Leura TRONIE, 18 janvier 1999.

Que ceux qui les ont connus et aimés leur accordent une pensée.

Communications diverses

An CBL, 10, rue Saint-Clément, Paris-3^e, jeudi 22 avril 1999, à 20 h 30 : « L'évolution sociale comme base des élections en Israël. Débat présenté par D. Fuchs ». Tél. : 01-42-71-68-19.

An nom de la Mairie, au nom de la Mairie de Mai, de faire connaître leurs voix au milieu du monde de la guerre.

Julien PELLAT.

28 papiers Informatiques Chez Duriez

Papier pour imprimantes jet d'encre et laser • 80 à 240 gr • Couché glacé satiné ou mat • Métallisé • Papier d'art • Toile de lin • Papier film • Transparent • Autocollant • Waterproof • Papier photo • Étiquettes • Transfert tee-shirt • Consommables informatiques.

Duriez, 112 bd St-Germain - 75006 Paris

Conférences

Conférences à Sciences Po

L'environnement international en 1999 Cycle de huit conférences de 16 h 30 à 20 h 30 ouvert à un large public

Lundi 3 mai : Le système international à l'heure de l'impérialisme américain, par Christian Salameh, directeur de recherche CNRS (CERJ).

Lundi 11 mai : La diffusion internationale du pétrole et la stabilité du système monétaire international, par Jacques Le Cacheux, professeur d'économie à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, directeur du département des études de l'OFCE.

Lundi 17 mai : Le commerce international, par Jean-Michel Messierin, directeur du Groupe d'économie internationale.

Lundi 31 mai : La politique de survie à la mondialisation, par Zaki Laidi, chargé de recherche CNRS (CERJ).

Lundi 7 juin : « La paix froide » : l'état d'Israël dans son environnement régional après les élections, par Alain Dieckhoff, directeur de recherche CNRS (CERJ).

Lundi 14 juin : Les FECCO à la veille de l'élargissement, par Jean-Pierre Page, chargé de mission auprès du directeur de la Coopération européenne.

Lundi 21 juin : Le danger de la prolifération nucléaire : le cas de l'Afghanistan, par Christophe Jaffrelot, chargé de recherche CNRS (CERJ).

Lundi 28 juin : La vogue des musiques du monde : nouvel exotisme ou nouvelle fraternité ? par Denis-Claude Martin, directeur de recherche FNRS (CERJ).

Conception et animation : Centre d'études et de recherches internationales (CERJ)

Inscriptions préalable : 600 francs à titre individuel pour l'ensemble du cycle

SCIENCES PO FORMATION 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

Tél. : 01-42-71-68-19 Fax : 01-42-71-68-19 E-mail : info@formation-continuesciences-po.fr http://www.sciences-po.fr/fp/

Conférences à Sciences Po LES MYTHES LITTÉRAIRES DE L'EUROPE Cycle de huit conférences, de 16 h 30 à 20 h 30

Ouvert à un large public.

Jeudi 6 mai 1999 : La jeunesse des mythes, par Jean-Claude Carrière, écrivain.

Jeudi 20 mai : Don Quichotte ou l'aventure inachevée, par Michaël Nèziroglou, professeur de lettres romanes à l'Université technique de Berlin.

Jeudi 27 mai : Romy : le pacte avec le diable, par Pierre Chastrier, professeur à l'université Paris-VII - Denis-Diderot.

Jeudi 3 juin : Le Grail : un mythe du saint, par Michel Zink, professeur au Collège de France.

Jeudi 11 juin : Les vocations d'Orphée, par Pierre Brunel, professeur à l'université Paris-IV - Sorbonne.

Jeudi 17 juin : Romy et Juliette ou l'amour hors la loi, par Julia Kristeva, psychanalyste, professeur à l'université Paris-VII - Denis-Diderot.

Jeudi 24 juin : Du mythe à la réalité : Don Juan et Casanova, par Philippe Sollers, écrivain.

Mardi 11 juin : Le voyage en Italie, un mythe culturel européen, par Philippe Berthier, professeur à l'université Paris-III - Sorbonne.

Conception et animation : Centre d'études et de recherches internationales (CERJ)

Inscriptions préalable : 600 francs à titre individuel pour l'ensemble du cycle

SCIENCES PO FORMATION 215, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris

Tél. : 01-42-71-68-19 Fax : 01-42-71-68-19 E-mail : info@formation-continuesciences-po.fr http://www.sciences-po.fr/fp/

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE



C

A l'Elysée comme dans la rue, le Comité **Manu** s'a en de **com**, ces quatre dernières semaines, de soutenir la « politique de fermeté » des **Gauche** et de réclamer l'intervention **de** **la** **POTAN**. D'intervenir dans les manifestations **parisiennes**, d'en organiser d'autres en rassemblant chaque fois quelques **petites** **manifestations** de personnes. Et il y eut encore un meeting à **Cartouchier** de Vincennes, jeudi 15 avril, où Ariane

Pourquoi les membres de ce comité singulier se sont-ils intéressés, à la fin des années 70, à cette toute petite province méridionale de la France que les Français, il y a encore peu de temps, situaient au Kenya ou au Rwanda, que les Américains croyaient être une marque de station-service ni la région de laquelle un auditeur demandait récemment « France-Inter ce que « fait » les Libanais »

D'abord, que le Kosovo, ce territoire spirituel de l'ancien empire ottoman, auquel Tito avait rendu en 1974 le statut de « province autonome » de la Serbie, n'est pas une région comme les autres. ■
■ Les Serbes ■■ ont perdu leur ■■ Yûres, en 1389, le motif annuel ■■ leur ■■ nationale, c'est que cette ■■ pour eux, plus que l'expression de la nostalgie, l'obsession folle d'une reconquête. ■■
■ En 1989, quand le tout nouveau président ■■ la Serbie, Slobodan

A l'automne de 1998, année, le magistrat va voir de plus près. C'est Antoine Garapon, un observateur judiciaire pour la Fédération internationale des droits de l'homme et actuel président du Comité Kosovo Les Serbes, déplaçant que Kosovo leur échappe. Le motif de Tito « réveille l'indépendantisme des Albanais, dont le taux de mortalité est en Europe le plus élevé d'Europe. La répression est violente. Un régime de terreur s'installe en place. Des milliers de militaires sont déployés dans la province pour faire régner l'ordre ». Empêchés d'enseigner, le commerce, de parler leur langue, « les Albanais » différenciés, comme des citoyens, témoigne Antoine Garapon son rapport dans un article paru dans la revue diplomatique. « Le plus frappant, ajoute-t-il, est cette violation des droits de l'homme du peuple de l'Europe soit tout à fait méconnue en Europe... »

C'est qu'une deuxième association a été fondée, presque simultanément, dans l'entourage d'Esprit : le comité Vukovar-Sarajevo. S'y trouvent des membres du Comité Kosovo, dont Véronique Nabouzin-Grappe, Pierre Hassner, Mohamed Kullashi, l'écrivain Alain Finkelkraut ou le philosophe Alain Finkelkraut. De l'un à l'autre, le chemin est court. Mais c'est une amorce de l'explosion de la confédération yougoslave, que ce soit officiellement annoncées les tentatives de sécession de la Slovanie et de Croatie, les tensions déjà au sein de la Serbie. C'est par la Slovanie que je suis venu au Comité Kosovo, puisque Alain Finkelkraut, j'ai pris au sérieux les revendications des Slovanes qui disent, à la fin des années 80, "en danger de hoxovisation". ■

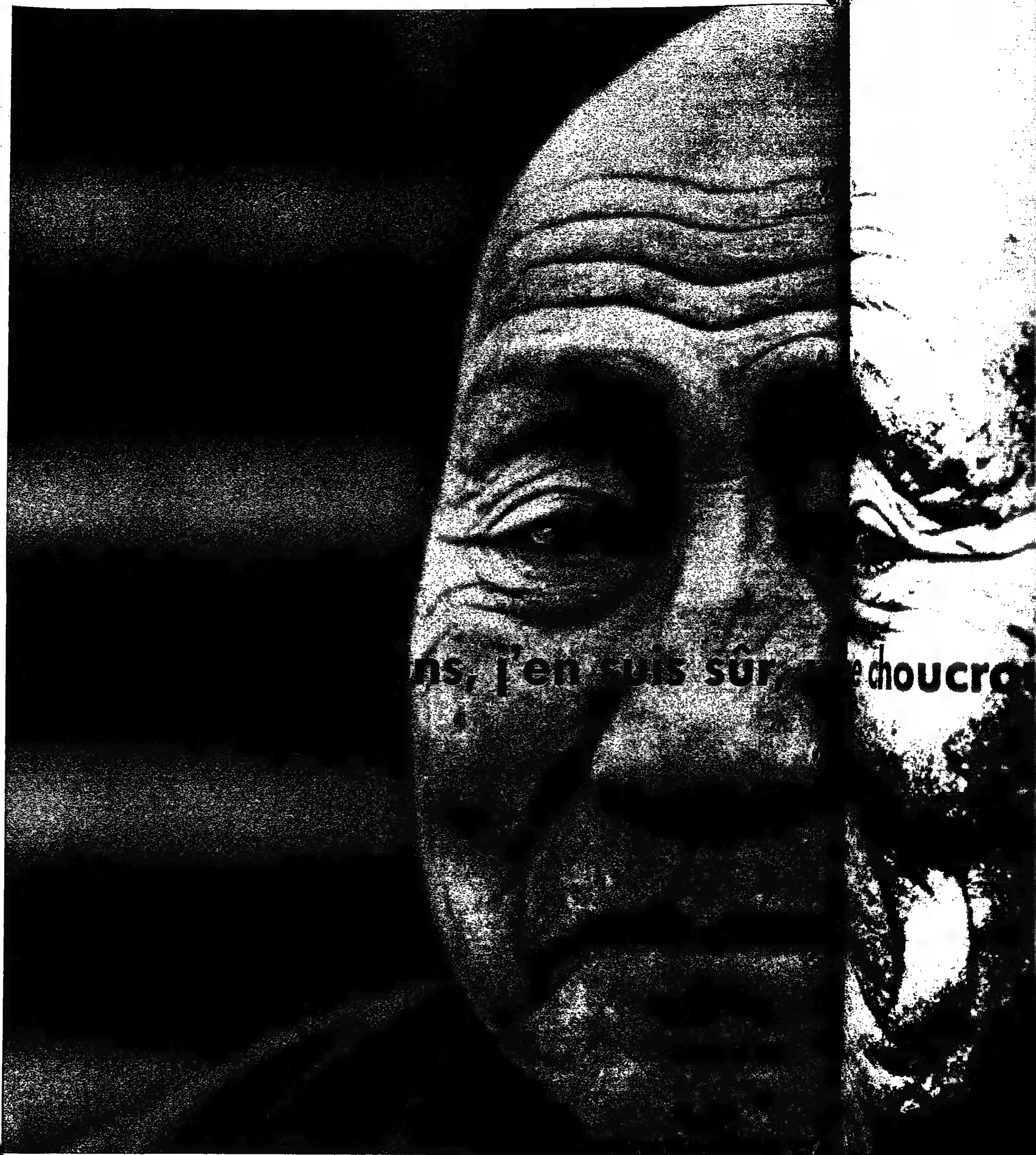
« Par **respect pour la politique**, **Comité Kosovo** relève d'une **nouvelle forme de militantisme**, **plus proche du forum que de la dénonciation** », analyse Antoine Garapon. Le magistrat a l'originalité de ne **finir ni à l'humanitaire ni au judiciaire** la pensée sur la coexistence **humaine** sur la mise en forme du monde. La nouvelle ligne **fracture politique**, qui rassemble bizarrement en France, le **POTAN** comme **l'Europe**, **Maastricht**, l'extrême droite, l'extrême gauche **les nationaux-républicains** **droite et gauche**, s'explique, selon lui, non seulement une **Allemagne et des Etats-Unis**, **par** **même méfiance** **l'égard du droit**, **voient dans le l'instrument de la dénationalisation** du pays. Or on assiste à **construction d'une société internationale** **détriment** **rainé interne**, **d'un droit de l'homme qui n'est pas l'émotionalisme moral**. Pour le fondateur du Comité Kosovo, le voisinage régional a un **Contraint** **au Tibet ou l'Algérie**, **ce qui se passe au Kosovo est au cœur de ce** **cherchons à construire** **Europe**.

Van Renterghem
Dessin - Algia

هكذا من الأصل

مَكْذَا مِنْ الْأَصْلِ

18 / LE MONDE / MERCREDI 21 AVRIL 1999



ns, j'en suis sûr, ne choucra

suis sûre choucroute n

C'est ça que vous alliez dire

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

à ce riche client chinois à la place de "Nous ferons, j'en suis sûr, une longue route ensemble." Le désastre a été évité grâce à quelque chose qui s'appelle E-services. Imaginez un peu : juste avant d'entrer en réunion vous consultez votre agenda électronique pour trouver une agence de traduction. Vous indiquez vos exigences. Langue ? Mandarin. Durée de la réunion ? Deux heures. Prix ? Vingt-cinq francs la minute. Votre demande est instantanément transmise par voie électronique, traitée et sélectionnée. Quelques instants plus tard, vous et votre interprète (qui se trouve peut-être à l'autre bout du monde) êtes prêts à débiter la réunion. Et lorsque vous commencez à parler avec votre client chinois, plus de confusion. Vous évitez ainsi de faire la plus grosse gaffe de votre carrière. Comment cela est-il possible ? Le monde des affaires va bientôt utiliser internet dans des domaines que l'on a du mal à imaginer aujourd'hui. Non pas comme une vitrine électronique. Ni comme une collection de sites web. Mais en tant qu'accélérateur d'une économie de plus en plus tournée vers les services. Un nouveau chapitre de l'histoire d'Internet est sur le point d'être écrit. Et il ne s'agira plus de ce que vous faites sur Internet, mais de ce qu'Internet fera pour vous.

www.france.hp.com

Le prochain E. E-services

 HEWLETT
PACKARD

Je sais mieux que v

François Bayrou
l'Europe et le destin

Chimie par Michel Bulteau



par Bertrand Poirot-Delpech, l'Académie française

Ou bien il est fait allusion au sens, plus usité, de lien familial, et alors la maladresse se double d'un lapsus inquiétant. Le bras armé de l'Occident risque en effet de sembler s'aligner sur notre extrême

La gaffe n'est pas fournie. Elle tient aux droits que les gouvernants des démocraties se sont adjugés sur le symbolique qu'est le langage, autant dire sur la conscience des gouvernés dont ils régissent déjà le corps. Au pouvoir de nommer préfets et ambassadeurs, ils ont ajouté, depuis que leur parole envahit les ondes, celui de nommer les choses de la manière qui les arrange. Cette latitude de « matriquer » leurs titrations

« Rien ne peut vous arriver de mieux que de subventionner malgré vous mon mouvement, puisque celui-ci ne saurait se tromper... »

Il y a longtemps que les diri-

« Vous êtes tout de même plus
vous croire plus compétent que LUI,
disait la propagande de Pétain,
vous savez ce qui est bon pour
vous ? »

Suite de la première page

vellé, chez le président de la République, l'ambition jamais éteinte de modeler la droite à sa convenance. Ainsi, en 1991, siffla finie la guerre du Golfe, François Mitterrand avait-il *«vivé»* Michel Rocard, selon le mot de ce dernier, et tenté de changer la donne politique en nommant Edith Cresson. Premier ministre placé sous son entière dépendance, elle devait lui permettre de reprendre le contrôle d'une gauche qui, depuis le congrès de Rennes, lui échappait. M. Citrac aurait-il insuffisamment réfléchi à ce précédent ? S'il n'a pas *«vivé»* M. Séguin, du moins n'a-t-il rien fait pour dissuader ses proches de tout faire.

Tel est l'enjeu du débat, qui donne la mesure de la responsabilité du président de l'UDE. Pour la première fois, peut-être, depuis la présidence de Valéry Giscard d'Estaing - et plus sûrement

L'autre option offerte à M. Bayrou, c'est de conserver le costume de tête de liste qu'il a endossé il y a deux mois et que la guerre du Kosovo a fait grandir de plusieurs tailles. De quoi s'agit-il ? De refuser au RPR et à DL un pavillon européen de complaisance. ■■■■■ la confrontation

tion avec la droite antieuropéenne ou eurosceptique, que la présence de M. Séguin rassurait au RPR, qui n'est pas absente des rangs de Démocratie libérale et qui s'épanouit chez MM. Pasqua et de Villiers. De donner force, en France, à un vrai centre-droit européen, en rupture avec les crispations passées et nationalistes, en phase avec les défis politiques auxquels l'Europe doit aujourd'hui répondre.

Le « destin » dont rêve le président de l'UDF, et qu'il n'attendait pas vraiment des élections européennes, voilà qu'elles paraissent le lui offrir. Comme un jeu de quille ou double. Il peut empêcher son gain en prenant place à côté de ses « générationnels » dans l'état-major chiraquien. Ou bien tenter sa chance.

11 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Téléc. : 206 806 F
Tél. relations abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

LA guerre du Kosovo a largement occulté un autre événement régional, moins dramatique mais politiquement significatif et inquiétant : la vigoureuse percée de l'extrême droite lors des élections du 11 avril en Turquie. Arrivé en tête du scrutin avec 21 % des voix, le Parti de la gauche démocratique (DSP) a bien sûr été la principale formation du nouveau Parlement turc. Encore tout auréolé de l'assistance en février du chef rebelle kurde Abduhalil Öcalan, son leader, Bülent Ecevit, a toutes les chances de se succéder à lui-même comme premier ministre. Mais le vrai vainqueur de cette consultation est le Parti de l'action nationaliste (MHP). Au-delà de ses espoirs, il double ses suffrages (18 %) et se donne désormais le droit de se faire entendre.

Sous la conduite **de** **ce** dirigeant **si** assez mystérieux, Devlet Bahçeli, le MHP prétend incarner un nationalisme moderne compatible **avec** **les** valeurs **des** démocraties. Mais, **en** réalité, il n'a pas renié l'idéologie chauvine qui avait fait le succès **de** son chef historique, Alparslan **Türk**, mort en 1997. Héritant du panturquisme, mouvement qui prône le rapprochement **entre** **tous** **les** peuples turcophones, de la Chine aux Balkans, le MHP professe un nationalisme exalté aux accents xénophobes. **En** Turquie, **la** nation **est** **deux** reprises au pouvoir dans les années 70, **et** **il** **est** **influent** dans les rangs de la police **et** des services de sécurité. Son symbole, **les** « Loups gris », qui évoque une mythologie séculaire, **est** **l'ennemi** **des** **étrangers**.

L'Espresso est né tel qu'il se présente aujourd'hui.

Président du directeur, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directeurs : Jean-Marie Colombani ; Dominique Audo, directeur général ;
Noli-Jean Bergegren, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Rémy Pélissier
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferrand, Pierre Georges, Jean-Yves Lhommeau
Directeurs adjoints : Dominique Reynaud
Secrétaire général adjoint : Alain Fourment
Rédaction :

Aline Pinchoux, Béril Kachaner (françaises et étrangères)
Laurence Grossblum (Suisse) et culture anglaise; Michel Gajdosik (Hongrie);
Edle Le Boucquer (Intermédiaire); Patrick [redacted] (France); Daniel Nussli (Suisse); Claire Manzi (Suisse);
[redacted] Burci [redacted]; Jacques Saragatou (Canada); Christian Mammi (Secrétariat de rédaction)

Rédacteur en chef technique : Edl Ann
Météorologue : Robert Boile

Directeur exécutif : Eric Pelletier / directeur délégué : Anne Combarieu
Conseiller de la direction : Alain Rodin; directeurs administratifs : Jean-Louis Jambon; Daniel Versnet;
correspondants : [redacted] Richard Le Cendre

Conseils de surveillance : Alain Milla, président; Michel Noblecourt, vice-présidente

Anciens directeurs : [redacted] Beuve-Méry [redacted] Jacques Faurey [redacted]
André Laurens (1982-1986), André Fontaine (1980-1991), Jacques Lescaze (1976-1980)


Le Monde est créé par lui-même le 16 décembre 1944.
Durée de vie sociale : chaque jour à l'exception des jours fériés.
Capital social : 985 000 F. Actionnaires : Société civile les [redacted] du monde,
Fonds commun de placement des personnes du monde,
Association Hertz-Bernard-Meyer, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Les Mondes Entreprises, Le Monde Investissement,
Le Monde Press, Mont Press, Le Monde Proximité, Claude Tournant Participations.

PRÈS de la petite gare du bois de Boulogne, sur un boulevard résidentiel, des échafaudages rompent la perspective boulogne des grands villas oubliées de la rue parisienne : un immeuble en construction. Il sera terminé dans quelques semaines, mais la plupart des appartements sont déjà vendus. Un exemple des prix pratiqués ? Trois millions pour quatre pièces au 2^e étage. Le cours d'un m² d'un logement analogue, libre, dans un immeuble classique du 16^e arrondissement est souvent plus élevé. Pourtant, il n'est bénéficié pas de cet avantage appréciable de l'appartement neuf : exonération pendant vingt-cinq ans de l'impôt sur la plus-value. Le principe du « place au système de la copropriété », on pourrait retrouver aujourd'hui un mode de financement, limité, mais doute à cause des moyens financiers qu'il suppose, mais néanmoins efficace, de la construction. Il peut jouer de deux façons. Formule capitaliste : un entrepreneur cède les parts d'un immeuble à venir aux futurs propriétaires. Formule de coopération : des personnes se groupent pour acheter un terrain et passent commande à un entrepreneur. Il faut bien le dire, ces pratiques assez largement développées à Grenoble et à Lyon sont ailleurs à peine entrées dans les mœurs. Le remembrement actuellement poursuivi dans les villes sinistrées aidera sans doute très heureusement à la pénétration de ces notions nouvelles de la propriété immobilière.

Mais il subsiste une certaine méfiance à l'égard de la copropriété. Ne serait-elle pas dissipée si le législateur se préoccupait de fixer son statut ?

Pierre Drouin
(21 avr. 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel :  code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le **Index** sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du **Index** : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

هكذا من الأصل

RAPPROCHEMENT Deutsche Telekom et Telecom Italia étudient un projet de fusion qui donnerait le jour à un nouveau géant des télécommunications. Mais les discussions entre

les deux anciens monopoles publics sont difficiles. **LE GOUVERNEMENT** italien, qui détient un droit de veto sur Telecom Italia, souhaite un rapprochement d'égal à égal. **LES BANQUES** conseillent

peu que Deutsche Telekom soit encore détenue à près de 74 % par l'Etat allemand. **LES BANQUES** conseillent deux groupes proposeront de créer une nouvelle société, contrôlée

à 60 % par les Allemands et à 40 % par les Italiens. **LE MODÈLE** fusion Daimler-Chrysler. **FRANCE TÉLÉCOM** s'estime trahi par son partenaire allemand, lequel il avait

noué une alliance stratégique et échangé 2 % de son capital. Le français pourrait retrouver dans un paysage européen bousculé par l'ouverture à la concurrence.

Le difficile projet de fusion Telecom Italia-Deutsche Telekom

Les deux anciens monopoles italien et allemand pourraient donner naissance au deuxième groupe mondial de télécommunications. Mais les conditions du rapprochement paraissent complexes et les obstacles nombreux

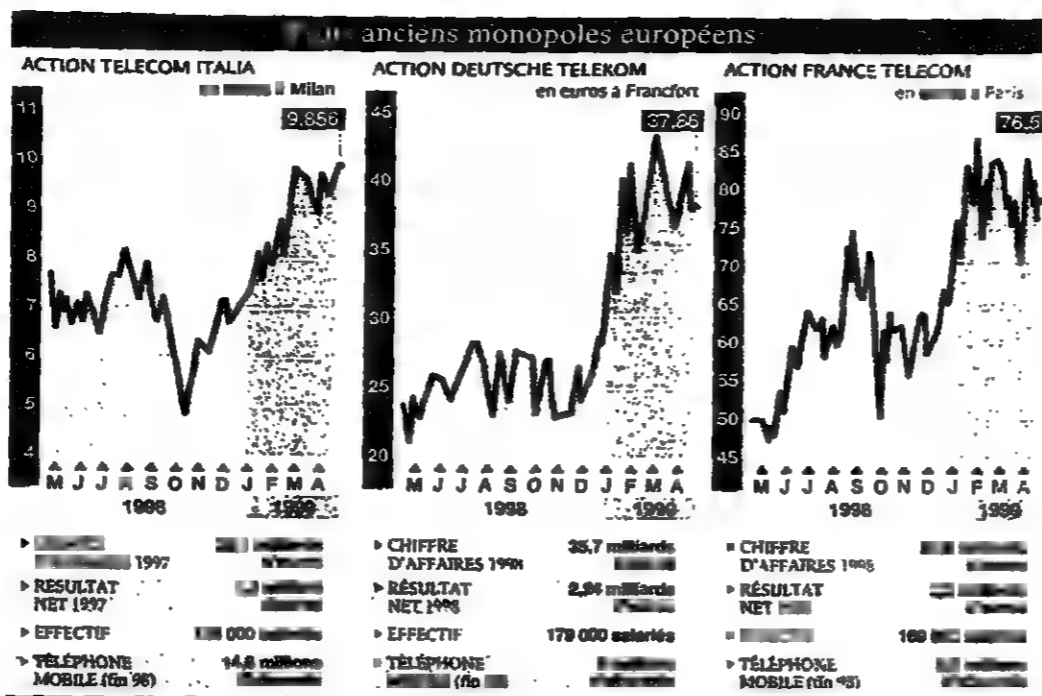
MILAN

Il faudra attendre au moins vingt-quatre heures plus pour savoir si Deutsche Telekom et Telecom Italia décident de créer un nouveau géant des télécommunications, une valeur boursière de 180 milliards d'euros (environ 1 200 milliards de francs). L'enfantement d'un nouveau groupe révèle beaucoup plus difficile que prévu. Après une réunion de plus de dix heures dans la journée de lundi 19 avril, le conseil d'administration du groupe italien a reporté mardi, faute d'accord entre actionnaires, provoquant du même coup l'ajournement de la conférence de presse prévue à Londres mardi matin.

Deutsche Telekom a indiqué mardi qu'il « portait le principe que la conférence de presse (avec Telecom Italia) leur projet de fusion) aurait lieu plus tôt mercredi ». Nous avons appris en lisant les dépêches d'agences que Telecom avait annulé la conférence de presse mardi à Londres pour des problèmes de mise en œuvre, a déclaré un porte-parole de Deutsche Telekom, trahissant une certaine irritation allemande.

ALLIANCE ENTRE PAIRS

L'accord entre les deux anciens monopoles européens, qui devrait donner naissance au numéro un mondial du secteur, devant ou derrière japonais NTT selon qu'on prenne en compte le chiffre d'affaires ou la valeur boursière, se heurte à une série de problèmes. Telecom Italia est presque entièrement privatisée, Deutsche Telekom encore aux mains de l'Etat allemand : sur les marchés sans que l'Italie paraisse brader un gouvernement voisin un secteur stratégique ? L'accord entre les deux colosses serait une vraie pilule



empoisonnée pour le groupe Olivetti : celui-ci avait annoncé le 2 février l'intention de lancer une offre publique d'achat (OPA) sur Telecom Italia.

Telecom Italia a expliqué dans la soirée de mardi que le conseil d'administration a examiné « une alliance entre pairs » avec Deutsche Telekom, que la décision définitive serait prise mardi. Quelques heures auparavant, le président du Conseil italien, Massimo D'Alema, s'était montré clair : « Il est impensable que Telecom Italia, qui a été privatisée, fusionne avec une société dont l'actionnaire de référence est l'Etat allemand. » Il a exigé des garanties sur le caractère paritaire de la fusion, qui n'aurait pas de banque conseil des deux

groupes tentent de trouver un montage juridique et financier qui satisfasse aux exigences italiennes. Les deux firmes pourraient notamment créer une nouvelle société, contrôlée à 60 % par les Allemands et à 40 % par les Italiens, sur le modèle de la fusion Daimler-Benz et l'Américain Chrysler. Pour éviter que le contrôle du groupe italien ne passe de fait à Deutsche Telekom, les droits de vote sur une partie de la participation allemande pourraient être gelés jusqu'à une nouvelle étape de la privatisation du groupe d'outre-Rhin. Et l'équilibre au sein des équipes de management serait garanti.

Cette société pourrait ensuite lancer une offre publique d'échange (OPE) à la fois sur les

actions de Deutsche Telekom et de Telecom Italia. C'est ce fait sur la question le poids de Telecom Italia dans la nouvelle entité que les discussions au sein du conseil d'administration du groupe italien se seraient éternisées dans la nuit de mardi à mercredi.

En revanche, côté allemand, le conseil de surveillance de Deutsche Telekom a donné mandat à son groupe de continuer les négociations en vue d'aboutir à une fusion. Le groupe estime être en mesure de dévaler l'accord des mercredi, à Londres. Bien qu'actuellement à près de 74 % de l'opérateur, l'Etat allemand, représenté par le conseil de surveillance via le secrétaire d'Etat Claus Noé, indique que le projet concerne avant tout l'entreprise. Lundi, ni le ministère des

finances ni la chancellerie n'avaient été saisis officiellement du dossier.

Selon le quotidien économique Handelsblatt, le gouvernement allemand étudierait la possibilité de conserver la part, mais avec un droit de veto limité. Il aurait alors le même pouvoir d'intervention que le gouvernement italien, qui possède 3,4 % de Telecom Italia. Dans un deuxième temps, le gouvernement allemand vendrait la part plus rapidement qu'il l'avait prévu.

LE SORT D'OLIVETTI

En Italie, l'opération représenterait une victoire pour Franco Bernabè, l'administrateur délégué de Telecom Italia, après le revers subi voici dix jours. Le 10 avril, l'assemblée qui aurait dû approuver les mesures de défense contre l'OPA d'Olivetti, avait dû être annulée faute de quorum. Et les deux sociétés avaient alors commencé à circuler sur l'entree en lice d'un chevalier blanc étranger.

En cas d'alliance, les deux ex-monopoles publics, on ignore quel sera le sort de l'OPA d'Olivetti. Dans un communiqué diffusé lundi, le groupe a réaffirmé sa volonté de continuer dans la voie de l'OPA sur Telecom Italia. Le dossier qui décrit l'offre, aujourd'hui complet, est examiné par la Commission des opérations de Bourse, la Consob, celle-ci a prononcé rapidement l'OPA pour être lancée dans les prochains jours d'avril. Olivetti ne s'estime pas mesure de se prononcer sur une éventuelle alliance de l'ex-monopole public italien avec Deutsche Telekom, mais se d'accord avec les conditions posées par le gouvernement - caractère paritaire de l'entente, privatisation de Deutsche Telekom.

Olivetti pourrait-il rejoindre aux actuels actionnaires de Telecom

Italia dans le cadre d'une fusion avec Deutsche Telekom ? Il est encore trop tôt pour le dire. Sans Olivetti, la structure du capital de l'opérateur italien reste fragile. Elle repose, d'un côté, sur le ministère du Trésor et la banque centrale italienne avec une part globale de moins de 6 %, de l'autre, sur un noyau dur comprenant une autre part d'environ 6 %, le reste étant aux mains des investisseurs institutionnels et des petits porteurs.

Deuxième inconnue, le sort de Wind. Le troisième opérateur italien, contrôlé à 51 % par l'ENEL (équivalent italien de l'EDF) et à 49 % par France Télécom et Deutsche Telekom, a commencé à commercialiser ses services début mars, aussi bien dans la téléphonie classique que dans la téléphonie mobile. Les pourparlers entre Telecom Italia et Wind suscitent vives réactions de la part des deux partenaires actuels du groupe allemand.

En attendant d'en savoir plus, la communauté financière milanaise est prudente. « Telecom Italia a de toutes façons besoin d'un partenaire stratégique international. Avec les concentrations en cours dans le secteur, la création d'un axe peut avoir un sens », commente Deirdre Ernest, spécialiste de la valeur chez le courtier Caboto. De son côté, Toshi, du courtier ADV-Mila SIM, reste perplexe : « Deutsche Telekom a les mêmes problèmes que Telecom Italia : une structure lourde, peu encline à l'innovation et peu agressive face à la concurrence », commente-t-elle. A la Bourse de Milan, les titres Telecom Italia ont été suspendus pour toute la journée de mardi. L'action de l'opérateur allemand accusait une baisse de 1,42 %, à 37,36 euros, mardi matin à Francfort.

Nicolas-Michel Terrisse

Deutsche Telekom piétine en Allemagne mais compte grandir à l'étranger

FRANCKFORT

Après avoir souffert en 1998 le marché allemand, Deutsche Telekom profite de l'opportunité italienne pour muscler son développement international. Le numéro un européen des télécommunications avait d'ailleurs annoncé, jeudi 15 avril, une augmentation de capital de plus de 11 milliards d'euros afin de concrétiser, petit à petit, son objectif : se hisser à terme parmi les quatre ou cinq principaux acteurs mondiaux. L'entendait, expliquait Ron Sommer, le président de la direction, procéder à des acquisitions, en particulier sur le Vieux Continent. Il est trop tôt pour dire si cet appel au marché sera maintenu à l'état, mais la bataille boursière autour de Telecom Italia donne l'occasion au groupe de précipiter ses projets d'expansion.

A l'heure actuelle, Deutsche Telekom est peu développée hors de ses frontières. Outre l'alliance avec France Télécom, qualifiée récemment de « pierre angulaire » du développement international, le groupe détient près de 60 % de l'opérateur hongrois Matav, en association avec l'Américain Ameritech. Bien qu'il soit présent en Asie dans la société indonésienne Satelindo, ainsi qu'en Malaisie et aux Philippines, il cherche toujours un engagement d'envergure sur ce continent.

En Europe, en dehors de l'Italie, où il est engagé dans deux tableaux avec France Télécom, le producteur d'énergie Enel, dans la société Wind, lancée le 1er mars, Deutsche Telekom entend s'implanter dans chaque pays dans la téléphonie mobile, avec pour l'instant des participations en Au-

triche, en Pologne et en République tchèque, mais se veut plus sélectif pour la téléphonie fixe.

C'est en Allemagne que le groupe, détenu à 74 % par l'Etat allemand depuis la première augmentation de capital survenue en novembre 1996, a consacré l'essentiel de ses forces ces dernières années. Il a en particulier modernisé le réseau obsolète de l'ex-RDA. En 1998, année marquée par la libéralisation, l'opérateur a été bousculé sur « son » marché historique. En quelques mois, la part de marché est chutée de l'ordre de 10 %.

Son objectif : se hisser à terme parmi les quatre ou cinq principaux acteurs mondiaux

selon la direction, sur les appels internationaux et longue distance.

Composée de grands industriels de revendeurs très opportunistes, la concurrence s'est révélée plus dynamique qu'attendue, alors que l'ancien monopole d'abord preuve d'une certaine passivité avant de recourir à baisses massives de tarifs. Avec un peu plus de six millions d'abonnés fin 1998, l'opérateur public doit également partager le premier rang du classement des téléphones mobiles avec le principal concurrent, le groupe Mannesmann, qui escompte bien, lui

aussi, élever sa présence dans d'autres pays européens.

Tout en poursuivant sa restructuration - les effectifs doivent passer de 229 000 en 1994 à 170 000 personnes en 2000 -, Deutsche Telekom dirige une privatisation plus étendue : si les plans initiaux respectent, l'Etat (détenteur d'un peu moins de 50 % du capital en main propre, et de 24,6 % via une banque publique, la Kreditanstalt für Wiederaufbau) pourra céder à partir de l'an prochain.

En attendant, la compagnie espère au moins stabiliser ses parts de marché en Allemagne, compenser le manque à gagner par un développement dans les nouveaux médias et la téléphonie mobile. Le premier trimestre 1999 s'est néanmoins traduit par une diminution du chiffre d'affaires (d'environ 7 %), tandis que les prix devraient baisser de 10 % en moyenne en 1999.

Dans ce contexte, les projets allemands ne sont pas nécessairement bien accueillis par les observateurs. « Cet engagement n'est pas positif », juge par exemple Michael Schatzschneider, analyste télécommunication de la Bank. Préjudiciable « à très bon partenariat avec France Télécom », selon cet analyste, l'éventuelle fusion de Deutsche Telekom donnerait surtout accès au marché de la Péninsule, qui s'ouvre lentement à la concurrence. Deutsche Telekom, que la rumeur donne acquéreur d'autres opérateurs, comme son associé Sprint, aux Etats-Unis, « profiterait davantage d'une alliance avec une autre cible potentielle telle que Cable & Wireless », conclut l'expert.

Philippe Ricard

France Télécom prend acte de la « trahison » de son allié

MICHEL BON, le président de France Télécom, n'a pas boudé le strapontin qui lui était réservé, lundi soir, pour la réunion du conseil de surveillance de Deutsche Telekom. Il s'est rendu à Bonn pour assister en direct à la « trahison » de son allié et pour voter non au projet de fusion avec Deutsche Telekom et Telecom Italia.

Actionnaire à hauteur de 2 % de l'opérateur allemand, en vertu de l'accord stratégique conclu, l'automne 1998, par les deux entreprises, France Télécom a l'intention, quelle que soit l'issue des négociations, de reprendre sa part et de réclamer les indemnités qui lui sont dues. Pour l'opérateur français, « les accords avec Deutsche Telekom sont précis et incompatibles avec un revirement stratégique unilatéral ». Conformément à cet accord, les deux alliés doivent négocier des accords internationaux séparément mais ils doivent proposer à leur partenaire s'y associer. Ce qui ne signifiait pas que les deux groupes déclinent ensuite d'agir ensemble : France Télécom a investi sans son partenaire allemand en Belgique, au Danemark, en Espagne, en Norvège, au Pays-Bas et au Portugal.

M. Bon n'a été « informé » que dimanche, par son partenaire, des négociations en cours. Et le schéma du rapprochement des deux groupes ne prévoit pas d'y associer France Télécom. Ne serait-ce que parce que la Commission européenne ne pourrait que s'opposer à l'alliance de trois opérateurs européens majeurs. Les déclarations de Deutsche Telekom, qui veut continuer l'alliance avec France Télécom et estime que l'hypothèse italienne la « renforcerait », font sourire l'état-major de l'opérateur français.

Le désaccord entre les deux groupes est une divergence

stratégique forte. Alors que Deutsche Telekom recherche, dans cette fusion, un relais de croissance rapide à l'international, France Télécom préfère miser sur une montée en puissance progressive de son activité internationale. Contrairement à Deutsche Telekom, France Télécom a mieux su se préparer à l'ouverture de son marché domestique. L'opérateur français a baissé progressivement ses tarifs internationaux, pour contrer l'arrivée de nouveaux opérateurs, et a multiplié les innovations tarifaires et commerciales (Primalliste, Avantage, Modulaire) pour stimuler la téléphonie classique.

SURVIVANCE DU MONOPOLE

France Télécom profite largement de la manne des communications locales. En 1998, le résultat opérationnel de France Télécom a atteint 54 milliards de francs dans la téléphonie fixe, 4,3 milliards de francs pour les mobiles et seulement 581 millions de francs pour l'international. Une survie du monopole que l'Autorité de régulation des télécommunications (ART) s'apprête à remettre en cause en autorisant le dégroupage, qui permettra aux concurrents de France Télécom d'aller directement chez l'abonné et de ne plus passer par le réseau.

L'opérateur français a choisi de profiter progressivement de l'ouverture à la concurrence dans les différents pays européens pour établir, avec des partenaires locaux, un opérateur alternatif fixe, mobile et Internet (Belgique, Danemark, Espagne, Norvège, Pays-Bas, Portugal). Grâce à cette stratégie, France Télécom a réalisé 10 % de chiffre d'affaires à l'international en 1998 (15 milliards de francs) et vise 25 % en 2003.

La rupture avec Deutsche Telekom fragilisera la stratégie interna-

tionale de France Télécom. La société Global One, spécialisée dans la clientèle des très grandes entreprises et détenue par l'Américain Sprint, France Télécom et Deutsche Telekom, risque d'être démantelée. France Télécom, qui a enregistré 1,3 milliard de francs de pertes l'an dernier sur l'activité de Global One, pourrait reprendre sa liberté. D'autant que des marchés de marché faisaient état, lundi, d'un possible rachat de Sprint par Deutsche Telekom.

En Italie, l'opérateur français est associé à Deutsche Telekom et ENEL (l'électricité italienne) dans l'opérateur italien Wind, le troisième opérateur italien, présent dans la téléphonie fixe et mobile, qui a démarré ses activités le 1er mars. France Télécom expliquait, lundi, que « Deutsche Telekom devrait renoncer à cette opération s'il s'alliait avec Telecom Italia ».

En Allemagne, un marché dont France Télécom est complètement absent, l'alliance avec Deutsche Telekom oblige, l'opérateur français devra trouver un nouveau partenaire pour venir chasser sur les terres de son ancien allié. Surtout si Deutsche Telekom lance à l'assaut du marché français, via le préfixe « 9 » dont il héritera en cas de fusion réussie avec Telecom Italia.

La Bourse ne semblait pas tout à fait convaincue de la pertinence de cette stratégie alternative de France Télécom. L'action a perdu 5,44 %, lundi à Paris, à 76,5 euros. Et mardi, le titre ouvrirait à baisse de près de 3 %. La société de Bourse CCF Securities a abaissé sa recommandation de « renforcer » à « alléger », soulignant que l'opérateur français était « en train de se laisser marginaliser » par le projet germano-italien.

Christophe Jakubowski

هكذا من الأصل

COMMUNICATION

LE MONDE | MERCREDI 21 AVRIL 1999

Arnaud Lagardère prend les rênes d'Europe 1 Communication

Tout juste installé à sa présidence, le jeune PDG veut orienter la stratégie de cette société vers l'audiovisuel et le numérique. Avec des acquisitions, notamment dans les chaînes thématiques

PLUS DE DIX POINTS d'audience: un chiffre magique pour Europe 1, qui atteint ainsi l'objectif fixé, il y a un peu plus de deux ans, par Jean-Benoît Bellay, directeur général de l'antenne. Ce chiffre est une nouvelle manifestation de l'embellie sur la société du groupe Lagardère qui, depuis quelques semaines, semble sortir de sa longue léthargie.

L'arrivée du nouveau PDG, capitaine s'est accompagnée de quelques mesures spectaculaires. Depuis le 1^{er} mars, qu'il préside Europe 1 Communication, Arnaud Lagardère, 38 ans, multiplie les signes de prise de pouvoir. Avec le lancement, la semaine dernière,

d'une OPA de Lagardère sur Europe 1 Communication, qui devrait prolonger jusqu'à la fin mai le contrôle total de la société et peut envisager de la retirer de la cote. Auparavant, il l'avait délégué à la branche affichage en cédant Giraudy, ainsi que Skyrock, qui bloquait le développement du pôle radio.

Le cap est ainsi clairement fixé: l'audiovisuel et le numérique. En effet, Arnaud Lagardère conserve la présidence de Grolier Interactive Europe, spécialisée dans le multimédia, les sites Internet, les CD-ROM, etc.

Les deux sociétés se marieront un jour et profiteront de l'occasion pour changer de nom. Déjà, des passerelles existent avec les activités d'Europe 1 Communication. Précède dans l'activité multimédia, Europe 1 a créé un journal sur le Web, lancé un autre avec Cegedel (Vivendi) destiné aux utilisateurs de téléphones portables. La douzaine de journalistes qui travaillent viennent d'ailleurs d'emménager dans les locaux de Grolier Interactive, à La Villette, dans le nord de la capitale.

Outre le pôle radio (Europe 1, Europe 2, RFM et dix-huit radios à l'étranger) qui réalise 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires

(208 millions d'euros), Europe 1 Communication est présente dans huit sociétés de production pour la télévision, le cinéma, la gestion de catalogues de programmes. Parmi ses fleurons: «Le Comte de Monte-Cristo», «Nestor Burma», «Julie Lescaut». Cette activité se chiffre à 523 millions de francs (79,7 millions d'euros).

SYNERGIES

Tous ces produits trouvent leur rentabilité dans la vente aux télévisions, qui est un des axes de développement d'Europe 1 Communication. Echaudé par leur aventure dans la Cinq, au début des années 90, qui leur a coûté

2,7 milliards de francs, les Lagardère ne sont plus tentés par la télévision hertzienne généraliste. Ils préfèrent les chaînes numériques et thématiques. Europe 1 Communication vient de s'offrir la chaîne Météo, l'organe sur Canal 1, MCM et Télé Monte-Carlo. Pour réaliser ces acquisitions, sa trésorerie contient les 1,4 milliard de francs (210 millions d'euros) de cession de Giraudy et elle prétend pouvoir mobiliser 10 milliards de francs (1,32 milliard d'euros).

Arnaud Lagardère, qui considère que son groupe est présent dans les différents métiers du numérique, imagine des synergies, notamment autour des chaînes thématiques qui peuvent combiner avec Internet les autres activités du groupe. «Il a l'âge idéal pour bien percevoir les stratégies liées aux évolutions technologiques actuelles», dit d'Arnaud Lagardère, un observateur du monde audiovisuel. Ses interlocuteurs, habitués à gérer les anciennes querelles internes à la direction d'Europe 1, le disent spontané et chaleureux, ferme mais positionné mais arrogant. Au siège du groupe Lagardère, rue de Presbourg comme à Europe 1, Arnaud Lagardère s'est installé dans les bureaux de son père, Jean-Luc. A deux reprises, il s'est exprimé devant le personnel.

Après le départ de Jacques Lehn, ancien président d'Europe 1 Communication, Arnaud Lagardère a instauré un direct avec les six directeurs, qu'il réunit lorsque le nombre de déplace-

ments ne le tiennent pas éloigné de Paris. Précédemment directrice générale adjointe, Brigitte Gauthier-Darcet, une centralienne, a été promue administrateur délégué. Le journaliste Jérôme Bellay, le patron d'Europe 1, Jean-Pierre Ozannat garde la haute main sur les activités audiovisuelles. Frédéric Schlesinger continue de diriger le pôle FM, et Odile Warin, la communication.

Martin Brisac reste à la tête des activités internationales, dont le développement est un des objectifs d'Europe 1 Communication. Europe développement international (EDI) en a déjà posé les jalons en Europe centrale, Asie, la création d'une vingtaine de radios dans ces pays. Grolier Interactive vient de prendre 15 % du capital d'une plate-forme numérique à Taiwan, Pacific Digital Media, qui sera opérationnelle à partir de juin et diffusera une quarantaine de chaînes.

Cela n'empêche pas Arnaud Lagardère d'être prudent dans la recherche de ses partenaires. Il compte d'abord sur ses propres forces, notamment pour la création d'un bouquet de chaînes. Conscient que la conquête des marchés européens mondialisés obligera à contracter des alliances, il choisira alors les groupes avec lesquels il n'y a pas de risques de conflit d'intérêts. C'est-à-dire des spécialistes du contenant plutôt que du contenu.

Françoise Chlot

L'audience de la radio continue de progresser

AVEC UN DEMI-POINT gagné par rapport au sondage précédent, l'audience de la radio a progressé de 0,5 point de part et d'autre de mars. La guerre du Kosovo n'y a rien pu. Elle compte pour trois jours dans l'enquête réalisée par Médiamétrie.

Le 75^e Plus, publié mardi 15 avril, par Médiamétrie, le 1^{er} du nouveau système selon lequel les personnes interrogées se voient attribuer des points en fonction de leur écoute durant les vingt-quatre heures précédant immédiatement l'interview, non plus la veille, mais auparavant. D'après l'institut de sondage, «la comparaison des résultats de 75 000 [le nom de l'ancien système] est dépourvue de signification».

«Il est remarquable que, pour la première fois, cinq stations au-dessus de la barre des dix points. Parmi elles, il y a trois généralistes, une tout-info et une musicale», commente Philippe Labro, vice-président directeur général

de RTL, qui s'en tient ainsi à un commentaire sur le sondage actuel.

Pour le reste, l'habitude de la comparaison est tentante, notamment pour les grands gagnants. C'est le cas d'Europe 1, qui progresse de 0,8 % et atteint 10,2 %. France Inter au-dessus de la barre des 12 %, à 12,3 %, progresse de 0,2 %. RTL régresse de 0,4 % mais conserve la première place, avec 17,5 % d'audience. «Ce sont les critères d'analyse», commentent les responsables de la station.

SONDAGES ÉTENDUS

Quant à RMC, dans la nouvelle grille de programmes, l'antenne depuis le 1^{er} mars, a progressé de 2,7 % à 2,9 %. France Info, qui avait subi une légère érosion, augmente à 10,1 % son audience, passant à 10,1 % à 10,7 %.

Du côté des musicales, NRJ progresse de 12,2 %,

avec un gain de 0,1 %. Partie de 4,9 %, Nostalgie passe à 5,5 %, avec un point de plus en trois mois. Les autres radios du groupe NRI, Chérie FM, Rire, Chanson, progressent, elles aussi. Ces bons scores n'empêchent pas le groupe de Jean-Paul Baudet de réclamer à Médiamétrie un audit de son comité radio pour que les sondages soient étendus aux 11-14 ans et à la période de juillet-août.

Parmi les musicales du groupe RTL, RTL 2 est stable à 4,1 %. En revanche, Fun Radio, qui a modifié ses programmes il y a trois mois, passe de 4,7 % à 5,6 %. Chez Europe 1, RFM stagne à 4,4 %, alors que Europe 2 continue de progresser, passant de 6,4 % à 7 %.

Les programmes locaux, qui avaient fait une très belle percée lors du dernier sondage en atteignant 23,4 %, descendent à 22,3 %.

F. Ch.

L'humour, en publicité, se fabrique avec des bouts de ficelle et des comédiens

AVEZ-VOUS déjà essayé de fourrer un poulet avec des câbles ? Il faut bien quand même un peu d'humour et cinq minutes pour que M. Michu, pourtant dédicé à l'humour, se mette à recréer, se laisse emporter par son imagination en série des idées dans le croupon d'un poulet réchauffé une fois.

En découvrant, il y a quelques jours, ce spot de publicité dans les locaux de la Maison de la pub qui accueillait, mardi 20 avril, à Paris la remise du Grand Prix de l'humour publicitaire, les étudiants n'ont pu réprimer un grand éclat de rire.

Il faut avouer que ce spot est un petit bijou de drôlerie. Son atmosphère à la Fernand Raynaud, sa nouille délicate, ses comédiens, sans âge, qui essaie avec le plus de dignité possible de bouffer sans succès l'arrière-train du volaille avant d'éclater, dépitée par tant d'insuccès, constituent un ingrédient d'une cuisine humoristique qui plaît aux adolescents.

«L'humour, cette année, n'était pas cher, c'est la victoire des idées sur les budgets», commente Anne Saint-Denis, la responsable de la Maison de la pub.

Le jury du Grand Prix présidé par sa deuxième édition par

Alexandre Arcady, dans le cadre du Festival international du film de publicité et d'humour, a choisi de récompenser ce spot stylé réalisé par Stéphane Gilkou (GreySpey Film) pour la micro-entreprise «Allez poulet». Même si d'autres personnes ont proposé n'a vu la publicité. En l'absence d'un budget publicitaire réduit, elle n'a pu être diffusée qu'à la télévision, une fois de plus, par le service de livraison à domicile de Le Ba-le Duong, un petit commerçant vietnamien installé depuis vingt-neuf ans boulevard Saint-Germain à Paris. Ce dernier, atteint d'une fièvre marketing quasi-mystique, avait voulu se lancer dans la publicité autrefois on lui avait dit la réclame.

PUBLIC D'ADOLESCENTS

C'est un autre spot, celui de Virgin Cola, lui aussi récompensé, qui a été diffusé la même soirée, au Grand Prix du public. En prenant le contrepied de Pepsi et autres Coca-Cola qui investissent des millions de dollars dans leurs campagnes publicitaires, Virgin Cola a

de se lancer en France avec de petits moyens. Les spots réalisés en un week-end avec une caméra vidéo par les créatifs de l'agence Hémisphère Droit ont été préférés à l'adaptation du film international. Le jury consacré au public du festival, composé majoritairement d'adolescents, montre un intérêt pour le train d'uriner dans son jardin. Victime des affirmations de la publicité, il est pris d'une hilarité grandissante et se met à jeter à terre des bouteilles de jus de fruit à l'arrosage automatique.

Dans bien des cas, la drôlerie de la scène, rendue minimale par les contraintes budgétaires, repose sur la qualité du jeu des comédiens. Cette année, d'ailleurs, les meilleurs interprètes publicitaires ont également été récompensés. Chez les femmes, la comédienne Guilaine Londez reçoit le Prix du jury pour son jeu dans un spot conçu par BL/LB pour Lapeyre, et Corinne Benizio, le Prix du public pour avoir joué les coiffeuses pince-sans-rire dans une publicité d'Euro RSCG BETC pour Packard-Bell. Chez les hommes, ce sont René Morand, pour un autre spot Lapeyre, qui se verra remettre le Prix du jury, et

Sylvain Denis, pour le film d'Ogilvy & Mather réalisé pour Nestlé. Profitables, ces deux-là, celui de Publicis.

Bruno Lacoste, l'ancien directeur de création de BL/LB auteur du spot dans lequel René Morand affronte un portail récalcitrant qui lui contraint à chaque fois qu'il veut entrer chez lui à traverser la halle de son jardin, voulait montrer l'insupportable des non-bricoleurs. En convaincant le réalisateur de la vidéo si je me souviens, Thomas Gilkou, il a réussi à attirer des comédiens de talent, qui ne seraient pas venus avec un réalisateur de publicité classique parce qu'ils considéraient que la

pub n'est pas assez valorisante», reconnaît-il. Mais trop souvent l'industrie publicitaire peine à présenter des scénarios originaux. Les publicitaires, «qui ne font que répéter des idées qui existent déjà», affirme Frank Tapiro, le directeur de la création d'Hémisphère Droit, sont à la recherche de nouvelles idées alimentées par les a priori des consommateurs. Pour une fois, ces pubs jouent avec humilité d'elles-mêmes en s'adressant simplement aux téléspectateurs sans chercher à les éblouir.

Florence Amalou

DÉPÊCHES

■ PRESSE: Christian Le Lay a été nommé PDG de La Provence. Il remplace Jean-Pierre Millet, a annoncé, lundi 19 avril, le directeur général de l'audiovisuel, Christian Le Lay. L'audiovisuel, qui doit se séparer en juillet de son correspondant à la presse, Jean-Pierre Millet, selon la presse, se déplace. Ce départ fait suite à la diffusion, en juin, d'un faux rapport accusant l'armée américaine d'avoir violé du gaz sarin au Liban en 1970.

■ RADIO: quelques radios privées ont demandé, lundi 19 avril, à Catherine Trautmann, d'inscrire dans son projet de loi, la modulation des quotas francophones, conformément aux propositions du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

REPRODUCTION INTERDITE

CABINET D'AVOCATS D'AFFAIRES IMPLANTÉ À TOURS	Traducteur technique pour l'automobile anglais vers français cherche	L'OFIVAL recherche un RESPONSABLE DE DIVISION PRODUCTION DU BÉTAIL pour bovins, ovins, en relation avec les organisations professionnelles du Ministère de l'Agriculture, pour contribuer à la réflexion sur le secteur et gérer les aides nationales communautaires (primaires, secondaires, plan Etat-Régions). Ingénieur agronome équivalent, initiative, aptitude à diriger une équipe de personnes, qualités d'organisation, disponibilité immédiate. Rémunération selon expérience. Envoyer C.V. + M. D'OFFICE - OFFICE, 80, avenue de la République, 75607 PARIS 12.
CLERC RÉDACTEUR H/F plusieurs années d'expérience en cabinet ou en étude, avec une pratique des sociétés, des contrats, en place et du formalisme. En rejoignant, vous pourrez vous impliquer pleinement en qualité d'assistant et bénéficier de la prise de responsabilités. Juridique de type bac + 2/4. Maîtrise de l'informatique indispensable. Lettre, CV et photo à: CLEFS - 48, rue L.-Boyer 37000 TOURS en précisant la réf. JU 37 assurée.	COLLABORATEURS FREE-LANCE Fax: 04-83-01-46-29	J.-F. TRÈS SÉRIEUX AVEC RÉFÉRENCES cherche heures de ménage bureau ou particulier. Tél.: 01-42-40-72-17 (16 h).
L'ÉCOLE FRANÇAISE D'AL KHOBAR (Arabie saoudite) recrute pour le 1 ^{er} septembre 1999 en:	couple d'instituteurs bilingues; un couple: - un instituteur(trice) bilingue - un professeur certifié de math également chargé de l'enseignement physiques (5 ^e à 3 ^e). Envoyer CV au chef.	CADRE D'ORIG. POLONAISE cherche poste à responsabilité en Pologne: direction com., création ou organisation d'une filiale, l.b. réitération de produits français en Pologne. 06-08-94-06-16.
HOMME D'ÉTUDES (bac + 5, éco. et stat.) et de l'emballage (sans coati) volontaire, rigoureux, polyvalent et accrocheur, mobile France et étranger, anglais, alt. étud. tes propositions se: 01-47-29-97-69 (de 9 h à 12 heures).	CHEF DE CUISINE CONNU rech. poste de cuisine de direction, ambassadeur, ministère ou autres. Écrire au Monde Pénicé, n° 9922, 21 ss. rue Claude-Bernard, 75005 Paris.	

Pour vos annonces dans L'EMPLOI
Tél.: 01.42.17.39.33
Fax: 01.42.17.39.38

هكذا من الأصل

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

INDUSTRIE

● **AIRBUS et AEROLINEAS** : la compagnie argentine a signé lundi un contrat d'achat de 12 appareils très-long-courriers A 340, pour la somme de 1,7 milliard de dollars (1,4 milliard d'euros).

● **SCANIA** : le constructeur suédois de poids-lourds s'est refusé, lundi 19 avril, à tout commentaire sur les intentions prêtées à Daewoo de lui vendre ses branches véhicules utilitaires et moteurs. Le groupe sud-coréen a annoncé le jour même un recentrage de ses activités sur la construction de voitures.

● **VOLKSWAGEN** : le constructeur automobile allemand envisage l'introduction d'une sixième vitesse sur tous ses modèles pour améliorer l'efficacité du moteur et en réduire le bruit.

● **GENERAL MOTORS/TOYOTA** : les deux constructeurs automobiles ont annoncé, lundi 19 avril, une alliance pour développer en commun des véhicules à propulsion électrique hybride ou utilisant des piles à combustible.

● **SANYO ELECTRIC** : le groupe japonais spécialisé dans l'électronique grand public et l'électroménager va supprimer 8 000 emplois, soit environ 10 % de ses effectifs, en trois ans. Selon un porte-parole, cette réduction s'effectuera par départs naturels et réduction de l'embauche.

● **MINES DE POTASSE D'ALSACE** : une grève tourmentée paralysait, lundi 19 avril, l'un des trois puits des Mines de potasse d'Alsace (MDPA). L'intersyndicale demande l'annulation de certains points de l'accord signé en mai 1997, concernant la fermeture, prévue en 2004, d'une MDPA, qui emploie 1 600 mineurs.

● **ELF** : le personnel d'Exploration Production (EP) a décidé, le 19 avril, de reprendre l'occupation des locaux de la tour Elf, à la Défense, près de Paris, pour protester contre le projet de suppression de 1 320 emplois. Dans le Béarn, les mouvements de grève se poursuivaient, avec l'occupation du centre informatique à Pau, et l'arrêt de la production chimique Elf Atochem à Lacq, où la production de gaz est réduite à son « minimum technique » depuis vendredi.

● **Sanofi** : la filiale d'Elf a annoncé, le 19 avril, la création d'une société commune avec le laboratoire américain Eli Lilly, portant sur le développement, l'enregistrement puis la vente aux Etats-Unis d'un agent anticancéreux, l'Elroxatine, déjà enregistré dans quinze pays.

SERVICES

● **TELECOM** : Deutsche Telekom et Telecom Italia pourraient fusionner (lire p. 23).

● **Gaz de France** : Gdf a annoncé, lundi 19 avril, la signature d'un accord de partenariat avec la Société générale concernant le trading de gaz. Ce service est destiné aux clients industriels pour leur permettre de couvrir les risques de variations de prix du gaz.

FINANCE

● **ITCB** : le gouvernement japonais a admis, mardi 20 avril, que son projet de récession de la grande banque publique Long-Term Credit Bank of Japan, le numéro deux nippon du financement long terme, au secteur privé, ne pourra être bouclé avant la fin avril, comme il l'espérait initialement.

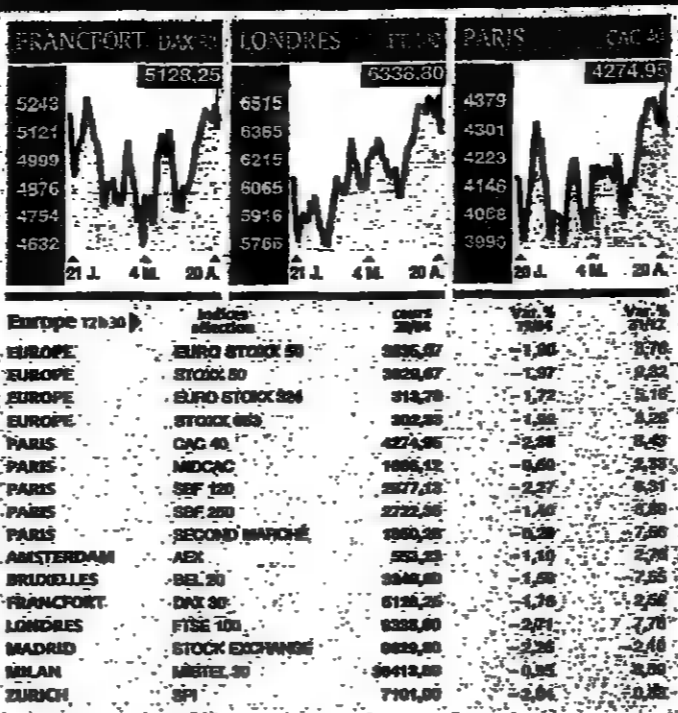
● **BANCA DI ROMA** : le numéro un bancaire néerlandais ABN Amro a annoncé lundi 19 avril la finalisation du rachat, annoncé le 3 mars, de 8,76 % du capital de la banque italienne, qui fait l'objet d'une offre publique d'échange de la part d'IMI San Paolo. Cette opération devait tenir mardi 20 avril un conseil d'administration.

● **3i** : le groupe britannique de capital-risque a finalement renoncé à l'OPA hostile lancée le 3 mars sur son concurrent Electro, pour un montant de 1,25 milliard de livres (1,89 milliard d'euros).

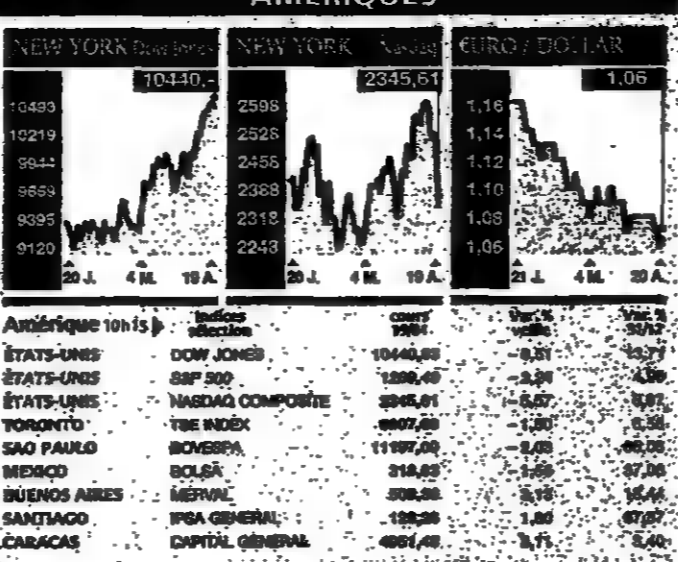
RÉSULTATS

● **LE POINT** : l'hebdomadaire a réalisé sa meilleure diffusion, depuis sa création, avec une diffusion France payée de 295 000 exemplaires, en 1998 (+2 % par rapport à 1997). Le magazine a décidé d'avancer sa parution au vendredi, le 23 avril. L'hebdomadaire, qui appartient à l'industriel François Pinault, a dégagé en 1998 un résultat net de 12,1 millions d'euros (1,8 millions d'euros) pour un chiffre d'affaires de 342 millions de francs (52 millions d'euros).

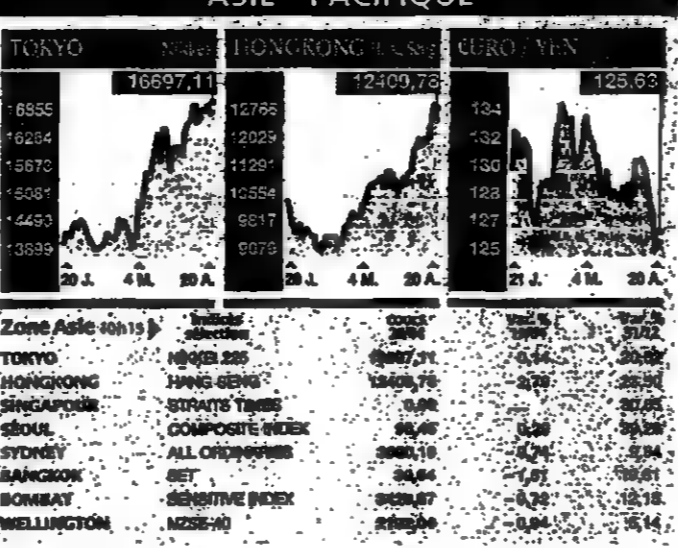
EUROPE



AMÉRIQUES



ASIE - PACIFIQUE

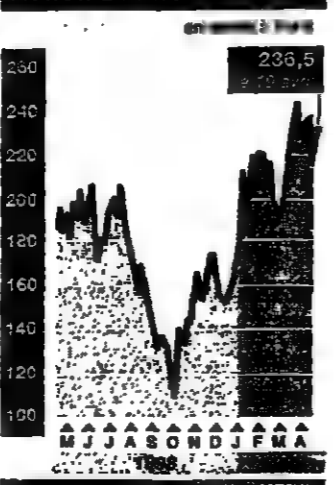


VALEUR DU JOUR

Les ventes de LVMH progressent

TANDIS que le feuillet pour la prise de contrôle de LVMH se poursuit, que LVMH est en négociations avancées pour le rachat du Château d'Yquem, le groupe de luxe a annoncé, lundi 19 avril, une progression de 12,8 % de son chiffre d'affaires consolidé, à 1,76 milliard d'euros au premier trimestre 1999. Cette performance inattendue a impressionné les boursiers. L'action LVMH a grimpé lundi 10 %, à 236,5 euros. Avec une crise en Asie en passe de se résorber, le marché mondial du luxe peut afficher des chiffres en hausse dans chacun de ses métiers. La branche des champagnes et vins qui connaît le bond le plus spectaculaire : 24 %, à même 30 % si l'on intègre les champagnes Krug, entrés dans le giron de LVMH en janvier. Au Japon, les ventes de champagne « enregistrent une forte croissance » tandis que celles de cognac se sont bien tenues, y compris dans le reste du monde. La reprise des ventes aux touristes dans la région a dopé le chiffre d'affaires des produits Christian Dior. À l'étranger, la division parfums a enregistré une augmentation de 22 % ses ventes, tandis que celles des articles de mode et de maroquinerie ont connu une augmentation de 11,8 %. Sous l'ombre au tableau, les boutiques de LVMH ont enregistré, en 1998, avant le déclenchement de la crise en Asie, un chiffre d'affaires de 1,7 milliard d'euros, contre 1,6 milliard d'euros en 1997. « Mais [les ventes] sont supé-

Action LVMH



rieures au budget », a déclaré le groupe LVMH au développement de ses magasins Séphora, l'activité distribution de luxe est en hausse de 3,6 %. Avec une croissance encourageante, Bernard Arnault peut tenir ses objectifs de croissance de 10 % de son groupe, de 15 % pour LVMH. Toutefois, il ne devrait pas l'aider à maintenir la main sur Gucci. Lundi, la direction du groupe italien a affirmé qu'elle était prête à recommander une offre inconditionnelle de LVMH à 100 dollars l'action sur la base de ses titres. LVMH avait pour son annonce la décision, jeudi, de la cour d'appel d'Amsterdam, sur la validité de l'augmentation de son capital de Gucci. Son rival, le groupe Pinault Printemps Redoute.

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 a perdu 2,21 %, à 4 379 points, mardi 20 avril, en milieu de séance. Lundi 19 avril, l'indice CAC 40 avait terminé sa séance sur un gain de 1,82 %, à 4 399,34 points, grâce au soutien des actions d'Alcatel. L'embauche de la Bourse de Paris s'est effectuée dans un marché très actif. Le volume des échanges sur le marché à règlement continu a été de 17,6 milliards de francs.

LONDRES

L'INDICE FTSE-100 de la Bourse de Londres a clôturé en hausse lundi 19 avril, à 6 515 points, la progression de Wall Street et les anticipations de l'arrivée au pouvoir de la gauche britannique ont aidé. Il a gagné 1,47 %, à 6 515,3 points.

TOKYO

L'INDICE NIKKEI de la Bourse de Tokyo a fini la séance mardi 20 avril en légère hausse de 0,1 %, à 16 697,14 points, après une séance en hausse à l'ouverture.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES a marqué lundi 19 avril une pause après ses records successifs enregistrés les semaines précédentes. Il a clôturé en recul de 0,51 %, à 10 430,53 points. En revanche, l'indice Nasdaq, où se traitent bon nombre de valeurs de la technologie, a accusé sa septième plus forte hausse en pourcentage depuis sa création avec une chute de 5,6 %, à 2 345,61 points. Preuve d'une certaine nervosité des investisseurs, Wall Street a connu la troisième journée la plus active de son histoire : 1,2 milliard d'actions échangées.

TAUX

LE RENDEMENT des obligations d'Etat du Trésor français a baissé à dix ans d'échéance en dessous de la barre des 4 % à 3,95 % lors de la première transaction mardi 20 avril. Celui des obligations d'Etat de même échéance s'élevait à 3,84 %. Lundi, outre-Atlantique, le rendement de l'obligation Treasury à trente ans avait terminé à 5,54 % (contre 5,56 % mardi).

MONNAIES

L'EURO a vu mardi 20 avril un nouveau plus historique à 1,0595 dollar, l'euro a terminé mardi, lors de la première transaction, à 1,0659 dollar. Plus au yen, l'indice se redressait à 125,91 yens contre 124,96 yens lundi. Le dollar vert progressait également à 118,04 yens contre 117,59 yens lundi.

ÉCONOMIE

La BCE abaisse sa prévision d'inflation

LE PRÉSIDENT de la Banque centrale européenne, Wim Duisenberg, a annoncé lundi 19 avril qu'il prévoyait une inflation de 1,1 % en 1999, contre 1,5 % précédemment. Duisenberg a estimé que la réduction du taux de l'Europe, « pourrait insuffler un peu plus de confiance ». Il a dit « certain » que la baisse des taux aura un effet « positif », mais qu'il faudrait de un à deux ans avant que l'impact ne se fasse sentir. M. Duisenberg a attribué en outre la chute de la valeur de l'euro à ces derniers mois à « des changements dans la perspective de croissance pour la zone euro », révisée à la baisse, et à la « mauvaise conjoncture de l'économie américaine ».

FRANCE : la balance commerciale de la France a dégagé un excédent de 9,055 milliards de francs en février (1,38 milliard d'euros) après un excédent révisé de 9,026 milliards de francs en janvier.

JAPON : le ministre japonais des finances, Kiichi Miyazawa, a annoncé mardi 20 avril que la baisse récente de la valeur du yen n'était pas une menace pour l'économie japonaise. Le gouverneur de la Banque du Japon (BoJ), M. Masaru Hayami, a annoncé lundi 19 avril que la banque centrale japonaise maintiendra sa politique monétaire de « non intervention » à long terme, mais qu'elle surveillera de près la situation économique de l'archipel.

UNION EUROPÉENNE : le commissaire européen aux affaires économiques, Yves Thiebaux, a annoncé lundi 19 avril que l'Union européenne préparait une assistance macro-économique de 100 millions d'euros à la Bulgarie pour l'aider à pallier les conséquences de la crise du Kosovo et de la Roumanie.

DANEMARK : 46,2 % de la population danoise voterait pour l'adhésion de leur pays à la monnaie unique si un référendum était organisé aujourd'hui, 35,8 % y sont opposés et 18 % ne se prononcent pas, selon un sondage publié lundi 19 avril par le quotidien économique Børsen.

PÉTROLE : le « Brent » (qualité de référence de la zone du Nord) a baissé à 16 dollars le baril lundi 19 avril, au plus haut depuis janvier 1998, soutenu par

la menace militaire de l'OTAN. « Les bombardements de la Serbie entraînent une hausse des coûts du carburant pour les avions », deux cent mille barils par jour depuis le début de son action, le 24 mars, a estimé l'Institut de recherche Center for global energy studies (CGES).

ASIE : la croissance économique mondiale demeurera positive en 1999, avec un début de reprise pour les économies en voie de développement mais une « pause » pour les pays européens et l'Amérique du Nord, a estimé la Banque asiatique de développement (BAD) dans son rapport annuel. « La croissance mondiale est tombée brutalement à 2,2 % en 1998 après avoir été de 4,2 % en 1997, et nous pensons qu'elle restera à ce niveau », souligne le rapport.

CORÉE : l'autorité de surveillance des services financiers en Corée, le Financial Supervisory Service, a annoncé que quinze des dix-neuf banques du pays ont enregistré des profits avant provision au cours du premier trimestre 1999.

CHINE : les investissements étrangers en Chine ont reculé de 14,6 % au premier trimestre de cette année par rapport à la même période de l'an dernier, 7,34 milliards de dollars, a annoncé mardi le Bureau national des statistiques (BNS). La Chine a confirmé mardi qu'elle s'attendait à un ralentissement de sa croissance économique au second semestre de cette année, après un premier trimestre inquiétant pour les exportations et l'investissement étranger.

RUSSIE : la Russie a menacé lundi 19 avril de revenir sur les engagements qu'elle a pris auprès du FMI en matière de contrôle des changes. « Si le FMI nous demande une aide financière, nous devons réexaminer beaucoup de choses qui existent à l'heure actuelle, par exemple l'engagement de la Russie à la Charte du FMI », a déclaré Viktor Geraschenko, le président de la Banque centrale russe (BCR).

OMC : l'Union européenne a « probablement renoncé à faire appel sur le fond » de la décision de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) selon laquelle son régime communautaire d'importation de bananes n'est pas compatible avec les règles commerciales multilatérales, a indiqué lundi Sir Leon Brittan, le vice-président de la Commission.

Taux de change (par 100 francs)

Contre	Taux	Contre	Taux	Contre	Taux
EURO	6,5596	EURO	6,5596	EURO	6,5596
DEUTSCHMÄRK	1,9363	DEUTSCHMÄRK	1,9363	DEUTSCHMÄRK	1,9363
LIRE ITALIENNE (1000)	1,9363	LIRE ITALIENNE (1000)	1,9363	LIRE ITALIENNE (1000)	1,9363
PESETA ESPAG. (100)	1,9363	PESETA ESPAG. (100)	1,9363	PESETA ESPAG. (100)	1,9363
SCUDO PORT. (100)	1,9363	SCUDO PORT. (100)	1,9363	SCUDO PORT. (100)	1,9363
SCHILLING AUTR. (100)	1,9363	SCHILLING AUTR. (100)	1,9363	SCHILLING AUTR. (100)	1,9363
PUNT IRLANDAIS	0,78756	PUNT IRLANDAIS	0,78756	PUNT IRLANDAIS	0,78756
FLORIN NÉERLANDAIS	2,36371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,36371	FLORIN NÉERLANDAIS	2,36371
FRANC BELGE (100)	1,9363	FRANC BELGE (100)	1,9363	FRANC BELGE (100)	1,9363
MARCA FIJIANNE	0,00756	MARCA FIJIANNE	0,00756	MARCA FIJIANNE	0,00756

Cours de change croisés

1994 12 h 30	DOLLAR	YEN/USD	EURO	YEN/USD	EURO	YEN/USD	EURO
DOLLAR		0,84900	1,06550	1,06228	1,04140	0,86433	1,04140
YEN	117,32550		125,33602	10,14545	106,52000	118,04000	118,04000
EURO	0,93950	0,74250		1,05345	1,05370	0,82200	0,82200
FRANC	0,15005	0,52005	0,35057		0,34180	0,34200	0,34200
YENRE	0,01982	0,50202	0,55073	0,10050		0,41150	0,41150
FRANC SUISSE	1,50530	1,27650	1,50204	2,24445	2,20225		

Taux d'intérêt (%)

FRANCE	3,95	FRANCE	3,95	FRANCE	3,95
ALLEMAGNE	3,95	ALLEMAGNE	3,95	ALLEMAGNE	3,95
COUVERTURE	3,95	COUVERTURE	3,95	COUVERTURE	3,95
ITALIE	3,95	ITALIE	3,95	ITALIE	3,95
JAPON	3,95	JAPON	3,95	JAPON	3,95
ÉTATS-UNIS	3,95	ÉTATS-UNIS	3,95	ÉTATS-UNIS	3,95
SUISSE	3,95	SUISSE	3,95	SUISSE	3,95
ROYAUME-UNI	3,95	ROYAUME-UNI	3,95	ROYAUME-UNI	3,95

Matières premières

Cours		Cours	Cours	Cours	
OR (NEW YORK)	350,00	OR (NEW YORK)	350,00	OR (NEW YORK)	350,00
PLATINE (NEW YORK)	1,000,00	PLATINE (NEW YORK)	1,000,00	PLATINE (NEW YORK)	1,000,00
ARGENT (NEW YORK)	1,000,00	ARGENT (NEW YORK)	1,000,00	ARGENT (NEW YORK)	1,000,00
COBRE (NEW YORK)	1,000,00	COBRE (NEW YORK)	1,000,00	COBRE (NEW YORK)	1,000,00
ALUMINIUM (NEW YORK)	1,000,00	ALUMINIUM (NEW YORK)	1,000,00	ALUMINIUM (NEW YORK)	1,000,00

Pétrole

WTI (NEW YORK)	20,25	4,10	PIECE 10 DOLLARS US	284	7,81
WTI (CHICAGO)	20,25	4,11	PIECE 20 DOLLARS US	479	7,81
WTI TOUTBAU (CHIC.)	19,11	0,15	PIECE 20 DOLLARS US	479	7,81
			PIECE 30 PESOS MEX.	321	7,18
	</				

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site Web de « Le Monde » : www.lemonde.fr/bourse

مركز من الأصل

VALEURS FRANÇAISES

● L'action BNP s'échangeait à l'ouverture mardi 20 avril à 161,80 euros, le titre SG recule de 0,12 % à 161,80 euros en perte de 1,96 % à 94,7 euros. A ces cours, le double OPE valoriserait l'action SG à 156 euros, l'action Paribas à 100,1 euros. L'OPE de la valorise, elle, à 101,12 euros.

● L'action Casino restait stable mardi à 89 euros après avoir progressé de 2,3 % lundi 19 avril. Cora, dont Carrefour détient une partie du capital, s'allie avec Casino pour regrouper leurs centrales d'achat, tout en s'engageant mutuellement à ne pas rentrer dans le capital l'autre.

● La valeur LVMH chutait de 2,45 % à 230,7 euros mardi, après avoir pris 1,1 % la veille. Les ventes LVMH au premier trimestre 1999, en hausse de 12,8 % à 1,76 milliard d'euros grâce à un rebond en Asie, ont été très bien accueillies par les marchés financiers. Parallèlement, le français aurait acheté, selon le Parisien, le vignoble Château d'Yquem.

● La valeur Infogrammes perdait du terrain mardi matin, s'affichant en baisse de 1,57 % à 68,8 euros. Le titre avait progressé de 2,9 % à 69,9 euros après que le groupe ait annoncé le rachat de l'éditeur américain de jeux Accolade.

REGLEMENT MENSUEL

MARDI 20 AVRIL

Cours relevés à 11 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

Bis

THE CITY

2000 km

Bora. Tous les prétextes sont bons

NOUVEAU MARCHÉ

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

SECOND MARCHÉ

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

COBI

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

SIGAV

FOP

Une sélection.

Cours de clôture le 19 avril

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

COBI

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

COBI

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

COBI

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

COBI

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

COBI

MARDI 20 AVRIL

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30

Titre	Précédent	Cours	Différence	Montant
BNP (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
CLYONNAIS (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
RENAULT (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
SAINT-GOBAIN (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
THOMSON SA (P)	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80
ALSTOM	161,80	161,80	-0,12	161,80

La nouvelle approche

holesterol

AUJOURD'HUI

LE MONDE / MERCREDI 21 AVRIL 1999

SCIENCES Le congrès de l'Association américaine de la recherche sur le cancer s'est tenu à Philadelphie (Pennsylvanie) du 10 au 14 avril et a réuni environ 1 000 participants.

● LE RÔLE de l'irrigation des tumeurs par les vaisseaux sanguins, qui apportent oxygène et nutriments, a une fois de plus mis en exergue le potentiel des substances

qui inhibent leur apparition pour le cancer des tumeurs solides. ● LE PROFESSEUR JUDAH FOLKMAN, du Children's Hospital à Boston (Massachusetts), qui avait été critiqué par

des chercheurs qui ne pouvaient reproduire ses expériences, a expliqué comment ses problèmes avaient été résolus et a apporté de nouveaux résultats très convaincants.

● D'AUTRES TRAVAUX ont démontré le rôle préventif envers les cancers colo-rectaux de l'aspirine et des médicaments anti-cholestérol.

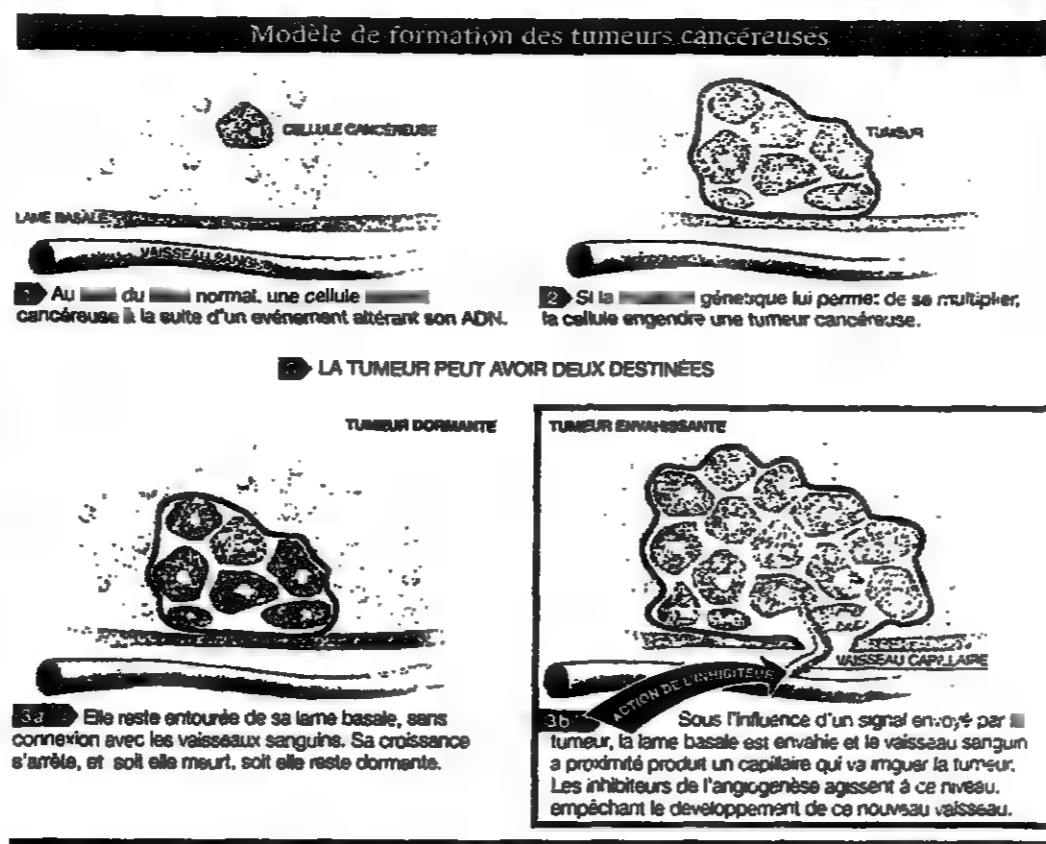
Une nouvelle approche thérapeutique du cancer est confirmée

Les derniers résultats du professeur Judah Folkman sur le rôle des nouvelles molécules empêchant le développement de tumeurs ont été validés par l'institut américain du cancer. Après l'obtention de guérisons chez l'animal, des essais cliniques vont commencer chez l'homme

PHILADELPHIE

L'annonce, à la fin de l'année 1997, par le professeur Judah Folkman (université Harvard, Boston), que l'inhibition de la croissance de certains vaisseaux sanguins pouvait s'opposer au développement des lésions cancéreuses a soulevé un grand espoir. Après vingt ans de recherches, ce chercheur de réputation internationale a parvenu à identifier plusieurs molécules naturellement inhibitrices - parmi lesquelles l'endostatine - et avait montré, pour la première fois, que si l'on empêche la prolifération des nouveaux vaisseaux sanguins, les tumeurs, celles-ci déperissent (*Le Monde* du 7 mai 1998). Ces expériences ne portaient que sur des souris, la démarche cohérente de la recherche suffisamment convaincante pour que l'institut national du cancer américain (NCI) envisage la mise en œuvre de premiers essais cliniques chez l'homme.

Très médiatisée, notamment par le *New York Times*, *Le Monde*, l'annonce fut suivie de nombreuses critiques, plusieurs observateurs estimant en particulier que les résultats présentés ne pouvaient être reproduits. Dans le *Street Journal* mit fortement en doute les résultats du professeur Folkman ; puis Internet, indiquant que le chercheur américain n'avait pas le point de vue scientifique. *Nature*, le NCI, qui avait beaucoup engagé lors de ses premières publications le professeur Folkman dans les revues *Cell* et *Nature* (janvier et novembre 1997), n'hésitèrent pas de retarder la mise en œuvre des essais cliniques.



der la mise en œuvre des essais cliniques. « Nous n'avons pas compris de suite pourquoi le laboratoire du NCI n'arrivait pas à reproduire nos résultats », a expliqué au *Monde* le professeur Folkman. Jusqu'à ce que la structure en trois dimensions de l'endostatine soit décrite en détail par des chercheurs structuraux dans le *Journal* et qu'apparaisse l'importance d'un atome de zinc dans le caractère fonctionnel de la protéine. Or l'endostatine que nous avons est fabriquée par un gène génétique, c'est-à-dire produite par une bactérie à laquelle on a fourni le programme génétique ; si le milieu dans lequel on cultive les « bactéries-usines » ne contient pas assez de zinc, les molécules obtenues sont inactives. C'est ce qui est arrivé au NCI.

« Je leur ai donc envoyé ma propre endostatine, produite dans mon laboratoire, poursuit-il, mais cela n'a pas suffi. Les souris atteintes de cancer recevant la nouvelle endostatine ne guérissaient pas. Une équipe du NCI s'est alors déplacée à Boston et une série de détails qui n'avaient pas été pris en compte ont été précisés. Il ne s'agit pas d'avoir joué à la pétasse pour reproduire son service ! Les règles, l'équipe du NCI a finalement obtenu les mêmes résultats que nous. » Les obstacles

rencontrés par le professeur Folkman pour accepter la validité de ses résultats par la communauté scientifique témoignent pleinement des difficultés de ce type de recherches des lors qu'elles quittent le stade de l'académisme et qu'elles débouchent sur des applications cliniques. Premier impératif : obtenir que d'autres laboratoires reproduisent les résultats. Cela peut être très facile lorsqu'on dispose de protéines fabriquées par une bactérie. Il ne faut pas, en effet, que la séquence des acides aminés qui la constituent soit respectée ; il faut aussi qu'elle adopte la bonne structure dans l'espace, seule douée d'activité biologique. Il est, en outre, souvent très difficile de changer la quantité de protéines produites et d'encombre. Ensuite, il faut que les conditions dans lesquelles est maintenu l'animal permettent le produit d'agir.

LE GESTE N'ÉTAIT PAS LE BON

L'exemple de l'expérimentation de l'endostatine au NCI, il apparaît que les souris étaient placées dans une enceinte trop froide. Tous leurs vaisseaux étaient contractés et le produit ne pouvait diffuser convenablement. Le geste pour injecter le produit n'était pas le bon, et la quantité effectivement distribuée trop aléatoire. Ces quelques éléments ne sont pas à prendre comme des critiques du NCI, selon les chercheurs, mais montrent la grande difficulté de nombreuses recherches biologiques.

Les premiers résultats de l'équipe du professeur Judah Folkman démontrent l'arrêt de la progression tumorale au moyen des produits inhibiteurs. Aujourd'hui, il semble obtenir - chez l'animal - une véritable guérison. C'est ce que montrent de nombreux résultats présentés par l'équipe lors du congrès de l'Association américaine de la recherche sur le cancer, qui a eu lieu du 10 au 14 avril à Philadelphie (Pennsylvanie). Le protocole utilisé consistait à associer, chez des souris atteintes d'un cancer du poumon, le traitement habituel - le cyclophosphamide, un médicament cytotoxique - à deux inhibiteurs de l'angiogenèse - l'endostatine et le TNP-470 (qui est dérivé d'un antibiotique, la fumagilline). Alors que sous cyclophosphamide seul, la tumeur recroît toujours, elle régresse complètement lorsqu'on ajoute l'endostatine et le TNP-470 et une rechute n'a encore été observée. Un essai clinique conduit sous l'égide du NCI débutera à l'automne prochain.

lades ayant des tumeurs très développées (essai de phase 1).

L'équipe du professeur Folkman a également montré que les inhibiteurs de l'angiogenèse sont aussi très actifs en accompagnement de la radiothérapie, dont ils multiplient les effets : 16 % de régression lorsque l'angiostatine est utilisée seule, 18 % lorsque la radiothérapie est utilisée seule, mais 64 % lorsque les deux traitements sont combinés. Ces résultats ont été publiés dans *Nature* en juillet 1998. De nombreuses autres équipes se sont lancées dans cette voie de recherche thérapeutique qu'est l'inhibition de l'angiogenèse : deux communautés

Le rôle primordial de l'environnement

Plusieurs décennies de recherche épidémiologique ont montré que l'immense majorité - environ 90 % - des cancers sont liés à l'environnement. Parmi les facteurs de risque : tabac, régime alimentaire, alcool, agents infectieux, rayonnements, exposition à des produits dangereux. Malgré l'homogénéité de l'exposition à une population, seuls quelques-uns d'entre eux développent un cancer. C'est que les gènes responsables de l'élimination des substances cancérogènes, la réparation de l'ADN, du maintien du cycle cellulaire et de la réponse immunitaire ont une activité variable, qui dépend de l'hérédité.

nications sur quatre mille neuf cent soixante-dix ont été consacrées au sujet lors du congrès de Philadelphie.

Il est constaté qu'il n'y a pas de développement des tumeurs sans création de nouveaux vaisseaux, les modalités de la lutte contre le cancer pourraient ainsi évoluer. Empêcher la production des vaisseaux serait donc de toute première importance. En effet, la recherche systématique de cancers chez les personnes de cinquante ans décédées pour d'autres causes a montré que 40 % à 60 % d'entre elles la présence de petites tumeurs cancéreuses dans les seins ou la prostate, et que 100 % dans la thyroïde. Mais ces tumeurs, limitées par de nouveaux vaisseaux, demeurent assoupies. Demain, inhiber leur développement fera sans doute partie des traitements préventifs.

Elisabeth Bursaux

L'aspirine associée aux anticholestérols protège contre les tumeurs colo-rectales

PHILADELPHIE

On a mis en évidence, il y a plusieurs années, chez les rhumatisants l'effet préventif des anti-inflammatoires non stéroïdiens (aspirine et ses analogues) contre les tumeurs intestinales. L'aspirine réduit la formation de polypes dans le colon, même chez les sujets ayant une prédisposition familiale à ces cancers. Par ailleurs, les médicaments du cholestérol (inhibiteurs de la classe des statines) - très utilisés chez les sujets ayant une concentration de cholestérol trop élevée, car ils en préviennent de façon remarquable les conséquences cardiovasculaires - diminuent, eux aussi, la survenue des tumeurs du colon.

Une étude publiée en 1998 montrait que la prise de pravastatine pendant cinq ans permet de réduire de 19 % la survenue de can-

cers du colon. Plus surprenant : l'effet d'association de ce traitement à l'aspirine, d'utilisation fréquente chez ces malades à risques cardiovasculaires, potentialise fortement l'effet anticancéreux de la statine. Cette association médicamenteuse permettrait de réduire de 43 % la fréquence des cancers coliques.

CONFIRMATION CHEZ LES RATS

Le docteur Banke Agarwal (université Columbia, New York), qui a présenté les résultats de son équipe lors du congrès de Philadelphie, pense avoir mis au jour le mécanisme de protection anticancéreuse induit par ce traitement. Les cellules des colons cancéreux en culture meurent sous l'effet de la statine, d'une part, du sulindac (un analogue de l'aspirine), d'autre part. Lorsque les deux mé-

dicaments sont ajoutés ensemble à la culture cellulaire, les cellules cancéreuses meurent en plus grand nombre. Ces résultats ont été confirmés in vivo chez des rats soumis à un traitement anticancéreux : le sulindac et la l'aspirine préviennent le développement des tumeurs coliques.

Doit-on en déduire qu'on est en présence d'un effet préventif du cancer colorectal, l'un des cancers les plus fréquents chez l'homme ? « Le cancer du colon met dix ans ou plus à se développer ; si l'utilisation combinée des deux médicaments pouvait bloquer la maladie à ses débuts, elle sauverait de nombreuses vies », a précisé Banke Agarwal. Une étude plus précise devra cependant être faite chez l'homme et s'enthousiasmer trop tôt.

E. M.

COMMENTAIRE MÉDIATISATION

Falla-t-il ou non, il y a un an, évoquer dans les médias d'information générale les espoirs nés des derniers résultats obtenus par le professeur Judah Folkman en matière de lutte contre le cancer ? En consacrant leur « une » à une large place à cette information, plusieurs quotidiens d'audience internationale, le *New-York Times*, *Le Monde* notamment, ont ici la manière outrancière d'observations expérimentales prometteuses alors faites sur l'animal.

Il est évident que les accusations émanant du milieu scientifique et médical spécialisé en cancérologie, mais aussi certains médias, expliquant, que ces observations étaient trop préliminaires pour faire l'objet d'un tel traitement, les difficultés rencontrées dans la reproduction des résultats de l'équipe du professeur Folkman purent être utilisées pour la porter à l'avant-scène de l'équipe.

Ces résultats aujourd'hui reproduits et l'on observe un intérêt croissant de la communauté scientifique pour cet original de la lutte contre le cancer, discipline qui, en dépit du prodigieux développement de la biologie moléculaire, manque cruellement de concepts.

Pour autant, seuls les résultats des prochains essais cliniques diront la place qu'il faudra, dans les années à venir, accorder aux travaux sur les inhibiteurs de l'angiogenèse, travaux lancés par le professeur Folkman au début des années 90 et qui ont alors déjà suscité de nombreuses critiques au sein de la communauté scientifique. Mais il est bien acquis que la recherche en cancérologie ne peut donner lieu à ces travaux, qui fondent une longue série de publications scientifiques, ne constituant en aucune manière un bouleversement de l'indispensable hiérarchie qui s'impose en matière de vulgarisation des informations et des avancées médicales et scientifiques.

Jean-Yves Nègre

Des bactéries luminescentes visibles à l'œil nu hantent les sédiments marins de Namibie

PREMIERS occupants de la planète, les bactéries, ces micro-organismes dépourvus de noyau, se sont adaptées à tous les milieux. Elles sont aussi bien dans les milieux marins ou souterrains que dans les grandes profondeurs marines ou en surface de la mer. Elles sont capables d'adaptation, parfois, passer de la lumière à l'obscurité, de la chaleur à la froideur, de la salinité à la douce. Elles sont aussi capables de vivre dans les sédiments marins, lors d'une mission menée par une équipe internationale de biologistes allemands, espagnols et américains à bord du navire de recherche *Peter Kolosov*.

La nouvelle bactérie, forme sphérique, est reliée à ses compagnons par une sorte de fil et émet une lumière lumineuse de couleur bleu-vert lorsqu'elle est éclairée. Cela donne à l'ensemble l'allure d'un « arbre à Noël » qui a amené ses découvertes à la baptiser *Thiomargarita namibiensis* (ce qui signifie « perle

souffrée de Namibie »). Ils l'expliquent dans la revue *Nature* du 14 avril. Visible à l'œil nu - contrairement à ses compagnons « ordinaires » - elle est encore plus grosse que la dentrice du précédent record, *Epuliscium fishelsoni*, découverte en 1993, dont le diamètre maximal est de 600 microns et qui vit en symbiose avec les esturgeons.

ASSIMILATION DU SOUFRE

En prélevant des échantillons sédimentaires le long de cette côte africaine, près de Walvis Bay, les scientifiques pensaient trouver des exemplaires d'une autre bactérie, *Thioploca*, qui vit habituellement en grand nombre sur les côtes du Chili et du Pérou. Ces deux zones de plateau continental ont, en effet, des caractéristiques similaires : les sédiments sont très pauvres en oxygène et la production de phytoplancton y est très grande en raison d'importantes arrivées d'eau froide. Enfouie dans les sédiments, *Thioploca* décompose le phy-

plancton mort en oxydant des sulfures à l'aide des nitrates présents dans l'eau de mer. Mais, à la place, les membres de l'équipe ont trouvé une très grosse bactérie totalement inconnue, d'un métabolisme similaire fondé sur l'assimilation du soufre.

Cette nouvelle venue dans l'étonnante famille des micro-organismes marins a mis au point une parade originale pour assurer sa survie, explique Heidi Schulz, biologiste au Max Planck Institute for Microbiology à Brême en Allemagne, principale signataire de l'article publié par *Nature*. L'eau de mer chargée en nitrates pénètre rarement les sédiments pauvres en oxygène riches en sels de soufre. Pour parer à toute éventualité, *Thiomargarita namibiensis* stocke donc ses deux aliments favoris. Le soufre est emmagasiné dans des granules microscopiques placés dans sa membrane cellulaire, tandis que les nitrates sont stockés dans une énorme vacuole centrale. Cette organisation lui permet de survivre

50 jours sans aucun apport extérieur.

La vacuole pleine de nitrates, qui représente près de 80 % de son volume, explique la taille imposante de *Thiomargarita namibiensis* et rend donc cette dernière moins originale d'un point de vue purement biologique. « Les grosses bactéries ne sont plus, dans le passé, considérées comme exceptionnelles », précise Patrick Forterre, chercheur à l'Institut de génétique et microbiologie du CNRS à Orsay (Essonne). Elles démontrent simplement que l'énorme diversité de la vie touche aussi bien les micro-organismes que les animaux évolués. On sait, par exemple, que dans la même espèce certaines bactéries peuvent être plus grosses que d'autres, et que leur taille peut être multipliée par dix en fonction de leur milieu nutritif. D'autres, comme les *myxobactéries*, forment des colonies de plusieurs milliers d'exemplaires et procèdent à une différenciation cellulaire produisant des spores.

Christiane Gahus

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

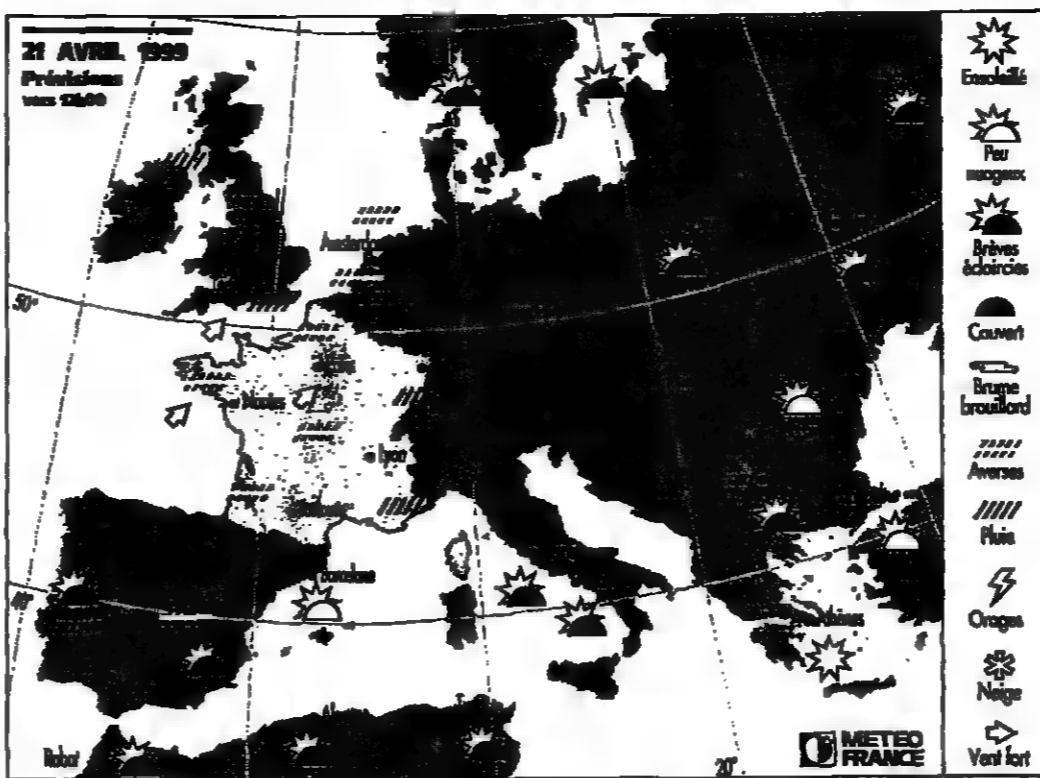
LE CARNET DU VOYAGEUR

Les pluies s'éloigneront rapidement vers l'est. Elles s'attarderont un peu plus de la frontière allemande. L'après-midi, le ciel hésitera entre 15 et 18 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - La pluie évacuera rapidement le ciel de Midi-Pyrénées. Un ciel plus changeant s'ouvrira pour la journée. Les nuages seront discrets le matin, elles se multiplieront l'après-midi. Il fera entre 14 et 18 degrés.

Limousin, Anvergne, Rhône-Alpes. - Le temps restera bouché sur les Alpes avec des pluies persistantes. En revanche, des éclaircies reviendront assez vite en Anvergne et vallée du Rhône. Il fera entre 13 et 17 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - La journée se passera tranquille sous un ciel nuageux avec une pluie. Le ciel s'ouvrira l'après-midi près du golfe du Lion. Il se fera désirer l'est du Rhône des précipitations sont possibles. Il fera de 15 à 20 degrés.



■ **BRÉSIL.** Copacabana et Ipanema, deux des plus populaires plages de Rio de Janeiro, ont été interdites à la baignade à la suite d'une enquête d'une canalisation qui a provoqué une importante pollution des eaux. L'interdiction devrait se prolonger jusqu'à la mi-juin.

■ **LOCATIONS.** Spécialiste de la location de vacances en Europe, Interhome propose un vaste choix d'appartements et de maisons à petits prix, à la mer ou à la montagne, en France ou à l'étranger. ■ titre d'exemple, un appartement de 2 pièces pour 6 personnes à Bandol, un août, ■ proposé à 4 522 F (690 €) TTC la semaine, un appartement de 3 pièces pour 6 personnes, sur la côte toscane (Italie), en juillet, à 4 662 F (711 €) et une maison ■ 3 pièces pour 5 personnes, sur la Costa Daurada (Espagne), en juillet, ■ 8 347 F (1 272 €) la semaine. Renseignements au 01-33-36-60-00 et dans les agences de voyages.

PRÉVISIONS POUR LE 21 AVRIL 1999			PAPETE		
par ville, les minimaux et maximaux et la température			10-08h-14h-20h		
et l'état du ciel : S : nuageux ; N : nuageux			ST-08h-14h-20h		
C : couvert ; P : pluie ; M : neige.			EUROPE		
FRANCE métropole			AMSTERDAM		
ALICCO	9/19	C	NANTES	9/15	N
BIARRITZ	11/16	N	NICE	10/15	P
BOURDEAUX	9/16	N	PARIS	10/18	P
BOURG	9/17	N	PAU	9/17	N
BRENT	9/13	P	PERPIGNAN	11/20	N
CAEN	9/13	N	RENNES	9/13	N
CHERBOURG	8/13	P	ST-ETIENNE	9/17	N
CLERMONT-F	12/18	N	STRASBOURG	10/17	N
DIJON	9/16	N	TOULOUSE	9/16	N
GRENOBLE	7/16	P	TOURS	9/14	N
LILLE	9/18	N	FRANCE outre-mer		
LYONS	9/14	N	FRANCAIS	8/18	P
MARSEILLE	10/11	P	GUAYANA	23/32	S
			REUNION	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S
			ST-THOMAS	23/32	S
			ST-LOUIS	23/32	S
			ST-PAUL	23/32	S
			ST-PIERRE	23/32	S
			ST-REMY	23/32	S

5715 S	VENISE	9715 P	LE CAIRE	
1318 N	VIENNE	8914 C	MAARAKON	1591 S
5711 P	AMSTERDAM		NAIROBI	1111 C
914 C	BRASIL		PRETORIA	1825 P
7712 N	BUENOS AIR.	1122 S	RABAT	1221 S
5711 P	BUENOS AIR.	2412 C	RUUS	1491 N
5711 P	BUENOS AIR.	7123 C	ASIS-DOOMAN	
5718 S	LIMA	1723 N	BANGKOK	
5712 P	LOS ANGELES	1220 S	BOMBAY	2332 S
5711 P	LOS ANGELES	1324 C	CHAKARTTA	2611 S
470 N	MONTREAL	8713 N	DUBAI	1111 N
1111 C	NEW YORK	3716 N	HANOI	1111 P
3712 P	SAN FRANCISCO	1015 S	HERZLIA	1121 N
1111 C	SANTO DOMINGO	1111 C	HERZLIA	1121 N
1111 C	SANTO DOMINGO	5713 S	NEW DEHLI	1111 S
8713 C	WASHINGTON	1122 N	PEKIN	1325 S
5711 P	AFRICA		SEOUL	1111 S
5711 P	AFRICA		SENGAPOUR	2811 S
5712 N	ALGERIA	1222 C	TYOENE	1421 S
5711 S	KINSHASA	1523 C	TOYOYO	1991 S

Situation le 20 avril à 0 heure TU

Calculer le montant de sa retraite devient une opération difficile

jourd'hui, de l'indice des prix, lequel est inférieur à celui de rémunérations du plafond, qui suit. Par exemple, un salaire de 131 040 francs en 1990 sera revalorisé de 1 % en janvier 1991, puis 1,7 % en juillet 1991 (il y avait alors deux revalorisations par an), puis de 1 % et 1,8 % en 1992, et de suite, pour arriver à un total de 14,5 %, soit 150 040 francs en 1999, alors que le plafond de la Sécurité sociale est lui-même augmenté de 14,5 %.

De même, pour Michèle T., qui avait cotisé au plafond en 1974 (soit 161 270 francs), les cotisations actualisées de 163 154 francs (soit +1,2 %, taux de revalorisation des pensions en 1997), et le plafond porté à 164 640 francs (soit +2,7 %).

« Dans le cas de M^{me} T., on voit très bien que les cotisations actualisées sont 1 % (1996) et 1 % (1975) inférieures au plafond de 1997, et donc que les cotisations pondérées au plafond de l'époque. Par suite, le salaire pris en référence lui était inférieur (de 11 %) au plafond 1997 », dit un expert. On conçoit la déception des futurs retraités, qui voient leurs

Une des dispositions de la réforme des retraites en 1993 a eu pour effet d'allonger le nombre d'années retenues pour calculer le salaire de base ainsi que la durée d'assurance requise pour obtenir le taux de 50 %. À partir du 1^{er} janvier 2008, le nombre d'années retenues pour le calcul de la retraite sera de vingt-cinq, quelle que soit la date de naissance de l'assuré. Actuellement, en période transitoire, il va de onze à vingt-cinq ans, selon l'année de naissance : pour Michèle T., née en 1939, il est de seize ans. On a donc sélectionné, dans

son cas, les seize meilleures années de sa carrière.

« L'ORDONNATEUR DÉCIDE »

Le mécanisme est trop compliqué pour que les conseillers reçoivent des traités chargés des permanences dans les points d'accueil puissent l'expliquer en détail. « Lorsque j'ai posé des questions, on m'a répondu que c'était l'ordinateur qui décidait qu'on ne puisse pas vérifier soi-même le montant de sa retraite. »

Pour ceux qui ne totalisent pas le nombre de trimestres requis, la s

encore plus décriable, le fameux taux pouvait se réduire proportionnellement, jusqu'à 25 %. Ainsi, une personne âgée de 64 ans, qui aurait cotisée pendant 140 trimestres au lieu des 159 requis, verrait les onze tri-
manquants minorés cha-
cun de 1,25 % ; le taux
donc à 36,25 %, en plus de l'effet lié à la durée de cotisation.

Enfin, nous savons, d'après le calcul de la minoration permet-
tre de prendre en compte le nombre
de trimestres cotisés avant
65 ans : sont donc quatre tri-
mestres seulement qui seront mi-
norés de 1,25 %, si la retraite est
calculée à un taux de 45 %. Dans un
cas semblable, on rendrait la for-
mule la plus avantageuse pour le
futur retraité.

Compte tenu de ces éléments, la
date de départ en retraite n'est pas
sans importance, dans la mesure où,
à un an près, elle permet de
valider un trimestre supplémen-
taire. Enfin, il ne faut pas oublier de
se préoccuper de la retraite
complémentaire, qui n'est pas
attribuée ni automatiquement ni ré-

SCRABBLE PROBLÈME N° 118[illegible]

-IX. Porpe [] une petite table, ou [] une organisation.
-X. Marque [] l'ancienne. -Assure la fermeture.

VERTICALEMENT

1. Vraiment imprévu et [] fâcheux. - 2. Proie facile pour les []. Vieille bête. - 3. Marque le dos du livre. Echapper de peu. - 4. Chiffre. Cœur [] bêtard. - 5. Punaises d'eau douce. [] redoublement.

- 6. Conjonction. **■** dégagé.
- 7. Dégagé **■** cordes. Sous
yeux **■** la **■** 8. Points.
Prenant **■** transports en commun.
- 9. Relation interdite. Tout
retourné. - 10. **■** en considé-
ration **■** le sauvageon.
- 11. **■** facultés en **■** par le **■**.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N°

HORIZONTAL


I. Outrancier. - II. Recordman.
III. Geint. Ont. - IV. Ap. Cueilir.
- V. Niche. Tulle. - VI. Hêle.
- VII. Sue. Tresse. - VIII. Nid. Ten
(noe). - IX. Lile. Ten. - X. Roe.
Noël. Ré. - XI. Supersens.

VERTICALEMENT

- 1. Organiseurs. - 2. Epi. Sou.
- 3. Tri. - 4. Renchérit.
- 5. Actuel. Dine. - 6. Nô. Et. Eon.
- 7. Croût. - 8. Id. Libre. Li.
- 9. Remoiffent. - 10. Ramidés. Ere.
- 11. _____

Le Monde est édité par la SA Le Monde. Le ray
de l'Administration.
ISSN 0950-4257

 Imprimeur de Monde
12, rue M. Gumbourg
34052 Ivry cedex



PRINTED IN FRANCE

1 Tirage: AENOPSU.
a) Trouvez deux mots de six lettres incluant le P (s). Placez un quadruple s'appuyant sur le P. ■■■■■■■■■■
c) Trouvez un ■■■■■■■■■■ sec implacable (c'est un québécois). d) Avec ce même tirage, trouvez cinq mots de huit lettres ■■■ ■■■■ complétant ■■■■ cinq lettres différentes appartenant à l'un des mots placés ■■■■ la grille. Le huit-lettres s'appuyant sur le B est un québécois latino-anglais.

N. B. Dès que vous avez trouvé une solution, effacez-la avant de continuer.

2. Préparation de la grille de la semaine prochaine.

■ A C E G R U: trouvez deux sept-lettres. E E L L N O S: en utilisant deux lettres différentes du tirage précédent, trouvez deux huit-lettres.

Solutions dans LA SEMAINE du 28 avril.

Solutions du problème paru dans LE 14 avril.

Chaque solution est ■■■■■■ or ■■■■■■

Publication de tous articles sans restriction sans l'accord
de la Commission des journaux et publications n° 157 457.

fr. Monde
PUBLICATION

Président-directeur général : Dominique Aubey
Directeur général : Stéphane Corne
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

Vive le Québec !

[illegible]

a) ROUAMES, G 7, 104, en collant an-dessus de NARTHEX.

ROYAUMES, L 5, 38 - AMAUROSE, *cérite*, 2 G, 72 - EMOUDRAS, 4 E, 72 (l'anagramme DESAMOUR ne passe pas) - MOUSSERA, N 4, 63.

c) EXTIRPA - DEVERBAL, *nom sans suffixe dérivé d'un verbe (cri, par exemple).*

Michel Chardonne

La féminisme est-il toujours d'actualité ?



Photo : Elie Kagan

Le Monde

Le Monde des femmes
pages du mercredi 21 avril

Photo : Niépce/Rapho



■ cinquante ans après la parution du Deuxième sexe de Simone de Beauvoir, Le Monde raconte l'histoire du féminisme à la lumière du présent.

■ ce supplément décrit et analyse la lutte des femmes, avec des points de vue, des entretiens, des témoignages et une mise en perspective historique.

■ les résultats d'un sondage réalisé avec le magazine ELLE le combat féministe est-il toujours d'actualité ?

Le Monde

مكثا من الأصلي

DANSE Sur les 500 théâtres que compte la Russie, 5 ■ seulement sont subventionnés et dirigés par d'anciens apparatchiks. Comment, dans ces conditions, échapper au confort

du ballet classique et au conservatisme ? ● EN BUTTE ■ une profonde crise financière, le Bolchoï aspire pourtant, avec Vladimir Vassiliev, son directeur depuis 1995, au change-

ment, ■■■ moins d'audace cependant que le Théâtre Stanislavski ou le Festival Tchekhov. Mais les vrais novateurs sont en dehors du système. ● PARTISAN de la table rase, Guenna-

di Abramov, dont la dernière création, *La Meute*, vient de triompher à Berlin, fait figure de chef de file des tendances les plus avant-gardistes.

● NIKOLAI OGRYZKOV, ancien dan-

seur des Ballets Moisseïev, s'est installé lui, sans argent ni aide, dans un studio qu'il a transformé en un passionnant laboratoire. Ses danseuses sont âgées de cinq à quatorze ans.

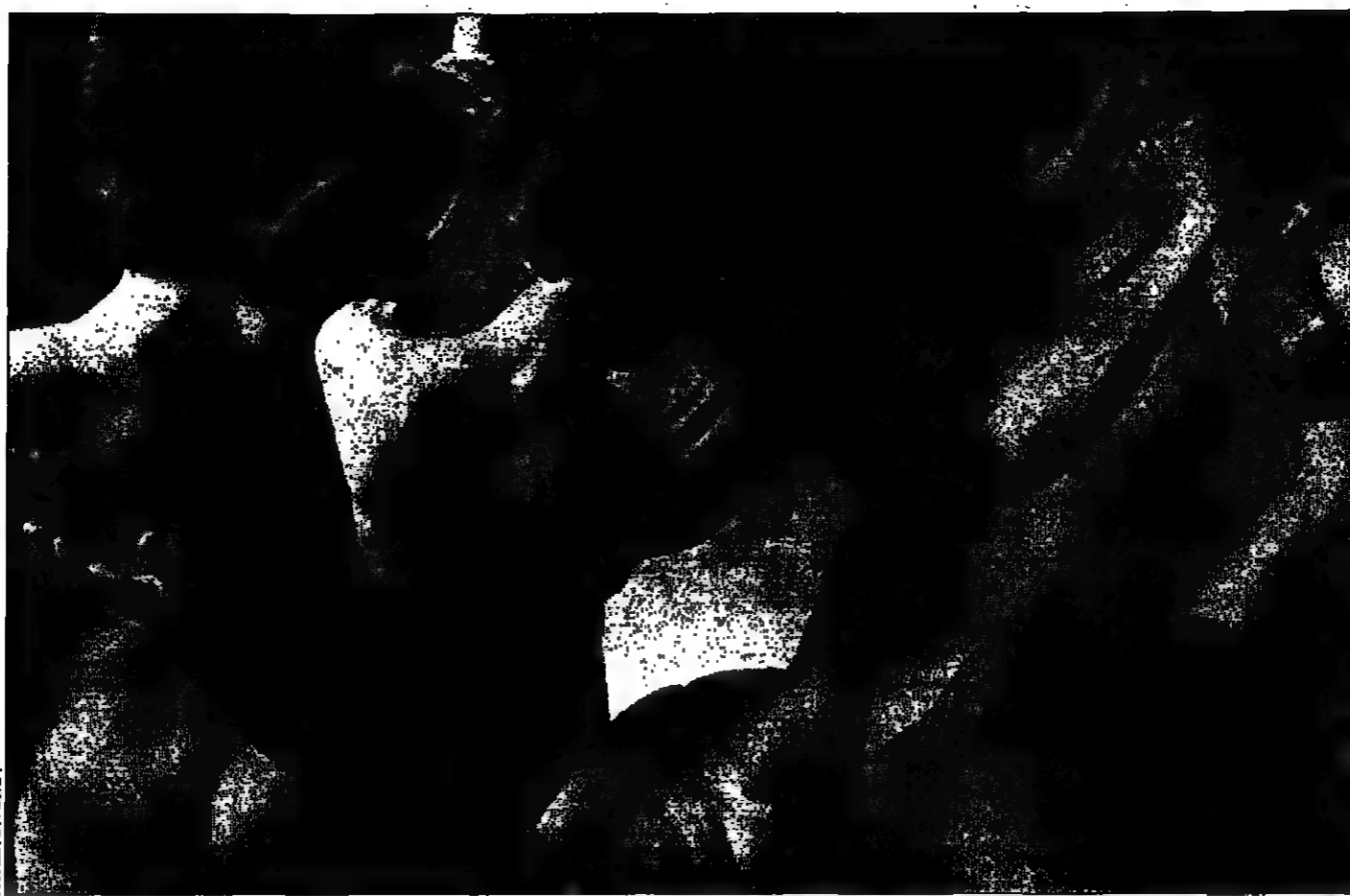
A Moscou, chorégraphes et danseurs en quête d'oxygène

Cherchant à échapper au conservatisme du Bolchoï, qui lui-même tente des expériences nouvelles, quelques artistes isolés posent les fondements d'une identité contemporaine possible

MOSCOU
de ... envoyée spéciale
Au Bolchoï, Jouri Loukhov, ...
Moscou, vient d'entrer ...
le loge du ... Le public se lève.
Double ovation. « Tout le monde
Loukhov. Il a peut-être ... cas-
... financières, mais il fait
pour la ville, ... Elena Naoumova,
notre accompagnatrice, traductrice
Kolits, ... Jean
Genet, ... Yasmira ... Beaucoup
verraient bien remplacer Ekim.
En pleine crise serbe, ... une
Douna qui ... fînger le ciel de
l'Etat, la Russie ... cherche d'autres
grands hommes ...
Pourquoi aller d'abord au Bol-
choï pour tenter ... des flux
de la Russie à Moscou ? Enjeu de
rivalités ... ou idéologiques,
honnêteté ... « vieille religion »,
par la critique, le Bolchoï reste ...
de la Marinaïsk ... Saint-Peters-
bourg, ex-Kirov, l'emblème d'une
époque immortelle. Et puis ...
... ne nous a-t-elle pas sur-
passés ... les ... riches
avaient pris l'habitude ...
leurs porcelaines ?

ACCORDS AVEC PARIS
 Au Bolchoï, on a vu une très honorable *Syphide* (dans la version de Bourmouville), Nina Semizorova a encore des réceptions à ses admiratrices ; et Dimitri Goudanov offrait la fraîcheur d'été de celui qui, pour la première fois, dansait James, le jeune *James* en kilt. *Maxim Vassiliev*, *premier* du *sérail*, dirige le Bolchoï depuis qu'en 1995 le grand nabab *Aliev* a *laissé* tout Grigorovitch *lui* renvoyer l'a. On a connu Vassiliev, *44 ans*, une étoile avec sa femme *Marina* Mazlimova, venant *se* danser en *Occident* sans pour autant s'expatrier. Aujourd'hui *lui* de *45 ans*, il donne le *sentiment* d'un *faux* *dehors*. Il court plus qu'il marche. Nous entraîne sur le plateau où il doit avoir un décor de Sergueï Barkine *en* *opéra*. Don Quichotte *marque* l'étan vital qui *lui* possède *à sa manière*.

Faire le ménage *des* *habits* *en* *anglais* *sur* le *trésor* du *réalisme* *socialiste* ? Même le Bolchoï aspire timidement à changement. Vladimir *Vassiliev* a-t-il seulement *des* *franches* ? Il veut inscrire Ilii Kylan, *un* *Ek* *un* répertoire, mais surtout *avec* Béjart : *La* *danse* *russe*, c'est le *ballot* *avec* *un* *sujet* *du* *dit* *faire* *à* *ce* *que* *les* *autres* *ne* *font* *pas*, *ou* *plus*. En quatre enjambées, il grimpe *sur* *un* *bureau*, repousse un premier *rouleau* *de* *rouds-de-cuir* *avec* *des* *dossiers*, *il* *dit* : *Le* *projet* *est* *de* *faire* *un* *ball* *révisé* *de* *l'opéra* *pour* *la* *danse* *du* *Bolchoï* *est* *en* *point*



Le travail d'expression corporelle mené par Guennadi Abramov

mort, ~~mais~~ que le ~~travail~~ bis ~~rien~~
pas terminé, ce qui ne saurait tarder.
Les 100 millions de dollars prévus
pour ce deuxième bâtiment sont ~~à~~
dépassés. » Plus grave : « Il y a dix
jours, pendant l'incendie de Tosca,
l'installation électrique du théâtre
saute, il ~~fallait~~ évacuer le public à la
bougie. »

Une panique, un feu ? Voliev se montre pessimiste. « Dans cinq ans, il sera trop tard pour envisager une rénovation ! » Est-ce la qualité des danseurs, trop tard aussi ? « Ekatarina Maximova, ma femme, m'a pris en main nos figures grandes classiques. D'après son avis, Loundina, Antonovitcha, Tiskardish, Ivanov, Filine ! Vous verrez ! » Le Bolchoï signe ses échanges avec l'Opéra de Paris. Voliev prépare un ballet... Il sera que d'un simple d'esprit. La professe d'Idiotie. Le Crâne à la fin de l'Immence. Les émules du prince Myshkine (l'Idiot de Dostoevski) ont de beaux jours devant eux.

Comment échapper aux tracas du ballet classique? A son ~~conflit~~ politique? Sur les 500 théâtres que compte la Russie,

5 % sont d'anciens apprentis qui se sont engouffrés dans le changement par opportunisme, plus rarement par conviction. Vladimir Ourine, directeur du Théâtre Stanislavski, qui abrite une troupe de comédiens et un ballet, a la réputation d'être, lui, un convaincu. Il prépare un premier festival de danse européenne pour le mois d'octobre. Sont déjà retournés : José Montalvo, Amanda Miller, Meg Stuart, Jan Fabre. Si sa manifestation est un succès, Ourine lancera la construction d'un vaste centre de danse. Un projet à trois ans. Un devine que la municipalité est avec lui.

TABLE RASE
On sent l'homme de pouvoir. Celui qui n'a pas hésité de maintenir son invitation au *Monty Python* et *Juliette* des Français Angelin Preljocaj, d'origine albanaise, et Enki Bilal, Bosnien, à Belgrade. L'œuvre, créée en 1990, représente la lutte de *généralistes* armés contre les sans-abris. Son aspect prémoniteur de l'écroulement de l'ex-Yugoslavie prend tout son sens au vu de l'actualité. Au Théâtre Stanislav-

sk, les ~~deux~~ **Préjocaj** au mar-
nant publiquement et Blaz exprime
and-Milosevic provoquerait un sa-
litaire remue-ménage (*Le Monde*
du 16 avril).

Le Stanislavski appartient à l'es-
tablissement éclairé. Tout comme le
Festival Tchekhov, émanation de la
Confédération du théâtre, que gou-
verne Valeri Chadrine, encore tout
éberlué d'avoir réussi à faire venir
Arlane Mnouchkine. Après Dancu
Larrieu, Maguy Marin, Wim Vande-
keybus, Pina Bausch, Peter Stein,

Le Russe Vladimir Ourine

« On ose parler de tout, expliquer dans son bureau du Théâtre Star un conflit se régler par la force. Le sans morale. Je ne soutiens pas M... mais un problème de chefs. Qu'on chimiques, je pouvais le comprendre cordis internationaux. Mais si l'ONU ne pas intervenir en Angleterre avec les Kurdes. Cette guerre aggrave communistes se sentent encouragés commensurable pour le monde entier. Tout le monde égoïste, à Moscou est menée, essentiellement, pour la crise économique.

vent **2001** pour l'an 2001. Comment repérer ceux qui n'appartiennent pas à ce système nouveau? Où sont les citoyens? Ils existent. Cherchent l'identité de leur danse contemporaine autour du mouvement « naturel » (Guenadi Abramov), des enfants (Nikolai Ogyzkov), des corps non calibrés (Evgueni Panfilov), dans le désir fou de tout inventer. Sorte de table rase, avec près d'un siècle de retard.

Guennadi Abramov. **Il** parle
que pour convaincre. Il a été

Le Russe Vladimir Ourine et la Serbie

« On ose parler de tout, explique Vladimir Ouzine entre quatre yeux, dans son bureau du Théâtre Stanislavski qu'il dirige. On n'a jamais vu un conflit se régler par la force. La position de l'OTAN et de la Serbie est sans morale. Je ne soutiens pas Milosevic. Ce n'est pas un problème slave, mais un problème de chefs. Qu'on bombarde l'Irak à cause des armes chimiques, je pouvais le comprendre, le pays s'était mis en dehors des accords internationaux. Mais si l'OTAN intervient en Serbie, alors pourquoi ne pas intervenir en Angleterre avec le problème des Irlandais, en Turquie avec les Kurdes. Cette guerre aggrave notre situation intérieure. Les ex-communistes se sentent encouragés. Leur retour serait un danger incommensurable pour le monde entier. »

Tout le monde évoque, à Moscou, la Tchétchénie, « cette guerre inutile » menée, essentiellement, pour masquer le chômage, la pauvreté, la crise économique.

l'homme gourou qui entraînait physiquement, mentalement, les interprètes d'Anatoli Vassiliev. Le figure du théâtre des deux hommes viennent de se séparer. Abramov a créé sa propre école, abrégée par le Théâtre Emigré. « La danse moderne a abouti aux mêmes que la danse classique. Des formes achevées qu'on remplit ». Le théâtre des anciens étudiant en médecine qui définit théorie et pratique en s'appuyant sur l'anatomie dynamique (« la dissection des cadavres m'a été très instructive ! »). Comme la forme du mouvement sans penser la forme ? Travail d'utopie d'un théâtre qui se jouerait « tout seul ».

« **NOT DU SOCIALISME** »
 ■■■■■ surnommé « l'Ap-
 citeur ». Sa pièce *Le Lit* a été très
 remarquée à Moscou. En mars, il
 jouait à Berlin, ■■■■■ par Sasha
 Waltz : *La Meute* — superbe travail —
 a conquis le public allemand. Sa fi-
 cuté à théoriser, son exigence qui
 magnétise ses élèves lui confèrent
 la carrure d'un chef de file. Quasi
 mystique.

Evgeny Pankilov. Lorsqu'on suivait à Ekaterinbourg (Oural) les débuts de Karine Saporta avec le Ballet Plus d'Oleg Petrov (*Le Monde* du 13 mai 1998), le nom de Pankilov revenait souvent. **Il a créé un ballet constitué de vagues pour lesquels il imagine des gestes surprenants.** **Il critique lui-même Tchernomourov.** Parfois, quand il mélange les deux troupes, on se sent pousser des ailes. Son entreprise est privée. Il trouve lui-même l'argent, s'autofinance, car il remporte un vif succès. Pankilov est la star de Perm, ville perdue dans les glaces du nord de l'Oural.

« Nos théâtres sont dirigés par des **bourgeois** ! » Edouard Bolkov. Il vient d'organiser la cinquième édition des Masques d'or (récompenses concernant tous les arts vivants). Nous sommes précisément à un moment de l'histoire « où le bas ne veut plus, et où le haut ne peut plus ». Tous les malheurs de la Russie n'ont pas commencé en 1917. Diaghilev est parti, car il en avait assez, **contre la tyrannie des bourgeois** impériaux. Le **socialisme** dramatique n'est un flot du socialisme, c'est pourquoi il dégingolte. « Seul parmi les Masques d'or 1999, le Swan Lake du Théâtre Tenet, les interprètes sont des mariottes, fait l'unanimité. Pour la danse, Bolchoï et Mariïnski ont trusté les récompenses. Les novateurs ont encore du chemin à parcourir.

Émile Frétard

Nikolai Ogryzkov, la ferveur d'un pionnier

MOSCOU
de ~~la~~ envoyée spéciale
Nikolaï Ogryzkov, l'inclassable. À
Moscou, il travaille avec des filles
de cinq à quatorze ans. Il a passé

PORTRAIT

Cet ancien danseur des Ballets Moisseïev travaille avec des filles de cinq à quatorze ans

un pacte avec le diable. **C** avec Freud. **C** naufragé. Ou il de-
U roi. Tout **C** possible avec
 cet homme, la quarantaine, exalté,
 généreux, **C** cheveux mi-longs, le
 nez curieusement bourbon. **C**
 grand. Comme **C** — ils sont
 rares — qui tentent quelque **C**
 de résoluement actuel, il **C** du
 classique. Comme Abramov, qui
 garde un **C** bloqué d'avoir mala-
 droïtement portée une danseuse.
 Comme Panfilov, tout là-haut dans
 son Oural natal.

Nikolai Ogryzkov **■** installé, sans argent, sans aide, dans un studio au 37 Starokoniucheni. Il nous a clouée sur notre chaise, **■** pré-

sentant évidemment quelques extraits de chorégraphies. Avec lui, l'apprentissage du corps et celui de la scène vont de pair. On a pourtant horreur des enfants-singes, des fillettes transformées en femmes miniatures. Jamais on n'avait vu des enfants, des adolescentes aussi peu « instrumentalisées ». Aussi libres d'affirmer qui ■ sont. Des filles « extraordinaires qu'on ■ demande ce qu'elles pourraient faire plus tard. ■ professionnelles ? Oui, ■ ou ? Un ■ mentement du ■ qui ■ force, solidité, à la vie qu'elles se choisissent.

En 1997, le chorégraphe avait fait appel à des artistes français pour ouvrir l'horizon de ses danseuses. Karine Saporta, Odile Duboc, Daniel Larrieu et Dominique Boivin avaient montré le résultat de cette collaboration au Festival de Montpellier. Il pleuvait. On avait peur d'un accident. Et puis les costumes, les maquillages... Là, dans la simplicité du studio, la grâce inouïe d'un âge tendre parfaitement conscient et inconscient, de ce qu'il [] Qu'il s'agisse d'un rituel m-tahiti-ten, m-affricain. Qu'il s'agisse d'un

duo, tout en humour, de deux gamines qui mutuellement s'agacent. Les mots sont là, mais le chant aussi. On garde pour longtemps en mémoire ces ~~paroles~~ sans paroles où elles pleurent, rient, puis miaulent, tout en glissant au sol.

LA CALIFORNIE DÉBUT DU SIÈCLE
« J'avais commencé... » re-
prend-il avec un groupe d'adultes,
épique Ntshai Ogyrzkov, ancien
danseur des Bas-Bas, Mouskieu, per-
neur sur place pour gagner de quoi
vivre. Mais nous avions tous des tics.
J'avais l'illusion de la danse contem-
poraine. Avec ces filles, j'ai fait table
rose, et ensemble, nous avançons.
Il faut les voir en une sorte de rap,
poing fermé, avec les jambes équi-
libristes du folklore. Le mouvement
part des jeunes danseuses, de leur
désir, et non pas d'une idée.
« d'une forme qui serait pré-établie.
Que deviendra cette expérience ?
Que deviendra cette toute petite
blonde, capable de faire pleurer un
silex, juste en posant sa tête sur un
oreiller. Dort-elle ? Est-elle morte ?
Ou a soudain le sentiment étrange
d'être en Californie au tout début
du siècle, avec Roth Sand-Dents, et

ses disciples, au train d'inventer la danse moderne. A l'instar du Nikolaï Ogryzkov, l'un confinent l'importance des liaisons avec les chorégraphes français, renouant ainsi avec les Marius Petipa (Marsseillais) et autres, qui, aux XIX^e siècle, virent édifier la danse classique russe. Demande à laquelle l'Académie française d'adoption artistique répond avec justesse, car les racines des cultures chorégraphiques sont identiques (ce qui n'est le cas ni avec l'Asie, ni avec l'Afrique). Même le Bolchoï croit en échange.

En novembre 1998, il recevait, presque terrifié par son succès soudain, le *Grand Prix* que Maguy Marin composait pour le Ballet national de Lyon (à la demande de Françoise Adret). Il faut savoir que dans ce *Cendrillon*, acclamé dans le monde entier, tous les personnages sont des poupées gonflables. Les Moscovites lui ont fait un triomphe. Enfin, pas tout : « Mais le ballet c'est de la beauté. Nous faire ça en Russie ! », se lamente le *Komarsant* Vlast.

D. F.

Guennadi Abramov, apôtre du jaillissement

[illegible]

C'est lui, l'apprentissage et la science sont une **Meute** et même **Meute**. Tout se vérifie dans l'instant. Seul existe le mouvement originel, avant qu'il ne soit fixé dans un sens trop précis. D'où les corps nus de cette **Meute**. Jeu sur l'odo-

D. E.

Après Toulouse,
le programme Zénith
pourrait marquer le pas

Après Toulouse, le programme Zénith pourrait marquer le pas

Les salles du label, lancé en 1984 avec Paris, accueillent de 600 à 9 000 spectateurs

MERCREDI 14 AVRIL, la plupart des directeurs Zénith ont quitté Paris pour une rencontre de travail. La coordination des directeurs, en 1997, n'a pas commenté les polémiques sur l'inauguration du nouveau Zénith de Toulouse (le 17 avril) dirigé par « un non-professionnel », comme le constate soigneusement l'un des directeurs.

Les directeurs ont porté sur les prochains Zénith (après Rouen et Clermont-Ferrand, la prochaine sera à Bordeaux), la révision de l'organisation de 1997 des lieux d'entrepreneurs de spectacles, les relations avec le monde de la chanson, variété et jazz et, d'une manière générale, « sur le fonctionnement et l'exploitation de ces salles », explique Jacques Arce, directeur du Zénith de Pau et président de la coordination.

Depuis l'ouverture, à l'initiative de Jack Lang, du premier Zénith, porte de la Villette à Paris en 1984, huit autres ont été créés, dans une grande capacité - d'une jauge de 600 à 9 000 places (dans plusieurs cas) - ont été construits en France. Cet équipement de service public, comme le sont un palais des sports ou une piscine, essentiellement financé par les collectivités locales, est un passage obligé pour les tournées d'artistes français ou étrangers qui savent que ces lieux répondent à des normes techniques spécifiques au rock et à la variété électro.

Le fonctionnement des Zénith relève d'un montage financier entre l'Etat et les collectivités locales régi par un cahier des charges du bâtiment dont le respect permet de bénéficier d'une subvention d'aide à l'investissement du ministère de la

culture (17 millions de francs, 2,59 millions d'euros) et du Zénith (propriété de Daniel Colling, directeur du Printemps de Bourges et du Zénith-Paris, créé pour 1 franc symbolique à l'Etat).

Ce cahier des charges, deux objets. Le premier, technique, concerne l'architecture, la hauteur de tous les points de la salle, la hauteur sous plafond et la capacité en charge, les accès des camions, les transports et parkings pour le public. Le second concerne le mode de gestion. Une société d'économie mixte (SEM) ou une société anonyme de droit privé (SA) gère le lieu avec des accords de concession ou d'affermage passés auprès des municipalités.

MISSION DE SERVICE PUBLIC

La régie municipale est créée. Pour l'avoir préférée, la Dôme de Marseille a perdu le label Zénith - mais a obtenu les 17 millions de francs. Claude Trautmann, ministre de la culture, qui, en janvier, a prononcé le terme « sanctions » aux cas où des équipements de service public viendraient à manquer à leur mission, pourrait juridiquement exiger un remboursement. Cependant, le directeur de la mission, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère, Dominique Wallon, précise que cette éventualité n'est pas à l'ordre du jour.

Conçus pour des genres musicaux dont l'économie est largement liée au secteur privé du disque et de la production, les Zénith ont souvent été accusés d'être des outils publics mis au service d'intérêts commerciaux. « Les tournées dans les palais des sports, c'était aussi des tournées privées dans des bâtiments financés par le secteur public », rétorque Arnaud Delbarre, directeur du Zénith-Arena de Lille. Daniel



Le tout nouveau Zénith de Toulouse, inauguré le 17 avril. Architectes : André et Serge Grévy.

Colling précise qu'aucun privé ne peut faire de tels investissements - les coûts de construction d'un Zénith varient généralement de 60 millions à 130 millions de francs (9,14 millions à 19,34 millions d'euros). Le même Colling a décidé, au 31 décembre, d'abandonner ses activités de producteur au sein de Daniel Colling Productions afin d'éviter tout conflit d'intérêt avec ses clients.

Les revenus du Zénith, qui n'est pas programmateur, proviennent de la location de la salle à des producteurs, de la facturation des services de sécurité et d'accueil, d'une partie des ventes de bar. Bon an mal an, en dehors de Paris qui réalise un « grand équilibre » qui lui

permet de rembourser les investissements, les Zénith parviennent au « petit équilibre ». En cas de déficit, la municipalité peut louer des journées au Zénith.

PROFESSEUR ASSAINE

« En fait, souligne Michel Mardin, du Fonds de soutien missionné par le ministère pour vérifier le respect du cahier des charges, les Zénith ont permis l'assainissement de la profession des producteurs. Les Zénith contrôlent le personnel pour des raisons de responsabilité juridique. Le double billetterie est impossible. Le Zénith implique que 70 % de la production soit consacrée à des musiques actuelles, ce qui est une mission de service public ».

En faveur du public jeune. « Dans le ministère, la mission Zénith est le programme Zénith tel qu'imaginé par Daniel Colling et son associé Daniel Keravec - à terme, quinze villes universitaires et centres de région auraient leur Zénith - pourrait laisser la place à de petites salles dédiées à la production émergente jusqu'au début du succès, précise M. Wallon. Il est prévu un subventionnement d'investissement et un fonctionnement en concertation avec les villes ». Pour l'heure, Rouen, pourtant proche de Caen, et Clermont-Ferrand devraient disposer d'un Zénith dans les prochaines années.

Sylvain Siclier

DÉPÊCHES

■ THÉÂTRE : une soirée théâtrale au profit des réfugiés du Kosovo aura lieu samedi 24 avril. Les recettes de la représentation de *Oh : pardon tu dors...*, la pièce de Jane Birkin, qui se donne au Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (avec Jane Birkin et Thierry Fortineau), sont intégralement reversées à l'association Est-Libertés. Cette soirée aura lieu à la demande et en présence de l'ambassadeur d'Albanie en France, Luan Rama. Tél. : 01-43-22-16-18.

■ ARTS : 120 des 700 œuvres d'art contemporain réunies par le collectionneur allemand Hans Grothe, un passionné de la création germanique de ces trente dernières années, sont exposées depuis le 17 avril dans un musée spécialement aménagé dans un ancien moulin du port de Duisbourg par l'architecte allemand Pierre de Meuron. La réhabilitation des lieux a coûté près de 17 millions d'euros (112 millions de francs environ).

■ Deux tableaux majeurs de Manet et de Renoir entrent dans les collections publiques selon la proposition de dation, indiquée, lundi 19 avril, le ministère de l'Intérieur, des finances et de l'Industrie. Ces toiles servent à payer les droits de la succession de Louise Rouart, veuve de l'un des trois petits-fils de Berthe Morisot, belle-sœur d'Edouard Manet. Le portrait de Berthe Morisot à l'éventail, de Manet, a été peint en 1874, au moment des fiançailles de la jeune femme avec le frère de l'artiste. Celui de L'Enfant au chat, d'Auguste Renoir, représente Julie Manet, fille de Berthe. Il illustre la période ingrate de Renoir, peu représentée dans les musées français. Ces tableaux n'étaient jamais sortis de la famille Rouart.

Le dépeçage des châteaux de Groussay et de Randan

LE CHÂTEAU de Groussay est situé à Montfort-l'Amaury, dans les Yvelines, celui de Randan, dans le Puy-de-Dôme. Le premier a été construit à l'extrême fin du Premier Empire, puis remanié cinquante ans plus tard et profondément rénové au XIX^e siècle. Le second est d'époque médiévale, réaménagé sous la monarchie de juillet. Tous deux ont eu d'illustres propriétaires qui ont marqué de leur personnalité ces édifices. Tous deux vont être vidés de leur mobilier et de leur décor, vendus aux enchères.

Groussay a été édifié pour la duchesse de Charost en 1815, transformé sous le Second Empire par une princesse russe, puis acquis en 1897 par Charles de Bestegui. Ce dernier, homme d'affaires espagnol, riche, cosmopolite, cultivé, remania le bâtiment de fond en comble. Il demanda, en 1929, à Le Corbusier de lui construire un appartement contemporain sur le toit d'un immeuble des Champs-Élysées. Il s'adressa à l'architecte cubain Emilio Terry pour ajouter au château de Groussay et à Randan l'ensemble. Lui-même s'impliqua beaucoup dans ce projet avec ses amis Christian Bérard,

Boris Kohn et Alexandre Serbriakoff, qui l'aideront à susciter une sorte de néoclassicisme, vite surnommé « style Louis XVII ».

Se bécotant sur deux escaliers reliés par deux escaliers en colimaçon était célèbre. Un théâtre fut inauguré en 1957 avec une pièce de Marcel Achard créée pour l'occasion, *L'improvisé de Groussay*. Dans le parc, il fit semer des fabriques - pont paladien, tente tartare en carreaux de Delft doublés de toile peinte, temple gréco-romain... Charles de Bestegui mourut à Groussay en 1970. Son neveu Jean en hérita. Il est aujourd'hui de son héritage.

DES VENTES INÉVITABLES

Pendant cinq jours, du 11 au 15 juin, près de deux mille objets dispersés sur place au cours de neuf vacations. Pour l'occasion, Sotheby's s'est associée aux commissaires-priseurs Rouart et Le Fur, qui tiendront le stand. Les organisateurs de la vente en comptent 100 millions de francs. Le château et son parc sont classés monument historique. Le mobilier est classé objet de collection. Les objets de collection sont classés objet de collection.

objets classés par les Monuments historiques, estimés à 11 millions de francs, seront dispersés aux enchères par Joël Millon, les 23 et 24 mai. Le château contenait une partie des collections du duc de Montpensier, descendant du dernier fils du roi Louis-Philippe. Une partie seulement : un incendie en détruisit une bonne part en 1925. La collection d'armes fera l'objet d'une vente mise aux enchères, durant la seconde partie du mois de juin.

De telles ventes sont inévitables - ces bâtiments sont lourds à entretenir. Mais elles sont aussi une manière de sauver des objets encore plus difficiles à gérer. On peut se demander quel sera le sort de ces bâtiments dépeçés, abandonnés comme des coquilles vides ? S'écrouleront-ils le triste exemple du château de la Roche-Guyon, dans la vallée de la Seine, intégralement démantelé à la suite d'une décision et qui peine à retrouver une fonction ? Peut-être faut-il rechercher du côté de la Grande-Bretagne et de son National Trust un exemple de solution.

Emmanuel de Roux

Neuf salles en quinze ans

● Paris. Inauguré le 8 janvier 1984. Architectes Philippe Chaux et Jean-Paul Morel ; directeur Daniel Colling. Gestion par la SA Zénith-Gestion.

● Montpellier. Inauguré le 26 février 1986. Architectes Chaux et Morel ; directeur Jean-Paul Montanari. Gestion par une SEM commune au Palais des congrès, au Corum et au Parc-expo.

● Toulouse (Zénith-Omega). Inauguré le 5 septembre 1992. Architectes Borde, Nothelmer et Duchier ; directrice Annette Camus. Gestion par la SA Omega-Gestion.

● Pau. Inauguré le 12 décembre 1992. Architectes André et Serge Grévy ; directeur Jacques Arce. Gestion par une SEM.

● Nancy. Inauguré le 26 mars 1993. Architectes Denis Sloan et Olivier Ceyrac ; directeur Claude-Jean Antoine. Gestion par la SNC Zénith-Nancy.

● Caen. Inauguré le 17 juin 1993. Architectes cabinet Renouf ; directeur Serge Langeols. Gestion par une SEM.

● Lille (Zénith-Arena). Inauguré le 26 novembre 1994. Architecte Rem Koolhaas ; directeur Arnaud Delbarre. Gestion par une SEM commune à la structure Lille Grand Palais.

● Orléans. Inauguré le 3 octobre 1996. Architectes Chaux et Morel, responsable Gérard Thénot. Gestion par une SEM.

● Toulouse. Inauguré le 17 avril 1999. Architectes Grévy ; directeur Alain Dubout. Gestion par une SEM.



Théâtre Rive Gauche
Loc 01 43 35 32 31

Philippe Avron
Je suis un saumon

Une épopée générale. PARISCOPÉ. Un joyau, une perle. Une belle leçon d'esthétique et d'amour. FIGAROSCOPE. Talent et générosité. L'HUMANITE. Sublime l'art du spectacle à une voix. FIGAROLIX. Voyage merveilleusement drôle et fraternel. JDD.

Nominations
MOLIERES '99
Meilleur
One-man
show

Figarama

Le son

comme vous ne l'avez jamais vu ni entendu

Parrainée par PHILIPS et FIGAROSCOPE

En partenariat avec Europe 2

Exposition

Dr. 10 h à 18 h
Porte de la Villette
Tel. 01 40 05 80 00
www.citesciences.fr

Écouter, comprendre et manipuler le son. Parler, chanter, explorer la voix. À l'écoute de la parole. Pour un voyage au pays des sons.

cité

des sciences & de l'industrie

مسكن ابن النضر

A Deauville, le Festival de Pâques ne fait pas un printemps musical

Quelques heures de répétition peuvent-elles suffire pour jouer Haydn, Mendelssohn et Beethoven ?

Le pari lancé il y a trois ans par le Festival de Pâques de Deauville ne manquait pas de séduction. Fonder, à partir d'un noyau dur de jeunes

français, une formation dont les maîtres mots seraient musique et culture, favoriser un nouvel esprit tant du point de vue des ar-

tistes que du public, en conjuguant convivialité et professionnalisme. Ces intentions pieuses re-

Festival de Pâques de Deauville, Centre international de Deauville, le 17 avril, à 20 h 30.

DEAUVILLE

notre envoyé spécial

Pour le concert de clôture du Festival de Deauville, le hall du Centre international de Deauville, le 17 avril, à 20 h 30.

ici, un air de parade en hommes en habit, d'une humeur de

personnalités du vilain musical pa-

On en profite, d'ailleurs, de ce que le nombre de musiciens présents

est d'environ 25 l'an dernier, soit passé à 40, ce qui fait que le Groupe

musical a pu franchir le pas de la coproduction.

Une ombre au tableau : le nombre encore insuffisant de

l'Association des amis du Festival. Un étonnant dis-

cours prononcé par l'un des musiciens, un mélange de

l'orchestre, un mélange de préciosité, d'humilité, de

révérence, d'obséquiosité qui met mal à l'aise, tant y apparaît le hiatus entre une

prétention à l'internationalisme et une manière d'autocélébration à

interne ! Ce concert a été

de la part d'un jeune inter-

prète : on se sent d'apprendre qu'il a été par le Festival

musique...

Cette année, après Krivine et

Martin, c'est Marc Minkowski qui a

été choisi pour diriger la Philhar-

mnie de Deauville. Quel-

ques heures de répétition ont

suffi pour donner à un en-

semble de musiciens, à l'exception de

enthusiastes soient-ils, un con-

science d'une phalange symphon-

ique ? A l'évidence, non. Les li-

brés de la formule sont là. On a

hâte d'entendre le Festival de Pâques,

mais l'absence du partenariat en

musique de chambre, on ne fait pas

un concert en trois jours : il s'agit

de l'occurrence plus pertinente de

parler d'un festival de Pâques !

Que la nuit commence. Haydn,

Symphonie en ré majeur n° 101

« L'Horloge » : énergie roborative

flux incompressible, la version de

Minkowski préfigure l'esprit de

conquête beethovenienne. Force sera

de donner un pupitre de pre-

miers bien hétérogène (à l'instar

de voix solistes dans un chœur), et un côté légèrement

quelque magnifiquement - « bé-

clé » dans l'ensemble.

Avec le Concerto pour violon, piano

et cordes, de Mendelssohn, nous

touchons à l'élégance du pontif de

l'air. L'orchestre est

de ceux qui ont les standards, Renaud

Cappon au volant de son superbe

Guadagnini et le Steinway de Jérôme

Ducos engagent une formidable

course poursuite. Il faudra toute la

classe virtuose et la pureté du

violoniste, toute la fluidité éner-

gique du pianiste, pour donner un

statut d'œuvre à cette musique qui

n'est pas en meilleur cru mendels-

sohnien. Mais la grâce sensible de

son deuxième, ajoutée à un beau

communicatif qu'ils ont à jouer,

balanceront finalement toutes les ré-

sultats.

SONORITÉS MOUSSEUSES

Passons enfin à Beethoven et à la

Symphonie n° 3 « Eroica ». Min-

kowski tentera bien de pallier l'ac-

coustique particulièrement calen-

dreuse de la salle, adoptant d'em-

blée le parti pris de la danse gé-

néralisée : tempi allants, balancement

de valse dès l'émergence du pre-

mier thème, sonorités mousseuses

et volupté. Une positivité - ah, ce

hautbois clair et extraverti ! - qui

gomme par trop la volonté de des-

tin et les grandes zébrures symphon-

iques si typiquement beethoven-

niennes. Sans aller jusqu'à imiter

Hans von Bülow qui enfilait des

gants noirs pour diriger la fameuse

Maria funebre, le second mouve-

ment aura mérité plus de mystère

et d'ambigüité, l'ensemble, plus de

contrastes et une dramaturgie

plus réellement « mise en scène ».

Des regrets d'autant plus vifs que

nous restent aux oreilles - et avec

quelle reconnaissance ! - un récent

concert de Minkowski le 23 mars à

la radio, avec une interprétation

particulièrement « Tur-

ride » !

On parle d'une tournée prévue

en avril 2000 en Autriche avec Au-

gustin Dumay, mais les musiciens

sont sceptiques. Leur sera-t-il pos-

sible de se libérer d'obligations

professionnelles de plus en plus

lourdes pour nombre d'entre eux ?

Il arrive que des solistes sortent de

l'orchestre, il est beaucoup plus

rare de les y enrôler.

Marie-Aude Roux

Le raga matinal de Kishori Amonkar

LE DIMANCHE MATIN, c'est sacré. On s'endort, on se réveille, on a le goût pour l'indo-

marde, on a le goût pour l'indo-

ther de notre cocon douillet, il faut une provocation. Un appel. La venue

à Paris de la chanteuse Kishori Amonkar en est un. Du moins si l'on apprécie les envoûtantes

délicatesses de la musique indienne. Cette

dame à l'allure d'une diva, l'une des plus

grandes chanteuses classiques du nord de

l'Inde, l'une des plus respectées et, dit-on,

qui touche à la fois les plus élevés.

Ses apparitions en dehors de son pays sont

rares. A Paris, la première fois, c'était en 1985,

à l'automne, la dernière, en 1990, au

Théâtre de la Ville, où elle est revenue cette

année. Il y a du monde dans la salle, le 18 avril à

11 heures, lorsque Kishori Amonkar entre en

scène, drapée d'une mauve, d'orange.

C'est un plaisir de voir une chanteuse de

l'Inde, on remarque le visage de Zakir Hussain,

star de la percussion indienne, en concert quel-

ques jours plus tard dans la ville. Il jouait avec

la chanteuse lors de son passage ici en 1990.

Pendant que les musiciens s'installent, déjà,

Kishori Amonkar enfonce un swaramandal

(instrument à cordes métalliques tendues sur

une caisse à résonance), et elle commence à

chanter. Sa voix, d'une douceur et d'une

voix ombrée, est la brume légère des tam-pu-

ras. L'envoûtement est total. Il y a deux

heures plus tard, suspendu quelques minutes

seulement pour présenter le second raga de la

matinée. Concept central : le répertoire de la

musique indienne, le raga correspond à un

moment particulier de la journée. Ceux du matin

ont une coloration plutôt sombre, intérieure,

suggérant une atmosphère de dévotion. Con-

centrée, Kishori Amonkar chante une voix

glisse de l'ombre à la lumière en un

instant.

Née en 1941 à Goa, elle est la doyenne du

khyal, style apparu dès le milieu du XVIII^e siècle

à la cour des Moghols et qui succéda à la tradi-

tion dhrupad. Plus fluide, plus léger, le khyal fut

enseigné à Kishori Amonkar par sa mère, Mo-

gubai Kardikar, disciple d'Allard Khan, fonda-

teur de la gharana (école stylistique) de Jaipur.

Elle veut ignorer des règles esthétiques trop ri-

gides. Sur scène, son tempérament exigeant

filtre à chaque instant. Concentrée, oui, mais

pas hors d'atteinte. Elle reste aux aguets, fronce le sourcil quand une corde ne

vibre pas correctement, s'entend des sourires à

l'adresse du joueur de tabla, Balkumar Krish-

nan Iyer, superbe de précision et de virtuosité

discrète (on le retrouvera sur le nouvel album

de la chanteuse, récemment sorti chez Navras-

Socadix, *Ragas Shuddh Kalyan & Sahaj*).

Patrick Labrosse

Les audaces formelles de Gregory Motton dans la Cabane de l'Odéon

LOUÉ SOIT LE PROGRÈS, Gregory Motton. Traduction:

Nathalie Godard. En 1985, Lukás Hemleib, Anne Alvaro,

Marc Botton, Fred Cacheux, Jérôme Derre, Emmanuelle Fa-

ventines, Raphaëlle Gitis, Llorca, Philippe Morier-Genoud, Annie Perret.

THÉÂTRE DE L'ODÉON, LA CABANE, 36-38, quai de la Loire, 19^e.

M. Jaurès ou Stalingrad. Du mardi au

samedi, à 20 heures ; dimanche, à 15 heures. 30 F à 110 F. 2 h 45. Jus-

qu'au 3 mai. Le texte de la pièce est

publié aux Éditions théâtrales, avec

un dessin de M. Brette (traduite par M. Brette

avec Harold Manning), 125 p., 11 F.

Patience : le progrès ne commencera

vraiment que dans vingt minutes - le temps que

le spectacle se mette en place. Rude

attaque : postés derrière des pan-

neaux de bois, camouflés derrière

vêtements d'automne gris, les

personnages échantent un dia-

logue à l'aval : « Que faites-vous là ? », demande un

jeune qui se jette dans la ri-

vière (Philippe Morier-Genoud).

« On pêche un poisson ordi-

naire, d'os à chair », répond un

jeune qui se jette dans la ri-

vière. Le poisson ? Question d'un

homme qui a été jeté dans la ri-

vière après avoir pêché...

Pendant l'échange inaugural,

planches de la Cabane de l'Odéon

installée sur le quai de la Loire

grincement du vent. La pluie

coule sur le toit. Le spectacle

est pris entre deux éléments

naturels : l'éruption d'une

langue qui demande qu'on

s'y habitue. D'où le départ, bi-

zarre, presque faussé, du spec-

Le vent d'avril ne viendra pas à

bout de Gregory Motton. Loué

soit le théâtre : la pièce du Britan-

ique (né en 1941 d'une famille irlan-

daise et d'un père anglais) est plus

que la dernière. La pièce ? On

en ridiculiserait la racontée.

« Dans le temps, il y avait une

épave. On pouvait aller alon-

ger, mais on ne pouvait pas

appuyer la tête sur une pierre et

regarder l'eau ruisseler dans le

champ. Vous pouvez dire que

vous êtes un misérable, l'homme

est misérable, mais les cieux

sont grands et infinis ». Au-

jourd'hui, l'homme est misé-

reux, l'homme est misérable.

Maintenant, il n'y a plus rien

à dire. Vous pouvez dire que

vous êtes un misérable, l'homme

est misérable, l'homme peut

transformer en misère le monde

et ne pas regretter la misère :

c'est par quoi se joue l'irruption

de Gregory Motton dans le monde.

Le trou à la serrure par laquelle il

entre se passe autour de lui, au-

jourd'hui. Et c'est tellement

triste que ça ne devient que

rire. Si l'adjectif n'était pas

écoulé, c'est « déjanté » qui

aurait été la petite humanité

(sept personnages, plus quelques

passants bizarres) à qui Gregory

Motton demande d'occuper le

plateau. Dont l'un, qui dit : « Dans

mes jeunes années, j'étais heureux,

une fois j'ai ri six mois non-stop ».

PERSONNAGES

Il y a à ajouter. On suit les per-

sonnages en mouvement parfois

ils vont vite, se tuent, se

mangent entre eux par inadver-

tance, resuscitent, meurent. Ils

grenouillent dans les fossés, se

font l'Australie, essayent de se

faire avec les bêtes de corbeau,

deviennent singes et rendent

chèvre qui voudrait se raccrocher à

L'extrême droite turque a bénéficié du discrédit des formations du centre

Le Parti d'action nationale a séduit beaucoup de jeunes lors des élections de dimanche

ISTANBUL
de notre correspondante
Au lendemain d'élections législatives municipales aux résultats surprenants (Le Monde du 20 avril), la Turquie s'interroge sur les conséquences du retour de Loups gris : la scène politique. En 1995, le Parti national (MHP) n'avait pas même franchi la barrière des 10 % indispensables pour entrer à l'Assemblée nationale. Dimanche, il a raté plus de 18 % des voix.

Depuis la mort, il y a deux ans, de son fondateur, dirigeant légendaire, Alparslan Türkeş, l'un des principaux acteurs du coup d'Etat militaire de 1960, le MHP a été divisé par des luttes de pouvoir internes qui se sont soldées par la victoire de Devlet Bahçeli, le dirigeant actuel. Sa ligne s'est modérée mais sa politique demeure mal définie. Il veut répondre au sentiment de malaise qui règne dans la population turque, alimenté à la fois par le rejet de la candidature turque par l'Europe et le conflit kurde.

Le succès électoral du MHP, que

personne - pas même les nationalistes eux-mêmes - n'attendait, signale également le mécontentement profond de la population à l'égard des politiciens du centre qui, depuis des années, ne font qu'échanger la corruption et ne se sont pas attaqués avec la vigueur nécessaire aux problèmes du pays.

UN PASSÉ VIOLENT

Parmi les électeurs qui ont choisi le MHP figurent de nombreux jeunes de dix-huit à vingt-cinq ans, souvent sans emploi et à la recherche d'une idéologie qui réponde à leurs attentes. Le parti signale également des clivages importants : alors que l'ouest de la Turquie a opté pour le nationalisme de gauche de Bülent Ecevit, c'est de l'Anatolie centrale qu'est venue la vague d'extrême droite. Dans le Sud-Est anatolien, en revanche, c'est l'expression de l'identité kurde qui a pris le dessus, avec le parti pro-kurde HADEP.

Au cours des années 70, le MHP avait participé à plusieurs gouver-

nements, mais c'est surtout dans la nuit que son impact s'était fait sentir. Les Turcs de Kahramanmaraş, en 1978, lorsque le parti, alors dirigé par le parti, avaient attaqué cette ville dominée par la gauche et par la minorité albanaise. Plus de 100 personnes avaient été blessées au cours d'une orgie de violence qui avait duré deux jours et deux nuits. Les affrontements violents entre la gauche et l'extrême droite, qui avaient déchiré le pays dans les années 70, avaient finalement forcé l'armée à intervenir et renverser le gouvernement en septembre 1980.

Contrairement aux islamistes, perçus comme un danger potentiel au cas où ils arriveraient au pouvoir, le nationalisme turc est déjà bien ancré dans les institutions, et notamment au sein de la police. Sous une forme plus modérée, il est même intégré à l'idéologie officielle. Le scandale de Susurluk, en novembre 1996, avait révélé l'existence de liens entre la mafia d'ex-

trême droite, la police et les milieux politiques. Il avait également démontré que d'anciens *ülkücüs* avaient été réintégrés par les cercles étatiques pour des opérations peu orthodoxes, notamment contre les *arménien* Asala. Les « meurtres mystérieux » de plusieurs milliers de sympathisants kurdes sont également attribués à de tels gangs.

Devlet Bahçeli, un économiste célibataire âgé de cinquante et un ans, semble vouloir effacer les événements du passé et rapprocher son parti du centre. Qu'il participe ou non à la coalition que Bülent Ecevit sera vraisemblablement chargé de former, le MHP sera indiscutablement en position d'influencer l'avenir du pays. En politique étrangère, on peut s'attendre à une attitude plus inflexible vis-à-vis de l'Europe et à des réactions virulentes contre toute tentative d'ingérence de la part des Occidentaux.

Nicole Pope

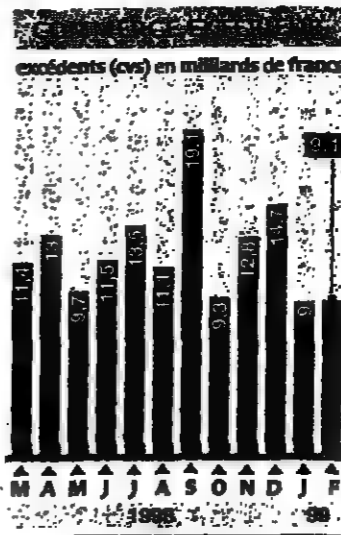
Lire aussi notre éditorial page 21.

L'excédent commercial français se contracte

Le volume des échanges mondiaux baisse

LE COMMERCE EXTÉRIEUR français a enregistré un excédent de 9,1 milliards de francs (1,39 milliard d'euros) en février, en données corrigées des variations saisonnières, selon les statistiques publiées mardi 20 avril par la direction des douanes. Ce résultat, presque identique à celui du mois de janvier (9 milliards de francs, 1,37 milliard d'euros) est en recul sur ceux de l'année 1998, qui ont atteint jusqu'à 19,1 milliards de francs (2,9 milliards d'euros) d'excédents en septembre.

Ces résultats s'inscrivent dans une tendance plus générale à la réduction des échanges. Du fait de la dégradation de la conjoncture, le commerce mondial est visiblement en ralentissement et les échanges français se contractent. C'est vrai des exportations, qui ont atteint 139,5 milliards de francs (21,3 milliards d'euros) en février, contre un point haut, en novembre 1998, de 151,1 milliards de francs (23 milliards d'euros). Mais cela s'est aussi traduit par une baisse des importations, qui se sont élevées à 130,5 milliards de francs



(19,9 milliards d'euros) contre 158,3 milliards de francs (24,1 milliards d'euros) en novembre. La balance commerciale française devrait, en plus, être affectée, dans les prochains mois, par la hausse des prix pétroliers.

Air France : poursuite de la grève à l'aéroport de Nice

LA GRÈVE DU PERSONNEL au sol d'Air France à l'aéroport de Nice, qui a débuté vendredi 16 avril, se poursuivait mardi 20. Les salariés protestent contre la précarité de nombreux contrats de travail et le recours à la sous-traitance. Les liaisons entre Orly-Ouest et Nice sont déviées vers Toulouse, ce qui engendre des retards. Les liaisons entre Roissy-Charles-de-Gaulle et Nice sont maintenues. La plupart des liaisons transversales sont supprimées. Deux numéros de téléphone, 0802-902-802 et 08-36-68-10-48, ont été mis à la disposition des passagers de la compagnie nationale.

Château d'Yquem : accord entre LVMH et Alexandre de Lur-Saluces

LE CONFLIT opposant le groupe de luxe LVMH, présidé par Bernard Arnault, et Alexandre de Lur-Saluces, le patron du Château d'Yquem, premier cru supérieur de sauternes, a été réglé mardi 20 avril. Dans l'accord qui a été signé entre les deux parties, M. de Lur-Saluces accepte de céder les 10 % du capital du domaine qu'il détient à LVMH. Celui-ci va donc se retrouver propriétaire de 64 % du prestigieux cru, ayant déjà racheté les parts du frère aîné des Lur-Saluces, Eugène. Alexandre demeure à la tête du domaine : il prendra la présidence du conseil d'administration d'une future société anonyme d'exploitation du Château d'Yquem, destinée à remplacer l'actuelle société civile en commandite par actions, qui sera dissoute. Les procédures en cours sont retirées, à l'exception de celle opposant les deux frères Lur-Saluces à propos de l'indivision du domaine.

Edouard Michelin va succéder à son père à la tête de l'entreprise

À LA TÊTE de Michelin depuis 1955, François Michelin, âgé de soixante-trois ans, va être remplacé par son fils Edouard, trente-six ans. Cette nomination sera proposée le 11 juin, lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire, François Michelin étant atteint par la limite d'âge. Celui-ci devrait encore rester trois années coprésident aux côtés de René Zingraff et de son fils, qui avait été appelé à la présidence en 1991. À l'âge de vingt-huit ans, formé par Carlos Ghosn, aujourd'hui directeur général adjoint de Renault et futur numéro deux de Nissan, il était ensuite devenu directeur de la firme clermontoise en Amérique du Nord. Edouard Michelin est le troisième du nom en un siècle à diriger le fabricant de pneumatiques.

Le gouvernement décide de faire des économies sur le budget de 1999

LE GOUVERNEMENT a décidé de mettre en réserves des crédits afin de tenir l'objectif d'une progression en volume de 1,5 % des dépenses de l'Etat en 1999, a-t-on indiqué lundi 19 avril dans l'entourage de Lionel Jospin. La loi de finances initiale prévoyait une évolution de 2,3 % en valeur des dépenses avec une inflation en moyenne annuelle de 1,3 %, soit une évolution en volume de ces dépenses de 1 %. Les prévisions d'inflation ayant été ramenées à 0,5 % en moyenne annuelle, il faut donc que les dépenses budgétaires progressent de 1,5 % en valeur pour que leur progression en volume soit de 1 %. Chaque ministère va donc devoir mettre en réserve une partie des crédits dont il disposait pour 1999 pour respecter cet objectif. Au total, ce sont près de 13 milliards de francs (1,98 milliard d'euros) - 0,8 % d'un budget d'environ 1 600 milliards (244 milliards d'euros) - qui devront être économisés par rapport aux dépenses initialement prévues.

DÉPÊCHE

RELIGION : le pape Jean Paul II se rendra en visite en Arménie du 2 au 4 juillet à l'invitation du patriarche Karekin II et du président arménien Robert Kotcharian, a annoncé mardi 20 avril le service de presse de l'archevêque arménien. - **IMM**

AS/400e = Mise en œuvre rapide

Vous souhaitez décoller rapidement votre entreprise ? Démarrez en plein régime avec le serveur AS/400e. Il est entièrement intégré, configuré pour fonctionner dans quasiment tous les environnements existants. Qu'il s'agisse de gérer des ventes ou de bâtir une entreprise, le plus court chemin vers la réussite passe aussi par l'AS/400e. Pour en savoir plus, consultez www.as400.ibm.com/rapide

e-business tools

Il nous fallait un serveur qui démarre aussi vite que nous !



Viv

excédent commercial
français se contracte
volume des échanges mondiaux baisse

COMMERCE EXTÉRIEUR
Échanges commerciaux mondiaux



Le Monde

S U P P L É M E N T



Ci-dessus, la flèche
de la cathédrale.
Ci-dessous,
le pont des Moullins,
à la Petite France.

Vivre à Strasbourg



Au début des années 90, après la décision de François Mitterrand et de Helmut Kohl de constituer un corps d'armée européen et d'installer son quartier général à Strasbourg, un petit groupe d'officiers avait constitué discrètement dans la capitale

alsacienne « l'état-major de la montée en puissance » de cette future unité multinationale. La question qu'ils se posaient était toujours la même : « Croyez-vous que les Strasbourgeois vont accepter de voir des uniformes allemands en ville ? »

Quelques années plus tard, les soldats de la Bundeswehr qui parcourent les rues, de l'état-major au mess, ou enfourchent leur vélo sur les pistes cyclables de

l'agglomération, ne font pas plus sourcilier que leurs collègues belges, espagnols ou luxembourgeois. C'est un symbole. L'Eurocorps a permis de marquer dans un même geste l'achèvement de la réconciliation franco-allemande, de renouer avec le passé militaire de la ville et sa composante culturelle rhénane. En même temps, il renvoyait aux Strasbourgeois l'image d'une ville ouverte, à laquelle sont confiées les institutions nouvelles du continent européen et de sa sécurité.

Strasbourg, 250 000 habitants, 450 000 pour la communauté urbaine, n'oublie jamais le poids de l'Histoire et ses cinq changements de nationalité en un siècle. Son empreinte dans les rues, les bâtiments, les familles, les esprits. Chat échaudé craint l'eau froide, et parfois l'Histoire pèse et étouffe. Mais quand, justement, on s'en inquiète, Strasbourg sait aussi surprendre. Faire sauter les verrous, se montrer audacieuse, généreuse, éveilleuse. La dynamique des contradictions est peut-être la vraie signature de cette ville entre Vosges et Rhin. Pour qui veut apprendre à la lire.

Jacques Fortier

Photographies
de Gérard Rondeau

هكذا من الأصل



Choyée par le royaume de France, auquel elle a été rattachée en 1681 par Louis XIV, puis par l'Empire allemand, qui en avait fait sa vitrine occidentale, Strasbourg est l'île sur l'ellipse centrale, la Petite France, avec son pont des Moulins, et de nombreuses maisons médiévales... bien loin des cités HLM et des voitures brûlées de sa périphérie.

De la difficulté de marier ouverture et différence

par Marcel Scotto

STRASBOURG et sa cathédrale sont belles. Très belles. Nul ne peut le contester. Pas même les grincheux. Le vieux centre historique, blotti dans l'ellipse formée par la rive de l'Ill, toujours restauré, toujours bichonné, le dit haut et fort, à chaque coin de rue, sur chaque façade. Une centaine de maisons médiévales respirent une belle santé. Il y a aussi, ici et là, mais sans doute moins qu'ailleurs, quelques baux dus à la fièvre immobilière des années 60. Le centre des affaires en est un exemple et la place d'Alsace ne s'est toujours pas remise de sa modernisation.

La sortie au nord, l'îlot sacré débouché sur le quartier allemand qui, lui aussi, a une réussite incontestable. Choyée par le royaume de France, puis par la République, la capitale alsacienne l'a été autant, sinon plus, par l'Empire allemand, qui en avait fait sa vitrine occidentale. Pour bien marquer l'appartenance au Reich, il fallait trouver un symbole : le point de fuite de l'actuelle

avenue de la Paix, qui domine le Strasbourg de la fin du siècle dernier, vers Berlin. Aujourd'hui, il est prolongé par le quartier européen et la banlieue européenne de la Lorraine.

C'est pourquoi les Allemands que Strasbourg doit, largement, sa place de deuxième port fluvial de France. Jusqu'en 1870, il se situait sur les bords de l'Ill. L'Empire l'installe sur les deux bords du Rhin et le veut conquérant. Soixante-dix ans d'hostilité franco-allemande limitent l'ambition alsacienne. La rive française du Rhin est réservée aux installations militaires. Et la ville s'est développée en tournant le dos à l'Allemagne. Aujourd'hui, les stigmates de cette époque révolue sont tellement présents qu'entrer dans la ville par le pont de l'Europe c'est croire qu'on s'est trompé de route.

Strasbourg, c'est une périphérie et son lot de barres, de cités HLM, de quartiers « difficiles » ou « sensibles », des violences urbaines et de délinquance juvénile. A l'enseignement qu'elle a acquis l'image, il faut ou la raison, la championne du monde au nombre de voitures brûlées. L'autre réalité de la jeunesse alsacienne est la présence de cinquante mille étudiants qui travaillent dans des universités de la région, qui pour nombre d'entre eux, la Krutenau, l'ancien quartier ouvrier et populaire le long de l'Ill.

Au total, la ville fonctionne bien, très bien. Ici, on se plaint pas de l'ordre, la propreté et le travail bien fait. Certes, sa richesse est un atout dans sa manière de servir excellentement ses administrés. Alors, d'où vient cette réputation de rouspéteur du Strasbourgeois qui « gueule » facilement, tout autant contre les « Français de l'intérieur », et surtout les Parisiens, que contre les Allemands ? Il y a tellement de choses à dire sur la propension à ne jamais être content qu'il en a fait une chanson populaire :

D'r Mann im schnockeloch

Le Jean le trou moustiques a tout ce qu'il veut un was er nit et ce qu'il veut et ce qu'il a des will'er nit il ne l'a pas un was er nit et ce qu'il a des will'er nit il ne l'a pas.

L'Histoire, ce sont les malheurs de l'Histoire qui expliquent ce travers, répondent en chœur les Strasbourgeois. Jean-Claude Richez, professeur d'histoire et membre de la municipalité, précise : « Faut-il rappeler qu'en un siècle Strasbourg a changé cinq fois de nationalité ? Lorsqu'elle était allemande, la France lui avait interdit de réciproquement de s'attaquer à la comparabilité de l'un d'un en-

« Tous des Boches ! »
Cette insulte, les Strasbourgeois, et les Alsaciens en général, l'ont entendue trop souvent pour ne pas la porter comme une blessure jamais cicatrisée

font que les parents étaient séparés. Strasbourg devait renier la langue du père lorsque la mère s'en occupait, dans la langue et le territoire de la mère lorsque le père reprenait son droit de tutelle. » Ce Palois, devenu spécialiste des migrations alsaciennes en France, ne conclut pas : « Ce traumatisme, proche de la schizophrénie collective, n'est toujours pas résorbé. »

Mais l'Histoire, pour le Strasbourgeois, c'est aussi sa fierté. Sa ville a été l'une des perles du Saint-Empire germanique. Comment oublier que Gutenberg a mis au point sa découverte de la typographie à Strasbourg ? Que Coeur et Meunier ont été élus dans une université, profitant de sa bibliothèque qui, comme au-

jourd'hui, est parmi les toutes premières de langue allemande ? Que c'est à Strasbourg que fut créé pour la première fois le « Club de l'Alsace du Rhin », la « Marseillaise » ? Que Jean-Baptiste Kléber, le général bonapartiste alsacien, a donné son nom à la principale place de la ville ? Qu'elle résistait aux armées de Bismarck avant de capituler ? Que son héros d'aujourd'hui c'est le général Leclerc, qui a libéré le régime nazi ?

Pas aisé donc ces conditions de faire la part des choses, de maîtriser toutes ces influences parfois contradictoires, de prendre du recul et d'être serein. Du coup, ambivalence et ambivalence caractérisent souvent les rapports entre le Strasbourgeois et le « Français de l'intérieur ». Alors, les de

mands mais on se distingue des Français », entend-on souvent dire. Cette vigilance constante est source de bien des incompréhensions. Mais qu'ils tiennent à leur double culture, ils croient que les Français - toujours aussi jaloux pour eux - leur en veut, cherche systématiquement à les enfoncer.

Pourtant, les Strasbourgeois ont bien conscience depuis que la République interdisait aux enfants de parler alsacien dans les écoles. Depuis une dizaine d'années, certes, les bilingues français-allemands se multiplient dans les maternelles et le primaire. Les rues strasbourgeoises sont aussi indiquées en allemand depuis quelques années. Malgré cette évolution, le Strasbourgeois reste attaché à l'égard de la capitale de Paris « à comprendre ». Le traumatisme d'Oradour-sur-Glane est un épisode de la seconde guerre mondiale qu'il a du mal à intégrer à son histoire. Il accepte difficilement que le « Français de l'intérieur » ait été les six cent quarante-trois victimes de cette tragédie tandis qu'il ignore ou veut ignorer le drame des cent mille « Malgré-nous » qui ont été incorporés de force dans la Wehrmacht, pour être tués dans les combats, puis dans le camp soviétique de Tambov.

Comme si les Alsaciens ne pouvaient pas, qu'ici, ni plus ni moins que dans le reste de la France, la collaboration a existé. Quatorze Alsaciens, dont un volontaire, ont été partie de la division SS « Das Reich » qui incendia l'église du village limousin. Leur procès et leur condamnation, symboles de l'ignorance du drame particulier de l'Alsace-Lorraine, ont été une tempête de protestations à la limite de la révolte. Le Strasbourgeois a été le témoin de la France, qui n'a pas

Il aura fallu attendre cinquante-quatre ans pour qu'un élu alsacien, le maire de Strasbourg, Roland Ries, se rende, le 10 juin 1998, aux cérémonies organisées en Haute-Vienne pour commémorer

le massacre d'Oradour : un demi-siècle après la réconciliation franco-allemande et après l'Etat Jacobin eut reconnu ses crimes sous l'ère vichyssoise. Mais l'essentiel est fait : la tendance s'est inversée et le devoir de mémoire est engagé.

Le rapport avec le Front national (FN) est une autre réalité pour le Strasbourgeois à tendance à vouloir occulter. Le premier réflexe est de répondre : « Mais quoi ? Le FN, c'est pire. » Comme si c'était une explication ou même une excuse. Comment appréhender une ville qui a voté à 20 % pour Jean-Marie Le Pen à la présidentielle de 1995 et à 72 % en faveur du traité de Maastricht ? Ici comme ailleurs, la cohabitation entre les gens du cru et la population immigrée est difficile, même dans les cités HLM de la

Parce qu'ils tiennent à leur double culture, ils croient que l'Etat français leur en veut, cherche à les enfoncer

quartiers populaires. Cette donnée n'explique pas à elle seule le vote extrémiste. Certains croient que leur Alsace sera mieux préservée avec le FN qui, pour eux, sont les mieux à même de les protéger contre l'extérieur. Contre l'étranger.

En Alsace, dans le Nord-Est, l'extrême droite régionaliste. C'est un Strasbourgeois, Robert Spieler, parti du FN en 1989, qui a fondé l'Alsace d'abord, appelé aujourd'hui Mouvement régionaliste alsacien. Il s'était illustré en plaçant sur les murs de la ville, lors des régionales de 1992, des affiches représentant une Alsacienne en costume traditionnel, bâillonnée, et la cathédrale flanquée d'un minaret.

La Chapelle
du mercredi au dimanche
14h - 19h
Expositions
Jusqu'au 26 mars - 16 mai 1999
Richard Heineke
28 mai - 1er août 1999
1, rue de l'Académie
67000 Strasbourg
Tél : 03 88 25 38 58
Fax : 03 88 24 97 20
e-mail : chapeau@univ-strasbourg.fr
http://www.univ-strasbourg.fr

PORTRAITS

ALPHONSE IRJUD,
ancien rédacteur en chef du « Nouvel Alsacien »

Observateur et mémoire politiques

L'usure du temps n'est pas passée. Certes, la chevelure s'est éclaircie. Bien sûr, l'accent circonflexe des sourcils s'est accentué. Mais il n'a rien perdu de sa vivacité d'esprit. Son œil, quand il se lance dans l'un de ses sujets de prédilection : l'Alsace, la démocratie-chrétienne, la presse ou l'Europe, l'aube ses quatre-vingts ans, Alphonse Irjud reste l'homme charmant que les centaines d'apprentis de la presse ont connu, en 1969 et 1983, quand il dirigeait le Centre universitaire d'enseignement du journalisme (CUEJ), à Strasbourg. Pour les étudiants dont il a eu la charge, il était sans doute trop sage. Cette sérénité fait de lui, aujourd'hui encore, un observateur écouté des affaires politiques locales et une mémoire de l'histoire alsacienne.

Originaire d'un petit village situé non loin de Colmar, Ammerschwihr, il est de cette génération d'Alsaciens qui a vécu l'effacement du nazisme. Né dans une famille catholique où on pratiquait « l'Alsace d'été », il a naturellement ajouté une foi chrétienne à son attachement aux terres d'Alsace. Il a été prédisposé à rejeter, plus tard, les thèses de l'extrême droite et de l'autonomisme obtus. Il a appris le français, au collège épiscopal, comme une langue étrangère, c'est après la débâcle de 1918 qu'il a pu goûter l'amour de la République grâce à ses instituteurs « remarquables », qui « bouffaient de cœur ». Mobilisé, prisonnier, libéré, le jeune diplômé en lettres a renvoyé ses foyers, en changeant de lieu de travail du jour au lendemain. Confronté à la nazification, il part vers les Vosges, en promettant à ses parents de revenir pour Philine. Il y reste cinq ans plus tard. Il achemine du courrier et achève sa résistance comme chef de groupe adjoint des FFI d'Alsace.

La Libération venue, il est dans le cabinet du préfet de la République à Strasbourg pour s'occuper de la presse écrite et de la radio. « Je faisais la presse politique », confie-t-il malicieusement. Ce n'est pas le moindre des paradoxes pour celui qui, en 1945, devient rédacteur en chef du « Nouvel Alsacien », un organe bilingue proche du MRP. Du poste d'observation, il assiste à « l'enterrement de la liberté ». L'est. A la naissance du Conseil de l'Europe, où les démocrates, à l'époque, faisaient siéger « des hommes d'Etat ». Et aux dissensions entre centristes du MRP et gaullistes du RPF qui relâissent sur les ventes du journal : « Ma lecture était difficile ».

A cinquante ans, « pour voir autre chose », il se lance dans une nouvelle carrière à la tête du CUEJ. Et là, il est un bon élève en voir l'autre côté ». Alphonse Irjud donne l'impression de vouloir encore le prolonger.

DRISS ABALI,
chargé de mission à la mairie de Strasbourg

Un sociologue pour endiguer la violence

A quarante-trois ans, Driss Abali est chargé de mission pour la lutte contre les violences raciales à la ville de Strasbourg. Le parcours de ce Marocain, arrivé à Strasbourg en 1994, est riche. A vingt ans, il part étudier à Toulouse, passe une année à « découvrir » la France et finit par s'engager dans la sociologie, à Strasbourg. Après un DEA, il trouve un emploi d'éducateur social dans un foyer de jeunes délinquants. Il découvre alors « le problème de la délinquance, notamment chez les Maghrébins ». La rencontre avec sa future femme, une beurette, produit chez lui « le déclic sur la question de l'immigration ».

Aussi n'hésite-t-il pas à « accepter », le moment venu, la direction du centre associatif du Neuhof, un des quartiers les plus difficiles de la capitale alsacienne. Les violences raciales y ont été brûlées en série, qui ont conduit à l'expulsion de milliers de personnes. Il est associé aux militants engagés par la municipalité qui, en mai 1996, l'engage. « Je suis devenu le premier arabe maghrébin de la ville », indique-t-il, pas peu fier de sa performance.

Ce n'est pas sans difficulté qu'il s'impose. « Mes collègues m'observaient, donc il fallait que je leur prouve ma compétence. Aujourd'hui, l'affaire n'est pas, semble-t-il, réglée. On lui reproche, et il le sait, sa cravate et son costume trois-pièces, sa liberté de parole et, pour tout dire, sa propre clientèle, les milieux arabes des cités. « Ma tenue est une marque de respect à l'égard de mes employeurs et un signe pour les gens des quartiers : l'échec social n'est pas une fatalité », répond-il à ses interlocuteurs.

Il insiste sur la tranquillité publique et sur l'immigration. « Les gens ne savent pas gérer les violences mais un progrès énorme a été accompli », mais il a pris conscience du phénomène de violence en matière autrement qu'en faisant appel à la répression », affirme-t-il. Pour lui, il s'agit de substituer aux signes emblématiques des quartiers – le dealer, le tic et le travail social – des points de repère plus positifs, comme la réussite scolaire et professionnelle. Il ajoute : « Il faut que notre action soit uniquement performante dans la gestion de l'échec, en multipliant aides et subventions ; ne pas mettre, au contraire, en valeur ses succès ». Mais il ne se contente pas de l'avenir des immigrés et des cités. Il assure que « l'immigration fait partie de la France comme Barbès de Paris ».

ROLAND RIES,
maire socialiste de Strasbourg

Une opposition larvée avec Catherine Trautmann

Ministère RIES est maire de Strasbourg par la volonté de Catherine Trautmann. La ministre de la culture et de la communication lui a laissé sa place à son entrée dans le gouvernement Jospin. Quoi de plus normal à l'égard d'un ami qui a été son conseiller dans les affaires politiques. « J'ai un caractère moral », Catherine, « je le respecterai. Le jour où elle reviendra, je démissionnerai », affirme celui qui dirige l'hôtel de ville de la capitale alsacienne depuis juin 1993.

Agrégé des lettres modernes, il y a cinquante-quatre ans dans le nord de l'Alsace, Roland Ries est un rocardien de la première heure, admirateur d'Agrippa d'Aubigné et de son « déferlement poétique ». Après quatre années passées au PSU, il adhère au PS en 1974 et crée une des sections socialistes de Strasbourg. Au terme de trois mandats électoraux – municipales de 1977, législatives de 1981 et cantonales de 1982 –, il finit par être élu conseiller communal d'opposition au PS avec la socialiste Catherine Trautmann. Il se passionne pour la mobilité urbaine. Il conduit donc la réalisation du tramway lorsque l'équipe Trautmann prend la mairie en 1989. « Elle était la figure emblématique du rocardien local », dit-il à la ministre.

En 1995, le scénario se répète. Le maire de Strasbourg réussit son pari sur le tram. M. Trautmann l'a acquis, en six ans, une réelle notoriété. Sa liste est reconduite. Roland Ries, premier adjoint, est toujours à ses côtés quand elle mène la bataille contre le Front national. La victoire de la gauche aux législatives anticipées le propulse dans le conseil municipal de la ville. Il ne peut plus rester dans l'ombre, il doit parler.

Une première occasion lui est fournie avec l'aménagement de la place de l'Europe. Le projet, initié par le maire, est le déblocage et permet l'ouverture d'un chantier qui met fin à une anomalie : Strasbourg tournait le dos à l'Allemagne. Deuxième occasion : il répare un « oubli » de la classe politique régionale. Jamais un Alsacien ne s'était rendu à Orléans-sur-Glane pour célébrer son « devoir de mémoire ». Le 10 juin 1998 – 54^e anniversaire du massacre perpétré par la division SS « Reich », il y faisait partie quatorze Alsaciens, volontaire et treize « Malgré nous », le maire de Strasbourg se rend dans le village limousin pour rendre la mémoire des 642 victimes du « tragédie épouvantable ». « Ce fut le moment le plus poignant de ma vie, ce fut le geste dont je suis le plus fier », confie-t-il.

Le maire se singularise en militant pour une Europe régionale qui ne doit pas être captée par l'extrême droite. Mais lui, « l'Alsacien doit être progressiste, il doit être nourri de l'extérieur. Dans le contraire, ce n'est que du folklore ». Il estime que son audience n'est pas, à la marge, la même que celle de Catherine Trautmann : « J'ai mordu sur un électeur plus populaire, plus alsacien, plus âgé. Et d'évoquer les municipales de 2001 : La question qui se posera sera de savoir si nous pourrions nous battre avec les forces ». Roland Ries a pensé à une formule : l'une, la mairie, l'autre, la présidence de la communauté urbaine. La ministre a écarté cette solution, jugée non viable. Les deux « candidats » vont-ils voter un compromis lors de leur réunion hebdomadaire du lundi matin ? Pour ne pas revenir au « statu quo », dit le maire.



Ici comme ailleurs, les pauvres, les chômeurs et les handicapés ont quitté le centre-ville, contraints et forcés de s'exiler en raison des prix de l'immobilier, parmi les plus élevés de France. Ci-dessus, le quartier du Neuhof.

C'est lui justement qui attaque le plus violemment le projet de grande mosquée de la municipalité socialiste, dans le principe a été voté, le 12 avril, par le conseil municipal de Strasbourg, au cours d'une séance perturbée par l'opposition droite. Malgré ses origines politiques et son idéologie demeure intacte, mais finit de sa détermination à défendre l'identité régionale. Robert Spierer a eu, pendant des années, pignon sur rue, jouissant d'une transversalité des Alsaciens. N'a-t-il pas été vice-président du conseil régional, puis comme les frères Yves et Jean-François Freutel, jusqu'à l'arrivée d'Adrien Zeller (UDF) à la tête de l'exécutif régional ?

Le président de la région, successeur de Marcel Rudloff, décédé en 1996, et reconduit après les élections régionales, deux ans plus tard, y a mis bon ordre, en traçant distinctement la ligne à ne pas franchir. Il ne s'est cependant pas associé à Catherine Trautmann, maire de la ville, dans ses opérations anti-FN, quand Jean-Marie Le Pen et son mouvement ont tenu congrès, à Pâques, en 1997, dans la capitale alsacienne. Adrien Zeller, soucieux de ne pas donner des gages au chef de file des socialistes alsaciens et de ne montrer aucune velléité de la droite strasbourgeoise, a préféré rester en retrait. Mais lui en a pris : quelle surprise pour la France et, surtout, pour nombre d'Alsaciens, de voir défilier cinquante mille personnes clamant leur aversion pour l'extrême droite et ses thèmes de prédilection !

A Strasbourg, c'est encore le cas. Quand on n'y croit plus, une bonne surprise est malgré tout au rendez-vous. Depuis le début de la

décennie, il était question de donner le nom de Marc Bloch, historien et résistant fusillé par les Allemands en 1942, à l'université des sciences humaines. Par deux fois, le projet après une campagne contestée avec la future de France Université dans les casters des enseignants et avec le prétexte que la tradition des Annales d'histoire économique et sociale n'était pas un « authentique Alsacien ». Le renouvellement du conseil d'administration, conjugué à la déter-

miné pourquoi ce rejet répété ?

Quelle surprise pour la France et, surtout, pour nombre d'Alsaciens, de voir défilier cinquante mille personnes clamant leur aversion pour l'extrême droite et ses thèmes de prédilection !

mination du nouveau président de l'université, Daniel Payot, changea la donne du tout au tout : le nom de Marc Bloch était approuvé à l'unanimité lors de la dernière rentrée universitaire.

Que cette campagne d'intoxication ait pu être efficace pendant années est peu compréhensible quand on connaît la place prise par les juifs dans la cité. Présents à Strasbourg depuis le XII^e siècle, ils se sont formidablement intégrés après la « levée d'écrous » opérée par la Révolution en 1791. A partir de là, les juifs

« Le mythe du juif assailli a encore fonctionné », explique le sociologue, et qui, associé à la banalisation du racisme et à l'antisémitisme, a pu distiller son poison. Ce qu'il dit pour les juifs, tentés par « une religion renforcée et un judaïsme n'ayant pas la même responsabilité à l'égard de la cité », est une erreur. Il faut les Strasbourgeois : « Vouloir rester ce que nous sommes, c'est la mort, alors que nous devons devenir ce que nous sommes ». Le racisme conservateur est pour beaucoup à l'immigration, parfois vraie, parfois

fausse, qu'à Strasbourg c'est mieux qu'ailleurs et que, donc, il faut préserver l'acquis coûte que coûte.

La richesse globale de la ville Alsacienne à ceux qui l'ont perdue, que l'essentiel est de défendre la belle image de Strasbourg. Encore que le niveau de chômage (9,5 % de la population active) est comparable à celui de la région alsacienne, qui bénéficie plus largement du travail d'immigrés en Suisse et en Allemagne. Le nombre élevé de logements sociaux – la ville en possède près de la moitié du parc immobilier – est une réalité strasbourgeoise. Ici comme ailleurs, les pauvres, les handicapés et les immigrés ont quitté le centre-ville, contraints et forcés de s'exiler en raison des prix de l'immobilier, parmi les plus élevés de France.

Pourquoi s'étonner, alors, que la périphérie strasbourgeoise puisse être marquée par la violence et la délinquance ? Pourquoi la capitale strasbourgeoise échapperait-elle à ce qui est un phénomène national ? La réponse, le premier ministre est de dire que « c'est la faute des médias qui exagèrent et qu'ailleurs c'est pire ». Du coup, les chiffres des voitures brûlées à Rouen ont été largement dépassés dans les médias régionaux. Comme si cela pouvait atténuer la gravité des faits strasbourgeois. Mais, une fois encore, les responsables de la ville ont pris la mesure du danger.



Admissions parallèles à Bac + 1, Bac + 2, Bac + 3
CE SONT NOS ÉTUDIANTS QUI FONT NOTRE ÉCOLE

ISEG STRASBOURG - 10, RUE DU G^e DE CASTENAU - 67000 - 03 88 36 02

PARIS - BORDEAUX - LILLE - LYON - NANTES - STRASBOURG - TOULOUSE
ÉTABLISSEMENT PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

ISEG SUP
HAUTES ÉTUDES DE COMMERCE
ET DE MANAGEMENT en 4 ans.
Diplôme Bac + 4, homologué par l'État.
Ouverture internationale
sur l'Europe et les États-Unis.
Admission Bac sur concours SUP Réseau.

ISEG CO
ÉTUDES SUPPLÉMENTAIRES COMMERCIALES
APPROFONDIES en 4 ans.
Formation diplômante chaque année
de la 2^e année.
JUS AC, CL, COM + DESMA, DESCOM
Diplôme Bac + 4, homologué par l'État.
Admission Bac sur dossier et entretien.

ISEG FI
ÉTUDES FINANCIÈRES EN GESTION
EN FINANCE en 4 ans.
Diplôme Bac + 4, homologué par l'État.
Deux majors :
• Expertise, Diplôme d'État vers
l'Expertise Comptable.
• Finance, vers les métiers professionnels
de l'entreprise, de la banque et de la bourse.

هكذا من الأصل

PORTRAITS

RINA MULLER,
PDG de la brasserie Schutzenberger

Une femme dans un monde d'hommes

Au nord de l'agglomération strasbourgeoise, Schiltigheim (30 000 habitants) est la capitale de la bière d'Alsace. Le géant Heineken, qui a absorbé ses voisins Fischer et Adelschöffen, y est omniprésent. La brasserie Schutzenberger pourrait y apparaître assise. Ce n'est pas l'état d'esprit de Rina Muller, PDG, seule femme à la tête d'une brasserie en France. « Ce n'est pas très facile pour moi dans ce milieu très masculin », reconnaît-elle. Mais elle y a trouvé des particularités : « Je ne suis pas liée par certains codes et je suis par exemple plus crédible quand je dis que la bière, qui a longtemps eu une image virile, est une boisson aussi pour les femmes. »

Tombée dans la bière quand elle était petite – son père était PDG de la brasserie –, elle ne l'a pas pour autant reçue directement en héritage. « J'étais administrateur », son père donnait des missions ponctuelles ; un jour, je lui ai dit que je voulais vraiment m'engager dans la brasserie. Il m'a répondu : « Attention, ce sera un engagement à vie ». Elle ne s'est pas dérobée.

Rina Muller adore parler de la bière du plaisir qu'elle procure. De la « crédibilité » de ses produits, de la nécessité de les servir élégamment. Elle livre de recettes la bière qu'elle a fait éditer. Surtout, elle aime la « simplicité » de la boisson. Elle espère beaucoup du « Schutzenberger », place Kléber à Strasbourg, l'ambitieuse réhabilitation du très ancien Palais de la bière, confiée à l'architecte Jean Nouvel. « Nous voulons que ce soit un endroit de convivialité, des prix doux, où l'on puisse manger et boire à toute heure pour rencontrer des gens très différents. » Un « brassage » cordial et symbolique milieux générations : « Les anciens ont des souvenirs de ce lieu ; nous voulons que les plus jeunes puissent s'en créer d'autres. »

Sereine et chaleureuse, Rina Muller a aussi ses colères : « La bière privée de teneur en France, et nous voyons sur les écrans des retransmissions de football les panneaux de nos concurrents étrangers. C'est revoltant ! » Plutôt que « des mesures de bonne conscience contre l'alcoolisme » comme des augmentations de taxe, elle préférerait « une association intelligente des brasseurs à la prévention ». Schutzenberger, souligne-t-elle, a bien su vendre de la bière sans alcool dans la très brassicole Belgique... La Salon Eurobière, dont l'édition 1999 débute à Strasbourg du 24 au 28 avril, sera sûrement aussi l'occasion d'en débattre.

L'une de ses frustrations, avoue-t-elle, n'avoir pu s'engager politiquement. Elle croit à « l'entreprise citoyenne », actions de solidarité discrètes, aux liens tissés avec les élus. Elle s'enthousiasme pour le football : « Je l'aime parce que c'est la seule activité qui arrive à fédérer tant de gens si différents, pour la passion partagée, pour la vraie communion qui peut parfois se réaliser. »

YVONNE,
restauration

La reine des winstubs

Elle n'a ni âge ni nom. Depuis quarante-cinq ans qu'elle tient la winstube Chez Yvonne, son prénom lui suffit. Que chemin parcouru pour l'orpheline, dans une bourgade proche de Strasbourg, qui voit mourir ses parents sous une bombe le 10 décembre 1944. A quatorze ans, elle commence à travailler dans un restaurant en Suisse, où elle fait parallèlement l'école hôtelière. « C'était dur, mais c'est là que j'ai appris à travailler. » Après un bref passage à Metz, elle revient à Strasbourg pour gérer un débit de vins crasseux, dans le centre historique.

Deux ans plus tard, l'estaminet est mis en vente. Sans fonds propres, elle est dos au mur. Un viticulteur qui croit en elle lui prête l'argent pour l'acquisition. Et Yvonne prospère. Elle achète la maison mitoyenne et agrandit l'établissement. Aujourd'hui, c'est devenu la plus belle winstube de Strasbourg. Yvonne dirige une poignée de dizaine de personnes. « Au début, je suis très exigeante mais je suis finalement très gentille, très humaine. » Quant au client, il est roi. Elle reçoit et reconnaît chaque convive, même s'il vient de loin en loin. Et parfois même s'il n'est jamais venu. Chez elle, il y a toujours une chaise libre. Certes, il faut souvent attendre au comptoir mais la patronne sait faire prendre patience : « Un petit tokay ou un pinot gris ? »

« Je suis toujours là parce que j'adore ce que je fais », dit-elle pour expliquer son succès. Yvonne, en outre, a su adapter la cuisine traditionnelle – choucroute, tarte à l'oignon, jambonneau, jambon en croûte, escargots – au goût du jour. « Les gens ont changé, alors moi j'ai allégé la cuisine. » Elle n'est pas peu fière de ses recherches, avec ses cuisiniers, pour faire évoluer les plats en mettre de la carte (cailles farcies, cochon de lait, terrine de queue de bœuf).

Elle s'enorgueillit de son amitié avec Jacques Chirac. Le président de la République est venu dîner dans son restaurant. Helmut Kohl à l'occasion d'une rencontre franco-allemande. Boris Eltsine lors du sommet du Conseil de l'Europe d'octobre 1997. « Mais il venait déjà avant d'être à l'Elysée. » Le chef de l'Etat lui a fait faux bond pour le dîner. Gerhard Schröder, lorsque le chancelier allemand est venu en Alsace, en février. Yvonne lui a déjà pardonné : « Je sais qu'il voulait venir, mais même lui ne peut pas faire toujours comme il veut. »



La cathédrale de Strasbourg, dont la flèche culmine à 142 mètres, domine la ville de sa splendeur gothique.

Depuis quelques années, la municipalité organise des opérations culturelles pour attirer les jeunes des quartiers fragiles pendant les fêtes de l'année. Plus fondamentalement, elle a constitué une cellule de réflexion sur les violences urbaines et tâche de prendre langue avec les populations défavorisées, en multipliant sur le terrain la présence de travailleurs et de médiateurs sociaux. Les résultats sont loin d'être tangibles mais chacun sait désormais que la répression n'est pas la seule réponse à la délinquance juvénile.

La propension du Strasbourgeois à penser qu'« on est très bien chez soi, pourquoi aller ailleurs ? » a tout de même conduit les élus alsaciens à faire des erreurs stratégiques. Comment comprendre que la capitale régionale ne soit pas reliée par une autoroute à Colmar, l'autre chef-lieu de département, à peine distante de 70 kilomètres ? Au début des années 80, au moment où la question s'est posée, les responsables alsaciens

ont fait valoir qu'il n'était question d'installer un péage. En réalité, explique Jean-Claude Hergott, directeur du cabinet du maire de Strasbourg, il s'agissait surtout de décider un tracé qui puisse conduire à exproprier des viticulteurs ou des producteurs de maïs. Alors, on a bricolé la route nationale qui

metres... La question de l'aéroport pose, à l'évidence, de plus sérieux problèmes, compte tenu des ambitions européennes internationales de Strasbourg. Il y a vingt ans, l'idée de construire une nouvelle plate-forme devant se substituer à la plate-forme d'Entzheim, qui jusqu'au début des années 60 deux escadrons de

qu'aujourd'hui, l'opération pourtant échoué sur le coût de la cession des terrains, les agriculteurs refusant le prix offert par la chambre de commerce de Strasbourg. Les autorités n'ont pas voulu, par exemple, des procédures d'expropriation.

La question de l'aéroport est toujours réglée à l'amiable, en faisant quoi qu'il arrive appel au saint principe du consensus, est tout à l'honneur des responsables strasbourgeois. Une constante attention aux souhaits du citoyen a néanmoins de sérieux inconvénients dans certains cas. Après l'abandon du projet nord, il n'y avait pas d'autre possibilité que de lancer un plan de développement d'Entzheim. Ce qui fut fait au départ de la base aérienne. Tout alla bien jusqu'à l'affaire DHL, ce transporteur de fret aérien express qui voulait s'installer à Strasbourg. On n'était plus en 1980. La lutte contre le nucléaire avait pris, entre-temps, beaucoup d'ampleur en Alsace.

La volonté de toujours régler les différends à l'amiable en faisant appel au sacro-saint principe du consensus parfois de sérieux inconvénients

un vrai danger : les limitations de vitesse (de 50 km/h à 110 km/h) alternent régulièrement jusqu'à ce que l'automobiliste soit stoppé par le « légendaire » feu rouge de Fegersheim. Maintenant, l'autoroute est en construction, mais la date d'achèvement est prévue pour 2005. Encore un effort, il ne reste qu'une dizaine de kilo-

reconnaissance de l'armée de l'air. Le projet portait sur la réalisation d'un aéroport à 40 kilomètres au nord de la ville, où la densité de population était sensiblement inférieure à celle d'Entzheim, à 14 kilomètres sud de la cathédrale. A l'époque, alors que la contestation écologique n'était pas aussi vive qu'aujourd'hui, l'opération

PORTRAITS

ROLAND CARBIENER,
protecteur de la plaine du Rhin

Un spécialiste de l'écologie fluviale

A soixante-huit ans, Roland Carbiener est toujours sur le terrain. Prêt à défendre la nature de la vallée rhénane. Celui qui inspire l'écologie alsacienne n'a jamais dévié de sa course : mettre la science au service de l'environnement. Etudiant brillant, il conduit à la fois des études de pharmacie, de botanique et de géologie. Après une grande carrière sur les Vosges, l'aggrégation lui donne la chaire de botanique à l'université Louis-Pasteur. Parallèlement, il délivre des cours du soir sur les pollutions. La recherche, il la fait à sa passion : la protection de la plaine alluviale du Rhin.

Roland Carbiener devient vite un spécialiste de l'écologie fluviale. Sa compétence en matière de séquelles occasionnées par les polluants en milieu aquatique le mène à l'expertise. Il acquiert ainsi une dimension internationale lorsqu'il est nommé dans l'équipe chargée d'évaluer les conséquences de la catastrophe de chez le chimiste badois Sandoz. Il participera également à un groupe de travail sur l'usage du Rhin pour alimenter un barrage hydroélectrique. En France, il se dit « déçu » des suites données par le gouvernement, à la fin des années 80, son rapport sur les dangers des phosphates dans les lessives. « Je n'ai rien fait contre le lobby industriel », admet-il.

Mais le professeur strasbourgeois n'a pas attendu la notoriété pour être un militant écologiste. Le début des années 50, il se mobilise pour défendre « les eaux massacrées par la pollution ». Il participe aux activités d'une association de défense de l'environnement qu'Alsace-Nature ne voit le jour, en 1965. Président pendant vingt ans de l'organisation, qui est devenue la référence en matière d'écologie dans la région, il a passé la main l'année dernière. Roland Carbiener n'arrive cependant pas à décrocher réellement. Il vient d'accepter la présidence de la commission municipale chargée d'assurer la santé des forêts fluviales de Strasbourg. « Je ne pouvais refuser alors que me le demandait », affirme-t-il. Depuis qu'il a pris sa retraite, le professeur vit à une trentaine de kilomètres au sud de la capitale alsacienne, son cher Rhin à portée de main.



La Maison Kammerzell, haut lieu de la gastronomie alsacienne, donnant sur la place de la cathédrale.

P ORTRAITS

ERIC SANDER,
secrétaire général de l'institut du droit alsacien-mosellan

Un scrupuleux veilleur du droit local

■ « Quand j'ai commencé mes études de droit, je croyais qu'il n'existait plus que des lois résiduelles de droit local. » Aujourd'hui, Eric Sander confesse son erreur : assistant à la faculté de droit, il est devenu secrétaire général de l'institut du droit local alsacien-mosellan. Depuis bientôt quinze ans, cette structure assure « la vigilance juridique » sur ces textes bien vivants issus de l'histoire de l'Alsace. Les cultes, la chasse, l'assurance-maladie, les associations, le code des communes entre autres : le droit français d'avant 1870 et le droit allemand d'avant 1918 se sont mêlés pour créer un assemblage juridique atypique, devenu « un élément du patrimoine culturel régional ».

L'institut, présidé par l'universitaire Pierre Koenig, regroupe en fait les grandes collectivités (dont les régions Alsace et Lorraine ainsi que les départements), les barreaux, le notariat, les organismes consulaires, certains syndicats, etc. « Nous sommes tenus à la neutralité puisqu'il y a parfois des débats, voire des conflits entre partenaires », rappelle le secrétaire général. Si le droit local se fige, il sera, même quand il est efficace ou ingénieux, condamné à disparaître. « Son vrai problème, c'est qu'il est coupé de ses sources nourricières, il n'y a pas de parlement local. Pour que le Parlement français accepte de légiférer pour ces seuls trois départements, l'idéal est donc de fixer des textes qui fassent l'unanimité des parlementaires régionaux. »

Tout récemment, sur des aspects spécifiques de la police municipale, ce fut l'échec. En revanche, pour permettre l'informatisation du Livre foncier, qui n'existe pas dans le reste de la France, la formule a abouti : un groupe d'intérêts économiques, financé par des droits d'enregistrement reversés par les départements, prépare désormais la modernisation d'un système qui a fait ses preuves, et auquel sont très attachés les notaires régionaux. L'institut provoque des colloques, rassemble des documentations, réfléchit à son futur site Internet et même à un CD-ROM de droit local, « car les textes sont dispersés, parfois difficiles à trouver ».

Juriste, Eric Sander est aussi un praticien du droit local des associations. Membre de la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme du Bas-Rhin, président d'une association d'entraide scolaire, il dit avec simplicité ses engagements. Quand il passera le relais à l'institut, il ne cache pas que c'est vers la faculté qu'il retournera. D'ores et déjà, un de ses bonheurs est de pouvoir suggérer des mémoires de droit local à des étudiants de DEA : « L'avenir, c'est le droit comparé européen. »

DANIEL LORTHOIS,
chargé de mission à La Poste

Un syndicaliste au « régime » rigoureux

■ Daniel Lorthois n'a pas d'homologue dans d'autres régions de France. Et pour cause : ce syndicaliste CFDT est président du conseil d'administration de l'instance de gestion du régime local de Sécurité sociale. Ce régime est une originalité héritée des lois sociales de Bismarck, en partie maintenue quand l'Alsace est redevenue française en 1918. L'instance de gestion régionale est elle-même une toute récente innovation, qui gère sur place les deux milliards de francs de ce régime et peut même en moduler les cotisations.

Postier de métier (aujourd'hui chargé de mission dans une direction des ressources humaines de La Poste), militant depuis 1968, permanent syndical depuis 1971, trésorier de la CFDT régionale ensuite, Daniel Lorthois est devenu le spécialiste des questions de protection sociale au sein de son syndicat à partir de 1988. C'est là qu'il explore les arcanes du régime local, alors en difficulté financière. C'est là aussi qu'il apprend à gérer les débats intersyndicaux, parfois houleux.

« A l'époque, pour chaque problème du régime, il fallait demander des arbitrages ministériels très longs à venir. » Revient alors l'idée d'une gestion sur place. Daniel Lorthois se passionne pour ce régime, rédige en 1993 sur ce thème son mémoire universitaire de diplôme de hautes études en pratique sociale. « On disait, à l'époque, que le régime coûtait cher, était dépen- sier ; j'ai montré le contraire. »

La régionalisation, réclamée par plusieurs rapports et annoncée par Claude Evin, est finalement inscrite dans une loi de 1994 par l'ensemble des députés d'Alsace et de Moselle. « Le conseil d'administration s'est alors mis en place, en mai 1995 ; j'étais relativement reconnu sur ce dossier, j'en suis devenu le président. » Paradoxe : « Les Alsaciens et Mosellans ont confié ce régime de droit local à quelqu'un qui vient du Nord-Pas-de-Calais. » Même si, s'amuse-t-il, « j'ai une carte de séjour pour rapprochement familial depuis 1965 ».

Le militant défend surtout, dans ce régime, un outil efficace de santé publique : « L'accès aux soins doit être possible à tous, sans barrière d'argent. Or, en Alsace-Moselle, le régime local, qui élargit la solidarité, facilite la première consultation, la plus difficile. » Aujourd'hui, note-t-il, « le régime local, qui était surtout de tradition orale, a une assise juridique solide ; il assure son propre financement, il est ainsi légitimé ». Désormais, il s'interroge : « Pourquoi ce régime, qui marche bien, qui touche trois quarts des Alsaciens-Mosellans, ne pourrait-il pas les concerner tous ? » Un chantier qui le passionnerait.

JEAN-JACQUES REUTENAUER,
pasteur protestant à Ostwald

La foi qui déplace les frontières

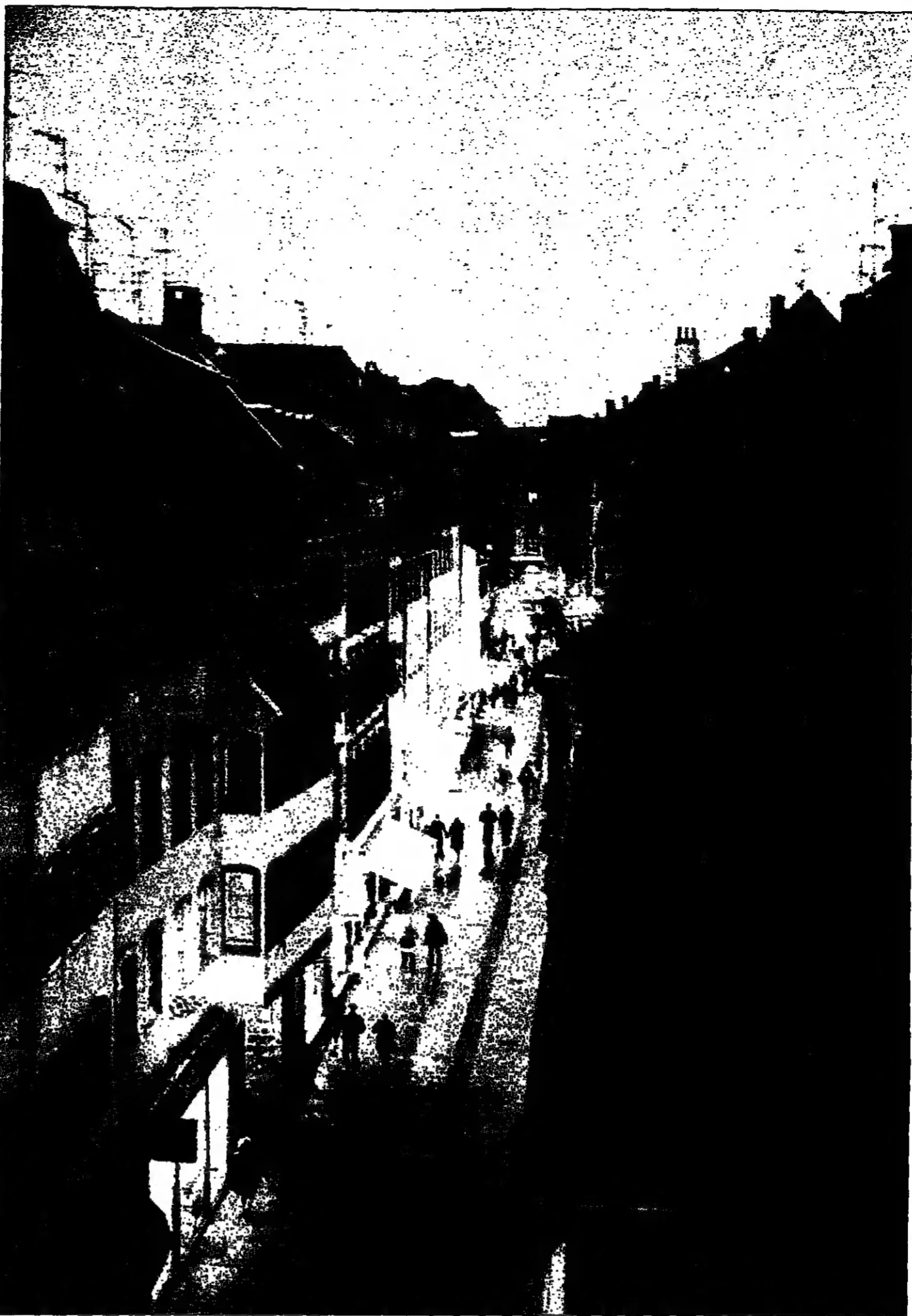
■ Dans le presbytère protestant d'Ostwald, Jean-Jacques Reutenauer affiche clairement son bilinguisme. Au mur, un petit vitrail cite saint Jean en français, et une assiette énonce le Notre-Père en allemand. Ce n'est pas un hasard : le pasteur de cette commune, au sud de Strasbourg, est un artisan fervent des relations transfrontalières.

« J'ai été pasteur longtemps en Alsace bossue (nord de la région) et c'est là que tout a commencé. » D'abord avec l'Eglise protestante de Sarre, auprès des Allemands installés quatre mois par an en camping autour des étangs de l'ancienne ligne Maginot. Puis avec des séjours réguliers en Allemagne de l'Est : « J'ai participé à des échanges pastoraux et, en 1984, à un grand rassemblement organisé par la Fédération luthérienne mondiale ; c'est ainsi que se sont nouées des relations nombreuses. »

Originnaire d'un des cantons les plus protestants de France (« il y avait trois ou quatre catholiques seulement dans ma classe », le petit Jean-Jacques parlait alsacien. « J'ai appris à prêcher en allemand car l'essence des cultes au début était dans cette langue. » Aujourd'hui, il passe sans problème d'une langue à l'autre. « Jusqu'à dix-huit ans, je voyais les Allemands comme des méchants », se souvient-il. Ce n'est qu'avec les rencontres d'après-guerre qu'il a découvert l'histoire dramatique de l'Alsace. « Ma belle-mère a perdu un frère en 40 sous l'uniforme français, un autre sous l'uniforme allemand en 43. »

Se fient-il d'avoir communiqué sa passion transfrontalière. A son instigation, « l'idée d'une petite rencontre pour 1994 », entre les protestants de Strasbourg et de Kehl, la petite ville allemande limitrophe, « avait germé ». Jean-Jacques Reutenauer accepte d'être délégué au comité de pilotage. En fait de « petite rencontre », le projet devient le vaste rassemblement « Deux rives, une source », et le pasteur d'Ostwald une de ses chevilles ouvrières. 4 000 personnes se rassemblent, en septembre 1994, de part et d'autre du Rhin.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? « Beaucoup de jumelages entre paroisses, créés ou réveillés », l'envie de recommencer, et surtout « le sentiment de s'être découverts ». Désormais, au Conseil protestant de Strasbourg, qui réunit luthériens, réformés, baptistes, méthodistes, mennonites et que préside Jean-Jacques Reutenauer depuis 1996, les paroisses protestantes de Kehl sont représentées par un invité permanent.



La rue des Hallebardes, à deux pas de la cathédrale, est l'une des nombreuses allées piétonnes du centre historique de la métropole alsacienne.

■ ■ ■ Le 14 septembre 1996, quinze mille personnes de l'agglomération manifestaient contre le projet d'implantation. Les élus alsaciens, toutes tendances confondues, prenaient acte et DHL était prié d'aller s'installer ailleurs.

Au-delà de la polémique sur les emplois perdus, reste l'avenir de l'aéroport. Sous la pression des associations de riverains, son accès est interdit de 23 heures à 6 heures. Ce qui, dit-on, empêche l'équipe de football du Racing, l'enfant chéri des Strasbourgeois, de rentrer le soir après un match à l'extérieur.

L'ambition de donner un vrai statut international à l'aéroport d'Entzheim est loin d'être réalisée

Plus sérieusement, la mauvaise publicité faite autour de l'affaire DHL limite objectivement le développement de l'aéroport, les entreprises se méfiant fatalement d'une plate-forme surveillée de près par des habitants mobilisés en permanence. Malgré les efforts de la direction d'Entzheim et de la chambre de commerce, l'ambition de donner un vrai statut international à l'aéroport est loin d'être réalisée. Il suffit de relever les difficultés rencontrées par les par-

mentaires européens pour s'en persuader. Il n'est pas de session pendant laquelle tel ou tel groupe d'eurodéputés ne se plaint, à la tribune, des embarras d'accès à son lieu de travail. Certes, tous ne sont pas exempts d'arrière-pensées, comme les pro-bruxellois. Peu importe : la critique existe et une réponse doit y être apportée. Pour l'instant, elle n'a pas été trouvée sauf à dire, comme cet écologiste strasbourgeois, plus sérieux que jamais : « Les Européens n'ont qu'à tenir compte des spécificités alsaciennes. »

Le souci permanent de ne pas bousculer l'ordre des choses, de rester entre soi et, depuis une bonne décennie, de préserver l'environnement quels que soient les enjeux explique largement les atomollements dans le dossier du TGV-Est. En 1979, rappelle Jean-Claude Herrgott, Daniel Hoefel, alors ministre des transports du gouvernement de Raymond Barre et président du conseil général du Bas-Rhin, disait : « L'Alsace n'a pas besoin de train à grande vitesse. » Un ancien secrétaire général de la chambre de commerce expliquait, encore récemment : « Construire le TGV va accroître l'emprise de Paris sur Strasbourg. » Certes, cet état d'esprit n'explique pas tout - il ne faudrait pas oublier les tergiversations des gouvernements successifs, de droite comme de gauche, et les réticences de la SNCF -, mais il est révélateur de la difficulté des élus alsaciens en général à prendre une décision tant ils tiennent à ne décevoir personne, tant le souci consensuel est omniprésent. ■ ■ ■

P ORTRAITS

ROGER SIFFER,
directeur du Théâtre de la Choucrouterie

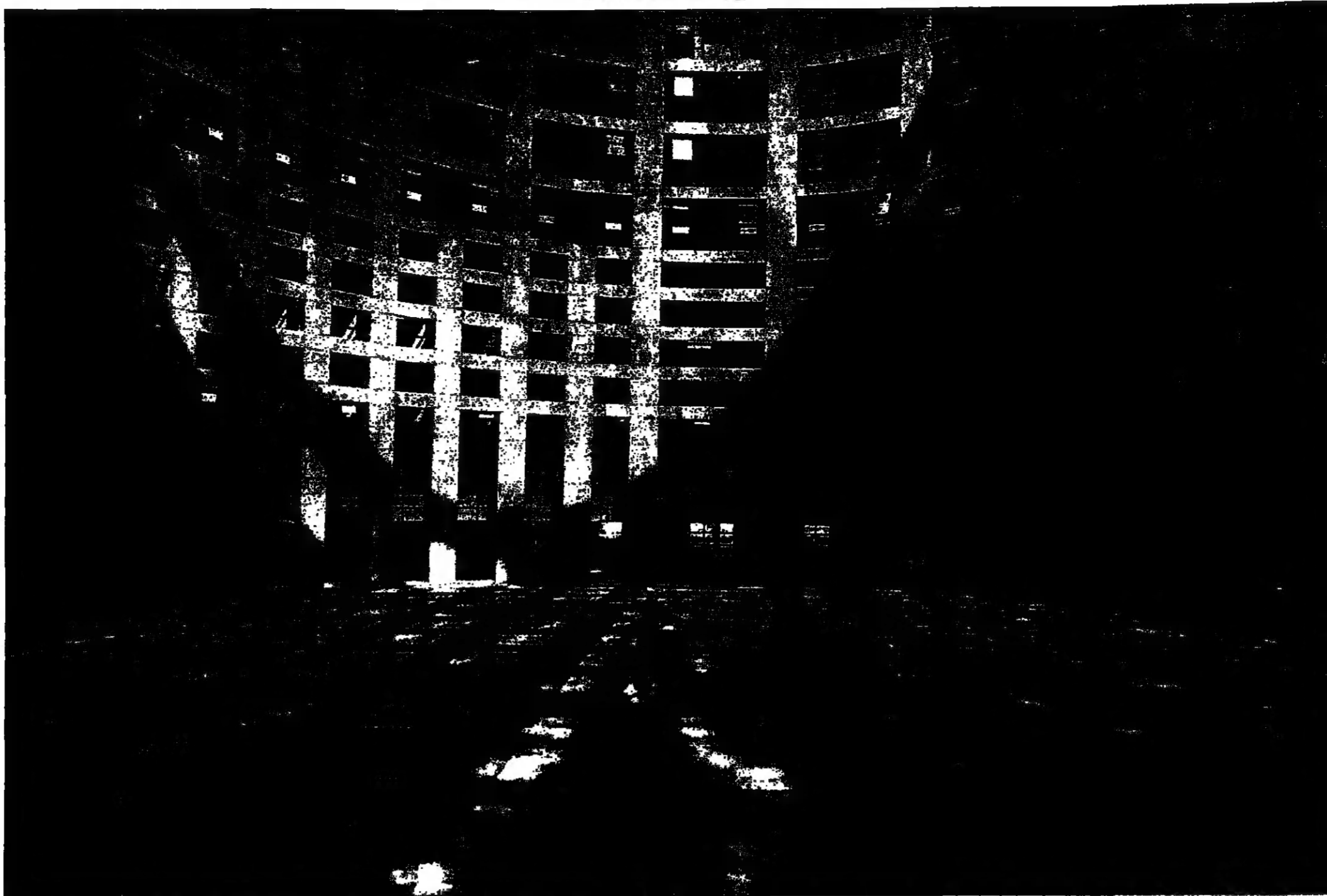
Barde et pourfendeur de l'extrême droite

■ C'était au début des années 70. Par « hasard », dit-il aujourd'hui, à la faveur de quelques soirées trop « arrosées », Roger Siffer s'est mis à chanter en dialecte alsacien, sa langue maternelle. Et à populariser le répertoire oublié de comptines surréalistes tendance provocation et scatologie. Le régionalisme de gauche et d'extrême gauche faisait la part belle aux « Bretons, Basques, Corses, Occitans, etc. », ce dont s'offusquait déjà le barde alsacien, enfant de Mai 68, « anarcho-bouffon » : « Nous ne sommes pas les "etc." de la France. »

« Ce fut pour moi, se souvient-il, le début d'une carrière nationale, vu que l'international, je l'avais déjà, grâce à l'amour étouffant que vouent à l'Alsace l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. » Ses « convictions » et sa « militance » le conduisent à produire « plus d'une quinzaine de groupes et d'artistes alsaciens, voire à en forcer certains à chanter en dialecte ». En février 1984, il met à leur disposition un « outil de travail » : le Théâtre de la Choucrouterie. Pour éviter une trop forte odeur de choucroute, il prend soin de « laisser les fenêtres ouvertes » à toutes les cultures. Quinze ans après, Siffer en reste fier ; bien plus, on s'en doute, que de la « navante dérive extrémiste d'un quart de blancs d'Alsace qui ont pris l'habitude de voter pour les partis pronant l'exclusion ». Voilà donc le cabaretiste-chansonnier-directeur de la « Chouc » reparti en croisade. Contre les tentations du repli identitaire, « dont l'Alsace, pense Siffer, ne se défera vraiment qu'au prix d'une catharsis sur son histoire ». Pour la promotion des cultures minoritaires : il organise, en juillet, leur premier festival européen à Strasbourg, baptisé Babel, avec l'appui de la municipalité. Sur les bords du Rhin et sur fond de polémique, du hard-rock basque, du blues catalan, du raggauffin occitan, du rap kosovar, aux côtés du « grommelot » et des parlers minoritaires d'Alsace comme le yénische, la langue des nomades sédentarisés, et le welche, un dialecte francique enclavé dans quelques dernières vallées vosgiennes, seront mis en scène. Tous les artistes alsaciens n'ont pas adhéré à l'aventure. Siffer, « boulimique » selon ses opposants, « se fait la part trop belle ».

« Mais je suis sûr d'avoir raison », insiste, impavide, l'artiste quinquagénaire. « Sur ce coup comme sur les prochains » : la sixième revue « Chouc », la traduction en alsacien de textes de Bernard-Marie Koltès après ceux de Dario Fo, la suite de son combat « contre les extrémismes, avec pour seule arme la culture », matinée d'ironie persifleuse.

مكتبة من الأمل



Le nouveau bâtiment du Parlement européen devrait être terminé cet été. Cet édifice de 220 000 m², conçu par les sept associés de l'agence Architecture Studio, se présente au visiteur en trois parties : un cylindre creux, adossé aux bureaux ; une sorte d'aile hyperbolique ; un dôme qui dissimule principalement l'hémicycle.

PORTRAITS

GÉRARD DRUESNE, directeur du Centre des études européennes

Apprendre aux cadres la communauté en devenir

■ « On ne doit pas s'installer, parce qu'on est là pour conduire une stratégie et, au bout d'un certain temps, il faut quelque chose de neuf, avec de nouvelles idées. » A cinquante-trois ans, Gérard Druesne, qui dirige le Centre des études européennes de Strasbourg, est un bel exemple du parcours réussi d'un serviteur de l'Etat, toujours soucieux de mobilité. Lui qui a fait une brillante carrière de professeur de droit public, jusqu'à accéder à la présidence de l'université des sciences sociales et humaines de Nancy, avait déjà touché à l'Europe en enseignant pendant six ans au Collège de Bruges. Il est depuis deux ans directeur du programme Erasmus de la Commission de Bruxelles lorsque intervient la décision de transférer l'ENA à Strasbourg.

Michel Delebarre, alors ministre de la fonction publique, lance l'idée de créer, à côté de l'Ecole nationale, un institut spécialisé dans la formation européenne. Un rapport est confié au futur directeur du centre. Sur la base de ses conclusions, le nouvel établissement ouvre ses portes en octobre 1994, sous le gouvernement d'Edouard Balladur. Logé dans les mêmes locaux que l'ENA, la Commanderie Saint-Jean, datant du XVIII^e siècle, le centre fonctionne sur le même mode que son prestigieux colocataire. Les formations sont assurées uniquement par des prati-

ciens. « Il ne s'agissait pas de créer une école administrative de plus », souligne Gérard Druesne. C'est pourquoi il insiste sur la nationalité de ses « élèves », dont la moitié vient d'autres pays européens, notamment d'Europe de l'Est. En 1998, 120 sessions de formation d'environ trois jours ont été organisées pour 3 700 élus, fonctionnaires, magistrats, cadres d'entreprises et responsables syndicaux.

La bonne cohabitation avec l'ENA a conduit à une étroite coopération. Ainsi, le centre assure la mise en œuvre du module européen destiné à la formation des administrateurs civils nommés au tour extérieur. A titre personnel, son directeur coordonne l'enseignement des affaires communautaires dispensé aux énarques. Confiné dans un rôle de gestionnaire, le directeur du centre a dû renoncer à enseigner. Réaliste et modeste, Gérard Druesne précise : « Je ne peux garantir la régularité que suppose un enseignement digne de ce nom. » Alors, il songe à réoccuper une chaire à la fin de son deuxième mandat de trois ans, sauf, précise-t-il, « si on me propose quelque chose d'autre ». Conçu pour une durée de dix ans, le centre peut-il perdurer ? « Il s'est fait sa place, et je ne peux imaginer qu'il disparaisse au terme d'une décennie », prophétise le directeur.

■ ■ ■ A telle enseigne que le TGV Paris-Strasbourg était devenu un véritable serpent de mer. La traversée des Vosges, nécessitant la percée d'un nouveau tunnel, soulevait une question éminente. Il était beaucoup question de préserver les paysages alsaciens et les intérêts houblonniers. Pour éviter de construire une voie nouvelle, on s'est agrippé, un temps, à la technologie « miracle » du train pendulaire. Avec le projet présenté par le gouvernement de Lionel Jospin, toutes les difficultés semblent, enfin, applanies.

Seule, dans cette affaire, Catherine Trautmann, présidente de l'association du TGV Est, a toujours tenu le même discours : priorité absolue à un vrai TGV de Paris à Strasbourg. Sinon rien. L'ancien maire avait, à la vérité, la partie facile face à Adrien Zeller, contraint de tenir compte de la pression des écologistes du conseil régional et des aspirations de Mulhouse, la deuxième ville de la région, qui milite pour le TGV Rhin-Rhône. Qu'il en soit, la ministre de la culture et de la communication aura son TGV, qui mettra Strasbourg à 2 h 20 de Paris ; le président de l'assemblée ré-

gionale de la nouvelle voie en Alsace est prévue dans la seconde étape ; les études pour la liaison Rhin-Rhône sont lancées.

Qu'on ne se y trompe pas : cette affaire de TGV ne passionne pas réellement les Strasbourgeois, malgré l'énergie déployée par les politiques et la place accordée par la presse régionale. Ce qui les intéresse au plus haut point, c'est ce qui se passe *intra muros*. Le tramway, voilà la vraie affaire qui a déclenché les passions, à un degré tel qu'elle a été le grand sujet politique pendant des années. Lors de la campagne des municipales de 1989, Catherine Trautmann met à la tête de son programme un projet qui figure dans les cartons de la municipalité de droite depuis une quinzaine d'années : faire revenir le tram à Strasbourg. L'équipe de

Marcel Rudloff s'est convertie, entre-temps, au VAL, le métro léger de Matra.

La bataille repart de plus belle après la victoire de la liste socialiste. Les associations de commerçants se multiplient pour protester contre la faillite qu'elles disent programmée par les embarras dus aux travaux. La mairie négocie des compensations. Le tram est le sujet de toutes les conversations dans les bistrot, ses défenseurs ayant du mal à contenir les assauts de ses détracteurs. La droite strasbourgeoise met à profit le moindre couac pour dénoncer « la Trautmann » qui « massacre la ville ». Le maire RPR d'Ulrich-Graffenstaden, commune du sud de la communauté urbaine, refuse que la ligne passe chez lui. Catherine Trautmann traverse de mauvais moments mais tient bon. ■ ■ ■

PORTRAITS

FARUK GÜNALTAIY, directeur du cinéma L'Odyssée

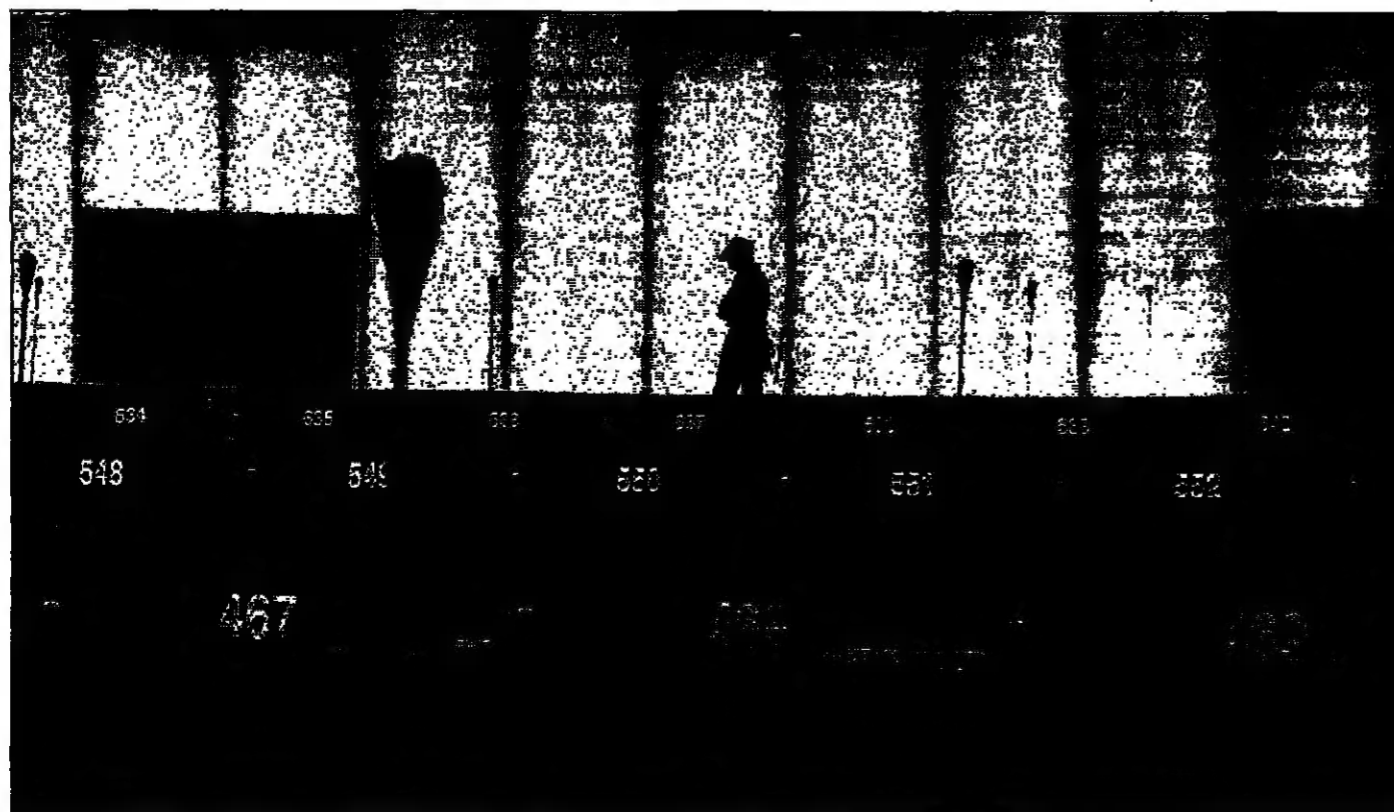
Un cinéophile pro-européen

■ C'est un Turc de Strasbourg. Passion : le cinéma. Faruk Günlaltay, cinquante ans, est arrivé très jeune dans la capitale alsacienne. Quand son père est entré dans l'administration du Conseil de l'Europe. Muni d'une maîtrise de lettres, c'est naturellement dans un lycée strasbourgeois qu'il trouve un poste de professeur d'histoire. Il met dix ans à réaliser son rêve : diriger une salle et projeter des films européens.

Avec quelques autres cinéphiles, aussi passionnés que lui, il crée en 1983 l'association Rencontres cinématographiques d'Alsace (RCA) et collabore plus ou moins bien avec huit cinémas du centre-ville. Très vite, la réalité s'impose : pour monter une programmation digne de ce nom, il faut avoir son propre écran. Trois ans plus tard, une opportunité se présente. Un cinéma, situé à deux pas de la place Kléber, tire définitivement le rideau. La ville en est propriétaire. Un projet à vocation pédagogique et culturelle est présenté à la municipalité. « Il avait été reçu avec sympathie mais sans enthousiasme », se souvient-il. Rien ne se passe jusqu'aux municipales de 1989. L'équipe des cinéphiles prend contact avec celle de Catherine Trautmann. Elus, les socialistes honorent leurs engagements. Deux ans de travaux. Coût : 11,5 millions de francs pour rénover, équiper et redonner vie à un cinéma qui avait commencé sa carrière en 1913.

L'Odyssée - deux salles de 260 et 63 places - ouvre ses portes à l'automne 1992. Faruk Günlaltay en devient le directeur avec la même idée en tête : faire un cinéma consacré en priorité à la projection des œuvres européennes. Aujourd'hui, L'Odyssée propose 400 films et fait 85 000 entrées. Il aime marquer sa différence : « 60 % des projections sont européennes alors que la moyenne dans les salles en France n'est que de 6 %, hors les productions nationales. » Et valoriser sa performance financière : « Sur un budget annuel de 4,5 millions de francs, nous ne bénéficions que de 500 000 francs de subventions, soit un autofinancement assuré à 90 %. »

Pour accompagner le mouvement, L'Odyssée produit sa propre revue et organise des projections suivies de débats avec les réalisateurs européens mais aussi américains ou japonais. Ses dirigeants mettent en outre sur pied des « semaines nationales », qui servent de support à la discussion, la plupart du temps animée. A l'instar de celle nourrie par la projection de *Pour que la lumière ne s'éteigne pas*, de Reis Celik, qui traite de la situation des Kurdes en Turquie. « Nous avons réussi, ainsi, à créer un espace de dialogue », assure Faruk Günlaltay.



Le nouveau Parlement européen accueillera cet été 629 parlementaires. Il comprend 1 133 bureaux, 29 salles de réunion, 275 postes de travail pour les journalistes.

PORTRAITS

JEAN-MARIE LANG,
spécialiste de l'immuno-déficience humaine

Le combat de « M. Sida »

Dans son bureau du pavillon médical A, la partie ancienne des hôpitaux universitaires, le professeur Jean-Marie Lang est, pour beaucoup de Strasbourgeois, « M. Sida ». Cette enseigne peu facile à porter n'effarouche pas ce diable d'homme, chaleureux derrière sa moustache. Son équipe suit environ 700 personnes infectées par le VIH. « L'arrivée des traitements hautement efficaces, un terme que je préfère à celui de "trithérapies", a abaissé considérablement la morbidité et diminué la mortalité. » L'infection se poursuit en Alsace au rythme d'une centaine de nouveaux cas par an, et la population suivie est de moins en moins hospitalisée.

Pour autant, le professeur Lang s'insurge contre l'idée selon laquelle « le sida, c'est terminé ! » Il la sent partout. Chez les personnes touchées elles-mêmes, « des gens qui se sentent bien, sans symptôme, qui rentrent dans les indications de traitement et ne sont pas prêts, mentalement, à être traités ». Dans les préjugés d'une population pourtant informée, car « plus de la moitié des cas de maladie qui nous arrivent concernent des personnes qui découvrent leur séropositivité ». Sur le terrain de la prévention : « C'est le syndrome de la pilule du lendemain. On a un comportement à risque, mais on croit avoir un joker. » Enfin, dans le système de santé lui-même : « Ceux qui ont mis beaucoup de temps à se mobiliser devant la puissance de l'évidence n'ont qu'une envie, celle de dire que c'est fini, et qu'ils l'avaient bien dit. »

Or le sida est installé. Et Jean-Marie Lang continue à s'investir dans la lutte contre la maladie. Formé à l'hématologie et à l'immunologie, le professeur Lang s'est retrouvé l'un des interlocuteurs des premiers sidéens, en 1983. Il n'a plus quitté ce terrain. « Au début, on a bricolé pour trouver des moyens. Le sida est arrivé dans un climat de déni général, puis de sous-information et, pendant longtemps, il n'y avait pas que les malades qui étaient pestiférés... » Se mettre en avant, comme il l'a fait alors avec vigueur, c'était, reconnaît-il, s'exposer à être stigmatisé et à irriter. Mais, « je n'ai pas cherché la médiatisation, les soignants étaient alors les seuls communicants et formateurs car ils étaient tout seuls sur ce terrain pendant des années ». Aujourd'hui, il s'inquiète de la « naïveté » des personnes de quarante ans et du vieillissement des séropositifs dépités : « Peut-être faut-il en parler davantage dans les collèges pour que les enfants informés parents et grands-parents. »

Parallèlement, il voit changer son travail. Car on peut imaginer, dit-il, que des gens vont désormais vivre avec leur virus jusqu'à leur mort... pour des raisons autres que leur infection. Avec presque un tiers de femmes parmi les personnes séropositives se pose, par ailleurs, de plus en plus le problème de la maternité : « Un réseau entre soignants du VIH, gynécologues-obstétriciens et pédiatres s'est organisé naturellement à Strasbourg, et cela marche très bien. »

TOMI UNGERER,
illustrateur, écrivain, sculpteur

Le créateur inclassable

Tomi Ungerer n'est jamais là où on le croit. Il vagabonde en Irlande quand on le cherche en Alsace. En Allemagne, quand on l'attend aux États-Unis. Son œuvre aussi – illustrations, livres, affiches, sculptures, dessins animés – bouscule les idées toutes faites, les écoles artistiques et, gentiment, son propre public.

Mi-mars, il quittait Strasbourg après une escale alsacienne de deux mois. « Je déteste faire des bagages », expliquait ce grand voyageur. En mai, il doit être outre-Atlantique pour présenter l'édition américaine de son livre *A la guerre comme à la guerre*, pour celui sur *Les Chats* et plusieurs ouvrages pour enfants. Retour sur le Nouveau Continent, où il arrivait en 1956 avec, dit sa légende, 60 dollars en poche, et où il allait vivre jusqu'en 1970.

Pour fixer Tomi, qui ne s'imaginer pas très bien en papillon punaisé sur une planche, il fallait bien un musée. Et où serait-il mieux planté qu'à Strasbourg, sa ville natale, à laquelle l'artiste a donné en deux brassées, en 1975 puis en 1991, ses œuvres graphiques originales et sa collection de jouets mécaniques anciens ? Les premiers sont archivés au Centre de documentation Tomi-Ungerer, en plein centre-ville, les seconds attendent leur futur hébergement. On parle de 2001, année d'élections municipales : murmurent ceux qui voient le mal partout, soixante-dixième anniversaire de Tomi rappelleront ses biographies.

Le lieu est trouvé : place du Château, à 20 mètres de la façade ouest de la cathédrale de Strasbourg, sur 700 mètres carrés libérés par la création, en 1998, du Musée d'art moderne et contemporain. Thérèse Willer, responsable du Centre Tomi-Ungerer, suit ce projet avec passion. « Elle sait tout ce que j'ai oublié sur moi », s'amuse Tomi. C'est elle aussi qui coordonne les expositions, accueille les groupes, reçoit les collectionneurs, donne des conférences, fait découvrir le trait féroce de la période américaine de Tomi, explique ce destin alsacien à ceux qui ne savent rien de ce bout de terre qui a enfanté Ungerer. Inclassablement.

L'inclassable artiste n'a pas le goût de l'inventaire. A lui l'invention, la création, le voyage. Il prépare un nouveau livre, texte et dessins, pour enfants. Il racontera l'histoire d'un « Teddy bear » durant le second conflit mondial. Une guerre que Tomi a vécue, enfant, à Colmar, et qui revient souvent dans son œuvre récente. Il a promis un ouvrage sur son père à une maison d'édition alsacienne : voyage dans l'enfance d'un artiste dont le livre le plus connu demeure *Das grosse Lederbuch* (Zürich, 1975). Enfin, il plaide pour un lieu de mémoire yiddish en Alsace.

Tomi Ungerer à Strasbourg restera un citoyen volage, qu'on ne catalogue pas, même dans un musée à son nom. Au fond, ne s'est-il pas libéré de son œuvre en la donnant ?

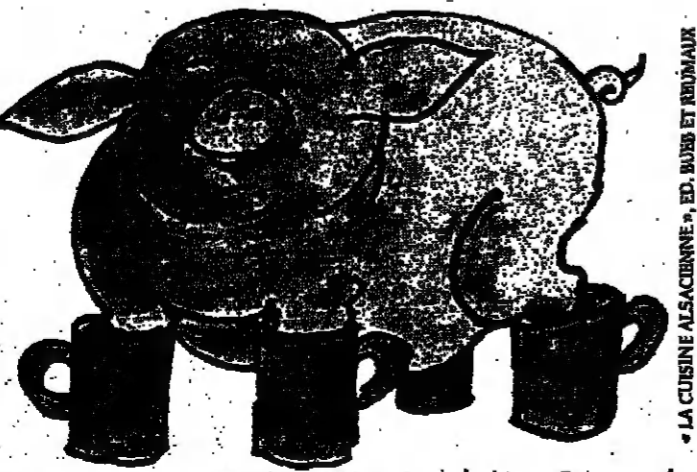
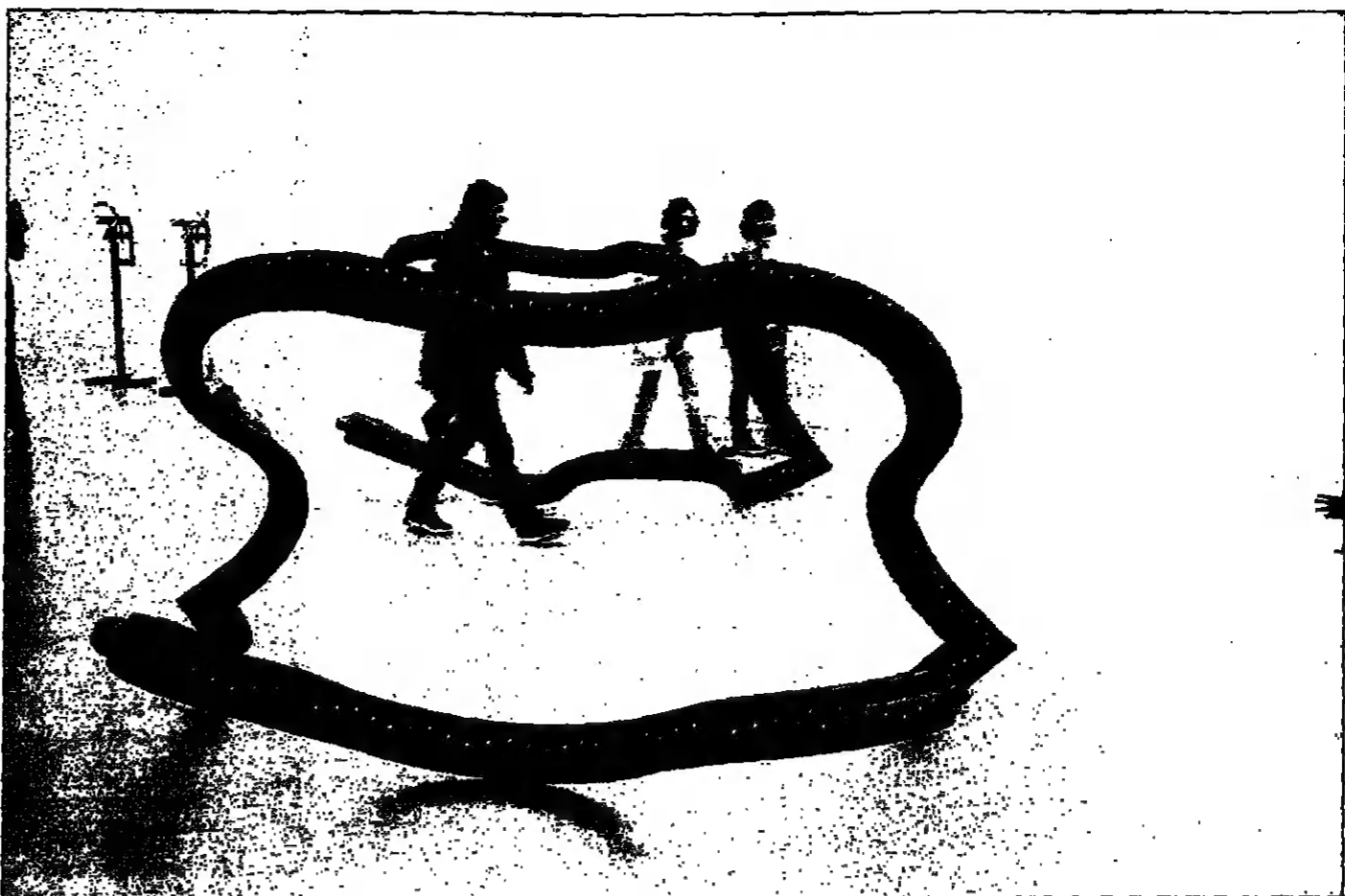


Illustration de Tomi Ungerer pour la recette des pieds de porc à la bière.



Inauguré le 6 novembre 1998, le Musée d'art moderne et contemporain accueille, dans un espace de 13 000 m² à l'architecture lumineuse – inspirée par la cathédrale, avec une nef et deux bas-côtés –, des œuvres de Doré à Braque, de Rodin à Kiefer...

■ Le 25 novembre 1994, le tramway est inauguré. Les petits pépins du début de la mise en service prolongent la polémique jusqu'aux municipales de juin 1995. Malgré les neuf listes en lice, celle de Catherine Trautmann passe au premier tour. Les critiques se taisent. La fréquentation dépasse les prévisions les plus optimistes. En fin de semaine et les jours fériés, le tram se remplit encore un peu plus avec l'afflux des touristes allemands. Mûrch, qui a basculé à gauche, est reliée à la première ligne. Les annonces immobilières précisent la proximité d'une station pour les biens à louer ou à vendre. Le chantier de la seconde tranche est ouvert, avec son lot de voies de circulation barrées, de changements du sens de rues, d'embouteillages. Hormis les récriminations de quelques irréductibles, tout se passe bien. Les Strasbourgeois prennent leur mal en patience. Maintenant, c'est leur tram.

Il en va de même pour les institutions européennes, surtout le Conseil de l'Europe. Installée à Strasbourg depuis sa création, il y a cinquante ans, l'organisation des droits de l'homme s'est construite, depuis, deux « palais » : le premier, il y a un quart de siècle, le second, au début de la décennie, pour sa cour de justice. Tous deux sont situés en face du parc de l'Orangerie, au bord de l'ill. Le Conseil de l'Europe est tellement intégré à la cité qu'il s'en est quelque sorte « enstrasbourgisé ». Fonctionnant de manière tout à fait provinciale, l'enceinte des « Quarante » oublie le plus souvent son discours sur la « Grande Europe », celle de Dublin à Vladivostok. Strasbourg le lui rend bien en lui conservant son statut de chouchou. Même lors-

qu'elle se trompe lourdement sur la réalité du régime de Slobodan Milosevic, en Serbie. Donner de la clarté ou de l'efficacité au Conseil de l'Europe revient à s'attirer les foudres de tous les cercles européens « politiquement corrects » de Strasbourg. Il est vrai que la présence de quarante ambassades, représentant autant d'États membres, qui lui sont attachées, donne un caractère international à la capitale alsacienne que l'Union européenne n'est pas en mesure de lui conférer.

La présence des Quinze se limite à une antenne du Parlement européen, constituée d'une quaran-

te leur porte le Strasbourgeois est bien moindre. Il ne les connaît pas aussi bien ou pas du tout. Ils sont mal identifiés, ne seraient-ce que parce qu'ils n'ont pas de chez eux. Ils sont toujours locaux du Conseil de l'Europe pour l'essentiel. Surtout, la bataille qu'a livrée la majorité de cette « population nomade » pour rester à Bruxelles a nourri une certaine amertume chez le Strasbourgeois.

La campagne engagée au milieu des années 80 par les pro-bruxellois pour que l'Assemblée s'installe pleinement dans la capitale belge a conduit les responsables parlementaires à faire preuve de

Depuis la Libération, la capitale alsacienne a largement bâti son développement sur l'institutionnel : l'ENA, le Conseil de l'Europe, une bibliothèque nationale, un théâtre national, un musée d'art moderne digne de ce nom, Arte...

taille de personnes. Le reste, c'est une semaine par mois pendant laquelle trois mille à quatre mille personnes – eurodéputés, assistants, fonctionnaires – et leurs cantines débarquent à Strasbourg pour le bonheur des hôtels, des restaurants et des taxis. Et le malheur des riverains dont la quiétude est mise à mal. Quand les partisans du leader kurde Abdulah Ocalan, emprisonné en Turquie, n'en rajoutent pas en manifestant jour et nuit, slogans et chants à l'appui, devant le Palais de l'Europe. Les Européens de l'Union sont simplement de passage. Résultat, la considération

prudence quant à la réalisation de locaux à Strasbourg. Jouant le fait accompli, les adeptes de Bruxelles ont engagé d'énormes dépenses – le fameux « Caprice des dieux » – avec l'aide d'intérêts privés, y compris français. Il a fallu que les chefs d'État et de gouvernement de l'Union tapent sur la table pour que les opposants à Strasbourg acceptent de tenir douze sessions par an dans la cité alsacienne. Alors, il a été consenti à cette dernière le droit de construire, à son tour, son propre hémicycle.

Des années après celui du « Caprice des dieux », le chantier est

ouvert avec la garantie de l'État français et sous la direction de la société d'aménagement d'équipement de la région de Strasbourg (Sers). Un trop gros morceau pour cette société d'économie mixte qui, de plus, se voit confrontée à une réalisation singulièrement complexe sur le plan technique. Les travaux prennent du retard. La Sers ouvre un contentieux avec le cabinet d'architectes. Les autorités parlementaires menacent d'appliquer des pénalités. Une commission d'arbitrage est constituée. Le gouvernement prend les choses en main et un compromis est conclu. La ville et, avec elle, le département et la région sont disposés à mettre la main à la poche pour financer les aménagements demandés par les eurodéputés. Le bâtiment sera fin prêt en juillet, pour l'installation de la nouvelle Assemblée issue du scrutin du 13 juin. Au bout du compte, un édifice pharaonique d'un coût de 3 milliards de francs et des poussières. Il fallait bien soutenir la comparaison avec la rivale bruxelloise.

C'est que les Strasbourgeois aiment bien les institutions. Elles confortent le caractère cossu de la ville auquel ils tiennent tant. Que d'efforts déployés pour accueillir l'ENA ! Les locaux offerts sont tellement somptueux – la commanderie Saint-Jean, datant du XVIII^e siècle, renouée de fond en comble – que Strasbourg reçoit en prime le Centre des études européennes. Depuis la Libération, la capitale alsacienne a largement bâti son développement sur l'institutionnel : une bibliothèque nationale, un théâtre national, l'Opéra du Rhin, un musée d'art moderne digne de ce nom, une chaîne de télévision européenne, Arte.

هكذا من الأمل

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 26